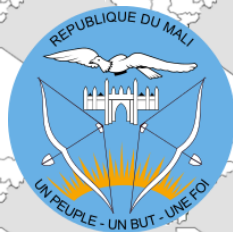


MINISTRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES

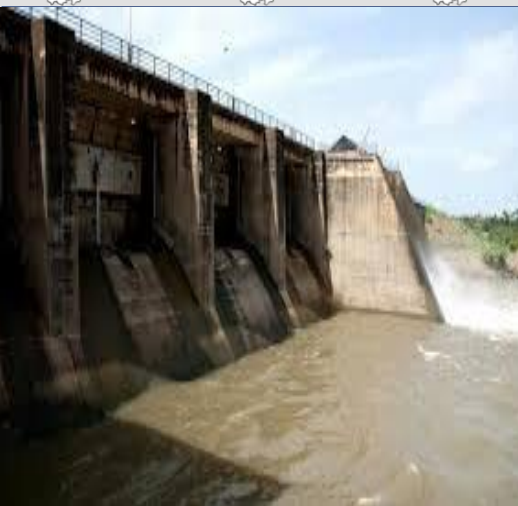
SECRETARIAT GENERAL



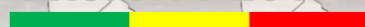
REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

# PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE



Exercice 2017



Juin 2017

# SOMMAIRE

<b>I. NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET D'ETAT RECTIFIE 2017</b> .....	<b>1-15</b>
<b>II. PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2017</b> .....	<b>16-181</b>
- Projet de Loi portant modification de la Loi de Finances 2017 .....	17-119
- Tableau des Recettes Rectifiées .....	120-144
- Tableau des Dépenses Rectifiées .....	145-181
<b>III. AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES</b> .....	<b>182-208</b>
- Etat A (Nouveau) : Détail des Ressources .....	183-184
- Etat H (Nouveau) : Plan de Trésorerie Mensualisé .....	185-187
- Etat M (Nouveau) : Position Nette du Gouvernement au 31/12/2016 et 31/12/2017 .....	188-189
- Etat O (Nouveau) : Annexe fiscale .....	190-208
<b>IV. ANNEXES EXPLICATIVES, SERVICES VOTES - MESURES NOUVELLES</b> .....	<b>209-254</b>
- Présidence de la République .....	210
- Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale .....	211-212
- Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine .....	213-214
- Ministère de la Défense et des Anciens Combattants .....	215
- Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat .....	216-217
- Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile .....	218
- Ministère de l'Economie et des Finances .....	219-220
- Ministère du Travail et de la Fonction Publique .....	221-222
- Ministère de l'Administration Territoriale .....	223-225
- Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale .....	226-228
- Ministère de l'Education Nationale .....	229
- Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Affaires Foncières .....	230-231
- Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme .....	232-234
- Ministère de l'Equipement et du Désenclavement .....	235-236
- Ministère des Transports .....	237-239
- Ministère du Développement Industriel .....	240
- Ministère du Commerce .....	241
- Région de Gao .....	242-245
- Région de Ménaka .....	246-250
- Comptes et Fonds Spéciaux .....	251
- Charges Communes .....	252-254
<b>V. SITUATION D'EXECUTION AU 31 MARS 2017</b> .....	<b>255-323</b>
- Note de Présentation .....	256-261
- Tableau des Recettes .....	262-291
- Tableau des Dépenses .....	292-322

# **NOTE DE PRESENTATION**

## NOTE DE PRESENTATION

*(Relative au Collectif Budgétaire 2017)*

### I. EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE 2017

#### 1. Au plan international

L'environnement économique mondial est caractérisé par un climat d'instabilité avec une évolution différenciée de l'activité économique selon les régions du monde.

**En 2016, la croissance mondiale** s'est établie à 3,1%, en léger recul par rapport à 2015 (3,4%) sous l'effet d'un ralentissement de la croissance dans les pays avancés par rapport aux années précédentes (2,1% en 2015 contre 1,8% en 2014). Il en est de même dans les pays émergents et les pays en développement (4,1% en 2015 contre 4,6% en 2014).

S'agissant des perspectives économiques mondiales, la croissance mondiale devrait passer de 3,1% en 2016 à 3,5 % en 2017.

**Dans les économies avancées**, les perspectives sont favorables avec une augmentation modérée de la croissance économique de 2,0% en 2017 contre 1,7 % en 2016. Dans presque tous les pays avancés, l'inflation devrait être plus élevée en 2017 qu'en 2016 et atteindre 2,0% en 2017 contre 0,8 % en 2016 :

- ♦ **Aux États-Unis**, l'économie a perdu sa vigueur avec un recul d'un point de pourcentage entre 2015 (2,6%) et 2016 (1,6%). L'hypothèse de projection 2017 est basée sur une relance budgétaire qui porterait la croissance à 2,3%. L'accentuation de la pente de la courbe des rendements, la hausse des cours des actions et l'appréciation considérable du dollar américain depuis l'élection présidentielle du 08 novembre 2016 confortent cette projection. L'inflation connaîtrait une hausse par rapport à 2016 (1,5% 2017 contre 0,8% en 2016).
- ♦ **Dans la zone euro**, la reprise devrait se poursuivre entre 2017 et 2018 à un rythme plus ou moins similaire à celui observé en 2016. Cette reprise modeste devrait être favorisée par une politique budgétaire légèrement expansionniste, des conditions financières accommodantes, un euro plus faible. La croissance économique dans la zone euro devrait progresser de 1,7% en 2017. Globalement, l'inflation connaîtrait une augmentation de 1,7% en 2017 contre 0,2% en 2016.



**Dans les pays émergents et les pays en développement**, une accélération de la croissance économique est prévue avec un taux prévisionnel de 4,5% contre 4,1% en 2016. Elle cache toutefois une disparité entre des pays comme la Chine et le Nigéria dont les prévisions de croissance ont été revues à la hausse, et d'autres pays d'Asie, d'Amérique Latine et du Moyen Orient. Le taux d'inflation devrait augmenter en passant de 2,9% en 2016 à 3,2% en 2017.

**En Afrique subsaharienne**, la croissance devrait s'établir cette année à 2,6% contre 1,5% en 2016. Cette prévision un peu plus optimiste par rapport à 2016 se justifie par la révision à la hausse des prévisions de croissance pour le Nigéria et l'Afrique du Sud en raison de l'augmentation de la production pétrolière. Elle cache toutefois des trajectoires économiques hétérogènes avec d'une part, les pays importateurs de pétrole qui bénéficient de prix à l'importation moins élevés et d'une croissance plus forte et d'autre part, les pays exportateurs de produits de base qui subissent les conséquences de la baisse des cours du pétrole.

La région afficherait un taux d'inflation d'environ 10,8% en 2017 contre 11,3% en 2016.

**Dans la zone UEMOA**, le taux de croissance connaîtrait une légère augmentation en passant de 6,6% en 2015 à 6,8% en 2016 due en partie au niveau élevé des investissements. Pour 2017, la croissance devrait demeurer forte à environ 7%, malgré la persistance des menaces sécuritaires.

Le taux d'inflation continue à suivre la tendance à la hausse amorcée en 2015. Le rythme de progression du niveau général des prix à la consommation dans la zone s'est établi, en moyenne, à 1,2% en 2016 contre 1,0% en 2015 ; il ressortirait à 1,7% en 2017.

## **2. Au plan national**

Le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2016-2018, constitue la nouvelle feuille de route du Gouvernement. Il s'appuie sur les politiques sectorielles en matière de croissance inclusive et durable, d'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et de renforcement du développement institutionnel et durable.

En ce qui concerne les perspectives macroéconomiques, elles demeurent favorables malgré un contexte sécuritaire fragile. La croissance réelle du PIB devrait rester solide à 5,3% en 2017 contre 5,8% en 2016, sous l'impulsion des secteurs agricole et tertiaire ainsi que les investissements publics.

Le taux d'inflation en fin de période est estimé à 1,0% pour 2017 contre -0,8% en 2016.

## **II. RAPPEL DES OBJECTIFS ET ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE**

Les orientations de la politique budgétaire sont tributaires des engagements pris par la République du Mali dans le cadre du Programme Economique et Financier avec le Fonds Monétaire International (FMI) et avec les organisations régionales d'intégration économique (UEMOA et CEDEAO).

Dans le cadre de l'arrangement triennal au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) signé avec le FMI, le Gouvernement s'engage à :

- mettre en œuvre une politique budgétaire qui vise à maintenir le solde budgétaire de base proche de l'équilibre ;
- maintenir le solde budgétaire global (dons inclus) à un niveau compatible avec la viabilité de la dette publique ;
- maintenir un rythme soutenu de mobilisation des recettes fiscales de 0,5 point du PIB par an.

En ce qui concerne les engagements communautaires, les objectifs de déficit budgétaire ne doivent pas s'écarter des normes définies dans le cadre des Pactes de convergence et de surveillance multilatérale de l'UEMOA et de la CEDEAO. Au niveau de l'UEMOA, il s'agit du ratio du déficit budgétaire global (dons inclus) dont la norme est de 3% du PIB (nouveau critère-clef de convergence). Pour la CEDEAO, l'indicateur de suivi est le ratio du déficit budgétaire global hors dons rapporté au PIB, qui doit être inférieur ou égal à 4,0%.

La politique budgétaire reste marquée par l'accroissement des recettes intérieures et, d'autre part, par la réduction de la proportion des dépenses de fonctionnement en faveur des dépenses en capital, en vue de stimuler la croissance économique et la création d'emplois, et de favoriser la réalisation des projets et infrastructures structurants.

Les dépenses sont alignées sur les orientations du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2016-2018 et destinées à soutenir la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire et de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, ainsi que les priorités des secteurs de l'agriculture, des infrastructures et des secteurs sociaux.

### **III. JUSTIFICATION DU COLLECTIF BUDGETAIRE**

La révision de la loi de Finances initiale vise à prendre en charge des nouvelles ressources d'un montant total de 116,643 milliards de FCFA et des dépenses additionnelles s'élevant à 53,030 milliards de FCFA.

De façon spécifique **au niveau des recettes**, la modification de la loi de Finances initiale 2017 vise à prendre en charge :

- le reliquat des ressources provenant du renouvellement et de l'acquisition des licences 3G et 4G de la Société ORANGE Mali pour **50,000 milliards de FCFA** ;
- le report de l'Appui Budgétaire Général de la Banque Mondiale d'un montant de **25,000 milliards de FCFA** ;
- la prise en charge de l'aide budgétaire de la Banque Africaine de Développement (BAD), d'un montant de **19,050 milliards de FCFA** dont 9,800 milliards de FCFA au titre de dons et 9,250 milliards de FCFA de prêt ;
- le décaissement attendu de l'appui de la CEDEAO de **12,000 milliards de FCFA** en faveur de l'EDM-SA ;
- le report de l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) du Canada en faveur de l'Education non utilisé au titre de l'exercice 2016, d'un montant de **1,326 milliard de FCFA** ;
- l'augmentation de l'ABS du Canada en faveur de l'Education au titre de l'exercice 2017 de **1,380 milliard de FCFA** ;
- la régularisation du report du montant de **0,984 milliard de FCFA** au titre de l'ABS décentralisé de la Coopération Suisse non utilisé en 2016, autorisé par l'Arrêté n°2017-1104/MEF-SG du 07 avril 2017 portant report des crédits sur le budget d'Etat 2017 ;
- la régularisation du report d'un montant de **0,530 milliard de FCFA** au titre du Programme d'Assistance Technique (PAT) pour la gouvernance et la décentralisation budgétaire, autorisé par l'Arrêté n°2017-0613/MEF-SG du 14 mars 2017 portant report des crédits sur le budget d'Etat 2017 ;
- l'augmentation du recouvrement de la dette rétrocédée à la SOGEM, à la BNDA et à N-SUKALA respectivement pour 2,743 milliards de FCFA, 0,012 milliard de FCFA et 3,008 milliards de FCFA, soit un total de **5,763 milliards de FCFA** ;
- l'augmentation des ressources du « Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts » et du « Fonds d'Aménagement et de Protection des Faunes » respectivement de **0,382 milliard de FCFA** et **0,228 milliard de FCFA**.

**Au niveau des dépenses**, la modification de la loi de Finances 2017 vise à inscrire les dépenses additionnelles résultant :

- de l'inscription d'un montant supplémentaire de **18,400 milliards de FCFA** en vue des élections régionales et du référendum dans le cadre de la révision constitutionnelle ;
- de l'incidence financière de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure, en cours d'élaboration, pour le deuxième semestre de l'année 2017 à hauteur de **10,000 milliards de FCFA** ;
- de l'augmentation de la provision au titre des nouveaux projets dans le Budget Spécial d'Investissement à hauteur de **10,000 milliards de FCFA** ;
- de l'inscription d'une provision de **4,800 milliards de FCFA**, destinée au financement partiel du Programme d'Urgence Sociale ;
- de l'inscription d'une provision de **5,000 milliards de FCFA** en vue de la prise en charge des incidences financières des accords entre le Gouvernement et les partenaires sociaux ;
- de la régularisation du report du montant de **0,530 milliard de FCFA** au titre du PAT, autorisé par l'Arrêté n°2017-0613/MEF-SG du 14 mars 2017 portant report des crédits sur le budget d'Etat 2017;
- du report des dépenses sur l'ABS du Canada en faveur de l'Education à hauteur de **1,326 milliard de FCFA** ;
- de l'augmentation de l'ABS du Canada en faveur de l'Education au titre de l'exercice 2017, pour **1,380 milliard de FCFA** ;
- de la régularisation du report du montant de **0,984 milliard de FCFA** au titre l'ABS de la Coopération Suisse non utilisé en 2016, autorisé par l'Arrêté n°2017-1104/MEF-SG du 07 avril 2017 portant report des crédits sur le budget d'Etat 2017 ;
- du renforcement des dotations de certains Comptes d'affectation spéciale à hauteur de **610 millions de FCFA** dont :
  - 381,250 millions de FCFA pour le Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts;
  - 228,750 millions de FCFA pour le Fonds d'Aménagement et de Protection des Faunes.

En outre, le présent collectif prend en charge les nouveaux ministères chargés respectivement des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale et des Transports. Cette prise en charge n'a pas d'incidence sur le plafond des dépenses dans la mesure où les nouveaux Ministères ont été dotés à partir des économies réalisées sur certaines lignes budgétaires.

Au regard de ces différents ajustements tant au niveau des recettes que des dépenses, le projet de loi de Finances rectificative 2017 vise un objectif de déficit global de 3,4% contre 4,1% du PIB pour la loi de Finances initiale. Cette réduction du déficit global traduit la volonté du Gouvernement de respecter le critère de convergence de l'UEMOA relatif au solde budgétaire global qui doit être ramené en 2019 à 3% du PIB.

## IV. L'ANALYSE DU BUDGET D'ETAT RECTIFIE

### A. AU TITRE DES RECETTES

Le budget d'Etat rectifié 2017, en terme de prévisions de ressources, s'élève à **2 130,221** milliards de FCFA contre **2 013,578** milliards de FCFA prévus dans le budget initial 2017, soit une augmentation de **116,643** milliards de FCFA ou un taux d'accroissement de **5,79%**. Cette tendance s'explique par la hausse des ressources du budget général et une légère hausse des ressources des Comptes Spéciaux du Trésor.

L'évolution des prévisions par nature de recettes et par budget se présente selon le tableau ci-dessous :

**Tableau 1 : Evolution des prévisions par nature de recettes et par budget**

(En milliards de FCFA)

LIBELLES	LOI DE FINANCES 2017				Variation Collectif/ Initiale en %
	initiale (1)	Report (2)	Ajustement (3)	Collectif budgétaire (4) =(1)+(2)+(3)	
<b>Budget Général</b>	<b>1 918,845</b>	<b>1,514</b>	<b>114,519</b>	<b>2 034,878</b>	<b>6,05</b>
Cessions d'Immobilisations Incorporelles	7,846	-	0,000	7,846	0,00
Cessions Sols, sous-sols	11,825	-	0,000	11,825	0,00
Cessions d'Immeubles	0,000	-	0,000	0,000	-
Cessions de Meubles	0,353	-	0,000	0,353	0,00
Remboursements de Prêts et Avances	3,460	-	5,763	9,223	166,56
Recettes Fiscales	1 364,060	-	0,000	1 364,060	0,00
Recettes non Fiscales (sans les recettes en capital)	81,538	-	50,000	131,538	61,32
Recettes Exceptionnelles (ressources PPTE et reconversion dette)	17,845	-	0,000	17,845	0,00
Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur)	284,600	0,530	0,000	285,130	0,19
Appuis Budgétaires Sectoriels (Dons)	17,718	0,984	2,706	21,408	20,83
Appuis Budgétaires Généraux (Dons et prêts)	129,600	-	56,050	185,650	43,25
<b>Budgets Annexes, Comptes et Fonds Spéciaux</b>	<b>94,733</b>	<b>-</b>	<b>0,610</b>	<b>95,343</b>	<b>0,64</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 013,578</b>	<b>1,514</b>	<b>115,129</b>	<b>2 130,221</b>	<b>5,79</b>

#### 1. Ressources du Budget Général

Les ressources rectifiées du budget général se chiffrent à 2 034,878 milliards de FCFA contre 1 918,845 milliards de FCFA dans le budget initial 2017, soit une augmentation de 116,033 milliards de FCFA ou un taux de 6,05%, dont :

- 50,000 milliards de FCFA de ressources non fiscales au titre du reliquat des ressources liées au renouvellement et à l'acquisition des licences 3G et 4G de la Société ORANGE Mali ;
- 56,050 milliards de FCFA au titre des appuis budgétaires généraux ;
- 3,690 milliards de FCFA d'appuis budgétaires sectoriels ;
- 5,763 milliards de FCFA au titre du recouvrement des arriérés de prêts rétrocédés de la SOGEM, de la BNDA, et de N-SUKALA ;
- une augmentation du budget spécial d'investissement de 0,530 milliard de FCFA.

## **a. Analyse des recettes rectifiées par nature**

### **a. 1. Remboursements de Prêts et Avances**

Les prévisions de recouvrement dans le budget 2017 rectifié au titre de la Direction Générale de la Dette Publique se chiffrent à 9,223 milliards de FCFA contre 3,460 milliards de FCFA dans le budget initial 2017, soit une augmentation de 5,763 milliards de FCFA ou un taux de 166,56% imputable au recouvrement des arriérés des prêts rétrocédés à la SOGEM, à la BNDA et à N-SUKALA.

### **a.2. Recettes non Fiscales**

Les recettes non fiscales se chiffrent à 131,538 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2017 contre 81,538 milliards de FCFA dans le budget initial, soit une augmentation de 50,000 milliards de FCFA ou un taux de 61,32% liée au renouvellement et à l'acquisition des licences 3G et 4G de la Société ORANGE.

### **a.3. Budget Spécial d'Investissement :**

Les ressources extérieures du Budget Spécial d'Investissement (BSI) s'élèvent à 285,130 milliards de FCFA dans le collectif budgétaire 2017 contre 284,600 milliards de FCFA dans le budget initial 2017, soit une augmentation de 0,530 milliard de FCFA ou une variation de 0,19%. Cette hausse découle de la régularisation du report du reliquat des crédits 2016 du PAT sur le budget 2017.

### **a.4. Appuis Budgétaires Sectoriels :**

Les ressources au titre des Appuis Budgétaires Sectoriels (ABS) ont été inscrites pour un montant de 21,408 milliards de FCFA contre 17,718 milliards de FCFA dans le budget initial 2017, soit une augmentation de 3,690 milliards de FCFA ou un taux de 20,83% due :

- au report de l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) du Canada en faveur de l'Education non utilisé au titre de l'exercice 2016, d'un montant de 1,326 milliard de FCFA ;
- à la régularisation du report de 0,984 milliard de FCFA au titre de l'ABS décentralisé de la Coopération Suisse non utilisé en 2016, autorisé suivant l'Arrêté n°2017-1104/MEF-SG du 07 avril 2017 portant report ;
- à l'augmentation de l'ABS du Canada en faveur de l'Education au titre de l'exercice 2017 de 1,380 milliard de FCFA.

La répartition des appuis budgétaires sectoriels par partenaire technique et financier est donnée dans le tableau 2 :

**Tableau 2 : Appuis Budgétaires Sectoriels**

(En milliards de FCFA)

Partenaires techniques et financiers	Budget initial 2017 (1)	Budget rectifié 2017 (2)	Ecart 3 = (2-1)
Suisse	6,027	7,011	0,984
Canada	8,663	10,043	1,380
Report Education (Canada)	0,999	2,325	1,326
Report Santé (Canada)	2,029	2,029	0,000
<b>Total</b>	<b>17,718</b>	<b>21,408</b>	<b>3,690</b>

**a.5. Appuis Budgétaires Généraux**

Les ressources au titre des Appuis Budgétaires Généraux (ABG) ont été inscrites pour un montant de 185,650 milliards de FCFA contre 129,600 milliards de FCFA dans le budget initial 2017, soit une augmentation de 56,050 milliards de FCFA ou un taux de 43,25%.

Les appuis budgétaires généraux comprennent des dons et des prêts. Les dons budgétaires passent de 63,000 milliards de FCFA dans la loi de Finances initiale à 84,800 milliards de FCFA dans le collectif budgétaire 2017, soit une augmentation de 21,800 milliards de FCFA imputable d'une part aux appuis de la CEDEAO en faveur de EDM-SA pour un montant de 12,000 milliards de FCFA et d'autre part à l'ABG de la BAD de 9,800 milliards de FCFA.

Quant aux prêts budgétaires, ils passent de 66,600 milliards de FCFA dans la loi de Finances initiale à 100,850 milliards de FCFA dans le budget rectifié, soit une hausse de 34,250 milliards de FCFA imputable aux prêts de la Banque Mondiale et de la BAD, respectivement de 25,000 milliards de FCFA et de 9,250 milliards de FCFA.

La répartition des appuis budgétaires généraux par partenaire technique et financier est donnée dans le tableau ci-après :

**Tableau 3 : Répartition des Appuis Budgétaires Généraux**

(En milliards de FCFA)

Partenaires Techniques et Financiers	Budget initial 2017	Budget rectifié 2017	ECART
<b>Dons Budgétaires</b>	<b>63,000</b>	<b>84,800</b>	<b>21,800</b>
Union Européenne	63,000	63,000	0,000
Banque Africaine de Développement (BAD)	0,000	9,800	9,800
CEDEAO	0,000	12,000	12,000
<b>Prêts Budgétaires</b>	<b>66,600</b>	<b>100,850</b>	<b>34,250</b>
Banque Africaine de Développement (BAD)	12,300	21,550	9,250
Banque Mondiale	23,300	48,300	25,000
Fonds Monétaire International	31,000	31,000	0,000
<b>TOTAL ABG dons et prêts</b>	<b>129,600</b>	<b>185,650</b>	<b>56,050</b>

## **b. Analyse des recettes rectifiées par Service :**

Les prévisions de recettes du budget rectifié 2017 par service d'assiette et de recouvrement se présentent dans le tableau ci-après :

**Tableau 4 : Prévisions de recettes par service du budget rectifié 2017**

(En milliards de FCFA)

SERVICES	RECETTES 2017		ECART	
	Initiales	Rectifiées	Montant	%
Direct. Générale des Douanes	556,177	556,177	0,000	0,00
Direct. Générale des Impôts	743,799	743,799	0,000	0,00
Direct. Nationale Trésor & Compt. Publique	30,000	30,000	0,000	0,00
Direct. Nationale des Domaines & Cadastre	127,800	177,800	50,000	39,12
Direct. Générale Adm. des Biens de l'Etat	7,847	7,847	0,000	0,00
Direct. Générale de la Dette Publique	3,460	9,223	5,763	166,56
<b>TOTAL</b>	<b>1469,083</b>	<b>1524,846</b>	<b>55,763</b>	<b>3,80</b>

Les prévisions de recettes par service du budget rectifié 2017 s'élèvent à 1 524,846 milliards de FCFA contre 1 469,083 milliards de FCFA dans le budget initial, soit un taux de progression de 3,80%. Cette progression s'explique par :

- la révision à la hausse des objectifs de recettes de la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre qui passent de 127,800 milliards de FCFA à 177,800 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectificative 2017, soit une augmentation de 50,000 milliards de FCFA ou un taux de 39,12%. Ces prévisions ont été revues à la hausse suite au renouvellement et à l'acquisition des licences 3G et 4G de la Société ORANGE-Mali ;
- l'inscription pour le compte de la Direction Générale de la Dette Publique du remboursement des arriérés de prêts rétrocédés de la SOGEM, de la BNDA et du paiement par N-SUKALA du principal du prêt rétrocédé.

Pour les autres Directions (services d'assiette), les objectifs de recouvrement restent inchangés par rapport à la loi de Finances initiale de 2017. Toutefois, au niveau de la Direction Générale des Douanes (DGD), la composition des recettes a été modifiée en diminuant les recettes pétrolières tout en augmentant du même montant les recettes de droits de Douanes, soit 9,7 milliards de FCFA en raison de la perte de recettes du fait de la non répercussion de l'augmentation des prix des produits pétroliers sur le prix à la pompe.

## **2. Ressources des Budgets Annexes, Comptes et Fonds Spéciaux**

Les ressources des Budgets Annexes, Comptes et Fonds Spéciaux se chiffrent à 95,343 milliards de FCFA dans le budget rectifié contre 94,733 milliards de FCFA dans le budget initial 2017. Elles ont connu une évolution de 0,610 milliard de FCFA ou un taux de 0,64% due au renforcement des dotations du Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts à hauteur de 381,250 millions de FCFA et du Fonds d'Aménagement et de Protection des Faunes à hauteur de 228,750 millions de FCFA.



## **B. AU TITRE DES DEPENSES**

Les dépenses du présent collectif se chiffrent à **2 323,677** milliards de FCFA contre **2 270,647** milliards de FCFA dans le budget d'Etat initial 2017, soit une augmentation nette de **53,030** milliards de FCFA ou un taux de progression de **2,34%**.

La ventilation des dépenses rectifiées par nature est présentée dans le tableau 5 :

**Tableau 5 : Ventilation des dépenses rectifiées par nature**

(En milliards de FCFA)

Compte économiques	LOI DE FINANCES 2017				Variation Collectif/Initiale en %
	Initiale (1)	Report (2)	Ajustement (3)	Collectif budgétaire (4) = (1)+(2)+(3)	
Personnel	330,217	-	9,000	339,217	2,73
Personnel (Fonctionnaires des Collectivités)	120,516	-	0,000	120,516	0,00
Matériel et fonctionnement	120,447	-	0,000	120,447	0,00
Déplacement et mission	60,926	-	0,000	60,926	0,00
Communication et énergie	44,794	-	0,000	44,794	0,00
Autres dépenses	86,909	-	18,400	105,309	21,17
Bourses	17,796	-	0,000	17,796	0,00
Equipement et investissement	274,310	-	14,800	289,110	5,40
Transferts et subventions	290,530	-	-4,000	286,530	-1,38
Dettes	239,527	-	0,000	239,527	0,00
Budgets annexes, comptes et fonds spéciaux	94,733	-	0,610	95,343	0,64
BSI (Financement intérieur)	287,624	-	10,000	297,624	3,48
BSI (Financement extérieur)	284,600	0,530	0,000	285,130	0,19
Appui budgétaire sectoriel	17,718	0,984	2,706	21,408	20,83
<b>TOTAL</b>	<b>2 270,647</b>	<b>1,514</b>	<b>51,516</b>	<b>2 323,677</b>	<b>2,34</b>

A l'analyse du tableau, les rubriques « Personnel (Fonctionnaires des Collectivités) ; Matériel & Fonctionnement ; Déplacement & Mission ; Communication & Energie ; Bourses ; et Dettes » restent inchangées par rapport à la Loi de Finances initiale 2017. Les rubriques concernées par le changement se présentent ci-après :

### **1. Personnel**

Les dépenses de personnel de l'Etat sont estimées à 339,217 milliards de FCFA dans le collectif budgétaire contre 330,217 milliards de FCFA dans le budget initial 2017, soit une augmentation de 9,000 milliards de FCFA ou un taux de progression de 2,73%. Cette hausse est imputable à :

- l'inscription d'une provision de 5,000 milliards de FCFA en vue de la prise en charge des incidences financières des accords entre le Gouvernement et les partenaires sociaux ;
- l'inscription d'une provision de 4,000 milliards de FCFA pour la prise en charge de l'incidence financière du nouveau Statut général des militaires.

## **2. Autres Dépenses**

La rubrique « Autres dépenses » passe de 86,909 milliards de FCFA dans le budget initial à 105,309 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2017, soit une augmentation de 18,400 milliards de FCFA ou un taux de 21,17%, qui s'explique par le renforcement de la provision au titre des dépenses électorales en prélude à la tenue des élections régionales, locales et du référendum.

## **3. Transfert et subvention**

La rubrique Transfert et Subvention passe de 290,530 milliards de FCFA dans le budget initial à 286,530 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2017, soit une baisse de 4,000 milliards de FCFA ou une variation négative de 1,38% en vue de créer de l'espace budgétaire pour prendre en charge l'augmentation des dépenses de salaires du personnel militaire de la Défense.

## **4. Equipement-investissement**

Les dépenses d'équipement-investissement connaissent une progression 5,40% en passant de 274,310 milliards de FCFA dans la loi de Finances initiale à 289,110 milliards de FCFA, soit une augmentation de 14,800 milliards de FCFA dont :

- un montant de 10,000 milliards de FCFA pour la prise en charge partielle de l'incidence financière 2017 de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure pour la période 2017-2021<sup>1</sup> ;
- un montant de 4,800 milliards de FCFA au titre du financement partiel du Programme d'Urgence Sociale.

## **5. Budgets Annexes, Comptes et Fonds Spéciaux**

Les dépenses au titre des Budgets Annexes, Comptes et Fonds Spéciaux qui s'élevaient à 94,733 milliards de FCFA dans le budget initial, connaissent une légère hausse de 610 millions de FCFA ou un taux d'augmentation de 0,64% pour atteindre 95,343 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2017, suite au renforcement du Fonds d'Aménagement et de Protection des Faunes et du Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts.

## **6. Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur)**

Les dépenses sur financement intérieur du budget spécial d'investissement se chiffrent à 287,624 milliards de FCFA dans le budget initial 2017 contre 297,624 milliards de FCFA dans le budget rectifié, soit une augmentation de 10,000 milliards de FCFA ou un taux de progression de 3,48%. Cette augmentation se justifie par le renforcement de la provision destinée aux nouveaux projets.

---

<sup>1</sup> Pour l'année 2017, la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure pour la période 2017-2021, en cours d'élaboration, prévoit une incidence financière de 18 milliards de FCFA. Compte tenu du temps déjà écoulé sur l'exercice 2017, il a été inscrit dans le présent collectif un montant 10 milliards de FCFA.

## **7. Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur)**

Les dépenses du budget spécial d'investissement sur financement extérieur passent de 284,600 milliards de FCFA dans le budget initial à 285,130 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2017, soit une augmentation de 0,530 milliard de FCFA ou un taux de progression de 0,19%, imputable à la régularisation du report des crédits au titre du Projet d'Assistance Technique pour la Gouvernance et la Décentralisation budgétaire (PAT).

## **8. Appuis Budgétaires Sectoriels**

Les inscriptions au titre des appuis budgétaires sectoriels (ABS) dans le budget rectifié 2017 s'élèvent à 21,408 milliards de FCFA contre 17,718 milliards de FCFA dans la loi de Finances initiale, soit une augmentation de 3,690 milliards de FCFA ou un taux de 20,83% imputable :

- au report de l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) du Canada en faveur de l'Education non utilisé au titre de l'exercice 2016, d'un montant de 1,326 milliard de FCFA ;
- à la régularisation du report du montant de 0,984 milliard de FCFA au titre l'ABS de la Coopération Suisse non utilisé en 2016, autorisé par l'Arrêté n°2017-1104/MEF-SG du 07 avril 2017 portant report ;
- à l'augmentation de l'ABS du Canada en faveur de l'Education au titre de l'exercice 2017 de 1,380 milliard de FCFA.

## **9. Analyse sectorielle**

L'analyse des dépenses budgétaires, suivant les secteurs d'intervention de l'Etat, présentées dans les tableaux ci-dessous, permet d'apprécier les modifications par rapport à la répartition sectorielle du présent collectif budgétaire.

**Tableau 6 : Présentation des ratios par rapport aux charges récurrentes (%)**

DESIGNATION	LF 2017	LFR 2017
Education Nationale	35,06	35,06
Santé	11,27	11,50
Secteurs Sociaux (sans la Santé et l'Education)	7,76	7,69
Développement Rural	3,38	3,34
Equip.-Transport-Urbanisme et Communication	2,27	2,27
Forces Armées et Sécurité	19,46	19,9
Mine, Hydraulique et Industrie	1,77	1,73
Pouvoirs Publics et Administration	16,77	16,73
Dotations Non Réparties	2,26	1,78
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

**Tableau 7 : Présentation des ratios globaux par rapport à l'ensemble du budget (%)**

DESIGNATION	LF 2017	LFR2017
Education Nationale	15,95	15,60
Santé	6,24	6,26
Secteurs Sociaux (sans la Santé et l'Education)	4,47	4,37
Développement Rural	15,01	15,00
Equip.-Transport-Urbanisme et Communication	8,02	7,97
Forces Armées et Sécurité	14,57	14,84
Principal et Intérêt de la Dette	9,67	9,44
Mine, Hydraulique et Industrie	4,74	4,64
Pouvoirs Publics et Administration	12,45	12,46
Dotations Non Réparties	8,88	9,42
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

## V. LE DEFICIT BUDGETAIRE

Arrêté en ressources à **2 130,221** milliards de FCFA et en dépenses à **2 323,677** milliards de FCFA, le collectif budgétaire 2017 dégage un déficit de **193,456 milliards de FCFA** contre **257,069** milliards de FCFA prévu dans le budget initial, soit une diminution de 63,613 milliards de FCFA ou un taux de 24,75%. Ce déficit sera également financé par les ressources provenant des aides budgétaires extérieures et l'émission des bons et obligations par le Trésor.

## VI. SITUATION DES CRITERES DE CONVERGENCE DE L'UEMOA ET DE LA CEDEAO

### a. Etat de la convergence de l'UEMOA

Sur la base des nouveaux critères de convergence, le Mali respectera trois (03) critères sur cinq (05) en 2017 :

- deux (02) critères de premier rang : le taux d'inflation et l'encours de la dette publique rapporté au PIB ;
- un (01) critère de second rang : masse salariale sur recettes fiscales.

**Tableau 8 : Position du Mali face aux nouveaux critères de convergence de l'UEMOA<sup>2</sup>**

Critères de convergence	Norme UEMOA	2017	
		LFI	LFR
<b>Critères de premier rang</b>			
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en % PIB	≥ -3%	-4,1%	-3,4%
Taux d'inflation	≤ 3%	1,0%	1,0%
Encours de la dette publique rapporté au PIB	≤ 70%	31,1%	31,1%
<b>Critères de second rang</b>			
Masse salariale sur recettes fiscales	≤ 35%	33,2%	33,9%
Taux de pression fiscale	≥ 20%	15,2%	15,3%
<b>Nombre de critères respectés</b>		<b>3</b>	<b>3</b>

<sup>2</sup> Les indicateurs utilisant comme dénominateur le PIB ont été calculés avec le nouveau PIB

b. Etat de la convergence de la CEDEAO

Par rapport à la surveillance multilatérale de la CEDEAO, le Mali respectera en 2017 quatre (04) critères de convergence comme en 2016 dont :

- un (01) critère de premier rang : le taux d'inflation en fin de période ;
- trois (03) critères de second rang : (i) non accumulation des arriérés intérieurs élimination de tous les anciens arriérés, (ii) masse salariale rapportée aux recettes fiscales et (iii) les investissements publics financés sur les ressources intérieures rapportés aux recettes fiscales.

**Tableau 9 : Position du Mali face aux critères de convergence de la CEDEAO <sup>3</sup>**

Critères de convergence	Norme CEDEAO	2017	
		LFI	LFR
<b>Critères de premier rang</b>			
Ratio du déficit budgétaire global hors dons sur le PIB nominal	≤ 4%	6,1%	5,7%
Taux d'inflation en fin de période	≤ 5%	<b>1,0%</b>	<b>1,0%</b>
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale ≤ 10% des recettes fiscales de l'année antérieure*	≤ 10%		
Réserves de change en mois d'importations*	≥ 6		
<b>Critères de second rang</b>			
Non accumulation des arriérés intérieurs élimination de tous les anciens arriérés	0	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Ratio recettes fiscales /PIB	≥20%	15,2%	15,3%
Masse salariale/recettes fiscales ≤ 35%	≤ 35%	<b>33,2%</b>	<b>33,9%</b>
Ratio investissements publics financés sur les ressources intérieures/Recettes fiscales	≥ 20%	<b>40,2%</b>	<b>42,0%</b>
Stabilité du taux de change réel *			
Taux d'intérêt réel positif *			
<b>Nombre de critères respectés</b>		<b>4</b>	<b>4</b>

\* Non applicable aux pays de l'UEMOA

Bamako, le 02 juin 2017  
Le Ministre,

Dr Boubou CISSE

<sup>3</sup>Les indicateurs utilisant comme dénominateur le PIB ont été calculés avec le nouveau PIB

**PROJET DE LOI DE FINANCES  
RECTIFICATIVE 2017**

**PROJET DE LOI PORTANT MODIFICATION  
DE LA LOI DE FINANCES 2017**

## LOI N°2017 \_\_\_\_\_ / AN-RM

PORTANT MODIFICATION DE LOI N°2016-056 DU 21 DECEMBRE 2016 PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2017

### L'ASSEMBLEE NATIONALE

Vu la Constitution,

a délibéré et adopté la loi dont la teneur suit :

**ARTICLE UNIQUE** : Les dispositions des articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 28, 33 et 34 de la Loi n°2016-056 du 21 décembre 2016 portant Loi de Finances pour l'exercice 2017 susvisées sont modifiées ainsi qu'il suit :

### **CHAPITRE I : LES RESSOURCES**

**ARTICLE 3 (Nouveau)** : Les ressources du budget de l'Etat sont évaluées comme suit :

<b>Budget Général</b>	<b>2 034 878 545 000</b>
◆ <i>Budget National</i>	1 542 690 680 000
◆ <i>Budget Spécial d'Investissement</i>	285 130 198 000
◆ <i>Appuis budgétaires</i>	207 057 667 000



<b>Budgets Annexes, Comptes et Fonds Spéciaux</b>	<b>95 342 656 000</b>
● <i>Budgets Annexes</i>	<i>5 980 456 000</i>
● <i>Comptes et Fonds Spéciaux</i>	<i>89 362 200 000</i>
<b>TOTAL</b>	<b>2 130 221 201 000</b>

Le détail figure dans l'Etat A (nouveau) annexé à la présente loi.

## **CHAPITRE II : LES CHARGES**

**ARTICLE 4 (Nouveau)** : Le plafond des crédits inscrits au budget de l'Etat rectifié pour 2017 est de **DEUX MILLE TROIS CENT VINGT TROIS MILLIARDS SIX CENT SOIXANTE DIX-SEPT MILLIONS DEUX CENT DIX MILLE (2 323 677 210 000) FCFA** répartis comme suit :

<b>Dépenses ordinaires</b>	<b>1 274 404 703 000</b>
<b>Dépenses en capital</b>	<b>1 049 272 507 000</b>
◆ <i>Crédits de paiement</i>	<i>604 161 865 000</i>
◆ <i>Remboursement du principal de la dette</i>	<i>156 000 000 000</i>
◆ <i>Dépenses d'investissement hors crédits de paiement</i>	<i>289 110 642 000</i>

**ARTICLE 5 (Nouveau)** : Dans la limite du plafond fixé à l'article 4 ci-dessus, sont inscrits les crédits, par Section et Titre comme suit :

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>990</b>	<b>CHARGES COMMUNES</b>					
	<b>1 Amortissement, Charge de la Dette Publique</b>					
	15	Amortissement des emprunts projets	156 000 000	156 000 000	0	156 000 000
	65	Intérêts et frais financiers	63 527 000	63 527 000	0	63 527 000
	<b>TOTAL Amortissement, Charge de la Dette Publique</b>		<b>219 527 000</b>	<b>219 527 000</b>	<b>0</b>	<b>219 527 000</b>
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	37 117 540	41 952 540	0	41 952 540
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>37 117 540</b>	<b>41 952 540</b>	<b>0</b>	<b>41 952 540</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	34 665 352	52 361 352	0	52 361 352
	66	Charges exceptionnelles	27 301 039	27 181 039	0	27 181 039
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>61 966 391</b>	<b>79 542 391</b>	<b>0</b>	<b>79 542 391</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	17 239 428	17 239 428	0	17 239 428
	64	Autres transferts courants	35 160 548	31 149 960	0	31 149 960
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>52 399 976</b>	<b>48 389 388</b>	<b>0</b>	<b>48 389 388</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	3 200 000	3 200 000	0	3 200 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	68 714 365	80 562 564	2 951 801	83 514 365
	26	Prises de participation placements-cautionnements	10 300 000	10 300 000	0	10 300 000
	66	Charges exceptionnelles	6 000 000	6 000 000	0	6 000 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>88 214 365</b>	<b>100 062 564</b>	<b>2 951 801</b>	<b>103 014 365</b>
	<b>TOTAL CHARGES COMMUNES</b>		<b>459 225 272</b>	<b>489 473 883</b>	<b>2 951 801</b>	<b>492 425 684</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL	
<b>110</b>	<b>ASSEMBLEE NATIONALE</b>						
	<b>2</b>		<b>Dépense de Personnel</b>				
	61	Dépenses de personnel	3 724 958	3 724 958	0	3 724 958	
	<b>TOTAL</b>		<b>Dépense de Personnel</b>	<b>3 724 958</b>	<b>3 724 958</b>	<b>0</b>	<b>3 724 958</b>
	<b>3</b>		<b>Dépense de Fonctionnement</b>				
	62	Achats de biens et services	9 228 589	9 228 589	0	9 228 589	
	<b>TOTAL</b>		<b>Dépense de Fonctionnement</b>	<b>9 228 589</b>	<b>9 228 589</b>	<b>0</b>	<b>9 228 589</b>
	<b>4</b>		<b>Transfert Courant</b>				
	64	Autres transferts courants	1 695 528	1 695 528	0	1 695 528	
	<b>TOTAL</b>		<b>Transfert Courant</b>	<b>1 695 528</b>	<b>1 695 528</b>	<b>0</b>	<b>1 695 528</b>
	<b>5</b>		<b>Equipement &amp; Investissement</b>				
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 226 600	1 226 600	0	1 226 600	
	<b>TOTAL</b>		<b>Equipement &amp; Investissement</b>	<b>1 226 600</b>	<b>1 226 600</b>	<b>0</b>	<b>1 226 600</b>
	<b>TOTAL</b>		<b>ASSEMBLEE NATIONALE</b>	<b>15 875 675</b>	<b>15 875 675</b>	<b>0</b>	<b>15 875 675</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>120</b>	<b>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	1 404 359	1 404 359	0	1 404 359
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>1 404 359</b>	<b>1 404 359</b>	<b>0</b>	<b>1 404 359</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	102 545	102 545	0	102 545
	62	Achats de biens et services	8 520 567	8 520 567	0	8 520 567
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>8 623 112</b>	<b>8 623 112</b>	<b>0</b>	<b>8 623 112</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	200 000	200 000	0	200 000
	64	Autres transferts courants	415 000	335 000	0	335 000
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>615 000</b>	<b>535 000</b>	<b>0</b>	<b>535 000</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	778 000	778 000	0	778 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>778 000</b>	<b>778 000</b>	<b>0</b>	<b>778 000</b>
	<b>TOTAL PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>		<b>11 420 471</b>	<b>11 340 471</b>	<b>0</b>	<b>11 340 471</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>130</b>	<b>PRIMATURE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	1 678 296	1 678 296	0	1 678 296
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>1 678 296</b>	<b>1 678 296</b>	<b>0</b>	<b>1 678 296</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	6 138 591	6 138 591	0	6 138 591
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>6 138 591</b>	<b>6 138 591</b>	<b>0</b>	<b>6 138 591</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	70 550	70 550	0	70 550
	64	Autres transferts courants	270 000	270 000	0	270 000
	65	Intérêts et frais financiers	46 585	46 585	0	46 585
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>387 135</b>	<b>387 135</b>	<b>0</b>	<b>387 135</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	699 253	699 253	0	699 253
	62	Achats de biens et services	25 000	25 000	0	25 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>724 253</b>	<b>724 253</b>	<b>0</b>	<b>724 253</b>
	<b>TOTAL PRIMATURE</b>		<b>8 928 275</b>	<b>8 928 275</b>	<b>0</b>	<b>8 928 275</b>
<b>131</b>	<b>DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	96 816	96 816	0	96 816
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>96 816</b>	<b>96 816</b>	<b>0</b>	<b>96 816</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	475 700	475 700	0	475 700
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>475 700</b>	<b>475 700</b>	<b>0</b>	<b>475 700</b>
	<b>TOTAL DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS</b>		<b>572 516</b>	<b>572 516</b>	<b>0</b>	<b>572 516</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>140</b>	<b>COUR CONSTITUTIONNELLE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	253 943	253 943	0	253 943
	<b>TOTAL</b> Dépense de Personnel		<b>253 943</b>	<b>253 943</b>	<b>0</b>	<b>253 943</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	6 334	6 334	0	6 334
	62	Achats de biens et services	588 175	588 175	0	588 175
	<b>TOTAL</b> Dépense de Fonctionnement		<b>594 509</b>	<b>594 509</b>	<b>0</b>	<b>594 509</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	35 000	35 000	0	35 000
	<b>TOTAL</b> Transfert Courant		<b>35 000</b>	<b>35 000</b>	<b>0</b>	<b>35 000</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	250 000	250 000	0	250 000
	<b>TOTAL</b> Equipement & Investissement		<b>250 000</b>	<b>250 000</b>	<b>0</b>	<b>250 000</b>
	<b>TOTAL</b> COUR CONSTITUTIONNELLE		<b>1 133 452</b>	<b>1 133 452</b>	<b>0</b>	<b>1 133 452</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>150</b>	<b>COUR SUPREME</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	887 105	887 105	0	887 105
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>887 105</b>	<b>887 105</b>	<b>0</b>	<b>887 105</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	25 205	25 205	0	25 205
	62	Achats de biens et services	790 519	790 519	0	790 519
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>815 724</b>	<b>815 724</b>	<b>0</b>	<b>815 724</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	64	Autres transferts courants	154 500	154 500	0	154 500
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>154 500</b>	<b>154 500</b>	<b>0</b>	<b>154 500</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	733 549	733 549	0	733 549
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>733 549</b>	<b>733 549</b>	<b>0</b>	<b>733 549</b>
	<b>TOTAL COUR SUPREME</b>		<b>2 590 878</b>	<b>2 590 878</b>	<b>0</b>	<b>2 590 878</b>
<b>155</b>	<b>HAUTE COUR DE JUSTICE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	253 500	253 500	0	253 500
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>253 500</b>	<b>253 500</b>	<b>0</b>	<b>253 500</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	66 250	66 250	0	66 250
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>66 250</b>	<b>66 250</b>	<b>0</b>	<b>66 250</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	712 000	712 000	0	712 000
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>712 000</b>	<b>712 000</b>	<b>0</b>	<b>712 000</b>
	<b>TOTAL HAUTE COUR DE JUSTICE</b>		<b>1 031 750</b>	<b>1 031 750</b>	<b>0</b>	<b>1 031 750</b>



SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>160</b>	<b>CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL &amp; CULTUREL</b>					
	<b>2</b>	<b>Dépense de Personnel</b>				
	61	Dépenses de personnel	331 924	331 924	0	331 924
	<b>TOTAL</b>	<b>Dépense de Personnel</b>	<b>331 924</b>	<b>331 924</b>	<b>0</b>	<b>331 924</b>
	<b>3</b>	<b>Dépense de Fonctionnement</b>				
	62	Achats de biens et services	699 139	699 139	0	699 139
	<b>TOTAL</b>	<b>Dépense de Fonctionnement</b>	<b>699 139</b>	<b>699 139</b>	<b>0</b>	<b>699 139</b>
	<b>4</b>	<b>Transfert Courant</b>				
	64	Autres transferts courants	37 500	37 500	0	37 500
	<b>TOTAL</b>	<b>Transfert Courant</b>	<b>37 500</b>	<b>37 500</b>	<b>0</b>	<b>37 500</b>
	<b>5</b>	<b>Equipement &amp; Investissement</b>				
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	265 000	265 000	0	265 000
	<b>TOTAL</b>	<b>Equipement &amp; Investissement</b>	<b>265 000</b>	<b>265 000</b>	<b>0</b>	<b>265 000</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL &amp; CULTUREL</b>	<b>1 333 563</b>	<b>1 333 563</b>	<b>0</b>	<b>1 333 563</b>
<b>170</b>	<b>HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>					
	<b>2</b>	<b>Dépense de Personnel</b>				
	61	Dépenses de personnel	865 910	865 910	0	865 910
	<b>TOTAL</b>	<b>Dépense de Personnel</b>	<b>865 910</b>	<b>865 910</b>	<b>0</b>	<b>865 910</b>
	<b>3</b>	<b>Dépense de Fonctionnement</b>				
	62	Achats de biens et services	660 342	660 342	0	660 342
	<b>TOTAL</b>	<b>Dépense de Fonctionnement</b>	<b>660 342</b>	<b>660 342</b>	<b>0</b>	<b>660 342</b>
	<b>4</b>	<b>Transfert Courant</b>				
	64	Autres transferts courants	62 500	62 500	0	62 500
	<b>TOTAL</b>	<b>Transfert Courant</b>	<b>62 500</b>	<b>62 500</b>	<b>0</b>	<b>62 500</b>
	<b>5</b>	<b>Equipement &amp; Investissement</b>				
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	230 000	230 000	0	230 000
	<b>TOTAL</b>	<b>Equipement &amp; Investissement</b>	<b>230 000</b>	<b>230 000</b>	<b>0</b>	<b>230 000</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>1 818 752</b>	<b>1 818 752</b>	<b>0</b>	<b>1 818 752</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>180</b>	<b>MINISTERE AFF. ETRANGERES &amp; COOPERAT. INTERNATIONALE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	13 661 089	13 661 089	0	13 661 089
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>13 661 089</b>	<b>13 661 089</b>	<b>0</b>	<b>13 661 089</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	14 312 691	14 303 275	0	14 303 275
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>14 312 691</b>	<b>14 303 275</b>	<b>0</b>	<b>14 303 275</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	64	Autres transferts courants	7 055 785	7 055 785	0	7 055 785
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>7 055 785</b>	<b>7 055 785</b>	<b>0</b>	<b>7 055 785</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	1 291 000	1 291 000	0	1 291 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 770 500	1 770 500	0	1 770 500
	62	Achats de biens et services	100 000	100 000	0	100 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>3 161 500</b>	<b>3 161 500</b>	<b>0</b>	<b>3 161 500</b>
	<b>TOTAL MINISTERE AFF. ETRANGERES &amp; COOPERAT. INTERNATIONALE</b>		<b>38 191 065</b>	<b>38 181 649</b>	<b>0</b>	<b>38 181 649</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>185</b>	<b>MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR &amp; INTEGRATION AFRICAINE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	234 221	234 221	0	234 221
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>234 221</b>	<b>234 221</b>	<b>0</b>	<b>234 221</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	614 398	614 398	18 228	632 626
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>614 398</b>	<b>614 398</b>	<b>18 228</b>	<b>632 626</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	108 529	108 529	0	108 529
	64	Autres transferts courants	91 300	91 300	0	91 300
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>199 829</b>	<b>199 829</b>	<b>0</b>	<b>199 829</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	570 000	570 000	0	570 000
	62	Achats de biens et services	920 000	920 000	0	920 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>1 490 000</b>	<b>1 490 000</b>	<b>0</b>	<b>1 490 000</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR &amp; INTEGRATION AFRICAINE</b>		<b>2 538 448</b>	<b>2 538 448</b>	<b>18 228</b>	<b>2 556 676</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>190</b>	<b>BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	2 438 910	2 438 910	0	2 438 910
	TOTAL Dépense de Personnel		<b>2 438 910</b>	<b>2 438 910</b>	<b>0</b>	<b>2 438 910</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	809 713	809 713	0	809 713
	TOTAL Dépense de Fonctionnement		<b>809 713</b>	<b>809 713</b>	<b>0</b>	<b>809 713</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	64	Autres transferts courants	20 000	20 000	0	20 000
	TOTAL Transfert Courant		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	200 000	200 000	0	200 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>200 000</b>	<b>200 000</b>	<b>0</b>	<b>200 000</b>
	TOTAL BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL		<b>3 468 623</b>	<b>3 468 623</b>	<b>0</b>	<b>3 468 623</b>
<b>192</b>	<b>MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	365 131	365 131	0	365 131
	TOTAL Dépense de Personnel		<b>365 131</b>	<b>365 131</b>	<b>0</b>	<b>365 131</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	95 850	95 850	0	95 850
	TOTAL Dépense de Fonctionnement		<b>95 850</b>	<b>95 850</b>	<b>0</b>	<b>95 850</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	513 670	513 670	0	513 670
	TOTAL Transfert Courant		<b>513 670</b>	<b>513 670</b>	<b>0</b>	<b>513 670</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	30 000	30 000	0	30 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>30 000</b>	<b>30 000</b>	<b>0</b>	<b>30 000</b>
	TOTAL MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE		<b>1 004 651</b>	<b>1 004 651</b>	<b>0</b>	<b>1 004 651</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>195</b>	<b>COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA D'ETAT</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	38 361	38 361	0	38 361
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>38 361</b>	<b>38 361</b>	<b>0</b>	<b>38 361</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	110 398	110 398	0	110 398
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>110 398</b>	<b>110 398</b>	<b>0</b>	<b>110 398</b>
	<b>TOTAL COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA D'ETAT</b>		<b>148 759</b>	<b>148 759</b>	<b>0</b>	<b>148 759</b>
<b>210</b>	<b>MINISTERE DE LA DEFENSE &amp; ANC. COMBATTANTS</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	89 131 165	93 131 165	0	93 131 165
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>89 131 165</b>	<b>93 131 165</b>	<b>0</b>	<b>93 131 165</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	215 250	215 250	0	215 250
	62	Achats de biens et services	62 249 768	62 249 768	0	62 249 768
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>62 465 018</b>	<b>62 465 018</b>	<b>0</b>	<b>62 465 018</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	64	Autres transferts courants	634 491	634 491	0	634 491
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>634 491</b>	<b>634 491</b>	<b>0</b>	<b>634 491</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	154 141	154 141	0	154 141
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	98 230 576	98 230 576	0	98 230 576
	62	Achats de biens et services	12 770 731	12 770 731	0	12 770 731
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>111 155 448</b>	<b>111 155 448</b>	<b>0</b>	<b>111 155 448</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DE LA DEFENSE &amp; ANC. COMBATTANTS</b>		<b>263 386 122</b>	<b>267 386 122</b>	<b>0</b>	<b>267 386 122</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>220</b>	<b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	2 090 824	2 090 824	0	2 090 824
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>2 090 824</b>	<b>2 090 824</b>	<b>0</b>	<b>2 090 824</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	50 000	50 000	0	50 000
	62	Achats de biens et services	4 556 536	4 556 536	0	4 556 536
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>4 606 536</b>	<b>4 606 536</b>	<b>0</b>	<b>4 606 536</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	59 187	59 187	0	59 187
	64	Autres transferts courants	93 823	93 823	0	93 823
	65	Intérêts et frais financiers	200 000	200 000	0	200 000
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>353 010</b>	<b>353 010</b>	<b>0</b>	<b>353 010</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	50 000	50 000	0	50 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	8 080 000	8 080 000	0	8 080 000
	62	Achats de biens et services	100 000	100 000	0	100 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>8 230 000</b>	<b>8 230 000</b>	<b>0</b>	<b>8 230 000</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DE LA JUSTICE</b>		<b>15 280 370</b>	<b>15 280 370</b>	<b>0</b>	<b>15 280 370</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>223</b>	<b>OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	564 300	564 300	0	564 300
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>564 300</b>	<b>564 300</b>	<b>0</b>	<b>564 300</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	376 438	376 438	0	376 438
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>376 438</b>	<b>376 438</b>	<b>0</b>	<b>376 438</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	100 000	100 000	0	100 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>
	<b>TOTAL OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE</b>		<b>1 040 738</b>	<b>1 040 738</b>	<b>0</b>	<b>1 040 738</b>
<b>225</b>	<b>MINISTERE DROITS DE L'HOMME &amp; REFORME ETAT</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	0	0	55 000	55 000
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>55 000</b>	<b>55 000</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	0	0	245 777	245 777
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>245 777</b>	<b>245 777</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	64	Autres transferts courants	0	0	72 588	72 588
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>72 588</b>	<b>72 588</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	0	167 000	167 000
	62	Achats de biens et services	0	0	50 000	50 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>217 000</b>	<b>217 000</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DROITS DE L'HOMME &amp; REFORME ETAT</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>590 365</b>	<b>590 365</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>230</b>	<b>MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	37 876 044	37 876 044	0	37 876 044
	<b>TOTAL</b> Dépense de Personnel		<b>37 876 044</b>	<b>37 876 044</b>	<b>0</b>	<b>37 876 044</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	150 186	150 186	0	150 186
	62	Achats de biens et services	8 187 391	8 187 391	0	8 187 391
	<b>TOTAL</b> Dépense de Fonctionnement		<b>8 337 577</b>	<b>8 337 577</b>	<b>0</b>	<b>8 337 577</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	64	Autres transferts courants	0	0	80 000	80 000
	<b>TOTAL</b> Transfert Courant		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>80 000</b>	<b>80 000</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 600 000	11 600 000	0	11 600 000
	62	Achats de biens et services	4 120 000	4 120 000	0	4 120 000
	<b>TOTAL</b> Equipement & Investissement		<b>5 720 000</b>	<b>15 720 000</b>	<b>0</b>	<b>15 720 000</b>
	<b>TOTAL</b> MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE		<b>51 933 621</b>	<b>61 933 621</b>	<b>80 000</b>	<b>62 013 621</b>
<b>235</b>	<b>SECURITE D'ETAT</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	144 000	144 000	0	144 000
	<b>TOTAL</b> Dépense de Personnel		<b>144 000</b>	<b>144 000</b>	<b>0</b>	<b>144 000</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	29 050	29 050	0	29 050
	62	Achats de biens et services	5 399 523	5 399 523	0	5 399 523
	<b>TOTAL</b> Dépense de Fonctionnement		<b>5 428 573</b>	<b>5 428 573</b>	<b>0</b>	<b>5 428 573</b>
	<b>TOTAL</b> SECURITE D'ETAT		<b>5 572 573</b>	<b>5 572 573</b>	<b>0</b>	<b>5 572 573</b>



SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>310</b>	<b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	8 639 207	8 639 207	0	8 639 207
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>8 639 207</b>	<b>8 639 207</b>	<b>0</b>	<b>8 639 207</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	7 211 187	7 202 375	19 826	7 222 201
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>7 211 187</b>	<b>7 202 375</b>	<b>19 826</b>	<b>7 222 201</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	211 458	211 458	0	211 458
	63	Subventions	318 951	318 951	0	318 951
	64	Autres transferts courants	7 121 223	7 121 223	39 000	7 160 223
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>7 651 632</b>	<b>7 651 632</b>	<b>39 000</b>	<b>7 690 632</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	1 820 000	1 820 000	0	1 820 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	21 672 649	21 672 649	250 000	21 922 649
	62	Achats de biens et services	2 155 000	2 155 000	0	2 155 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>25 647 649</b>	<b>25 647 649</b>	<b>250 000</b>	<b>25 897 649</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>		<b>49 149 675</b>	<b>49 140 863</b>	<b>308 826</b>	<b>49 449 689</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>320</b>	<b>MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCT. PUBL.</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	817 657	817 657	0	817 657
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>817 657</b>	<b>817 657</b>	<b>0</b>	<b>817 657</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	1 285 264	1 267 487	0	1 267 487
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>1 285 264</b>	<b>1 267 487</b>	<b>0</b>	<b>1 267 487</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	64	Autres transferts courants	70 000	8 000	0	8 000
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>70 000</b>	<b>8 000</b>	<b>0</b>	<b>8 000</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	500 000	500 000	0	500 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 549 000	1 382 000	0	1 382 000
	62	Achats de biens et services	100 000	50 000	0	50 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>2 149 000</b>	<b>1 932 000</b>	<b>0</b>	<b>1 932 000</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCT. PUBL.</b>		<b>4 321 921</b>	<b>4 025 144</b>	<b>0</b>	<b>4 025 144</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>323</b>	<b>MINISTERE EMPLOI &amp; FORMATION PROFESSIONNELLE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	629 539	629 539	0	629 539
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>629 539</b>	<b>629 539</b>	<b>0</b>	<b>629 539</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	11 620	11 620	0	11 620
	62	Achats de biens et services	1 031 766	1 031 766	0	1 031 766
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>1 043 386</b>	<b>1 043 386</b>	<b>0</b>	<b>1 043 386</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	40 000	40 000	0	40 000
	64	Autres transferts courants	324 091	324 091	0	324 091
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>364 091</b>	<b>364 091</b>	<b>0</b>	<b>364 091</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	5 975 000	5 975 000	0	5 975 000
	62	Achats de biens et services	499 000	499 000	0	499 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>6 474 000</b>	<b>6 474 000</b>	<b>0</b>	<b>6 474 000</b>
	<b>TOTAL MINISTERE EMPLOI &amp; FORMATION PROFESSIONNELLE</b>		<b>8 511 016</b>	<b>8 511 016</b>	<b>0</b>	<b>8 511 016</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>330</b>	<b>MINISTERE ADMINISTRATION TERRITORIALE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	1 262 049	1 262 049	0	1 262 049
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>1 262 049</b>	<b>1 262 049</b>	<b>0</b>	<b>1 262 049</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	34 255	34 255	0	34 255
	62	Achats de biens et services	2 953 228	2 885 710	0	2 885 710
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>2 987 483</b>	<b>2 919 965</b>	<b>0</b>	<b>2 919 965</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	64	Autres transferts courants	1 261 611	1 172 611	0	1 172 611
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>1 261 611</b>	<b>1 172 611</b>	<b>0</b>	<b>1 172 611</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	6 365 900	3 965 900	0	3 965 900
	62	Achats de biens et services	450 000	435 000	0	435 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>6 815 900</b>	<b>4 400 900</b>	<b>0</b>	<b>4 400 900</b>
	<b>TOTAL MINISTERE ADMINISTRATION TERRITORIALE</b>		<b>12 327 043</b>	<b>9 755 525</b>	<b>0</b>	<b>9 755 525</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>334</b>	<b>AUTORITE PROTECT° DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	115 268	115 268	0	115 268
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>115 268</b>	<b>115 268</b>	<b>0</b>	<b>115 268</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	376 712	376 712	0	376 712
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>376 712</b>	<b>376 712</b>	<b>0</b>	<b>376 712</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	6 000	6 000	0	6 000
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>0</b>	<b>6 000</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	383 200	383 200	0	383 200
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>383 200</b>	<b>383 200</b>	<b>0</b>	<b>383 200</b>
	<b>TOTAL AUTORITE PROTECT° DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>		<b>881 180</b>	<b>881 180</b>	<b>0</b>	<b>881 180</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>335</b>	<b>MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	0	0	55 000	55 000
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>55 000</b>	<b>55 000</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	0	0	425 518	425 518
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>425 518</b>	<b>425 518</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	64	Autres transferts courants	0	0	89 000	89 000
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>89 000</b>	<b>89 000</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	0	2 400 000	2 400 000
	62	Achats de biens et services	0	0	15 000	15 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 415 000</b>	<b>2 415 000</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 984 518</b>	<b>2 984 518</b>
<b>340</b>	<b>MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES &amp; DU CULTE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	101 311	101 311	0	101 311
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>101 311</b>	<b>101 311</b>	<b>0</b>	<b>101 311</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	401 502	401 502	0	401 502
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>401 502</b>	<b>401 502</b>	<b>0</b>	<b>401 502</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	62	Achats de biens et services	50 000	50 000	0	50 000
	63	Subventions	265 505	265 505	0	265 505
	64	Autres transferts courants	9 369	9 369	0	9 369
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>324 874</b>	<b>324 874</b>	<b>0</b>	<b>324 874</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES &amp; DU CULTE</b>		<b>827 687</b>	<b>827 687</b>	<b>0</b>	<b>827 687</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>341</b>	<b>MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE</b>					
	<b>2</b>	<b>Dépense de Personnel</b>				
	61	Dépenses de personnel	112 367	112 367	0	112 367
	<b>TOTAL</b>	<b>Dépense de Personnel</b>	<b>112 367</b>	<b>112 367</b>	<b>0</b>	<b>112 367</b>
	<b>3</b>	<b>Dépense de Fonctionnement</b>				
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	17 430	17 430	0	17 430
	62	Achats de biens et services	598 072	598 072	0	598 072
	<b>TOTAL</b>	<b>Dépense de Fonctionnement</b>	<b>615 502</b>	<b>615 502</b>	<b>0</b>	<b>615 502</b>
	<b>4</b>	<b>Transfert Courant</b>				
	63	Subventions	146 080	146 080	0	146 080
	64	Autres transferts courants	2 066 052	2 066 052	0	2 066 052
	<b>TOTAL</b>	<b>Transfert Courant</b>	<b>2 212 132</b>	<b>2 212 132</b>	<b>0</b>	<b>2 212 132</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE</b>	<b>2 940 001</b>	<b>2 940 001</b>	<b>0</b>	<b>2 940 001</b>
<b>410</b>	<b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>					
	<b>2</b>	<b>Dépense de Personnel</b>				
	61	Dépenses de personnel	18 638 966	18 638 966	0	18 638 966
	<b>TOTAL</b>	<b>Dépense de Personnel</b>	<b>18 638 966</b>	<b>18 638 966</b>	<b>0</b>	<b>18 638 966</b>
	<b>3</b>	<b>Dépense de Fonctionnement</b>				
	62	Achats de biens et services	18 071 070	18 071 070	0	18 071 070
	<b>TOTAL</b>	<b>Dépense de Fonctionnement</b>	<b>18 071 070</b>	<b>18 071 070</b>	<b>0</b>	<b>18 071 070</b>
	<b>4</b>	<b>Transfert Courant</b>				
	63	Subventions	554 187	554 187	0	554 187
	64	Autres transferts courants	3 061 729	3 061 729	0	3 061 729
	<b>TOTAL</b>	<b>Transfert Courant</b>	<b>3 615 916</b>	<b>3 615 916</b>	<b>0</b>	<b>3 615 916</b>
	<b>5</b>	<b>Equipement &amp; Investissement</b>				
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	16 850 552	19 556 359	0	19 556 359
	62	Achats de biens et services	65 000	65 000	0	65 000
	<b>TOTAL</b>	<b>Equipement &amp; Investissement</b>	<b>16 915 552</b>	<b>19 621 359</b>	<b>0</b>	<b>19 621 359</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>	<b>57 241 504</b>	<b>59 947 311</b>	<b>0</b>	<b>59 947 311</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>412</b>	<b>MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR &amp; RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	7 283 638	7 283 638	0	7 283 638
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>7 283 638</b>	<b>7 283 638</b>	<b>0</b>	<b>7 283 638</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	2 576 447	2 576 447	0	2 576 447
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>2 576 447</b>	<b>2 576 447</b>	<b>0</b>	<b>2 576 447</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	166 572	166 572	0	166 572
	64	Autres transferts courants	1 770 334	1 770 334	0	1 770 334
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>1 936 906</b>	<b>1 936 906</b>	<b>0</b>	<b>1 936 906</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	7 913 000	7 913 000	0	7 913 000
	62	Achats de biens et services	334 000	334 000	0	334 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>8 247 000</b>	<b>8 247 000</b>	<b>0</b>	<b>8 247 000</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR &amp; RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>		<b>20 043 991</b>	<b>20 043 991</b>	<b>0</b>	<b>20 043 991</b>



SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>510</b>	<b>MINISTERE DE LA CULTURE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	1 180 213	1 180 213	0	1 180 213
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>1 180 213</b>	<b>1 180 213</b>	<b>0</b>	<b>1 180 213</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	1 562 768	1 562 768	0	1 562 768
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>1 562 768</b>	<b>1 562 768</b>	<b>0</b>	<b>1 562 768</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	306 557	306 557	0	306 557
	64	Autres transferts courants	163 667	163 667	0	163 667
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>470 224</b>	<b>470 224</b>	<b>0</b>	<b>470 224</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	670 000	670 000	0	670 000
	62	Achats de biens et services	100 000	100 000	0	100 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>770 000</b>	<b>770 000</b>	<b>0</b>	<b>770 000</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DE LA CULTURE</b>		<b>3 983 205</b>	<b>3 983 205</b>	<b>0</b>	<b>3 983 205</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>520</b>	<b>MINISTERE DES SPORTS</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	2 199 755	2 199 755	0	2 199 755
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>2 199 755</b>	<b>2 199 755</b>	<b>0</b>	<b>2 199 755</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	2 492 871	2 492 871	0	2 492 871
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>2 492 871</b>	<b>2 492 871</b>	<b>0</b>	<b>2 492 871</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	64	Autres transferts courants	969 742	969 742	0	969 742
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>969 742</b>	<b>969 742</b>	<b>0</b>	<b>969 742</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 871 000	1 871 000	0	1 871 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>1 871 000</b>	<b>1 871 000</b>	<b>0</b>	<b>1 871 000</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DES SPORTS</b>		<b>7 533 368</b>	<b>7 533 368</b>	<b>0</b>	<b>7 533 368</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>525</b>	<b>MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	237 901	237 901	0	237 901
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>237 901</b>	<b>237 901</b>	<b>0</b>	<b>237 901</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	668 608	668 608	0	668 608
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>668 608</b>	<b>668 608</b>	<b>0</b>	<b>668 608</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	65	Intérêts et frais financiers	24 000	24 000	0	24 000
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>24 000</b>	<b>24 000</b>	<b>0</b>	<b>24 000</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 610 000	1 610 000	0	1 610 000
	62	Achats de biens et services	125 000	125 000	0	125 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>1 735 000</b>	<b>1 735 000</b>	<b>0</b>	<b>1 735 000</b>
	<b>TOTAL MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE</b>		<b>2 665 509</b>	<b>2 665 509</b>	<b>0</b>	<b>2 665 509</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>610</b>	<b>MINISTERE DE LA SANTE &amp; HYGIENE PUBLIQUE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	10 862 631	10 862 631	0	10 862 631
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>10 862 631</b>	<b>10 862 631</b>	<b>0</b>	<b>10 862 631</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	13 687 494	13 687 494	0	13 687 494
	66	Charges exceptionnelles	635 468	635 468	0	635 468
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>14 322 962</b>	<b>14 322 962</b>	<b>0</b>	<b>14 322 962</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	2 878 651	2 878 651	0	2 878 651
	64	Autres transferts courants	1 950 941	1 950 941	0	1 950 941
	65	Intérêts et frais financiers	75 000	75 000	0	75 000
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>4 904 592</b>	<b>4 904 592</b>	<b>0</b>	<b>4 904 592</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	55 000	55 000	0	55 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	30 572 345	30 572 345	0	30 572 345
	62	Achats de biens et services	4 320 723	4 320 723	0	4 320 723
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>34 948 068</b>	<b>34 948 068</b>	<b>0</b>	<b>34 948 068</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DE LA SANTE &amp; HYGIENE PUBLIQUE</b>		<b>65 038 253</b>	<b>65 038 253</b>	<b>0</b>	<b>65 038 253</b>
<b>614</b>	<b>HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	29 865	29 865	0	29 865
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>29 865</b>	<b>29 865</b>	<b>0</b>	<b>29 865</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	64	Autres transferts courants	2 724 756	2 724 756	0	2 724 756
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>2 724 756</b>	<b>2 724 756</b>	<b>0</b>	<b>2 724 756</b>
	<b>TOTAL HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA</b>		<b>2 754 621</b>	<b>2 754 621</b>	<b>0</b>	<b>2 754 621</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>640</b>	<b>MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	610 679	610 679	0	610 679
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>610 679</b>	<b>610 679</b>	<b>0</b>	<b>610 679</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	12 800	12 800	0	12 800
	62	Achats de biens et services	1 064 473	1 064 473	0	1 064 473
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>1 077 273</b>	<b>1 077 273</b>	<b>0</b>	<b>1 077 273</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	61 390	61 390	0	61 390
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>61 390</b>	<b>61 390</b>	<b>0</b>	<b>61 390</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	4 277 500	4 277 500	0	4 277 500
	62	Achats de biens et services	257 500	257 500	0	257 500
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>4 535 000</b>	<b>4 535 000</b>	<b>0</b>	<b>4 535 000</b>
	<b>TOTAL MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE</b>		<b>6 284 342</b>	<b>6 284 342</b>	<b>0</b>	<b>6 284 342</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>660</b>	<b>MINISTERE SOLIDARITE &amp; ACTION HUMANITAIRE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	943 289	943 289	0	943 289
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>943 289</b>	<b>943 289</b>	<b>0</b>	<b>943 289</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	1 420 875	1 420 875	0	1 420 875
	66	Charges exceptionnelles	228 344	228 344	0	228 344
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>1 649 219</b>	<b>1 649 219</b>	<b>0</b>	<b>1 649 219</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	1 499 833	1 499 833	0	1 499 833
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>1 499 833</b>	<b>1 499 833</b>	<b>0</b>	<b>1 499 833</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	85 000	85 000	0	85 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	250 000	250 000	0	250 000
	62	Achats de biens et services	150 000	150 000	0	150 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>485 000</b>	<b>485 000</b>	<b>0</b>	<b>485 000</b>
	<b>TOTAL MINISTERE SOLIDARITE &amp; ACTION HUMANITAIRE</b>		<b>4 577 341</b>	<b>4 577 341</b>	<b>0</b>	<b>4 577 341</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>714</b>	<b>MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET DEVELOP. DURABLE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	1 286 718	1 286 718	0	1 286 718
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>1 286 718</b>	<b>1 286 718</b>	<b>0</b>	<b>1 286 718</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	1 175 218	1 175 218	0	1 175 218
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>1 175 218</b>	<b>1 175 218</b>	<b>0</b>	<b>1 175 218</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	17 430	17 430	0	17 430
	64	Autres transferts courants	59 419	59 419	0	59 419
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>76 849</b>	<b>76 849</b>	<b>0</b>	<b>76 849</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	100 000	100 000	0	100 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	15 755 000	15 755 000	0	15 755 000
	62	Achats de biens et services	555 000	555 000	0	555 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>16 410 000</b>	<b>16 410 000</b>	<b>0</b>	<b>16 410 000</b>
	<b>TOTAL MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET DEVELOP. DURABLE</b>		<b>18 948 785</b>	<b>18 948 785</b>	<b>0</b>	<b>18 948 785</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>720</b>	<b>MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	1 361 819	1 361 819	0	1 361 819
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>1 361 819</b>	<b>1 361 819</b>	<b>0</b>	<b>1 361 819</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	9 761	9 761	0	9 761
	62	Achats de biens et services	781 153	781 153	0	781 153
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>790 914</b>	<b>790 914</b>	<b>0</b>	<b>790 914</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	25 000 000	25 000 000	0	25 000 000
	64	Autres transferts courants	15 000	15 000	0	15 000
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>25 015 000</b>	<b>25 015 000</b>	<b>0</b>	<b>25 015 000</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	570 000	570 000	0	570 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	42 076 000	42 076 000	0	42 076 000
	62	Achats de biens et services	2 066 000	2 066 000	0	2 066 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>44 712 000</b>	<b>44 712 000</b>	<b>0</b>	<b>44 712 000</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>		<b>71 879 733</b>	<b>71 879 733</b>	<b>0</b>	<b>71 879 733</b>



SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>726</b>	<b>MINISTERE DES MINES</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	780 892	780 892	0	780 892
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>780 892</b>	<b>780 892</b>	<b>0</b>	<b>780 892</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	13 744	13 744	0	13 744
	62	Achats de biens et services	1 054 071	1 054 071	0	1 054 071
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>1 067 815</b>	<b>1 067 815</b>	<b>0</b>	<b>1 067 815</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	64	Autres transferts courants	349 531	349 531	0	349 531
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>349 531</b>	<b>349 531</b>	<b>0</b>	<b>349 531</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	19 000	19 000	0	19 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 355 135	1 355 135	0	1 355 135
	62	Achats de biens et services	250 000	250 000	0	250 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>1 624 135</b>	<b>1 624 135</b>	<b>0</b>	<b>1 624 135</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DES MINES</b>		<b>3 822 373</b>	<b>3 822 373</b>	<b>0</b>	<b>3 822 373</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>730</b>	<b>MIN. ECONOMIE NUMERIQUE ET COMMUNICATION</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	268 553	268 553	0	268 553
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>268 553</b>	<b>268 553</b>	<b>0</b>	<b>268 553</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	11 540	11 540	0	11 540
	62	Achats de biens et services	553 123	553 123	0	553 123
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>564 663</b>	<b>564 663</b>	<b>0</b>	<b>564 663</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	124 500	124 500	0	124 500
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>124 500</b>	<b>124 500</b>	<b>0</b>	<b>124 500</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	660 000	660 000	0	660 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>660 000</b>	<b>660 000</b>	<b>0</b>	<b>660 000</b>
	<b>TOTAL MIN. ECONOMIE NUMERIQUE ET COMMUNICATION</b>		<b>1 617 716</b>	<b>1 617 716</b>	<b>0</b>	<b>1 617 716</b>
<b>732</b>	<b>HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	64	Autres transferts courants	645 258	645 258	0	645 258
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>645 258</b>	<b>645 258</b>	<b>0</b>	<b>645 258</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	300 000	300 000	0	300 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>300 000</b>	<b>300 000</b>	<b>0</b>	<b>300 000</b>
	<b>TOTAL HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION</b>		<b>945 258</b>	<b>945 258</b>	<b>0</b>	<b>945 258</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>740</b>	<b>MINISTERE HABITAT, URBANISME &amp; AFFAIRES FONCIERES</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	1 049 052	1 049 052	0	1 049 052
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>1 049 052</b>	<b>1 049 052</b>	<b>0</b>	<b>1 049 052</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	1 301 055	1 281 229	89 340	1 370 569
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>1 301 055</b>	<b>1 281 229</b>	<b>89 340</b>	<b>1 370 569</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	19 920	19 920	24 900	44 820
	64	Autres transferts courants	430 000	391 000	0	391 000
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>449 920</b>	<b>410 920</b>	<b>24 900</b>	<b>435 820</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	1 700 000	1 700 000	100 000	1 800 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	3 755 000	3 505 000	3 500 000	7 005 000
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	3 000 000	3 000 000	0	3 000 000
	62	Achats de biens et services	225 000	225 000	100 000	325 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>8 680 000</b>	<b>8 430 000</b>	<b>3 700 000</b>	<b>12 130 000</b>
	<b>TOTAL MINISTERE HABITAT, URBANISME &amp; AFFAIRES FONCIERES</b>		<b>11 480 027</b>	<b>11 171 201</b>	<b>3 814 240</b>	<b>14 985 441</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>745</b>	<b>MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L' HABITAT</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	588 651	588 651	0	588 651
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>588 651</b>	<b>588 651</b>	<b>0</b>	<b>588 651</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	12 430	12 430	0	12 430
	62	Achats de biens et services	567 557	478 217	0	478 217
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>579 987</b>	<b>490 647</b>	<b>0</b>	<b>490 647</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	60 059	35 159	0	35 159
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>60 059</b>	<b>35 159</b>	<b>0</b>	<b>35 159</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	112 450	12 450	0	12 450
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	6 000 000	2 500 000	0	2 500 000
	62	Achats de biens et services	200 000	100 000	0	100 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>6 312 450</b>	<b>2 612 450</b>	<b>0</b>	<b>2 612 450</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L' HABITAT</b>		<b>7 541 147</b>	<b>3 726 907</b>	<b>0</b>	<b>3 726 907</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>750</b>	<b>MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET POPULATION</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	360 138	360 138	0	360 138
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>360 138</b>	<b>360 138</b>	<b>0</b>	<b>360 138</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	543 536	543 536	0	543 536
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>543 536</b>	<b>543 536</b>	<b>0</b>	<b>543 536</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	13 280	13 280	0	13 280
	64	Autres transferts courants	17 430	17 430	0	17 430
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>30 710</b>	<b>30 710</b>	<b>0</b>	<b>30 710</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	370 000	370 000	0	370 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	3 761 750	3 761 750	0	3 761 750
	62	Achats de biens et services	426 000	426 000	0	426 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>4 557 750</b>	<b>4 557 750</b>	<b>0</b>	<b>4 557 750</b>
	<b>TOTAL MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET POPULATION</b>		<b>5 492 134</b>	<b>5 492 134</b>	<b>0</b>	<b>5 492 134</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>760</b>	<b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT &amp; DU DESENCLAVEMENT</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	1 361 117	1 361 117	0	1 361 117
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>1 361 117</b>	<b>1 361 117</b>	<b>0</b>	<b>1 361 117</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	36 757	33 450	0	33 450
	62	Achats de biens et services	1 057 778	977 074	0	977 074
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>1 094 535</b>	<b>1 010 524</b>	<b>0</b>	<b>1 010 524</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	565 202	565 202	0	565 202
	64	Autres transferts courants	24 900	24 900	0	24 900
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>590 102</b>	<b>590 102</b>	<b>0</b>	<b>590 102</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	119 197 000	119 197 000	0	119 197 000
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	200 000	200 000	0	200 000
	62	Achats de biens et services	200 000	200 000	0	200 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>119 597 000</b>	<b>119 597 000</b>	<b>0</b>	<b>119 597 000</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DE L'EQUIPEMENT &amp; DU DESENCLAVEMENT</b>		<b>122 642 754</b>	<b>122 558 743</b>	<b>0</b>	<b>122 558 743</b>
<b>770</b>	<b>MINISTERE DES TRANSPORTS</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	0	0	55 000	55 000
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>55 000</b>	<b>55 000</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	0	0	3 307	3 307
	62	Achats de biens et services	0	0	318 704	318 704
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>322 011</b>	<b>322 011</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DES TRANSPORTS</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>377 011</b>	<b>377 011</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>800</b>	<b>MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	264 283	264 283	0	264 283
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>264 283</b>	<b>264 283</b>	<b>0</b>	<b>264 283</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	384 684	384 684	20 670	405 354
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>384 684</b>	<b>384 684</b>	<b>20 670</b>	<b>405 354</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	21 000	21 000	0	21 000
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>21 000</b>	<b>21 000</b>	<b>0</b>	<b>21 000</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	100 000	100 000	0	100 000
	62	Achats de biens et services	0	0	75 000	75 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>75 000</b>	<b>175 000</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL</b>		<b>769 967</b>	<b>769 967</b>	<b>95 670</b>	<b>865 637</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>810</b>	<b>MINISTERE DU COMMERCE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	813 454	813 454	0	813 454
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>813 454</b>	<b>813 454</b>	<b>0</b>	<b>813 454</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	940 650	919 980	0	919 980
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>940 650</b>	<b>919 980</b>	<b>0</b>	<b>919 980</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	68 400	68 400	0	68 400
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>68 400</b>	<b>68 400</b>	<b>0</b>	<b>68 400</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 570 000	1 570 000	0	1 570 000
	62	Achats de biens et services	1 130 000	1 055 000	0	1 055 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>2 700 000</b>	<b>2 625 000</b>	<b>0</b>	<b>2 625 000</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DU COMMERCE</b>		<b>4 522 504</b>	<b>4 426 834</b>	<b>0</b>	<b>4 426 834</b>



SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>812</b>	<b>MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT ET SECTEUR PRIVE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	223 713	223 713	0	223 713
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>223 713</b>	<b>223 713</b>	<b>0</b>	<b>223 713</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	953 654	953 654	0	953 654
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>953 654</b>	<b>953 654</b>	<b>0</b>	<b>953 654</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	64	Autres transferts courants	294 393	294 393	0	294 393
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>294 393</b>	<b>294 393</b>	<b>0</b>	<b>294 393</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	50 000	50 000	0	50 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	100 000	100 000	0	100 000
	62	Achats de biens et services	100 000	100 000	0	100 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>250 000</b>	<b>250 000</b>	<b>0</b>	<b>250 000</b>
	<b>TOTAL MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT ET SECTEUR PRIVE</b>		<b>1 721 760</b>	<b>1 721 760</b>	<b>0</b>	<b>1 721 760</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>820</b>	<b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	2 274 287	2 274 287	0	2 274 287
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>2 274 287</b>	<b>2 274 287</b>	<b>0</b>	<b>2 274 287</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	2 698 879	2 698 879	0	2 698 879
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>2 698 879</b>	<b>2 698 879</b>	<b>0</b>	<b>2 698 879</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	25 610 339	25 610 339	0	25 610 339
	64	Autres transferts courants	82 849	82 849	0	82 849
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>25 693 188</b>	<b>25 693 188</b>	<b>0</b>	<b>25 693 188</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	250 000	250 000	0	250 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	122 233 100	122 233 100	0	122 233 100
	62	Achats de biens et services	4 845 000	4 845 000	0	4 845 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>127 328 100</b>	<b>127 328 100</b>	<b>0</b>	<b>127 328 100</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>		<b>157 994 454</b>	<b>157 994 454</b>	<b>0</b>	<b>157 994 454</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>822</b>	<b>MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	1 112 741	1 112 741	0	1 112 741
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>1 112 741</b>	<b>1 112 741</b>	<b>0</b>	<b>1 112 741</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	761 640	761 640	0	761 640
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>761 640</b>	<b>761 640</b>	<b>0</b>	<b>761 640</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	10 141 832	10 141 832	0	10 141 832
	64	Autres transferts courants	222 840	222 840	0	222 840
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>10 364 672</b>	<b>10 364 672</b>	<b>0</b>	<b>10 364 672</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	25 374 376	25 374 376	0	25 374 376
	62	Achats de biens et services	550 000	550 000	0	550 000
	64	Autres transferts courants	20 000	20 000	0	20 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>25 944 376</b>	<b>25 944 376</b>	<b>0</b>	<b>25 944 376</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE</b>		<b>38 183 429</b>	<b>38 183 429</b>	<b>0</b>	<b>38 183 429</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>850</b>	<b>COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	223 619	223 619	0	223 619
	<b>TOTAL</b> Dépense de Personnel		<b>223 619</b>	<b>223 619</b>	<b>0</b>	<b>223 619</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	149 956	149 956	0	149 956
	<b>TOTAL</b> Dépense de Fonctionnement		<b>149 956</b>	<b>149 956</b>	<b>0</b>	<b>149 956</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	29 050	29 050	0	29 050
	64	Autres transferts courants	1 000 000	1 000 000	0	1 000 000
	<b>TOTAL</b> Transfert Courant		<b>1 029 050</b>	<b>1 029 050</b>	<b>0</b>	<b>1 029 050</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	4 998 280	4 998 280	0	4 998 280
	62	Achats de biens et services	865 000	865 000	0	865 000
	<b>TOTAL</b> Equipement & Investissement		<b>5 863 280</b>	<b>5 863 280</b>	<b>0</b>	<b>5 863 280</b>
	<b>TOTAL</b> COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE		<b>7 265 905</b>	<b>7 265 905</b>	<b>0</b>	<b>7 265 905</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>860</b>	<b>MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	198 309	198 309	0	198 309
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>198 309</b>	<b>198 309</b>	<b>0</b>	<b>198 309</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	410 762	410 762	0	410 762
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>410 762</b>	<b>410 762</b>	<b>0</b>	<b>410 762</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	129 480	129 480	0	129 480
	64	Autres transferts courants	34 901	34 901	0	34 901
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>164 381</b>	<b>164 381</b>	<b>0</b>	<b>164 381</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	800 000	800 000	0	800 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>800 000</b>	<b>800 000</b>	<b>0</b>	<b>800 000</b>
	<b>TOTAL MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME</b>		<b>1 573 452</b>	<b>1 573 452</b>	<b>0</b>	<b>1 573 452</b>
<b>133</b>	<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	841 272	841 272	0	841 272
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>841 272</b>	<b>841 272</b>	<b>0</b>	<b>841 272</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	50 000	50 000	0	50 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>	<b>50 000</b>
	<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI</b>		<b>891 272</b>	<b>891 272</b>	<b>0</b>	<b>891 272</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>222</b>	<b>INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	306 754	306 754	0	306 754
	TOTAL Dépense de Personnel		<b>306 754</b>	<b>306 754</b>	<b>0</b>	<b>306 754</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	15 000	15 000	0	15 000
	TOTAL Dépense de Fonctionnement		<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	<b>0</b>	<b>15 000</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	219 574	219 574	0	219 574
	TOTAL Transfert Courant		<b>219 574</b>	<b>219 574</b>	<b>0</b>	<b>219 574</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	500 000	500 000	0	500 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>500 000</b>	<b>500 000</b>	<b>0</b>	<b>500 000</b>
	TOTAL INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE		<b>1 041 328</b>	<b>1 041 328</b>	<b>0</b>	<b>1 041 328</b>
<b>311</b>	<b>CELLULE NAT. TRAITEMENT INFORMAT° FIN. (CENTIF)</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	250 000	250 000	0	250 000
	TOTAL Dépense de Personnel		<b>250 000</b>	<b>250 000</b>	<b>0</b>	<b>250 000</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	64	Autres transferts courants	511 900	511 900	0	511 900
	TOTAL Transfert Courant		<b>511 900</b>	<b>511 900</b>	<b>0</b>	<b>511 900</b>
	TOTAL CELLULE NAT. TRAITEMENT INFORMAT° FIN. (CENTIF)		<b>761 900</b>	<b>761 900</b>	<b>0</b>	<b>761 900</b>
<b>312</b>	<b>AUTORITE REGULAT. MARCHES PUB. DELEG. SCE PUB. (ARMDS)</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	420 411	420 411	0	420 411
	64	Autres transferts courants	20 000	20 000	0	20 000
	TOTAL Transfert Courant		<b>440 411</b>	<b>440 411</b>	<b>0</b>	<b>440 411</b>
	TOTAL AUTORITE REGULAT. MARCHES PUB. DELEG. SCE PUB. (ARMDS)		<b>440 411</b>	<b>440 411</b>	<b>0</b>	<b>440 411</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>313</b>	<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	174 000	174 000	0	174 000
	TOTAL Transfert Courant		174 000	174 000	0	174 000
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	20 000	20 000	0	20 000
	TOTAL Equipement & Investissement		20 000	20 000	0	20 000
	TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES		194 000	194 000	0	194 000
<b>314</b>	<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	174 000	174 000	0	174 000
	TOTAL Transfert Courant		174 000	174 000	0	174 000
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	20 000	20 000	0	20 000
	TOTAL Equipement & Investissement		20 000	20 000	0	20 000
	TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO		194 000	194 000	0	194 000
<b>315</b>	<b>OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	642 320	642 320	0	642 320
	TOTAL Transfert Courant		642 320	642 320	0	642 320
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	774 000	774 000	0	774 000
	62	Achats de biens et services	150 000	150 000	0	150 000
	TOTAL Equipement & Investissement		924 000	924 000	0	924 000
	TOTAL OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS		1 566 320	1 566 320	0	1 566 320

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>316</b>	<b>INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	166 000	166 000	0	166 000
	63	Subventions	311 812	311 812	0	311 812
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>477 812</b>	<b>477 812</b>	<b>0</b>	<b>477 812</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	2 650 000	2 650 000	0	2 650 000
	62	Achats de biens et services	700 000	700 000	0	700 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>3 350 000</b>	<b>3 350 000</b>	<b>0</b>	<b>3 350 000</b>
	<b>TOTAL INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE</b>		<b>3 827 812</b>	<b>3 827 812</b>	<b>0</b>	<b>3 827 812</b>
<b>317</b>	<b>CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	137 150	137 150	0	137 150
	64	Autres transferts courants	470 000	470 000	0	470 000
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>607 150</b>	<b>607 150</b>	<b>0</b>	<b>607 150</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	200 000	200 000	0	200 000
	62	Achats de biens et services	125 000	125 000	0	125 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>325 000</b>	<b>325 000</b>	<b>0</b>	<b>325 000</b>
	<b>TOTAL CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT</b>		<b>932 150</b>	<b>932 150</b>	<b>0</b>	<b>932 150</b>
<b>318</b>	<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	174 000	174 000	0	174 000
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>174 000</b>	<b>174 000</b>	<b>0</b>	<b>174 000</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	20 000	20 000	0	20 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>
	<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO</b>		<b>194 000</b>	<b>194 000</b>	<b>0</b>	<b>194 000</b>



SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>319</b>	<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	174 000	174 000	0	174 000
	TOTAL Transfert Courant		174 000	174 000	0	174 000
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	20 000	20 000	0	20 000
	TOTAL Equipement & Investissement		20 000	20 000	0	20 000
	TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU		194 000	194 000	0	194 000
<b>324</b>	<b>FONDS D'APPUI FORMAT° PROFESS. &amp; APPRENTIS.</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	85 252	85 252	0	85 252
	TOTAL Transfert Courant		85 252	85 252	0	85 252
	TOTAL FONDS D'APPUI FORMAT° PROFESS. & APPRENTIS.		85 252	85 252	0	85 252
<b>325</b>	<b>AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	657 097	657 097	0	657 097
	TOTAL Transfert Courant		657 097	657 097	0	657 097
	TOTAL AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)		657 097	657 097	0	657 097
<b>326</b>	<b>INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROFESSION.</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	207 944	207 944	0	207 944
	TOTAL Transfert Courant		207 944	207 944	0	207 944
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	15 000	15 000	0	15 000
	TOTAL Equipement & Investissement		15 000	15 000	0	15 000
	TOTAL INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROFESSION.		222 944	222 944	0	222 944

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>327 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)</b>						
<b>4 Transfert Courant</b>						
	63	Subventions	91 735	91 735	0	91 735
	TOTAL Transfert Courant		<b>91 735</b>	<b>91 735</b>	<b>0</b>	<b>91 735</b>
<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>						
	21	Immobilisations incorporelles	49 800	49 800	0	49 800
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>49 800</b>	<b>49 800</b>	<b>0</b>	<b>49 800</b>
	TOTAL OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)		<b>141 535</b>	<b>141 535</b>	<b>0</b>	<b>141 535</b>
<b>329 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI</b>						
<b>4 Transfert Courant</b>						
	63	Subventions	174 000	174 000	0	174 000
	TOTAL Transfert Courant		<b>174 000</b>	<b>174 000</b>	<b>0</b>	<b>174 000</b>
<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>						
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	20 000	20 000	0	20 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>
	TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI		<b>194 000</b>	<b>194 000</b>	<b>0</b>	<b>194 000</b>
<b>331 AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES</b>						
<b>4 Transfert Courant</b>						
	63	Subventions	2 470 827	2 470 827	0	2 470 827
	TOTAL Transfert Courant		<b>2 470 827</b>	<b>2 470 827</b>	<b>0</b>	<b>2 470 827</b>
<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>						
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	26 447 073	26 447 073	0	26 447 073
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>26 447 073</b>	<b>26 447 073</b>	<b>0</b>	<b>26 447 073</b>
	TOTAL AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES		<b>28 917 900</b>	<b>28 917 900</b>	<b>0</b>	<b>28 917 900</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>332</b>	<b>MAISON DU HADJ</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	22 410	22 410	0	22 410
	TOTAL Transfert Courant		<b>22 410</b>	<b>22 410</b>	<b>0</b>	<b>22 410</b>
	TOTAL MAISON DU HADJ		<b>22 410</b>	<b>22 410</b>	<b>0</b>	<b>22 410</b>
<b>333</b>	<b>CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	165 274	165 274	0	165 274
	64	Autres transferts courants	20 000	20 000	0	20 000
	TOTAL Transfert Courant		<b>185 274</b>	<b>185 274</b>	<b>0</b>	<b>185 274</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	50 000	50 000	0	50 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>	<b>50 000</b>
	TOTAL CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES		<b>235 274</b>	<b>235 274</b>	<b>0</b>	<b>235 274</b>
<b>336</b>	<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	174 000	174 000	0	174 000
	TOTAL Transfert Courant		<b>174 000</b>	<b>174 000</b>	<b>0</b>	<b>174 000</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	20 000	20 000	0	20 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>
	TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.		<b>194 000</b>	<b>194 000</b>	<b>0</b>	<b>194 000</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>337</b>	<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	174 000	174 000	0	174 000
	TOTAL Transfert Courant		174 000	174 000	0	174 000
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	20 000	20 000	0	20 000
	TOTAL Equipement & Investissement		20 000	20 000	0	20 000
	TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO		194 000	194 000	0	194 000
<b>338</b>	<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	174 000	174 000	0	174 000
	TOTAL Transfert Courant		174 000	174 000	0	174 000
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	20 000	20 000	0	20 000
	TOTAL Equipement & Investissement		20 000	20 000	0	20 000
	TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL		194 000	194 000	0	194 000
<b>339</b>	<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	174 000	174 000	0	174 000
	TOTAL Transfert Courant		174 000	174 000	0	174 000
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	20 000	20 000	0	20 000
	TOTAL Equipement & Investissement		20 000	20 000	0	20 000
	TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT		194 000	194 000	0	194 000

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>411</b>	<b>ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)</b>					
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	90 346	90 346	0	90 346
	TOTAL Dépense de Fonctionnement		<b>90 346</b>	<b>90 346</b>	<b>0</b>	<b>90 346</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	1 138 300	1 138 300	0	1 138 300
	TOTAL Transfert Courant		<b>1 138 300</b>	<b>1 138 300</b>	<b>0</b>	<b>1 138 300</b>
	TOTAL ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)		<b>1 228 646</b>	<b>1 228 646</b>	<b>0</b>	<b>1 228 646</b>
<b>413</b>	<b>ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)</b>					
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	90 000	90 000	0	90 000
	TOTAL Dépense de Fonctionnement		<b>90 000</b>	<b>90 000</b>	<b>0</b>	<b>90 000</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	995 927	995 927	0	995 927
	TOTAL Transfert Courant		<b>995 927</b>	<b>995 927</b>	<b>0</b>	<b>995 927</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	85 000	85 000	0	85 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>85 000</b>	<b>85 000</b>	<b>0</b>	<b>85 000</b>
	TOTAL ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)		<b>1 170 927</b>	<b>1 170 927</b>	<b>0</b>	<b>1 170 927</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>414</b>	<b>INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.</b>					
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	100 323	100 323	0	100 323
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>100 323</b>	<b>100 323</b>	<b>0</b>	<b>100 323</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	1 797 060	1 797 060	0	1 797 060
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>1 797 060</b>	<b>1 797 060</b>	<b>0</b>	<b>1 797 060</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	100 000	100 000	0	100 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>
	<b>TOTAL INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.</b>		<b>1 997 383</b>	<b>1 997 383</b>	<b>0</b>	<b>1 997 383</b>
<b>416</b>	<b>CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	25 000	25 000	0	25 000
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>25 000</b>	<b>25 000</b>	<b>0</b>	<b>25 000</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	4 430 390	4 430 390	0	4 430 390
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>4 430 390</b>	<b>4 430 390</b>	<b>0</b>	<b>4 430 390</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	1 543 693	1 543 693	0	1 543 693
	64	Autres transferts courants	15 700 000	15 700 000	0	15 700 000
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>17 243 693</b>	<b>17 243 693</b>	<b>0</b>	<b>17 243 693</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	615 571	615 571	0	615 571
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>615 571</b>	<b>615 571</b>	<b>0</b>	<b>615 571</b>
	<b>TOTAL CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES</b>		<b>22 314 654</b>	<b>22 314 654</b>	<b>0</b>	<b>22 314 654</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>417</b>	<b>CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE &amp; TECH.</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	168 735	168 735	0	168 735
	TOTAL Transfert Courant		<b>168 735</b>	<b>168 735</b>	<b>0</b>	<b>168 735</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	55 000	55 000	0	55 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>55 000</b>	<b>55 000</b>	<b>0</b>	<b>55 000</b>
	TOTAL CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE & TECH.		<b>223 735</b>	<b>223 735</b>	<b>0</b>	<b>223 735</b>
<b>418</b>	<b>ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	682 488	682 488	0	682 488
	TOTAL Transfert Courant		<b>682 488</b>	<b>682 488</b>	<b>0</b>	<b>682 488</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	2 000 000	2 000 000	0	2 000 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>	<b>0</b>	<b>2 000 000</b>
	TOTAL ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION		<b>2 682 488</b>	<b>2 682 488</b>	<b>0</b>	<b>2 682 488</b>
<b>420</b>	<b>ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.</b>					
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	112 530	112 530	0	112 530
	TOTAL Dépense de Fonctionnement		<b>112 530</b>	<b>112 530</b>	<b>0</b>	<b>112 530</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	334 929	334 929	0	334 929
	TOTAL Transfert Courant		<b>334 929</b>	<b>334 929</b>	<b>0</b>	<b>334 929</b>
	TOTAL ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.		<b>447 459</b>	<b>447 459</b>	<b>0</b>	<b>447 459</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>422</b>	<b>UNIVERSITE DE SEGOU</b>					
	<b>2</b>	<b>Dépense de Personnel</b>				
	61	Dépenses de personnel	859 441	859 441	0	859 441
	<b>TOTAL</b>	<b>Dépense de Personnel</b>	<b>859 441</b>	<b>859 441</b>	<b>0</b>	<b>859 441</b>
	<b>3</b>	<b>Dépense de Fonctionnement</b>				
	62	Achats de biens et services	589 895	589 895	0	589 895
	<b>TOTAL</b>	<b>Dépense de Fonctionnement</b>	<b>589 895</b>	<b>589 895</b>	<b>0</b>	<b>589 895</b>
	<b>4</b>	<b>Transfert Courant</b>				
	63	Subventions	913 621	913 621	0	913 621
	<b>TOTAL</b>	<b>Transfert Courant</b>	<b>913 621</b>	<b>913 621</b>	<b>0</b>	<b>913 621</b>
	<b>5</b>	<b>Equipement &amp; Investissement</b>				
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	850 000	850 000	0	850 000
	<b>TOTAL</b>	<b>Equipement &amp; Investissement</b>	<b>850 000</b>	<b>850 000</b>	<b>0</b>	<b>850 000</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>UNIVERSITE DE SEGOU</b>	<b>3 212 957</b>	<b>3 212 957</b>	<b>0</b>	<b>3 212 957</b>
<b>424</b>	<b>UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO</b>					
	<b>2</b>	<b>Dépense de Personnel</b>				
	61	Dépenses de personnel	2 282 475	2 282 475	0	2 282 475
	<b>TOTAL</b>	<b>Dépense de Personnel</b>	<b>2 282 475</b>	<b>2 282 475</b>	<b>0</b>	<b>2 282 475</b>
	<b>3</b>	<b>Dépense de Fonctionnement</b>				
	62	Achats de biens et services	1 795 864	1 795 864	0	1 795 864
	<b>TOTAL</b>	<b>Dépense de Fonctionnement</b>	<b>1 795 864</b>	<b>1 795 864</b>	<b>0</b>	<b>1 795 864</b>
	<b>4</b>	<b>Transfert Courant</b>				
	63	Subventions	17 860	17 860	0	17 860
	<b>TOTAL</b>	<b>Transfert Courant</b>	<b>17 860</b>	<b>17 860</b>	<b>0</b>	<b>17 860</b>
	<b>5</b>	<b>Equipement &amp; Investissement</b>				
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	300 000	300 000	0	300 000
	<b>TOTAL</b>	<b>Equipement &amp; Investissement</b>	<b>300 000</b>	<b>300 000</b>	<b>0</b>	<b>300 000</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO</b>	<b>4 396 199</b>	<b>4 396 199</b>	<b>0</b>	<b>4 396 199</b>



SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>425</b>	<b>INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES</b>					
	<b>4</b>	<b>Transfert Courant</b>				
	63	Subventions	278 262	278 262	0	278 262
	TOTAL Transfert Courant		<b>278 262</b>	<b>278 262</b>	<b>0</b>	<b>278 262</b>
	<b>5</b>	<b>Equipement &amp; Investissement</b>				
	21	Immobilisations incorporelles	30 000	30 000	0	30 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	150 000	150 000	0	150 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>180 000</b>	<b>180 000</b>	<b>0</b>	<b>180 000</b>
	TOTAL INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES		<b>458 262</b>	<b>458 262</b>	<b>0</b>	<b>458 262</b>
<b>426</b>	<b>UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO</b>					
	<b>2</b>	<b>Dépense de Personnel</b>				
	61	Dépenses de personnel	3 389 476	3 389 476	0	3 389 476
	TOTAL Dépense de Personnel		<b>3 389 476</b>	<b>3 389 476</b>	<b>0</b>	<b>3 389 476</b>
	<b>3</b>	<b>Dépense de Fonctionnement</b>				
	62	Achats de biens et services	1 615 800	1 615 800	0	1 615 800
	TOTAL Dépense de Fonctionnement		<b>1 615 800</b>	<b>1 615 800</b>	<b>0</b>	<b>1 615 800</b>
	<b>4</b>	<b>Transfert Courant</b>				
	63	Subventions	119 915	119 915	0	119 915
	64	Autres transferts courants	90 000	90 000	0	90 000
	TOTAL Transfert Courant		<b>209 915</b>	<b>209 915</b>	<b>0</b>	<b>209 915</b>
	<b>5</b>	<b>Equipement &amp; Investissement</b>				
	21	Immobilisations incorporelles	100 000	100 000	0	100 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	650 000	650 000	0	650 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>750 000</b>	<b>750 000</b>	<b>0</b>	<b>750 000</b>
	TOTAL UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO		<b>5 965 191</b>	<b>5 965 191</b>	<b>0</b>	<b>5 965 191</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>428</b>	<b>CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE</b>					
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	20 000	20 000	0	20 000
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	230 955	230 955	0	230 955
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>230 955</b>	<b>230 955</b>	<b>0</b>	<b>230 955</b>
	<b>TOTAL CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE</b>		<b>250 955</b>	<b>250 955</b>	<b>0</b>	<b>250 955</b>
<b>429</b>	<b>UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	3 140 411	3 140 411	0	3 140 411
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>3 140 411</b>	<b>3 140 411</b>	<b>0</b>	<b>3 140 411</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	1 735 870	1 735 870	0	1 735 870
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>1 735 870</b>	<b>1 735 870</b>	<b>0</b>	<b>1 735 870</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	40 000	40 000	0	40 000
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>40 000</b>	<b>40 000</b>	<b>0</b>	<b>40 000</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	25 000	25 000	0	25 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	200 000	200 000	0	200 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>225 000</b>	<b>225 000</b>	<b>0</b>	<b>225 000</b>
	<b>TOTAL UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO</b>		<b>5 141 281</b>	<b>5 141 281</b>	<b>0</b>	<b>5 141 281</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>430</b>	<b>INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	300 534	300 534	0	300 534
	TOTAL Transfert Courant		<b>300 534</b>	<b>300 534</b>	<b>0</b>	<b>300 534</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	25 000	25 000	0	25 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>25 000</b>	<b>25 000</b>	<b>0</b>	<b>25 000</b>
	TOTAL INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA		<b>325 534</b>	<b>325 534</b>	<b>0</b>	<b>325 534</b>
<b>431</b>	<b>UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	3 884 168	3 884 168	0	3 884 168
	TOTAL Dépense de Personnel		<b>3 884 168</b>	<b>3 884 168</b>	<b>0</b>	<b>3 884 168</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	2 255 473	2 255 473	0	2 255 473
	TOTAL Dépense de Fonctionnement		<b>2 255 473</b>	<b>2 255 473</b>	<b>0</b>	<b>2 255 473</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	35 164	35 164	0	35 164
	TOTAL Transfert Courant		<b>35 164</b>	<b>35 164</b>	<b>0</b>	<b>35 164</b>
	TOTAL UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO		<b>6 174 805</b>	<b>6 174 805</b>	<b>0</b>	<b>6 174 805</b>
<b>432</b>	<b>ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	306 891	306 891	0	306 891
	TOTAL Transfert Courant		<b>306 891</b>	<b>306 891</b>	<b>0</b>	<b>306 891</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	51 598	51 598	0	51 598
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>51 598</b>	<b>51 598</b>	<b>0</b>	<b>51 598</b>
	TOTAL ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES		<b>358 489</b>	<b>358 489</b>	<b>0</b>	<b>358 489</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>433</b>	<b>ECOLE SUP. JOURNALISME &amp; SCIENCES COM..</b>					
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	2 500	2 500	0	2 500
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>2 500</b>	<b>2 500</b>	<b>0</b>	<b>2 500</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	271 100	271 100	0	271 100
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>271 100</b>	<b>271 100</b>	<b>0</b>	<b>271 100</b>
	<b>TOTAL ECOLE SUP. JOURNALISME &amp; SCIENCES COM..</b>		<b>273 600</b>	<b>273 600</b>	<b>0</b>	<b>273 600</b>
<b>434</b>	<b>CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	25 000	25 000	0	25 000
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>25 000</b>	<b>25 000</b>	<b>0</b>	<b>25 000</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	35 572	35 572	0	35 572
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>35 572</b>	<b>35 572</b>	<b>0</b>	<b>35 572</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	120 779	120 779	0	120 779
	64	Autres transferts courants	9 428	9 428	0	9 428
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>130 207</b>	<b>130 207</b>	<b>0</b>	<b>130 207</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	40 000	40 000	0	40 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	500 000	500 000	0	500 000
	62	Achats de biens et services	60 000	60 000	0	60 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>600 000</b>	<b>600 000</b>	<b>0</b>	<b>600 000</b>
	<b>TOTAL CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE</b>		<b>790 779</b>	<b>790 779</b>	<b>0</b>	<b>790 779</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>511</b>	<b>CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	301 243	301 243	0	301 243
	TOTAL Transfert Courant		<b>301 243</b>	<b>301 243</b>	<b>0</b>	<b>301 243</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	800 000	800 000	0	800 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>800 000</b>	<b>800 000</b>	<b>0</b>	<b>800 000</b>
	TOTAL CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO		<b>1 101 243</b>	<b>1 101 243</b>	<b>0</b>	<b>1 101 243</b>
<b>512</b>	<b>MUSEE NATIONAL</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	342 530	342 530	0	342 530
	TOTAL Transfert Courant		<b>342 530</b>	<b>342 530</b>	<b>0</b>	<b>342 530</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	10 000	10 000	0	10 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	210 000	210 000	0	210 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>220 000</b>	<b>220 000</b>	<b>0</b>	<b>220 000</b>
	TOTAL MUSEE NATIONAL		<b>562 530</b>	<b>562 530</b>	<b>0</b>	<b>562 530</b>
<b>514</b>	<b>PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	354 440	354 440	0	354 440
	TOTAL Transfert Courant		<b>354 440</b>	<b>354 440</b>	<b>0</b>	<b>354 440</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	700 000	700 000	0	700 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>700 000</b>	<b>700 000</b>	<b>0</b>	<b>700 000</b>
	TOTAL PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA		<b>1 054 440</b>	<b>1 054 440</b>	<b>0</b>	<b>1 054 440</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>516</b>	<b>BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	147 210	147 210	0	147 210
	TOTAL Transfert Courant		<b>147 210</b>	<b>147 210</b>	<b>0</b>	<b>147 210</b>
	TOTAL BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR		<b>147 210</b>	<b>147 210</b>	<b>0</b>	<b>147 210</b>
<b>517</b>	<b>CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	388 364	388 364	0	388 364
	TOTAL Transfert Courant		<b>388 364</b>	<b>388 364</b>	<b>0</b>	<b>388 364</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 000 000	1 000 000	0	1 000 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 000 000</b>
	TOTAL CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI		<b>1 388 364</b>	<b>1 388 364</b>	<b>0</b>	<b>1 388 364</b>
<b>518</b>	<b>CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	348 710	348 710	0	348 710
	64	Autres transferts courants	173 750	173 750	0	173 750
	TOTAL Transfert Courant		<b>522 460</b>	<b>522 460</b>	<b>0</b>	<b>522 460</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	20 000	20 000	0	20 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	375 000	375 000	0	375 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>395 000</b>	<b>395 000</b>	<b>0</b>	<b>395 000</b>
	TOTAL CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.		<b>917 460</b>	<b>917 460</b>	<b>0</b>	<b>917 460</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>519</b>	<b>MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	57 891	57 891	0	57 891
	TOTAL Transfert Courant		<b>57 891</b>	<b>57 891</b>	<b>0</b>	<b>57 891</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	10 000	10 000	0	10 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 200 000	1 200 000	0	1 200 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>1 210 000</b>	<b>1 210 000</b>	<b>0</b>	<b>1 210 000</b>
	TOTAL MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE		<b>1 267 891</b>	<b>1 267 891</b>	<b>0</b>	<b>1 267 891</b>
<b>522</b>	<b>CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	112 560	112 560	0	112 560
	TOTAL Transfert Courant		<b>112 560</b>	<b>112 560</b>	<b>0</b>	<b>112 560</b>
	TOTAL CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI		<b>112 560</b>	<b>112 560</b>	<b>0</b>	<b>112 560</b>
<b>523</b>	<b>INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	56 052	56 052	0	56 052
	TOTAL Dépense de Personnel		<b>56 052</b>	<b>56 052</b>	<b>0</b>	<b>56 052</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	10 000	10 000	0	10 000
	TOTAL Dépense de Fonctionnement		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>0</b>	<b>10 000</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	351 855	351 855	0	351 855
	64	Autres transferts courants	196 484	196 484	0	196 484
	TOTAL Transfert Courant		<b>548 339</b>	<b>548 339</b>	<b>0</b>	<b>548 339</b>
	TOTAL INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS		<b>614 391</b>	<b>614 391</b>	<b>0</b>	<b>614 391</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>613</b>	<b>AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	373 671	373 671	0	373 671
	TOTAL Transfert Courant		<b>373 671</b>	<b>373 671</b>	<b>0</b>	<b>373 671</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	20 000	20 000	0	20 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	20 000	20 000	0	20 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>40 000</b>	<b>40 000</b>	<b>0</b>	<b>40 000</b>
	TOTAL AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS		<b>413 671</b>	<b>413 671</b>	<b>0</b>	<b>413 671</b>
<b>615</b>	<b>HOPITAL GABRIEL TOURE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	3 012 901	3 012 901	0	3 012 901
	64	Autres transferts courants	25 767	25 767	0	25 767
	TOTAL Transfert Courant		<b>3 038 668</b>	<b>3 038 668</b>	<b>0</b>	<b>3 038 668</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	40 000	40 000	0	40 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	600 000	600 000	0	600 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>640 000</b>	<b>640 000</b>	<b>0</b>	<b>640 000</b>
	TOTAL HOPITAL GABRIEL TOURE		<b>3 678 668</b>	<b>3 678 668</b>	<b>0</b>	<b>3 678 668</b>
<b>616</b>	<b>HOPITAL DU MALI</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	1 770 039	1 770 039	0	1 770 039
	64	Autres transferts courants	70 000	70 000	0	70 000
	TOTAL Transfert Courant		<b>1 840 039</b>	<b>1 840 039</b>	<b>0</b>	<b>1 840 039</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	800 000	800 000	0	800 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>800 000</b>	<b>800 000</b>	<b>0</b>	<b>800 000</b>
	TOTAL HOPITAL DU MALI		<b>2 640 039</b>	<b>2 640 039</b>	<b>0</b>	<b>2 640 039</b>



SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>617</b>	<b>HOPITAL DU POINT G</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	4 681 966	4 681 966	0	4 681 966
	64	Autres transferts courants	125 971	125 971	0	125 971
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>4 807 937</b>	<b>4 807 937</b>	<b>0</b>	<b>4 807 937</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	60 000	60 000	0	60 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	550 000	550 000	0	550 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>610 000</b>	<b>610 000</b>	<b>0</b>	<b>610 000</b>
	<b>TOTAL HOPITAL DU POINT G</b>		<b>5 417 937</b>	<b>5 417 937</b>	<b>0</b>	<b>5 417 937</b>
<b>618</b>	<b>AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	484 664	484 664	0	484 664
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>484 664</b>	<b>484 664</b>	<b>0</b>	<b>484 664</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 015 000	1 015 000	0	1 015 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>1 015 000</b>	<b>1 015 000</b>	<b>0</b>	<b>1 015 000</b>
	<b>TOTAL AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE</b>		<b>1 499 664</b>	<b>1 499 664</b>	<b>0</b>	<b>1 499 664</b>
<b>619</b>	<b>HOPITAL DE KATI</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	1 022 552	1 022 552	0	1 022 552
	64	Autres transferts courants	40 383	40 383	0	40 383
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>1 062 935</b>	<b>1 062 935</b>	<b>0</b>	<b>1 062 935</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	20 000	20 000	0	20 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	350 000	350 000	0	350 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>370 000</b>	<b>370 000</b>	<b>0</b>	<b>370 000</b>
	<b>TOTAL HOPITAL DE KATI</b>		<b>1 432 935</b>	<b>1 432 935</b>	<b>0</b>	<b>1 432 935</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>620</b>	<b>CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	406 094	406 094	0	406 094
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>406 094</b>	<b>406 094</b>	<b>0</b>	<b>406 094</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	80 000	80 000	0	80 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	250 000	250 000	0	250 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>330 000</b>	<b>330 000</b>	<b>0</b>	<b>330 000</b>
	<b>TOTAL CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE</b>		<b>736 094</b>	<b>736 094</b>	<b>0</b>	<b>736 094</b>
<b>621</b>	<b>INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	1 257 264	1 257 264	0	1 257 264
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>1 257 264</b>	<b>1 257 264</b>	<b>0</b>	<b>1 257 264</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	100 000	100 000	0	100 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	350 000	350 000	0	350 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>450 000</b>	<b>450 000</b>	<b>0</b>	<b>450 000</b>
	<b>TOTAL INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE</b>		<b>1 707 264</b>	<b>1 707 264</b>	<b>0</b>	<b>1 707 264</b>
<b>622</b>	<b>CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTATION POUR SURVIE ENFANT</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	347 358	347 358	0	347 358
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>347 358</b>	<b>347 358</b>	<b>0</b>	<b>347 358</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	60 000	60 000	0	60 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>60 000</b>	<b>60 000</b>	<b>0</b>	<b>60 000</b>
	<b>TOTAL CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTATION POUR SURVIE ENFANT</b>		<b>407 358</b>	<b>407 358</b>	<b>0</b>	<b>407 358</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>623</b>	<b>CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE</b>					
	<b>4</b>	<b>Transfert Courant</b>				
	63	Subventions	1 197 192	1 197 192	0	1 197 192
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>1 197 192</b>	<b>1 197 192</b>	<b>0</b>	<b>1 197 192</b>
	<b>5</b>	<b>Equipement &amp; Investissement</b>				
	21	Immobilisations incorporelles	20 000	20 000	0	20 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	180 000	180 000	0	180 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>200 000</b>	<b>200 000</b>	<b>0</b>	<b>200 000</b>
	<b>TOTAL CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE</b>		<b>1 397 192</b>	<b>1 397 192</b>	<b>0</b>	<b>1 397 192</b>
<b>625</b>	<b>LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE</b>					
	<b>4</b>	<b>Transfert Courant</b>				
	63	Subventions	514 167	514 167	0	514 167
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>514 167</b>	<b>514 167</b>	<b>0</b>	<b>514 167</b>
	<b>5</b>	<b>Equipement &amp; Investissement</b>				
	21	Immobilisations incorporelles	90 000	90 000	0	90 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	165 000	165 000	0	165 000
	62	Achats de biens et services	50 000	50 000	0	50 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>305 000</b>	<b>305 000</b>	<b>0</b>	<b>305 000</b>
	<b>TOTAL LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE</b>		<b>819 167</b>	<b>819 167</b>	<b>0</b>	<b>819 167</b>
<b>627</b>	<b>CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)</b>					
	<b>4</b>	<b>Transfert Courant</b>				
	63	Subventions	767 858	767 858	0	767 858
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>767 858</b>	<b>767 858</b>	<b>0</b>	<b>767 858</b>
	<b>5</b>	<b>Equipement &amp; Investissement</b>				
	21	Immobilisations incorporelles	20 000	20 000	0	20 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>
	<b>TOTAL CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)</b>		<b>787 858</b>	<b>787 858</b>	<b>0</b>	<b>787 858</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>629</b>	<b>CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADIE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	905 163	905 163	0	905 163
	TOTAL Transfert Courant		<b>905 163</b>	<b>905 163</b>	<b>0</b>	<b>905 163</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	50 000	50 000	0	50 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>	<b>50 000</b>
	TOTAL CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADIE		<b>955 163</b>	<b>955 163</b>	<b>0</b>	<b>955 163</b>
<b>630</b>	<b>AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	239 845	239 845	0	239 845
	TOTAL Transfert Courant		<b>239 845</b>	<b>239 845</b>	<b>0</b>	<b>239 845</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	60 588	60 588	0	60 588
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>60 588</b>	<b>60 588</b>	<b>0</b>	<b>60 588</b>
	TOTAL AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX		<b>300 433</b>	<b>300 433</b>	<b>0</b>	<b>300 433</b>
<b>631</b>	<b>INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	795 129	795 129	0	795 129
	64	Autres transferts courants	768 214	768 214	0	768 214
	TOTAL Transfert Courant		<b>1 563 343</b>	<b>1 563 343</b>	<b>0</b>	<b>1 563 343</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	20 000	20 000	0	20 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	150 000	150 000	0	150 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>170 000</b>	<b>170 000</b>	<b>0</b>	<b>170 000</b>
	TOTAL INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE		<b>1 733 343</b>	<b>1 733 343</b>	<b>0</b>	<b>1 733 343</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>632</b>	<b>INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	1 029 219	1 029 219	0	1 029 219
	TOTAL Transfert Courant		<b>1 029 219</b>	<b>1 029 219</b>	<b>0</b>	<b>1 029 219</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	275 000	275 000	0	275 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>275 000</b>	<b>275 000</b>	<b>0</b>	<b>275 000</b>
	TOTAL INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)		<b>1 304 219</b>	<b>1 304 219</b>	<b>0</b>	<b>1 304 219</b>
<b>633</b>	<b>HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	704 226	704 226	0	704 226
	64	Autres transferts courants	42 364	42 364	0	42 364
	TOTAL Transfert Courant		<b>746 590</b>	<b>746 590</b>	<b>0</b>	<b>746 590</b>
	TOTAL HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES		<b>746 590</b>	<b>746 590</b>	<b>0</b>	<b>746 590</b>
<b>634</b>	<b>HOPITAL DE SIKASSO</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	1 056 445	1 056 445	0	1 056 445
	64	Autres transferts courants	42 966	42 966	0	42 966
	TOTAL Transfert Courant		<b>1 099 411</b>	<b>1 099 411</b>	<b>0</b>	<b>1 099 411</b>
	TOTAL HOPITAL DE SIKASSO		<b>1 099 411</b>	<b>1 099 411</b>	<b>0</b>	<b>1 099 411</b>
<b>635</b>	<b>HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	785 643	785 643	0	785 643
	64	Autres transferts courants	42 364	42 364	0	42 364
	TOTAL Transfert Courant		<b>828 007</b>	<b>828 007</b>	<b>0</b>	<b>828 007</b>
	TOTAL HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU		<b>828 007</b>	<b>828 007</b>	<b>0</b>	<b>828 007</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>636</b>	<b>HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	909 278	909 278	0	909 278
	64	Autres transferts courants	42 364	42 364	0	42 364
	TOTAL Transfert Courant		<b>951 642</b>	<b>951 642</b>	<b>0</b>	<b>951 642</b>
	TOTAL HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI		<b>951 642</b>	<b>951 642</b>	<b>0</b>	<b>951 642</b>
<b>637</b>	<b>HOPITAL DE TOMBOUCTOU</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	354 020	354 020	0	354 020
	64	Autres transferts courants	42 364	42 364	0	42 364
	TOTAL Transfert Courant		<b>396 384</b>	<b>396 384</b>	<b>0</b>	<b>396 384</b>
	TOTAL HOPITAL DE TOMBOUCTOU		<b>396 384</b>	<b>396 384</b>	<b>0</b>	<b>396 384</b>
<b>638</b>	<b>HOPITAL DE GAO</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	459 851	459 851	0	459 851
	64	Autres transferts courants	42 364	42 364	0	42 364
	TOTAL Transfert Courant		<b>502 215</b>	<b>502 215</b>	<b>0</b>	<b>502 215</b>
	TOTAL HOPITAL DE GAO		<b>502 215</b>	<b>502 215</b>	<b>0</b>	<b>502 215</b>
<b>645</b>	<b>CITE DES ENFANTS</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	231 733	231 733	0	231 733
	TOTAL Transfert Courant		<b>231 733</b>	<b>231 733</b>	<b>0</b>	<b>231 733</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	320 000	320 000	0	320 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>320 000</b>	<b>320 000</b>	<b>0</b>	<b>320 000</b>
	TOTAL CITE DES ENFANTS		<b>551 733</b>	<b>551 733</b>	<b>0</b>	<b>551 733</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>666</b>	<b>INSTITUT D'ETUDE &amp; RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	322 385	322 385	0	322 385
	TOTAL Transfert Courant		<b>322 385</b>	<b>322 385</b>	<b>0</b>	<b>322 385</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	64 500	64 500	0	64 500
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	150 000	150 000	0	150 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>214 500</b>	<b>214 500</b>	<b>0</b>	<b>214 500</b>
	TOTAL INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE		<b>536 885</b>	<b>536 885</b>	<b>0</b>	<b>536 885</b>
<b>668</b>	<b>CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	44 323 883	44 323 883	0	44 323 883
	TOTAL Transfert Courant		<b>44 323 883</b>	<b>44 323 883</b>	<b>0</b>	<b>44 323 883</b>
	TOTAL CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE		<b>44 323 883</b>	<b>44 323 883</b>	<b>0</b>	<b>44 323 883</b>
<b>670</b>	<b>OBSERVATOIRE HUMAIN &amp; DURABLE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	73 776	73 776	0	73 776
	TOTAL Transfert Courant		<b>73 776</b>	<b>73 776</b>	<b>0</b>	<b>73 776</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	45 000	45 000	0	45 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	170 000	170 000	0	170 000
	62	Achats de biens et services	80 000	80 000	0	80 000
	64	Autres transferts courants	150 000	150 000	0	150 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>445 000</b>	<b>445 000</b>	<b>0</b>	<b>445 000</b>
	TOTAL OBSERVATOIRE HUMAIN & DURABLE		<b>518 776</b>	<b>518 776</b>	<b>0</b>	<b>518 776</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>674</b>	<b>INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	322 576	322 576	0	322 576
	64	Autres transferts courants	261 888	261 888	0	261 888
	<b>TOTALTransfert Courant</b>		<b>584 464</b>	<b>584 464</b>	<b>0</b>	<b>584 464</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	5 000	5 000	0	5 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	150 000	150 000	0	150 000
	<b>TOTALEquipement &amp; Investissement</b>		<b>155 000</b>	<b>155 000</b>	<b>0</b>	<b>155 000</b>
	<b>TOTALINTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX</b>		<b>739 464</b>	<b>739 464</b>	<b>0</b>	<b>739 464</b>
<b>676</b>	<b>FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	496 308	496 308	0	496 308
	<b>TOTALTransfert Courant</b>		<b>496 308</b>	<b>496 308</b>	<b>0</b>	<b>496 308</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	400 000	400 000	0	400 000
	62	Achats de biens et services	50 000	50 000	0	50 000
	<b>TOTALEquipement &amp; Investissement</b>		<b>450 000</b>	<b>450 000</b>	<b>0</b>	<b>450 000</b>
	<b>TOTALFONDS DE SOLIDARITE NATIONALE</b>		<b>946 308</b>	<b>946 308</b>	<b>0</b>	<b>946 308</b>
<b>678</b>	<b>CENTRE D'ORTHOPEDIE &amp; D'APPAREILLAGE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	425 065	425 065	0	425 065
	<b>TOTALTransfert Courant</b>		<b>425 065</b>	<b>425 065</b>	<b>0</b>	<b>425 065</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	15 000	15 000	0	15 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	113 000	113 000	0	113 000
	<b>TOTALEquipement &amp; Investissement</b>		<b>128 000</b>	<b>128 000</b>	<b>0</b>	<b>128 000</b>
	<b>TOTALCENTRE D'ORTHOPEDIE &amp; D'APPAREILLAGE</b>		<b>553 065</b>	<b>553 065</b>	<b>0</b>	<b>553 065</b>



SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>681</b>	<b>AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	1 143 429	1 143 429	0	1 143 429
	63	Subventions	245 000	245 000	0	245 000
	TOTAL Transfert Courant		<b>1 388 429</b>	<b>1 388 429</b>	<b>0</b>	<b>1 388 429</b>
	TOTAL AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE		<b>1 388 429</b>	<b>1 388 429</b>	<b>0</b>	<b>1 388 429</b>
<b>703</b>	<b>INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	128 988	128 988	0	128 988
	TOTAL Transfert Courant		<b>128 988</b>	<b>128 988</b>	<b>0</b>	<b>128 988</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	205 000	205 000	0	205 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>205 000</b>	<b>205 000</b>	<b>0</b>	<b>205 000</b>
	TOTAL INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.		<b>333 988</b>	<b>333 988</b>	<b>0</b>	<b>333 988</b>
<b>704</b>	<b>AGENCE D'EXECUTION TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	84 000	84 000	0	84 000
	TOTAL Transfert Courant		<b>84 000</b>	<b>84 000</b>	<b>0</b>	<b>84 000</b>
	TOTAL AGENCE D'EXECUTION TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)		<b>84 000</b>	<b>84 000</b>	<b>0</b>	<b>84 000</b>
<b>706</b>	<b>INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	433 234	433 234	0	433 234
	64	Autres transferts courants	40 000	40 000	0	40 000
	TOTAL Transfert Courant		<b>473 234</b>	<b>473 234</b>	<b>0</b>	<b>473 234</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	330 000	330 000	0	330 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>330 000</b>	<b>330 000</b>	<b>0</b>	<b>330 000</b>
	TOTAL INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI		<b>803 234</b>	<b>803 234</b>	<b>0</b>	<b>803 234</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>708</b>	<b>CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	154 810	154 810	0	154 810
	TOTAL Transfert Courant		<b>154 810</b>	<b>154 810</b>	<b>0</b>	<b>154 810</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	40 000	40 000	0	40 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	260 000	260 000	0	260 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>300 000</b>	<b>300 000</b>	<b>0</b>	<b>300 000</b>
	TOTAL CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.		<b>454 810</b>	<b>454 810</b>	<b>0</b>	<b>454 810</b>
<b>710</b>	<b>AUTORITE ROUTIERE</b>					
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	400 000	400 000	0	400 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>0</b>	<b>400 000</b>
	TOTAL AUTORITE ROUTIERE		<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>0</b>	<b>400 000</b>
<b>712</b>	<b>AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	300 000	300 000	0	300 000
	64	Autres transferts courants	32 000	32 000	0	32 000
	TOTAL Transfert Courant		<b>332 000</b>	<b>332 000</b>	<b>0</b>	<b>332 000</b>
	TOTAL AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE		<b>332 000</b>	<b>332 000</b>	<b>0</b>	<b>332 000</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>713</b>	<b>AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	168 500	168 500	0	168 500
	64	Autres transferts courants	17 450	17 450	0	17 450
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>185 950</b>	<b>185 950</b>	<b>0</b>	<b>185 950</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 900 000	1 900 000	0	1 900 000
	62	Achats de biens et services	500 000	500 000	0	500 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>2 400 000</b>	<b>2 400 000</b>	<b>0</b>	<b>2 400 000</b>
	<b>TOTAL AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE</b>		<b>2 585 950</b>	<b>2 585 950</b>	<b>0</b>	<b>2 585 950</b>
<b>715</b>	<b>AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	141 639	141 639	0	141 639
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>141 639</b>	<b>141 639</b>	<b>0</b>	<b>141 639</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	110 750	110 750	0	110 750
	62	Achats de biens et services	60 000	60 000	0	60 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>170 750</b>	<b>170 750</b>	<b>0</b>	<b>170 750</b>
	<b>TOTAL AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)</b>		<b>312 389</b>	<b>312 389</b>	<b>0</b>	<b>312 389</b>
<b>716</b>	<b>AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	209 980	209 980	0	209 980
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>209 980</b>	<b>209 980</b>	<b>0</b>	<b>209 980</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	95 000	95 000	0	95 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 800 000	1 800 000	0	1 800 000
	62	Achats de biens et services	305 000	305 000	0	305 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>2 200 000</b>	<b>2 200 000</b>	<b>0</b>	<b>2 200 000</b>
	<b>TOTAL AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER</b>		<b>2 409 980</b>	<b>2 409 980</b>	<b>0</b>	<b>2 409 980</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>717</b>	<b>AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	300 962	300 962	0	300 962
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>300 962</b>	<b>300 962</b>	<b>0</b>	<b>300 962</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 400 000	1 400 000	0	1 400 000
	62	Achats de biens et services	200 000	200 000	0	200 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>1 600 000</b>	<b>1 600 000</b>	<b>0</b>	<b>1 600 000</b>
	<b>TOTAL AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI</b>		<b>1 900 962</b>	<b>1 900 962</b>	<b>0</b>	<b>1 900 962</b>
<b>718</b>	<b>AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	20 000	20 000	0	20 000
	63	Subventions	253 385	253 385	0	253 385
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>273 385</b>	<b>273 385</b>	<b>0</b>	<b>273 385</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	300 000	300 000	0	300 000
	62	Achats de biens et services	2 015 000	2 015 000	0	2 015 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>2 315 000</b>	<b>2 315 000</b>	<b>0</b>	<b>2 315 000</b>
	<b>TOTAL AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE</b>		<b>2 588 385</b>	<b>2 588 385</b>	<b>0</b>	<b>2 588 385</b>
<b>722</b>	<b>AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	103 750	103 750	0	103 750
	64	Autres transferts courants	5 174 000	5 174 000	0	5 174 000
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>5 277 750</b>	<b>5 277 750</b>	<b>0</b>	<b>5 277 750</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	8 700 000	8 700 000	0	8 700 000
	62	Achats de biens et services	530 000	530 000	0	530 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>9 230 000</b>	<b>9 230 000</b>	<b>0</b>	<b>9 230 000</b>
	<b>TOTAL AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE</b>		<b>14 507 750</b>	<b>14 507 750</b>	<b>0</b>	<b>14 507 750</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>723</b>	<b>LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	193 121	193 121	0	193 121
	TOTAL Transfert Courant		<b>193 121</b>	<b>193 121</b>	<b>0</b>	<b>193 121</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	41 500	41 500	0	41 500
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	500 000	500 000	0	500 000
	62	Achats de biens et services	100 000	100 000	0	100 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>641 500</b>	<b>641 500</b>	<b>0</b>	<b>641 500</b>
	TOTAL LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX		<b>834 621</b>	<b>834 621</b>	<b>0</b>	<b>834 621</b>
<b>724</b>	<b>AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	167 942	167 942	0	167 942
	TOTAL Transfert Courant		<b>167 942</b>	<b>167 942</b>	<b>0</b>	<b>167 942</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	100 000	100 000	0	100 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	26 700 000	26 700 000	0	26 700 000
	62	Achats de biens et services	200 000	200 000	0	200 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>27 000 000</b>	<b>27 000 000</b>	<b>0</b>	<b>27 000 000</b>
	TOTAL AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)		<b>27 167 942</b>	<b>27 167 942</b>	<b>0</b>	<b>27 167 942</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>725</b>	<b>AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	311 324	311 324	0	311 324
	TOTAL Transfert Courant		<b>311 324</b>	<b>311 324</b>	<b>0</b>	<b>311 324</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	20 000	20 000	0	20 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	270 000	270 000	0	270 000
	62	Achats de biens et services	110 000	110 000	0	110 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>0</b>	<b>400 000</b>
	TOTAL AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI		<b>711 324</b>	<b>711 324</b>	<b>0</b>	<b>711 324</b>
<b>735</b>	<b>OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	4 800 875	4 800 875	0	4 800 875
	TOTAL Transfert Courant		<b>4 800 875</b>	<b>4 800 875</b>	<b>0</b>	<b>4 800 875</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	930 000	930 000	0	930 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>930 000</b>	<b>930 000</b>	<b>0</b>	<b>930 000</b>
	TOTAL OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI		<b>5 730 875</b>	<b>5 730 875</b>	<b>0</b>	<b>5 730 875</b>
<b>737</b>	<b>AGENCE MALIENNE DE PRESSE &amp; PUBLICITE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	434 496	434 496	0	434 496
	TOTAL Transfert Courant		<b>434 496</b>	<b>434 496</b>	<b>0</b>	<b>434 496</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 009 960	1 009 960	0	1 009 960
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>1 009 960</b>	<b>1 009 960</b>	<b>0</b>	<b>1 009 960</b>
	TOTAL AGENCE MALIENNE DE PRESSE & PUBLICITE		<b>1 444 456</b>	<b>1 444 456</b>	<b>0</b>	<b>1 444 456</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>738</b>	<b>AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	142 334	142 334	0	142 334
	TOTAL Transfert Courant		<b>142 334</b>	<b>142 334</b>	<b>0</b>	<b>142 334</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	250 000	250 000	0	250 000
	62	Achats de biens et services	100 000	100 000	0	100 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>350 000</b>	<b>350 000</b>	<b>0</b>	<b>350 000</b>
	TOTAL AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT		<b>492 334</b>	<b>492 334</b>	<b>0</b>	<b>492 334</b>
<b>739</b>	<b>AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° &amp; COMMUNICATION</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	1 568 577	1 568 577	0	1 568 577
	TOTAL Transfert Courant		<b>1 568 577</b>	<b>1 568 577</b>	<b>0</b>	<b>1 568 577</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	2 000 000	2 000 000	0	2 000 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>	<b>0</b>	<b>2 000 000</b>
	TOTAL AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° & COMMUNICATION		<b>3 568 577</b>	<b>3 568 577</b>	<b>0</b>	<b>3 568 577</b>
<b>814</b>	<b>CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	392 050	392 050	0	392 050
	64	Autres transferts courants	15 840	15 840	0	15 840
	TOTAL Transfert Courant		<b>407 890</b>	<b>407 890</b>	<b>0</b>	<b>407 890</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	10 000	10 000	0	10 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	250 000	250 000	0	250 000
	62	Achats de biens et services	50 000	50 000	0	50 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>310 000</b>	<b>310 000</b>	<b>0</b>	<b>310 000</b>
	TOTAL CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)		<b>717 890</b>	<b>717 890</b>	<b>0</b>	<b>717 890</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>816</b>	<b>AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)</b>					
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	62	Achats de biens et services	300 000	300 000	0	300 000
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>300 000</b>	<b>300 000</b>	<b>0</b>	<b>300 000</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	343 352	343 352	0	343 352
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>343 352</b>	<b>343 352</b>	<b>0</b>	<b>343 352</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	12 500	12 500	0	12 500
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	100 000	100 000	0	100 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>112 500</b>	<b>112 500</b>	<b>0</b>	<b>112 500</b>
	<b>TOTAL AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)</b>		<b>755 852</b>	<b>755 852</b>	<b>0</b>	<b>755 852</b>
<b>817</b>	<b>AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS MALI</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	135 462	135 462	0	135 462
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>135 462</b>	<b>135 462</b>	<b>0</b>	<b>135 462</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	25 000	25 000	0	25 000
	62	Achats de biens et services	50 000	50 000	0	50 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>75 000</b>	<b>75 000</b>	<b>0</b>	<b>75 000</b>
	<b>TOTAL AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS MALI</b>		<b>210 462</b>	<b>210 462</b>	<b>0</b>	<b>210 462</b>



SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>819</b>	<b>AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	187 145	187 145	0	187 145
	TOTAL Transfert Courant		<b>187 145</b>	<b>187 145</b>	<b>0</b>	<b>187 145</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	16 000	16 000	0	16 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	420 000	420 000	0	420 000
	62	Achats de biens et services	180 000	180 000	0	180 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>616 000</b>	<b>616 000</b>	<b>0</b>	<b>616 000</b>
	TOTAL AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS		<b>803 145</b>	<b>803 145</b>	<b>0</b>	<b>803 145</b>
<b>823</b>	<b>AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO (AGMCPB)</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	55 000	55 000	0	55 000
	TOTAL Transfert Courant		<b>55 000</b>	<b>55 000</b>	<b>0</b>	<b>55 000</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	5 000	5 000	0	5 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	300 000	300 000	0	300 000
	62	Achats de biens et services	50 000	50 000	0	50 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>355 000</b>	<b>355 000</b>	<b>0</b>	<b>355 000</b>
	TOTAL AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO (AGMCPB)		<b>410 000</b>	<b>410 000</b>	<b>0</b>	<b>410 000</b>
<b>825</b>	<b>OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	620 079	620 079	0	620 079
	TOTAL Transfert Courant		<b>620 079</b>	<b>620 079</b>	<b>0</b>	<b>620 079</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	587 690	587 690	0	587 690
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>587 690</b>	<b>587 690</b>	<b>0</b>	<b>587 690</b>
	TOTAL OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)		<b>1 207 769</b>	<b>1 207 769</b>	<b>0</b>	<b>1 207 769</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>826</b>	<b>AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	555 582	555 582	0	555 582
	TOTAL Transfert Courant		<b>555 582</b>	<b>555 582</b>	<b>0</b>	<b>555 582</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	43 565	43 565	0	43 565
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	9 458 912	9 458 912	0	9 458 912
	62	Achats de biens et services	200 000	200 000	0	200 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>9 702 477</b>	<b>9 702 477</b>	<b>0</b>	<b>9 702 477</b>
	TOTAL AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL		<b>10 258 059</b>	<b>10 258 059</b>	<b>0</b>	<b>10 258 059</b>
<b>827</b>	<b>OFFICE RIZ MOPTI</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	334 630	334 630	0	334 630
	TOTAL Transfert Courant		<b>334 630</b>	<b>334 630</b>	<b>0</b>	<b>334 630</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	270 000	270 000	0	270 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>270 000</b>	<b>270 000</b>	<b>0</b>	<b>270 000</b>
	TOTAL OFFICE RIZ MOPTI		<b>604 630</b>	<b>604 630</b>	<b>0</b>	<b>604 630</b>
<b>829</b>	<b>OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	482 951	482 951	0	482 951
	TOTAL Transfert Courant		<b>482 951</b>	<b>482 951</b>	<b>0</b>	<b>482 951</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	50 000	50 000	0	50 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	350 000	350 000	0	350 000
	62	Achats de biens et services	100 000	100 000	0	100 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>500 000</b>	<b>500 000</b>	<b>0</b>	<b>500 000</b>
	TOTAL OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE		<b>982 951</b>	<b>982 951</b>	<b>0</b>	<b>982 951</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>831</b>	<b>INSTITUT D'ECONOMIE RURALE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	3 720 672	3 720 672	0	3 720 672
	TOTAL Transfert Courant		<b>3 720 672</b>	<b>3 720 672</b>	<b>0</b>	<b>3 720 672</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	657 500	657 500	0	657 500
	62	Achats de biens et services	100 000	100 000	0	100 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>757 500</b>	<b>757 500</b>	<b>0</b>	<b>757 500</b>
	TOTAL INSTITUT D'ECONOMIE RURALE		<b>4 478 172</b>	<b>4 478 172</b>	<b>0</b>	<b>4 478 172</b>
<b>833</b>	<b>LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	637 270	637 270	0	637 270
	TOTAL Transfert Courant		<b>637 270</b>	<b>637 270</b>	<b>0</b>	<b>637 270</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	49 800	49 800	0	49 800
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	190 000	190 000	0	190 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>239 800</b>	<b>239 800</b>	<b>0</b>	<b>239 800</b>
	TOTAL LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE		<b>877 070</b>	<b>877 070</b>	<b>0</b>	<b>877 070</b>
<b>834</b>	<b>LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	69 950	69 950	0	69 950
	TOTAL Transfert Courant		<b>69 950</b>	<b>69 950</b>	<b>0</b>	<b>69 950</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	40 000	40 000	0	40 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	60 000	60 000	0	60 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>
	TOTAL LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO		<b>169 950</b>	<b>169 950</b>	<b>0</b>	<b>169 950</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>835</b>	<b>OFFICE RIZ SEGOU</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	483 924	483 924	0	483 924
	TOTAL Transfert Courant		<b>483 924</b>	<b>483 924</b>	<b>0</b>	<b>483 924</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	3 350 000	3 350 000	0	3 350 000
	62	Achats de biens et services	50 000	50 000	0	50 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>3 400 000</b>	<b>3 400 000</b>	<b>0</b>	<b>3 400 000</b>
	TOTAL OFFICE RIZ SEGOU		<b>3 883 924</b>	<b>3 883 924</b>	<b>0</b>	<b>3 883 924</b>
<b>836</b>	<b>OFFICE DU MOYEN BANI</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	95 000	95 000	0	95 000
	TOTAL Transfert Courant		<b>95 000</b>	<b>95 000</b>	<b>0</b>	<b>95 000</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	60 000	60 000	0	60 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	315 000	315 000	0	315 000
	62	Achats de biens et services	100 000	100 000	0	100 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>475 000</b>	<b>475 000</b>	<b>0</b>	<b>475 000</b>
	TOTAL OFFICE DU MOYEN BANI		<b>570 000</b>	<b>570 000</b>	<b>0</b>	<b>570 000</b>
<b>837</b>	<b>OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	396 940	396 940	0	396 940
	TOTAL Transfert Courant		<b>396 940</b>	<b>396 940</b>	<b>0</b>	<b>396 940</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 330 000	1 330 000	0	1 330 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>1 330 000</b>	<b>1 330 000</b>	<b>0</b>	<b>1 330 000</b>
	TOTAL OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA		<b>1 726 940</b>	<b>1 726 940</b>	<b>0</b>	<b>1 726 940</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>839</b>	<b>OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	736 399	736 399	0	736 399
	TOTAL Transfert Courant		<b>736 399</b>	<b>736 399</b>	<b>0</b>	<b>736 399</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	200 000	200 000	0	200 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>200 000</b>	<b>200 000</b>	<b>0</b>	<b>200 000</b>
	TOTAL OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX		<b>936 399</b>	<b>936 399</b>	<b>0</b>	<b>936 399</b>
<b>841</b>	<b>OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	204 969	204 969	0	204 969
	TOTAL Transfert Courant		<b>204 969</b>	<b>204 969</b>	<b>0</b>	<b>204 969</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	200 000	200 000	0	200 000
	62	Achats de biens et services	50 000	50 000	0	50 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>250 000</b>	<b>250 000</b>	<b>0</b>	<b>250 000</b>
	TOTAL OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE		<b>454 969</b>	<b>454 969</b>	<b>0</b>	<b>454 969</b>
<b>842</b>	<b>CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANIMALE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	120 000	120 000	0	120 000
	TOTAL Transfert Courant		<b>120 000</b>	<b>120 000</b>	<b>0</b>	<b>120 000</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	10 000	10 000	0	10 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	300 000	300 000	0	300 000
	62	Achats de biens et services	100 000	100 000	0	100 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>410 000</b>	<b>410 000</b>	<b>0</b>	<b>410 000</b>
	TOTAL CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANIMALE		<b>530 000</b>	<b>530 000</b>	<b>0</b>	<b>530 000</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>866</b>	<b>BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	97 251	97 251	0	97 251
	TOTAL Transfert Courant		<b>97 251</b>	<b>97 251</b>	<b>0</b>	<b>97 251</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	100 000	100 000	0	100 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>
	TOTAL BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.		<b>197 251</b>	<b>197 251</b>	<b>0</b>	<b>197 251</b>
<b>867</b>	<b>AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	135 044	135 044	0	135 044
	TOTAL Transfert Courant		<b>135 044</b>	<b>135 044</b>	<b>0</b>	<b>135 044</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	12 450	12 450	0	12 450
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	24 900	24 900	0	24 900
	62	Achats de biens et services	50 000	50 000	0	50 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>87 350</b>	<b>87 350</b>	<b>0</b>	<b>87 350</b>
	TOTAL AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE		<b>222 394</b>	<b>222 394</b>	<b>0</b>	<b>222 394</b>
<b>868</b>	<b>CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	87 247	87 247	0	87 247
	TOTAL Transfert Courant		<b>87 247</b>	<b>87 247</b>	<b>0</b>	<b>87 247</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	10 000	10 000	0	10 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	108 000	108 000	0	108 000
	TOTAL Equipement & Investissement		<b>118 000</b>	<b>118 000</b>	<b>0</b>	<b>118 000</b>
	TOTAL CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE		<b>205 247</b>	<b>205 247</b>	<b>0</b>	<b>205 247</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>869</b>	<b>AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI</b>					
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	162 738	162 738	0	162 738
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>162 738</b>	<b>162 738</b>	<b>0</b>	<b>162 738</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	183 000	183 000	0	183 000
	62	Achats de biens et services	17 000	17 000	0	17 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>200 000</b>	<b>200 000</b>	<b>0</b>	<b>200 000</b>
	<b>TOTAL AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI</b>		<b>362 738</b>	<b>362 738</b>	<b>0</b>	<b>362 738</b>
<b>900</b>	<b>DISTRICT DE BAMAKO</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	37 063 437	37 063 437	0	37 063 437
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>37 063 437</b>	<b>37 063 437</b>	<b>0</b>	<b>37 063 437</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	6 994	6 994	0	6 994
	62	Achats de biens et services	10 269 257	10 269 257	0	10 269 257
	66	Charges exceptionnelles	100 691	100 691	0	100 691
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>10 376 942</b>	<b>10 376 942</b>	<b>0</b>	<b>10 376 942</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	63	Subventions	239 137	239 137	0	239 137
	64	Autres transferts courants	1 280 643	1 280 643	0	1 280 643
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>1 519 780</b>	<b>1 519 780</b>	<b>0</b>	<b>1 519 780</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	11 079 882	11 079 882	0	11 079 882
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>11 079 882</b>	<b>11 079 882</b>	<b>0</b>	<b>11 079 882</b>
	<b>TOTAL DISTRICT DE BAMAKO</b>		<b>60 040 041</b>	<b>60 040 041</b>	<b>0</b>	<b>60 040 041</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>901</b>	<b>REGION DE KAYES</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	24 208 036	24 208 036	0	24 208 036
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>24 208 036</b>	<b>24 208 036</b>	<b>0</b>	<b>24 208 036</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	12 500	12 500	0	12 500
	62	Achats de biens et services	6 325 566	6 325 566	0	6 325 566
	66	Charges exceptionnelles	89 134	89 134	0	89 134
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>6 427 200</b>	<b>6 427 200</b>	<b>0</b>	<b>6 427 200</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	2 500	2 500	0	2 500
	63	Subventions	233 907	233 907	0	233 907
	64	Autres transferts courants	1 360 267	1 360 267	0	1 360 267
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>1 596 674</b>	<b>1 596 674</b>	<b>0</b>	<b>1 596 674</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	1 887 504	1 887 504	0	1 887 504
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	315 000	315 000	0	315 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>2 202 504</b>	<b>2 202 504</b>	<b>0</b>	<b>2 202 504</b>
	<b>TOTAL REGION DE KAYES</b>		<b>34 434 414</b>	<b>34 434 414</b>	<b>0</b>	<b>34 434 414</b>



SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>902</b>	<b>REGION DE KOULIKORO</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	29 175 658	29 175 658	0	29 175 658
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>29 175 658</b>	<b>29 175 658</b>	<b>0</b>	<b>29 175 658</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	12 500	12 500	0	12 500
	62	Achats de biens et services	8 099 987	8 099 987	0	8 099 987
	66	Charges exceptionnelles	104 997	104 997	0	104 997
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>8 217 484</b>	<b>8 217 484</b>	<b>0</b>	<b>8 217 484</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	1 000	1 000	0	1 000
	63	Subventions	235 801	235 801	0	235 801
	64	Autres transferts courants	1 006 790	1 006 790	0	1 006 790
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>1 243 591</b>	<b>1 243 591</b>	<b>0</b>	<b>1 243 591</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	6 270 755	6 270 755	0	6 270 755
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	550 000	550 000	0	550 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>6 820 755</b>	<b>6 820 755</b>	<b>0</b>	<b>6 820 755</b>
	<b>TOTAL REGION DE KOULIKORO</b>		<b>45 457 488</b>	<b>45 457 488</b>	<b>0</b>	<b>45 457 488</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>903</b>	<b>REGION DE SIKASSO</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	30 816 816	30 816 816	0	30 816 816
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>30 816 816</b>	<b>30 816 816</b>	<b>0</b>	<b>30 816 816</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	8 057	8 057	0	8 057
	62	Achats de biens et services	9 235 187	9 235 187	0	9 235 187
	66	Charges exceptionnelles	130 142	130 142	0	130 142
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>9 373 386</b>	<b>9 373 386</b>	<b>0</b>	<b>9 373 386</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	6 000	6 000	0	6 000
	63	Subventions	186 817	186 817	0	186 817
	64	Autres transferts courants	2 363 367	2 363 367	0	2 363 367
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>2 556 184</b>	<b>2 556 184</b>	<b>0</b>	<b>2 556 184</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	4 080 350	4 080 350	0	4 080 350
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	4 160 392	4 160 392	0	4 160 392
	62	Achats de biens et services	100 000	100 000	0	100 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>8 340 742</b>	<b>8 340 742</b>	<b>0</b>	<b>8 340 742</b>
	<b>TOTAL REGION DE SIKASSO</b>		<b>51 087 128</b>	<b>51 087 128</b>	<b>0</b>	<b>51 087 128</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>904</b>	<b>REGION DE SEGOU</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	24 407 416	24 407 416	0	24 407 416
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>24 407 416</b>	<b>24 407 416</b>	<b>0</b>	<b>24 407 416</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	12 500	12 500	0	12 500
	62	Achats de biens et services	6 389 143	6 389 143	0	6 389 143
	66	Charges exceptionnelles	112 167	112 167	0	112 167
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>6 513 810</b>	<b>6 513 810</b>	<b>0</b>	<b>6 513 810</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	2 500	2 500	0	2 500
	63	Subventions	198 796	198 796	0	198 796
	64	Autres transferts courants	1 528 053	1 528 053	0	1 528 053
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>1 729 349</b>	<b>1 729 349</b>	<b>0</b>	<b>1 729 349</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	2 047 658	2 047 658	0	2 047 658
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 050 000	1 050 000	0	1 050 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>3 097 658</b>	<b>3 097 658</b>	<b>0</b>	<b>3 097 658</b>
	<b>TOTAL REGION DE SEGOU</b>		<b>35 748 233</b>	<b>35 748 233</b>	<b>0</b>	<b>35 748 233</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>905</b>	<b>REGION DE MOPTI</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	18 770 452	18 770 452	0	18 770 452
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>18 770 452</b>	<b>18 770 452</b>	<b>0</b>	<b>18 770 452</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	12 500	12 500	0	12 500
	62	Achats de biens et services	6 104 427	6 104 427	0	6 104 427
	66	Charges exceptionnelles	95 310	95 310	0	95 310
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>6 212 237</b>	<b>6 212 237</b>	<b>0</b>	<b>6 212 237</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	2 355	2 355	0	2 355
	63	Subventions	356 464	356 464	0	356 464
	64	Autres transferts courants	1 565 291	1 565 291	0	1 565 291
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>1 924 110</b>	<b>1 924 110</b>	<b>0</b>	<b>1 924 110</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	1 177 407	1 177 407	0	1 177 407
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	2 013 288	2 013 288	0	2 013 288
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>3 190 695</b>	<b>3 190 695</b>	<b>0</b>	<b>3 190 695</b>
	<b>TOTAL REGION DE MOPTI</b>		<b>30 097 494</b>	<b>30 097 494</b>	<b>0</b>	<b>30 097 494</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>906</b>	<b>REGION DE TOMBOUCTOU</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	10 300 148	10 300 148	0	10 300 148
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>10 300 148</b>	<b>10 300 148</b>	<b>0</b>	<b>10 300 148</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	12 500	12 500	0	12 500
	62	Achats de biens et services	3 389 707	3 389 707	0	3 389 707
	66	Charges exceptionnelles	79 270	79 270	0	79 270
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>3 481 477</b>	<b>3 481 477</b>	<b>0</b>	<b>3 481 477</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	1 030	1 030	0	1 030
	63	Subventions	148 156	148 156	0	148 156
	64	Autres transferts courants	790 627	790 627	0	790 627
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>939 813</b>	<b>939 813</b>	<b>0</b>	<b>939 813</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	170 276	170 276	0	170 276
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	2 125 238	2 125 238	0	2 125 238
	62	Achats de biens et services	50 000	50 000	0	50 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>2 345 514</b>	<b>2 345 514</b>	<b>0</b>	<b>2 345 514</b>
	<b>TOTAL REGION DE TOMBOUCTOU</b>		<b>17 066 952</b>	<b>17 066 952</b>	<b>0</b>	<b>17 066 952</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>907</b>	<b>REGION DE G A O</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	10 978 835	10 977 371	0	10 977 371
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>10 978 835</b>	<b>10 977 371</b>	<b>0</b>	<b>10 977 371</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	12 500	12 500	0	12 500
	62	Achats de biens et services	3 158 648	3 071 346	0	3 071 346
	66	Charges exceptionnelles	48 202	48 202	0	48 202
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>3 219 350</b>	<b>3 132 048</b>	<b>0</b>	<b>3 132 048</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	2 500	2 500	0	2 500
	63	Subventions	112 304	105 496	0	105 496
	64	Autres transferts courants	639 952	638 797	0	638 797
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>754 756</b>	<b>746 793</b>	<b>0</b>	<b>746 793</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	462 760	462 760	0	462 760
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 000 000	1 000 000	0	1 000 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>1 462 760</b>	<b>1 462 760</b>	<b>0</b>	<b>1 462 760</b>
	<b>TOTAL REGION DE G A O</b>		<b>16 415 701</b>	<b>16 318 972</b>	<b>0</b>	<b>16 318 972</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>908</b>	<b>REGION DE KIDAL</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	2 410 655	2 410 655	0	2 410 655
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>2 410 655</b>	<b>2 410 655</b>	<b>0</b>	<b>2 410 655</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	14 500	14 500	0	14 500
	62	Achats de biens et services	1 770 365	1 770 365	0	1 770 365
	66	Charges exceptionnelles	21 763	21 763	0	21 763
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>1 806 628</b>	<b>1 806 628</b>	<b>0</b>	<b>1 806 628</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	1 030	1 030	0	1 030
	63	Subventions	109 231	109 231	0	109 231
	64	Autres transferts courants	105 699	105 699	0	105 699
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>215 960</b>	<b>215 960</b>	<b>0</b>	<b>215 960</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	900 000	900 000	0	900 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>900 000</b>	<b>900 000</b>	<b>0</b>	<b>900 000</b>
	<b>TOTAL REGION DE KIDAL</b>		<b>5 333 243</b>	<b>5 333 243</b>	<b>0</b>	<b>5 333 243</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>909</b>	<b>REGION DE TAOUDENIT</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	10 000	10 000	0	10 000
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>0</b>	<b>10 000</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	10 000	10 000	0	10 000
	62	Achats de biens et services	1 663 800	1 663 800	0	1 663 800
	66	Charges exceptionnelles	12 000	12 000	0	12 000
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>1 685 800</b>	<b>1 685 800</b>	<b>0</b>	<b>1 685 800</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	3 000	3 000	0	3 000
	63	Subventions	29 000	29 000	0	29 000
	64	Autres transferts courants	95 500	95 500	0	95 500
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>127 500</b>	<b>127 500</b>	<b>0</b>	<b>127 500</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	2 000 000	2 000 000	0	2 000 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>	<b>0</b>	<b>2 000 000</b>
	<b>TOTAL REGION DE TAOUDENIT</b>		<b>3 823 300</b>	<b>3 823 300</b>	<b>0</b>	<b>3 823 300</b>



SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>910</b>	<b>REGION DE MENAKA</b>					
	<b>2 Dépense de Personnel</b>					
	61	Dépenses de personnel	44 000	44 000	1 464	45 464
	<b>TOTAL Dépense de Personnel</b>		<b>44 000</b>	<b>44 000</b>	<b>1 464</b>	<b>45 464</b>
	<b>3 Dépense de Fonctionnement</b>					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	7 000	7 000	0	7 000
	62	Achats de biens et services	1 613 900	1 613 900	87 302	1 701 202
	66	Charges exceptionnelles	18 000	18 000	0	18 000
	<b>TOTAL Dépense de Fonctionnement</b>		<b>1 638 900</b>	<b>1 638 900</b>	<b>87 302</b>	<b>1 726 202</b>
	<b>4 Transfert Courant</b>					
	22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	3 000	3 000	0	3 000
	63	Subventions	26 000	26 000	6 808	32 808
	64	Autres transferts courants	123 000	123 000	1 155	124 155
	<b>TOTAL Transfert Courant</b>		<b>152 000</b>	<b>152 000</b>	<b>7 963</b>	<b>159 963</b>
	<b>5 Equipement &amp; Investissement</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 500 000	1 500 000	0	1 500 000
	<b>TOTAL Equipement &amp; Investissement</b>		<b>1 500 000</b>	<b>1 500 000</b>	<b>0</b>	<b>1 500 000</b>
	<b>TOTAL REGION DE MENAKA</b>		<b>3 334 900</b>	<b>3 334 900</b>	<b>96 729</b>	<b>3 431 629</b>
<b>950</b>	<b>BUDGETS ANNEXES</b>					
	<b>7 Comptes &amp; Fonds Spéciaux Budgets-Annexes</b>					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	745 750	745 750	0	745 750
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	325 438	325 438	0	325 438
	29	Prêts avances versements	161 000	161 000	0	161 000
	61	Dépenses de personnel	1 678 500	1 678 500	0	1 678 500
	62	Achats de biens et services	1 957 195	1 957 195	0	1 957 195
	64	Autres transferts courants	1 084 000	1 084 000	0	1 084 000
	65	Intérêts et frais financiers	28 573	28 573	0	28 573
	<b>TOTAL Comptes &amp; Fonds Spéciaux Budgets-Annexes</b>		<b>5 980 456</b>	<b>5 980 456</b>	<b>0</b>	<b>5 980 456</b>
	<b>TOTAL BUDGETS ANNEXES</b>		<b>5 980 456</b>	<b>5 980 456</b>	<b>0</b>	<b>5 980 456</b>

SECTION	TITRE	ARTICLE	BUDGETS VOTES	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
<b>970</b>	<b>COMPTES &amp; FONDS SPECIAUX</b>					
	<b>7 Comptes &amp; Fonds Spéciaux Budgets-Annexes</b>					
	21	Immobilisations incorporelles	2 595 000	2 747 500	0	2 747 500
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	5 426 000	5 654 750	0	5 654 750
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	66 700	66 700	0	66 700
	61	Dépenses de personnel	1 255 000	1 255 000	0	1 255 000
	62	Achats de biens et services	2 742 500	2 895 000	0	2 895 000
	64	Autres transferts courants	632 000	708 250	0	708 250
	66	Charges exceptionnelles	76 035 000	76 035 000	0	76 035 000
	<b>TOTAL Comptes &amp; Fonds Spéciaux Budgets-Annexes</b>		<b>88 752 200</b>	<b>89 362 200</b>	<b>0</b>	<b>89 362 200</b>
	<b>TOTAL COMPTES &amp; FONDS SPECIAUX</b>		<b>88 752 200</b>	<b>89 362 200</b>	<b>0</b>	<b>89 362 200</b>
	<b>TOTAL BUDGET D'ETAT</b>		<b>2 272 161 403</b>	<b>2 312 359 822</b>	<b>11 317 388</b>	<b>2 323 677 210</b>

**ARTICLE 6 (Nouveau)** : Le montant des crédits ouverts pour 2017, au titre des services votés du Budget Général, est fixé à la somme de **DEUX MILLE DEUX CENT DIX SEPT MILLIARDS DIX SEPT MILLIONS CENT SOIXANTE SIX MILLE (2 217 017 166 000) FCFA** dont **SIX CENT QUATRE MILLIARDS CENT SOIXANTE UN MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE CINQ MILLE (604 161 865 000) FCFA** au titre des crédits de paiement.

**ARTICLE 7 (Nouveau)** : Le montant des crédits pour l'exercice budgétaire 2017, au titre des mesures nouvelles du Budget Général, est fixé à la somme de **ONZE MILLIARDS TROIS CENT DIX SEPT MILLIONS TROIS CENT QUATRE VINGT HUIT MILLE (11 317 388 000) FCFA**.

**Article 8 (Nouveau)**: Le montant des crédits ouverts pour 2017, au titre des services votés des budgets annexes, est fixé à la somme de **CINQ MILLIARDS NEUF CENT QUATRE VINGT MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE SIX MILLE (5 980 456 000) FCFA** ainsi répartie :

Entrepôt du Mali au Sénégal (EMASE) .....	2 400 000 000
Entrepôt du Mali au Togo (EMATO).....	749 488 000
Entrepôt du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) .....	1 100 745 000
Entrepôt du Mali en Guinée (EMAGUI) .....	501 400 000
Entrepôt du Mali en Mauritanie (EMAMAU).....	589 323 000
Entrepôt du Mali au Ghana (EMAGHA) .....	639 500 000

**Article 9 (Nouveau):** Le montant des crédits pour l'exercice budgétaire 2017, au titre des mesures nouvelles des budgets annexes, est fixé à la somme de **zéro (0) FCFA**.

**Article 10 (Nouveau) :** Le montant des crédits ouverts pour 2017, au titre des services votés des comptes spéciaux du Trésor, est fixé à la somme de **QUATRE VINGT NEUF MILLIARDS TROIS CENT SOIXANTE DEUX MILLIONS DEUX CENT MILLE (89 362 200 000) FCFA** ainsi répartie :

Fonds de Remboursement des crédits TVA .....	76 035 000 000
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique.....	2 333 000 000
Fonds National d'Appui à l'Agriculture .....	5 000 000 000
Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière .....	3 369 200 000
Programme de Développement des Ressources Minérales .....	310 000 000
Fonds pour l'Aménagement et la Protection des Forêts .....	1 021 250 000
Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune .....	278 750 000
Fonds de Financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des activités minières .....	415 000 000
Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant .....	.600 000 000

**Article 11 (Nouveau):** Le montant des crédits ouverts pour l'exercice budgétaire 2017, au titre des mesures nouvelles des comptes spéciaux du Trésor, est fixé à la somme de **zéro (0) FCFA**.

### **CHAPITRE III : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

**ARTICLE 12 (Nouveau)** : Le montant du déficit s'élève à **CENT QUATRE VINGT TREIZE MILLIARDS QUATRE CENT CINQUANTE SIX MILLIONS NEUF MILLE (193 456 009 000) FCFA**.

**ARTICLE 14 (Nouveau)** : Le Ministre chargé des Finances est autorisé à émettre des titres d'emprunt d'Etat à hauteur d'un montant qui ne peut en aucun cas excéder en **FCFA CENT QUATRE VINGT TREIZE MILLIARDS QUATRE CENT CINQUANTE SIX MILLIONS NEUF MILLE (193 456 009 000)** pour contribuer à la couverture du déficit de la présente loi de Finances.

### **CHAPITRE IV : DISPOSITIONS PARTICULIERES**

**ARTICLE 28 (Nouveau)** : Est fixé pour l'exercice 2017 conformément à **l'état H** annexé à la présente loi, le Plan de Trésorerie Prévisionnel Mensualisé.

**ARTICLE 33 (Nouveau)** : Est fixé pour l'exercice 2017, conformément à **l'état M**, la Position Nette du Gouvernement à la date du 31/12/2016 et 31/12/2017.

**ARTICLE 34 (Nouveau)** : L'annexe fiscale figure à **l'état O**, annexé à la présente loi.

*Fait et délibéré en séance publique*

*Bamako, le .....*

*Le Président de l'Assemblée Nationale*

Le Secrétaire de séance

Issiaka SIDIBE

**TABLEAU DES RECETTES  
RECTIFIEES 2017**

**BUDGET D'ETAT RECETTES 2017**

**RECAPITULATION PAR BUDGET**

Edition du : 31/05/2017

(en milliers de francs CFA)

<b>Titre</b>	<b>Section</b>	<b>Initiale 2017</b>	<b>Collectif 2017</b>
<b>BUDGET GENERAL</b>			
BUDGET NATIONAL		1 486 927 680	1 542 690 680
BUDGET SPECIAL D'INVEST. FINANC. EXTERIEUR (BSI)		285 130 198	285 130 198
APPUIS PROGRAMMES SECTORIELS		18 701 860	21 407 667
APPUIS PROGRAMMES GENERAUX		129 600 000	185 650 000
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>		<b>1 920 359 738</b>	<b>2 034 878 545</b>
<b>BUDGETS ANNEXES - COMPTES &amp; FONDS SPECIAUX</b>			
POGR. DEV. RESS. MINERALES ( PDRM )		310 000	310 000
FONDS D'APPUI PROMOT. RECHERCHE PETROLIERE (FAP		3 369 200	3 369 200
FONDS AMENAG. & PROTECTION DES FORETS (FAPF)		640 000	1 021 250
FONDS AMENAG. & PROTECTION DE LA FAUNE(FAPF)		50 000	278 750
FONDS NATIONAL D'APPUI A L' AGRICULTURE (FNAA)		5 000 000	5 000 000
FONDS APPUI AUTONOMISAT° FEMME & EPANOUISMNT E		600 000	600 000
FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA		76 035 000	76 035 000
FONDS COMPETITIF RECH. INNOV. TECHNOLOGIQUE		2 333 000	2 333 000
FDS FCEMNT DE LA RCHE DE LA FORMAT°ET PROMO ACT		415 000	415 000
ENTREPOTS MALIENS AU SENEGAL		2 400 000	2 400 000
ENTREPOTS MALIENS EN COTE D'IVOIRE		1 100 745	1 100 745
ENTREPOTS MALIENS AU TOGO		749 488	749 488
ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE		501 400	501 400
ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE		589 323	589 323
ENTREPOTS MALIEN AU GHANA		639 500	639 500
<b>TOTAL BUDGETS ANNEXES - COMPTES &amp; FONDS SPECIAUX</b>		<b>94 732 656</b>	<b>95 342 656</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DU BUDGET D'ETAT</b>		<b>2 015 092 394</b>	<b>2 130 221 201</b>

**BUDGET D'ETAT RECETTES 2017**

**RECAPITULATION PAR ARTICLE**

Edition du : 31/05/2017

(en milliers de francs CFA)

<b>Titre</b>	<b>Article</b>	<b>Initiale 2017</b>	<b>Collectif 2017</b>
<b>BUDGET GENERAL</b>			
	DONS PROJETS ET LEGS	96 500 000	96 500 000
	EMPRUNTS PROJETS & PROG.	188 630 198	188 630 198
	AUTRES EMPRUNTS	66 600 000	100 850 000
	CESSION D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 846 680	7 846 680
	CESSIONS SOLS SOUS-SOLS	11 824 851	11 824 851
	CESSIONS D' IMMEUBLES	0	0
	CESSIONS DE BIENS MEUBLES	353 204	353 204
	REMBOURSEMENT DE PRETS ET AVANCES	3 460 000	9 223 000
	RECETTES FISCALES	1 364 059 925	1 364 059 925
	RECETTES NON FISCALES	81 538 020	131 538 020
	DONS PROGRAMMES	81 701 860	106 207 667
	RECETTES EXCEPTIONNELLES	17 845 000	17 845 000
<b>TOTAL</b>	<b>BUDGET GENERAL</b>	<b>1 920 359 738</b>	<b>2 034 878 545</b>
<b>BUDGETS ANNEXES - COMPTES &amp; FONDS SPECIAUX</b>			
	RECETTES NON FISCALES	10 074 656	10 074 656
	TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS	84 658 000	85 268 000
<b>TOTAL</b>	<b>BUDGETS ANNEXES - COMPTES &amp; FONDS SPECIAUX</b>	<b>94 732 656</b>	<b>95 342 656</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DU BUDGET D'ETAT</b>		<b>2 015 092 394</b>	<b>2 130 221 201</b>



## BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

### 0 BUDGET GENERAL

Edition du : 31/05/2017

(en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>01 BUDGET NATIONAL</b>		
<b>21 CESSION D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>		
<b>4 Cession Droits d'exploitation - Fonds de Commerce</b>		
0.0.0 RECETTES DE PRIVATISATION (DGABE)	7 846 680	7 846 680
<b>22 CESSIONS SOLS SOUS-SOLS</b>		
<b>1 Ventes de terrains</b>		
0.0.0 ALIENATIONS D'IMMEUBLES & TRANSFORMATION EN TF (DNDC)	11 824 851	11 824 851
<b>23 CESSIONS D' IMMEUBLES</b>		
<b>1 vente de bâtiments administratifs à usage de bureau</b>		
1.0.0 BATIMENTS ADMINISTRATIFS A USAGE DE BUREAUX SANS EMPLOI	0	0
<b>24 CESSIONS DE BIENS MEUBLES</b>		
<b>3 Matériels de transport de service &amp; de fonction</b>		
0.0.0 ALIENATION DU DOMAINE MOBILIER (DNDC)	353 204	353 204
<b>29 REMBOURSEMENT DE PRETS ET AVANCES</b>		
<b>7 Prêts rétrocédés</b>		
5.0.0 RETROCESSIONS	3 460 000	9 223 000
<b>71 RECETTES FISCALES</b>		
<b>1 Impôts sur les revenus, bénéfiques et gains en capital</b>		
1.3.0 BIC SECTEUR PRIVE-IMPOTS	11 532 000	11 532 000
2.0.0 IMPOT SUR LES SOCIETES ( IS PRIVE)	258 716 000	258 716 000
2.1.0 IMPOTS SUR LES SOCIETES (IS ETAT)	1 826 000	1 826 000
3.0.0 TAXE SYNTHETIQUE	5 340 000	5 340 000
4.0.0 TAXES SUR LES TRANSPORTEURS ROUTIERS	6 796 000	6 796 000
5.0.0 IMPOT SUR LES REVENUS FONCIERS IMPOTS	5 540 000	5 540 000
7.0.0 IMPOT SUR LES REVENUS DE VAL.MOB.	24 890 000	24 890 000
8.4.0 I.T.S. RETENUE SECTEUR PRIVE (IMPOTS)	74 344 000	74 344 000
8.4.1 I.T.S. RETENUE SECTEUR PUBLIC(IMPOTS)	9 578 000	9 578 000
9.0.0 PENALITES SUR IMPOTS DIRECTS (IMPOTS)	3 225 000	3 225 000
9.5.0 RECETTES SUR ORDRE DE RECETTES	97 000	97 000
9.6.0 RECETTES SUR EXERCICES ANT. (IMPOTS DIRECTS)	10 663 000	10 663 000
<b>Total Impôts sur les revenus, bénéfiques et gains en capital</b>	<b>412 547 000</b>	<b>412 547 000</b>
<b>2 Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations</b>		
1.0.0 CONTRIBUTION FORFAITAIRE	13 013 000	13 013 000
<b>3 Impôts sur le Patrimoine</b>		
1.0.0 REDEVANCES SUPERFICIAIRES DES SOCIETES MINIERES	300 460	300 460
2.0.0 TAXE SUR LA PLUS VALUE DE CESSIONS ENTRE PARTICULIERS	1 111 054	1 111 054
<b>Total Impôts sur le Patrimoine</b>	<b>1 411 514</b>	<b>1 411 514</b>

## BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

### 0 BUDGET GENERAL

Edition du : 31/05/2017

(en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>01 BUDGET NATIONAL</b>		
<b>71 RECETTES FISCALES</b>		
<b>5 Impôts et Taxes intérieurs sur les biens et services</b>		
1.0.0 TAXES SUR LES VEHICULES AUTOMOBILES	4 132 000	4 132 000
1.1.0 T.V.A. - T.P.S - I.A.S. /ETAT	6 165 000	6 165 000
1.1.2 TAXE VISITES TECHNIQUES VEHICULES	592 000	592 000
1.2.0 T.V.A. - T.P.S. / PRIVE	141 347 000	141 347 000
1.3.0 T.V.A. - T.P.S. / DOUANES	277 770 000	286 477 000
2.0.0 TAXES SUR LES BOISSONS ALCOOL.(IMPOTS)	3 539 000	3 539 000
3.0.0 TAXE INTERIEURE SUR PRODUITS PETROLIERS(TIPP)	104 864 000	95 200 000
4.0.0 IMPOT SPECIAL SUR BOISSON GAZ(IMPOTS)	6 227 000	6 227 000
5.0.0 ISCP SUR AUTRES PRODUITS (IMPOTS)	6 439 000	6 439 000
5.1.0 TARTOP(Taxe sur Accès au Réseau de Telecom Ouvert au Public)	21 166 000	21 166 000
6.0.0 TAXE D'EXTRACTION OU RAMASSAGE DE MATERIAUX	214 815	214 815
6.1.0 PMU-MALI	8 500 000	8 500 000
6.3.0 CASINO	250 000	250 000
7.0.0 TAXE SUR LES FRAIS D'EDILITE	364 726	364 726
7.1.0 TAXES SUR LES CONTRATS D'ASSURANCES	5 676 000	5 676 000
7.2.0 TAXE AD VALOREM (DNDC)	28 747 685	28 747 685
7.3.0 TAXE/ACTIVITES FINANCIERES	37 940 000	37 940 000
7.4.0 C.P.S. SUR L'OR (IMPOTS)	39 030 000	39 030 000
9.2.0 PENALITES SUR IMPOTS INDIRECTS	5 273 000	5 273 000
9.3.0 RECETTES SUR EXERCICES ANT.(IMPOTS INDIRECTS)	17 720 000	17 720 000
<b>Total Impôts et Taxes intérieurs sur les biens et services</b>	<b>715 957 226</b>	<b>715 000 226</b>
<b>6 Droits de timbre et d'enregistrement</b>		
1.0.0 PRELEVEMENT HONORAIRE GREFFIER (DGI)	183 000	183 000
1.1.0 DROITS D'ENREGISTREMENT (DNDC)	11 664 992	11 664 992
1.2.0 DROITS D'ENREGISTREMENT (DGI)	8 366 000	8 366 000
1.3.0 DROITS D'ENREGISTREMENT DES LOCATIONS VERBALES (DNDC)	9 490	9 490
2.0.0 PRELEVEMENT/HONORAIRES GREFFIERS(DNDC)	14 142	14 142
2.1.0 DROITS DE CONSERVATION FONCIERE (DNDC)	1 494 174	1 494 174
3.0.0 DROITS DE TIMBRES (DGI)	14 121 000	14 121 000
3.1.0 DROITS DE TIMBRES (DNDC)	509 777	509 777
5.2.0 PENALITES- PRODUITS DOMANIAUX (DNDC)	53 610	53 610
9.0.0 PENALITES SUR DROITS DE TIMBRE ET ENREG. (DGI)	1 012 000	1 012 000
<b>Total Droits de timbre et d'enregistrement</b>	<b>37 428 185</b>	<b>37 428 185</b>

## BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

### 0 BUDGET GENERAL

Edition du : 31/05/2017

(en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>01 BUDGET NATIONAL</b>		
<b>71 RECETTES FISCALES</b>		
<b>7 Droits et Taxes à l'Importation</b>		
1.1.0 DROITS DE DOUANES	141 661 000	142 661 000
1.2.0 REDEVANCE STATISTIQUE	14 551 000	14 844 000
1.4.0 TAXE CONJONCTURELLE A L'IMPORT.(T.C.I.)	58 000	58 000
2.1.1 TAXE LOCALE SUR LES TABACS (DOUANES)	7 661 000	7 661 000
2.1.6 TAXE SUR LES COLAS	283 000	283 000
2.1.7 IMPOT SPECIAL SUR BOISSONS (DOUANES)	1 429 000	1 429 000
2.1.9 TAXE SUR AUTRES PRODUITS	1 615 000	1 615 000
2.2.1 PLOMBS ET IMPRIMES	7 000	7 000
2.2.2 AMENDES ET CONFISCATIONS	4 016 000	4 016 000
2.2.3 VENTES EN DOUANES	119 000	119 000
2.2.4 DROITS DE MAGASINAGE ET DE DEPOTS	6 000	6 000
3.0.0 RECETTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	2 137 000	1 801 000
<b>Total Droits et Taxes à l'Importation</b>	<b>173 543 000</b>	<b>174 500 000</b>
<b>9 Autres Recettes Fiscales</b>		
1.1.1 TAXE DELIV. PERM. DE CONDUIRE	344 000	344 000
1.1.3 TAXE DELIV. CARTES GRISES	940 000	940 000
1.1.4 TAXE DELIV. CARTES DE TRANSPORT	298 000	298 000
1.1.5 AUTORISATION DE CONDUIRE	68 000	68 000
1.2.0 DROITS DE CHANCELERIE	3 500 000	3 500 000
1.3.0 PASSEPORTS CARTES D'IDENTITES	5 000 000	5 000 000
7.0.0 TAXES SUR LES ETABLISSEMENTS CLASSES INSALUBRES & INCOMMUNES	10 000	10 000
<b>Total Autres Recettes Fiscales</b>	<b>10 160 000</b>	<b>10 160 000</b>
<b>Total RECETTES FISCALES</b>	<b>1 364 059 925</b>	<b>1 364 059 925</b>
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>		
<b>1 Revenus de l'entreprise et du domaine</b>		
1.1.0 CONCESSIONS ORDINAIRES OU REDEVANCES DOMANIALES	30 447 102	80 447 102
2.0.0 LOCATION DES IMMEUBLES DE L'ETAT	29 106	29 106
<b>Total Revenus de l'entreprise et du domaine</b>	<b>30 476 208</b>	<b>80 476 208</b>
<b>2 Droits et Frais administratifs</b>		
2.3.0 RECETTES SUR PRESTATIONS SPORTIVES	63 000	63 000
2.4.0 RECETTES SUR PRESTATIONS ARTISTIQUES	63 000	63 000
3.5.0 PRODUITS DIVERS	650 000	650 000
5.8.0 RECETTES LETTRES DE VOITURE	33 000	33 000
<b>Total Droits et Frais administratifs</b>	<b>809 000</b>	<b>809 000</b>
<b>3 Amendes et condamnations pécuniaires</b>		
1.0.0 FRAIS ET AMENDES JUDICIAIRES	870 000	870 000
3.0.0 AMENDES ARBITREES	53 000	53 000
<b>Total Amendes et condamnations pécuniaires</b>	<b>923 000</b>	<b>923 000</b>

## BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

### 0 BUDGET GENERAL

Edition du : 31/05/2017

(en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>01 BUDGET NATIONAL</b>		
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>		
<b>4 Produits financiers</b>		
1.1.0 DIVIDENDES DES SOCIETES MINIERES (DNDC)	8 348 000	8 348 000
1.1.1 DIVIDENDES AUTRES SOCIETES	32 312 812	32 312 812
<b>Total Produits financiers</b>	<b>40 660 812</b>	<b>40 660 812</b>
<b>9 Autres recettes non fiscales</b>		
5.0.0 RECETTES DIVERSES (BUDGET NATIONAL)	3 739 000	3 739 000
6.0.0 AUTRES PRODUITS DIVERS	4 930 000	4 930 000
<b>Total Autres recettes non fiscales</b>	<b>8 669 000</b>	<b>8 669 000</b>
<b>Total RECETTES NON FISCALES</b>	<b>81 538 020</b>	<b>131 538 020</b>
<b>76 RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>		
<b>9 Autres recettes exceptionnelles</b>		
1.0.0 RESSOURCES PPTE	17 845 000	17 845 000
<b>TOTAL BUDGET NATIONAL</b>	<b>1 486 927 680</b>	<b>1 542 690 680</b>

**BUDGET D'ETAT RECETTES 2017**

**0 BUDGET GENERAL**

Edition du : 31/05/2017

(en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>90 BUDGET SPECIAL D'INVEST. FINANC. EXTERIEUR (BSI)</b>		
<b>12 DONS PROJETS ET LEGS</b>		
<b>0 Financement extérieur</b>		
0.0.0 SUBVENTIONS	96 500 000	96 500 000
<b>16 EMPRUNTS PROJETS &amp; PROG.</b>		
<b>0 Financement extérieur</b>		
0.0.0 PRETS	188 630 198	188 630 198
<b>TOTAL BUDGET SPECIAL D'INVEST. FINANC. EXTERIEUR (BSI)</b>	<b>285 130 198</b>	<b>285 130 198</b>

## BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

### 0 BUDGET GENERAL

Edition du : 31/05/2017

(en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>94 APPUIS PROGRAMMES SECTORIELS</b>		
<b>74 DONNS PROGRAMMES</b>		
<b>2 Dons Programmes des Gouvernements étrangers</b>		
2.0.2 Appui programmes Suisse (PDSU)	259 360	259 360
2.0.3 Appui programmes Suisse (PACUM)	1 327 406	1 327 406
2.0.4 Appui programmes Suisse (ADER)	705 000	705 000
2.0.5 Appui programmes Suisse (PADE)	800 000	800 000
2.0.6 Appui Programmes Suisse (PENF)	147 500	147 500
2.0.7 Appui programme soutien Eco. Locale PSEL-DELTA	998 000	998 000
2.0.8 Appui programme Suisse Agro Pastoral Sikasso(PAFA)	1 658 448	1 658 448
2.0.9 Appui Programme Partenariat Gouvernance	1 115 562	1 115 562
4.1.0 Appui programmes Canada (Santé)	6 525 000	6 525 000
4.1.1 Appui programmes Canada (Education)	2 250 000	3 630 000
9.0.2 Repport ABS exercices antérieurs (santé)	1 916 447	1 916 447
9.0.7 Report ABS exercices antérieurs (Education)	999 137	2 324 944
<b>Total Dons Programmes des Gouvernements étrangers</b>	<b>18 701 860</b>	<b>21 407 667</b>
<b>TOTAL APPUIS PROGRAMMES SECTORIELS</b>	<b>18 701 860</b>	<b>21 407 667</b>

## BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

### 0 BUDGET GENERAL

Edition du : 31/05/2017

(en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>95 APPUIS PROGRAMMES GENERAUX</b>		
<b>17 AUTRES EMPRUNTS</b>		
<b>1 Autres emprunts et/ou Dette Multilatérale</b>		
0.0.1 Appui programmes BAD	12 300 000	21 550 000
0.0.2 Appui programmes Banque Mondiale	23 300 000	48 300 000
0.0.3 Appui programmes FMI	31 000 000	31 000 000
<b>Total Autres emprunts et/ou Dette Multilatérale</b>	<b>66 600 000</b>	<b>100 850 000</b>
<b>74 DONS PROGRAMMES</b>		
<b>1 Dons Programmes des Institutions Internationales</b>		
5.0.0 Appui programmes Union Européenne	63 000 000	63 000 000
6.0.0 Appui programmes BAD	0	9 800 000
6.1.0 APPUI PROGRAMMES CEDEAO (EDM SA)	0	12 000 000
<b>Total Dons Programmes des Institutions Internationales</b>	<b>63 000 000</b>	<b>84 800 000</b>
<b>TOTAL APPUIS PROGRAMMES GENERAUX</b>	<b>129 600 000</b>	<b>185 650 000</b>

**BUDGET D'ETAT RECETTES 2017**

Edition du : 31/05/2017 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>30 POGR. DEV. RESS. MINERALES ( PDRM )</b>		
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>		
<b>2 Droits et Frais administratifs</b>		
4.1.0 ANALYSE ECHANTILLONS	60 000	60 000
4.2.0 TRAVAUX PROSPECTION GEOCHIMIQUE	80 000	80 000
4.3.0 TRAVAUX PROSPECTION GEOPHYSIQUE	15 000	15 000
4.4.0 TRAVAUX DE SONDAGE	100 000	100 000
4.5.0 RECETTES ANNEXES	15 000	15 000
4.5.1 VENTE DES EXPLOSIFS	40 000	40 000
<b>Total Droits et Frais administratifs</b>	<b>310 000</b>	<b>310 000</b>
<b>TOTAL POGR. DEV. RESS. MINERALES ( PDRM )</b>	<b>310 000</b>	<b>310 000</b>



**BUDGET D'ETAT RECETTES 2017**

Edition du : 31/05/2017 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>32 FONDS D'APPUI PROMOT. RECHERCHE PETROLIERE (FAPRP)</b>		
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>		
<b>9 Autres recettes non fiscales</b>		
3.1.0 Appui Promotion Recherche Pétrolière	3 369 200	3 369 200
<b>TOTAL FONDS D'APPUI PROMOT. RECHERCHE PETROLIERE (FAPRP)</b>	<b>3 369 200</b>	<b>3 369 200</b>

**BUDGET D'ETAT RECETTES 2017**

Edition du : 31/05/2017 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>34 FONDS AMENAG. &amp; PROTECTION DES FORETS (FAPF)</b>		
<b>73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS</b>		
<b>1 Transferts reçus du Budget Général</b>		
0.3.0 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FAP FORETS	640 000	1 021 250
<b>TOTAL FONDS AMENAG. &amp; PROTECTION DES FORETS (FAPF)</b>	<b>640 000</b>	<b>1 021 250</b>

**BUDGET D'ETAT RECETTES 2017**

Edition du : 31/05/2017 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>35 FONDS AMENAG. &amp; PROTECTION DE LA FAUNE(FAPF)</b>		
<b>73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS</b>		
<b>1 Transferts reçus du Budget Général</b>		
0.4.0 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FAP FAUNE	50 000	278 750
<b>TOTAL FONDS AMENAG. &amp; PROTECTION DE LA FAUNE(FAPF)</b>	<b>50 000</b>	<b>278 750</b>

**BUDGET D'ETAT RECETTES 2017**

Edition du : 31/05/2017 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>38 FONDS NATIONAL D'APPUI A L' AGRICULTURE (FNAA)</b>		
<b>73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS</b>		
<b>1 Transferts reçus du Budget Général</b>		
0.6.1 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FNAA	5 000 000	5 000 000
<b>TOTAL FONDS NATIONAL D'APPUI A L' AGRICULTURE (FNAA)</b>	<b>5 000 000</b>	<b>5 000 000</b>

**BUDGET D'ETAT RECETTES 2017**

Edition du : 31/05/2017 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>40 FONDS APPUI AUTONOMISAT° FEMME &amp; EPANOUISMNT ENFANT</b>		
<b>73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS</b>		
<b>1 Transferts reçus du Budget Général</b>		
0.5.0 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FAFE	600 000	600 000
<b>TOTAL FONDS APPUI AUTONOMISAT° FEMME &amp; EPANOUISMNT ENF</b>	<b>600 000</b>	<b>600 000</b>

**BUDGET D'ETAT RECETTES 2017**

Edition du : 31/05/2017 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>41 FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA</b>		
<b>73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS</b>		
<b>1 Transferts reçus du Budget Général</b>		
0.8.0 TRANSFERT DU BUDGET GEN.AU FDS DE REMBOURSEMNT DE CREDIT TVA	76 035 000	76 035 000
<b>TOTAL FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA</b>	<b>76 035 000</b>	<b>76 035 000</b>

**BUDGET D'ETAT RECETTES 2017**

Edition du : 31/05/2017 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>42 FONDS COMPETITIF RECH. INNOV. TECHNOLOGIQUE</b>		
<b>73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS</b>		
<b>1 Transferts reçus du Budget Général</b>		
0.6.1 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FCRIT	2 333 000	2 333 000
<b>TOTAL FONDS COMPETITIF RECH. INNOV. TECHNOLOGIQUE</b>	<b>2 333 000</b>	<b>2 333 000</b>

**BUDGET D'ETAT RECETTES 2017**

Edition du : 31/05/2017 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>45 FDS FCEMNT DE LA RCHE DE LA FORMAT°ET PROMO ACT MINIERE</b>		
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>		
<b>9 Autres recettes non fiscales</b>		
1.0.0 Primes pour Conventions d'Etablissement	350 000	350 000
2.0.0 Transfert Titres Miniers de Prospection et de Recherche	60 000	60 000
3.0.0 Transfert Autorisat° d'expl de pttes mines ou de carrières	0	0
9.0.0 Pénalités	5 000	5 000
<b>Total Autres recettes non fiscales</b>	<b>415 000</b>	<b>415 000</b>
<b>TOTAL FDS FCEMNT DE LA RCHE DE LA FORMAT°ET PROMO ACT MI</b>	<b>415 000</b>	<b>415 000</b>



## BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

Edition du : 31/05/2017 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>53 ENTREPOTS MALIENS AU SENEGAL</b>		
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>		
<b>2 Droits et Frais administratifs</b>		
5.1.0 PRESTAT. EVACUAT. IMPORTATIONS	1 784 105	1 784 105
5.2.0 PRESTAT. EVACUAT. EXPORTATIONS	143 000	143 000
5.3.0 PRESTAT. ENTREP. IMPORTATIONS	20 000	20 000
5.4.0 LOCATION MAGASIN MOLE 3	784	784
5.4.1 LOCATION BUREAU BEL AIR	12 480	12 480
5.4.2 LOCATION MAGASIN BEL AIR	357 631	357 631
5.8.1 RECETTES DIVERSES	82 000	82 000
<b>Total Droits et Frais administratifs</b>	<b>2 400 000</b>	<b>2 400 000</b>
<b>TOTAL ENTREPOTS MALIENS AU SENEGAL</b>	<b>2 400 000</b>	<b>2 400 000</b>

## BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

Edition du : 31/05/2017 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>54 ENTREPOTS MALIENS EN COTE D'IVOIRE</b>		
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>		
<b>2 Droits et Frais administratifs</b>		
5.1.0 PRESTAT. EVACUAT. IMPORTATIONS	614 000	614 000
5.2.0 PRESTAT. EVACUAT. EXPORTATIONS	103 000	103 000
5.4.0 RECETTES LOCATIVES	328 745	328 745
5.7.0 REMB. PRETS ET AVANCES AUX AGENTS	30 000	30 000
5.9.4 RECETTES SUR FACT. EX. ANTERIEURS	25 000	25 000
<b>Total Droits et Frais administratifs</b>	<b>1 100 745</b>	<b>1 100 745</b>
<b>TOTAL ENTREPOTS MALIENS EN COTE D'IVOIRE</b>	<b>1 100 745</b>	<b>1 100 745</b>

## BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

Edition du : 31/05/2017 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>56 ENTREPOTS MALIENS AU TOGO</b>		
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>		
<b>2 Droits et Frais administratifs</b>		
2.2.2 SUBVENTIONS A RECEVOIR	320 000	320 000
2.7.1 DROIT DE PASSAGE	120 616	120 616
5.4.0 DROIT DE MAGASINAGE	120 000	120 000
5.6.0 PRODUITS FINANCIERS	177	177
5.7.0 REMB. PRETS ET AVANCES AUX AGENTS	16 000	16 000
5.8.1 RECETTES DIVERSES	103 659	103 659
7.6.0 DROIT SUR HYDROCARBURES	69 036	69 036
<b>Total Droits et Frais administratifs</b>	<b>749 488</b>	<b>749 488</b>
<b>TOTAL ENTREPOTS MALIENS AU TOGO</b>	<b>749 488</b>	<b>749 488</b>

**BUDGET D'ETAT RECETTES 2017**

Edition du : 31/05/2017 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>58 ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE</b>		
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>		
<b>2 Droits et Frais administratifs</b>		
2.2.2 SUBVENTIONS	205 000	205 000
5.1.0 PRESTAT. EVACUATION	225 300	225 300
5.3.0 PRESTAT. ENTREPOSAGE	100	100
5.4.0 LOCATION MAGASIN ET MANUTENTION	45 000	45 000
5.8.1 RECETTES DIVERSES	0	0
7.4.0 REDEVANCE EVACUATION VEHICULES OCCAS.	26 000	26 000
<b>Total Droits et Frais administratifs</b>	<b>501 400</b>	<b>501 400</b>
<b>TOTAL ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE</b>	<b>501 400</b>	<b>501 400</b>

**BUDGET D'ETAT RECETTES 2017**

Edition du : 31/05/2017 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>59 ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE</b>		
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>		
<b>2 Droits et Frais administratifs</b>		
2.2.2 SUBVENTIONS	239 323	239 323
5.1.0 PRESTAT. EVACUATION	350 000	350 000
<b>Total Droits et Frais administratifs</b>	<b>589 323</b>	<b>589 323</b>
<b>TOTAL ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE</b>	<b>589 323</b>	<b>589 323</b>

## BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

Edition du : 31/05/2017 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Initiale 2017	Collectif 2017
<b>70 ENTREPOTS MALIEN AU GHANA</b>		
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>		
<b>2 Droits et Frais administratifs</b>		
2.2.2 SUBVENTIONS A RECEVOIR	120 000	120 000
5.1.0 PRESTAT. EVACUAT. IMPORTATIONS	290 000	290 000
5.2.0 PRESTAT. EVACUAT. EXPORTATIONS	80 000	80 000
5.4.0 RECETTES LOCATIVES	60 000	60 000
5.6.0 PRODUITS FINANCIERS	2 000	2 000
5.7.0 REMB. PRETS ET AVANCES AUX AGENTS	29 500	29 500
5.8.1 RECETTES DIVERSES	0	0
7.6.0 DROIT SUR HYDROCARBURES	58 000	58 000
<b>Total Droits et Frais administratifs</b>	<b>639 500</b>	<b>639 500</b>
<b>TOTAL ENTREPOTS MALIEN AU GHANA</b>	<b>639 500</b>	<b>639 500</b>

**TABLEAU DES DEPENSES  
RECTIFIEES 2017**

## BUDGET D'ETAT 2017

### REPARTITION DES DEPENSES PAR BUDGET

Edition du 12/06/2017 à 13:50:30

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>POUVOIRS PUBLICS ET ADMINISTRATIONS CENTRALES</b>		
PERSONNEL	246 470 291	255 470 291
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	88 507 659	88 507 659
DÉPLACEMENT & MISSION	54 300 203	54 300 203
COMMUNICATION & ENERGIE	33 541 556	33 541 556
AUTRES DÉPENSES	78 444 379	96 844 379
BOURSES	17 129 100	17 129 100
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	247 119 050	261 919 050
TRANSFERT ET SUBVENTION	278 436 424	274 436 424
DETTES	239 527 000	239 527 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	276 224 000	286 224 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	285 130 198	285 130 198
APPUI BUDGÉTAIRE	11 690 584	14 396 391
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	18 069 409	18 069 409
<b>TOTAL POUVOIRS PUBLICS ET ADMINISTRATIONS CENTRALES</b>	<b>1 874 589 853</b>	<b>1 925 495 660</b>
<b>ADMINISTRATIONS DECONCENTREES DES REGIONS</b>		
PERSONNEL	83 746 737	83 746 737
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	31 939 720	31 939 720
DÉPLACEMENT & MISSION	6 625 988	6 625 988
COMMUNICATION & ENERGIE	11 252 713	11 252 713
AUTRES DÉPENSES	8 464 200	8 464 200
BOURSES	666 435	666 435
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	27 191 592	27 191 592
TRANSFERT ET SUBVENTION	12 093 282	12 093 282
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	11 400 000	11 400 000
APPUI BUDGÉTAIRE	7 011 276	7 011 276
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	102 446 951	102 446 951
<b>TOTAL ADMINISTRATIONS DECONCENTREES DES REGION</b>	<b>302 838 894</b>	<b>302 838 894</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2 177 428 747</b>	<b>2 228 334 554</b>
<b>BUDGETS ANNEXES COMPTES ET FONDS SPECIAUX</b>		
<b>BUDGETS ANNEXES - COMPTES ET FONDS SPECIAUX</b>		
BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS SPÉCIAUX	94 732 656	95 342 656
<b>TOTAL BUDGETS ANNEXES - COMPTES ET FONDS SPECIAUX</b>	<b>94 732 656</b>	<b>95 342 656</b>
<b>TOTAL BUDGETS ANNEXES COMPTES ET FONDS SPECIAUX</b>	<b>94 732 656</b>	<b>95 342 656</b>
<b>TOTAL BUDGET D'ETAT</b>	<b>2 272 161 403</b>	<b>2 323 677 210</b>



## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>CHARGES COMMUNES</b>		
Personnel	28 317 540	33 152 540
Matériel & Fonctionnement	2 846 191	2 576 191
Déplacement & Mission	8 945 666	8 834 666
Communication & Energie	568 471	505 471
Autres Dépenses	27 606 063	45 626 063
Equipement et Investissement	75 214 365	80 014 365
Transfert et Subvention	54 399 976	50 389 388
Dettes	239 527 000	239 527 000
BSI Financement Intérieur	13 000 000	23 000 000
Personnel (Collectivité)	8 800 000	8 800 000
<b>TOTAL CHARGES COMMUNES</b>	<b>459 225 272</b>	<b>492 425 684</b>
<b>ASSEMBLEE NATIONALE</b>		
Personnel	2 448 000	2 448 000
Matériel & Fonctionnement	3 215 035	3 215 035
Déplacement & Mission	5 849 255	5 849 255
Communication & Energie	591 656	591 656
Autres Dépenses	849 601	849 601
Equipement et Investissement	1 226 600	1 226 600
Transfert et Subvention	1 695 528	1 695 528
<b>TOTAL ASSEMBLEE NATIONALE</b>	<b>15 875 675</b>	<b>15 875 675</b>
<b>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>		
Personnel	1 354 074	1 354 074
Matériel & Fonctionnement	1 288 161	1 288 161
Déplacement & Mission	1 887 606	1 887 606
Communication & Energie	1 948 256	1 948 256
Autres Dépenses	3 549 374	3 549 374
Equipement et Investissement	300 000	300 000
Transfert et Subvention	615 000	535 000
BSI Financement Intérieur	478 000	478 000
<b>TOTAL PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>11 420 471</b>	<b>11 340 471</b>

## BUDGET D'ÉTAT 2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DÉPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>PRIMATURE</b>		
Personnel	1 568 296	1 568 296
Matériel & Fonctionnement	1 005 899	1 005 899
Déplacement & Mission	928 449	928 449
Communication & Energie	2 495 846	2 495 846
Autres Dépenses	1 818 397	1 818 397
Équipement et Investissement	104 253	104 253
Transfert et Subvention	387 135	387 135
BSI Financement Intérieur	620 000	620 000
<b>TOTAL PRIMATURE</b>	<b>8 928 275</b>	<b>8 928 275</b>
<b>DELEGATION GÉNÉRALE AUX ÉLECTIONS</b>		
Personnel	66 816	66 816
Matériel & Fonctionnement	65 000	65 000
Déplacement & Mission	30 581	30 581
Communication & Energie	65 000	65 000
Autres Dépenses	345 119	345 119
<b>TOTAL DELEGATION GÉNÉRALE AUX ÉLECTIONS</b>	<b>572 516</b>	<b>572 516</b>
<b>COUR CONSTITUTIONNELLE</b>		
Personnel	221 403	221 403
Matériel & Fonctionnement	74 865	74 865
Déplacement & Mission	201 986	201 986
Communication & Energie	148 728	148 728
Autres Dépenses	201 470	201 470
Équipement et Investissement	50 000	50 000
Transfert et Subvention	35 000	35 000
BSI Financement Intérieur	200 000	200 000
<b>TOTAL COUR CONSTITUTIONNELLE</b>	<b>1 133 452</b>	<b>1 133 452</b>
<b>COUR SUPREME</b>		
Personnel	857 105	857 105
Matériel & Fonctionnement	211 114	211 114
Déplacement & Mission	230 000	230 000
Communication & Energie	68 491	68 491
Autres Dépenses	336 119	336 119
Équipement et Investissement	15 000	15 000
Transfert et Subvention	154 500	154 500
BSI Financement Intérieur	700 000	700 000
BSI Financement Extérieur	18 549	18 549
<b>TOTAL COUR SUPREME</b>	<b>2 590 878</b>	<b>2 590 878</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>HAUTE COUR DE JUSTICE</b>		
Personnel	253 500	253 500
Communication & Energie	66 250	66 250
Transfert et Subvention	712 000	712 000
<b>TOTAL HAUTE COUR DE JUSTICE</b>	<b>1 031 750</b>	<b>1 031 750</b>
<b>CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL &amp; CULTUREL</b>		
Personnel	292 720	292 720
Matériel & Fonctionnement	105 000	105 000
Déplacement & Mission	333 665	333 665
Communication & Energie	75 078	75 078
Autres Dépenses	224 600	224 600
Equipement et Investissement	40 000	40 000
Transfert et Subvention	37 500	37 500
BSI Financement Intérieur	225 000	225 000
<b>TOTAL CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL &amp; CULTUREL</b>	<b>1 333 563</b>	<b>1 333 563</b>
<b>HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>		
Personnel	746 728	746 728
Matériel & Fonctionnement	104 649	104 649
Déplacement & Mission	327 608	327 608
Communication & Energie	165 317	165 317
Autres Dépenses	181 950	181 950
Equipement et Investissement	30 000	30 000
Transfert et Subvention	62 500	62 500
BSI Financement Intérieur	200 000	200 000
<b>TOTAL HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>1 818 752</b>	<b>1 818 752</b>
<b>MINISTERE AFF. ETRANGERES &amp; COOPERAT. INTERNATIONALE</b>		
Personnel	13 661 089	13 661 089
Matériel & Fonctionnement	754 828	752 523
Déplacement & Mission	1 872 672	1 870 161
Communication & Energie	2 445 197	2 445 197
Autres Dépenses	9 239 994	9 235 394
Equipement et Investissement	1 361 500	1 361 500
Transfert et Subvention	7 055 785	7 055 785
BSI Financement Intérieur	1 800 000	1 800 000
<b>TOTAL MINISTERE AFF. ETRANGERES &amp; COOPERAT. INTERNATIONALE</b>	<b>38 191 065</b>	<b>38 181 649</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR &amp; INTEGRATION AFRICAINE</b>		
Personnel	234 221	234 221
Matériel & Fonctionnement	136 593	144 030
Déplacement & Mission	318 054	324 245
Communication & Energie	119 551	119 551
Autres Dépenses	40 200	44 800
Equipement et Investissement	420 000	420 000
Transfert et Subvention	199 829	199 829
BSI Financement Intérieur	320 000	320 000
BSI Financement Extérieur	750 000	750 000
<b>TOTAL MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR &amp; INTEGRATION AFF</b>	<b>2 538 448</b>	<b>2 556 676</b>
<b>BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL</b>		
Personnel	2 250 000	2 250 000
Matériel & Fonctionnement	131 910	131 910
Déplacement & Mission	255 723	255 723
Communication & Energie	165 990	165 990
Autres Dépenses	445 000	445 000
Equipement et Investissement	200 000	200 000
Transfert et Subvention	20 000	20 000
<b>TOTAL BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL</b>	<b>3 468 623</b>	<b>3 468 623</b>
<b>MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE</b>		
Personnel	365 131	365 131
Communication & Energie	95 850	95 850
Equipement et Investissement	30 000	30 000
Transfert et Subvention	513 670	513 670
<b>TOTAL MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>1 004 651</b>	<b>1 004 651</b>
<b>COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA D'ETAT</b>		
Personnel	12 221	12 221
Matériel & Fonctionnement	16 328	16 328
Déplacement & Mission	57 273	57 273
Communication & Energie	26 990	26 990
Autres Dépenses	35 947	35 947
<b>TOTAL COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA D'ETAT</b>	<b>148 759</b>	<b>148 759</b>

## BUDGET D'ETAT 2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>MINISTERE DE LA DEFENSE &amp; ANC. COMBATTANTS</b>		
Personnel	86 905 208	90 905 208
Matériel & Fonctionnement	21 703 429	21 703 429
Déplacement & Mission	18 601 056	18 601 056
Communication & Energie	11 853 805	11 853 805
Autres Dépenses	12 221 220	12 221 220
Equipement et Investissement	111 155 448	111 155 448
Transfert et Subvention	945 956	945 956
<b>TOTAL MINISTERE DE LA DEFENSE &amp; ANC. COMBATTANTS</b>	<b>263 386 122</b>	<b>267 386 122</b>
<b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b>		
Personnel	2 075 824	2 075 824
Matériel & Fonctionnement	2 992 105	2 992 105
Déplacement & Mission	315 363	315 363
Communication & Energie	514 026	514 026
Autres Dépenses	800 042	800 042
Transfert et Subvention	353 010	353 010
BSI Financement Intérieur	4 300 000	4 300 000
BSI Financement Extérieur	3 930 000	3 930 000
<b>TOTAL MINISTERE DE LA JUSTICE</b>	<b>15 280 370</b>	<b>15 280 370</b>
<b>OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE</b>		
Personnel	564 300	564 300
Matériel & Fonctionnement	51 000	51 000
Déplacement & Mission	127 438	127 438
Communication & Energie	162 000	162 000
Autres Dépenses	36 000	36 000
Equipement et Investissement	100 000	100 000
<b>TOTAL OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE</b>	<b>1 040 738</b>	<b>1 040 738</b>
<b>MINISTERE DROITS DE L'HOMME &amp; REFORME ETAT</b>		
Personnel	0	55 000
Matériel & Fonctionnement	0	93 590
Déplacement & Mission	0	46 341
Communication & Energie	0	21 000
Autres Dépenses	0	84 846
Transfert et Subvention	0	72 588
BSI Financement Intérieur	0	217 000
<b>TOTAL MINISTERE DROITS DE L'HOMME &amp; REFORME ETAT</b>	<b>0</b>	<b>590 365</b>

## BUDGET D'ETAT 2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</b>		
Personnel	37 749 904	37 749 904
Matériel & Fonctionnement	3 913 367	3 913 367
Déplacement & Mission	1 527 777	1 527 777
Communication & Energie	1 254 084	1 254 084
Autres Dépenses	1 692 739	1 692 739
Equipement et Investissement	5 000 000	15 000 000
Transfert et Subvention	75 750	155 750
BSI Financement Intérieur	720 000	720 000
<b>TOTAL MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</b>	<b>51 933 621</b>	<b>62 013 621</b>
<b>SECURITE D'ETAT</b>		
Matériel & Fonctionnement	352 225	352 225
Déplacement & Mission	1 313 305	1 313 305
Communication & Energie	324 155	324 155
Autres Dépenses	3 582 888	3 582 888
<b>TOTAL SECURITE D'ETAT</b>	<b>5 572 573</b>	<b>5 572 573</b>
<b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>		
Personnel	8 639 207	8 639 207
Matériel & Fonctionnement	3 627 005	3 625 822
Déplacement & Mission	1 089 444	1 096 365
Communication & Energie	1 796 591	1 796 591
Autres Dépenses	698 147	703 423
Equipement et Investissement	850 000	850 000
Transfert et Subvention	7 651 632	7 690 632
BSI Financement Intérieur	12 751 000	13 001 000
BSI Financement Extérieur	12 046 649	12 046 649
<b>TOTAL MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>	<b>49 149 675</b>	<b>49 449 689</b>
<b>MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCT. PUBL.</b>		
Personnel	817 657	817 657
Matériel & Fonctionnement	407 652	404 062
Déplacement & Mission	214 085	204 744
Communication & Energie	239 622	239 622
Autres Dépenses	423 905	419 059
Equipement et Investissement	562 000	562 000
Transfert et Subvention	70 000	8 000
BSI Financement Intérieur	1 587 000	1 370 000
<b>TOTAL MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCT. PUBL.</b>	<b>4 321 921</b>	<b>4 025 144</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>MINISTERE EMPLOI &amp; FORMATION PROFESSIONNELLE</b>		
Personnel	615 437	615 437
Matériel & Fonctionnement	360 794	360 794
Déplacement & Mission	228 352	228 352
Communication & Energie	229 635	229 635
Autres Dépenses	238 707	238 707
Transfert et Subvention	364 091	364 091
BSI Financement Intérieur	960 000	960 000
BSI Financement Extérieur	5 000 000	5 000 000
Appui Budgétaire	514 000	514 000
<b>TOTAL MINISTERE EMPLOI &amp; FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>8 511 016</b>	<b>8 511 016</b>
<b>MINISTERE ADMINISTRATION TERRITORIALE</b>		
Personnel	1 193 624	1 193 624
Matériel & Fonctionnement	692 335	659 788
Déplacement & Mission	710 933	692 702
Communication & Energie	439 266	439 266
Autres Dépenses	1 213 374	1 196 634
Equipement et Investissement	165 900	165 900
Transfert et Subvention	1 261 611	1 172 611
BSI Financement Intérieur	6 650 000	4 235 000
<b>TOTAL MINISTERE ADMINISTRATION TERRITORIALE</b>	<b>12 327 043</b>	<b>9 755 525</b>
<b>AUTORITE PROTECT° DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>		
Personnel	115 268	115 268
Matériel & Fonctionnement	80 000	80 000
Déplacement & Mission	240 800	240 800
Communication & Energie	25 912	25 912
Autres Dépenses	30 000	30 000
Equipement et Investissement	83 200	83 200
Transfert et Subvention	6 000	6 000
BSI Financement Intérieur	300 000	300 000
<b>TOTAL AUTORITE PROTECT° DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>	<b>881 180</b>	<b>881 180</b>
<b>MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE</b>		
Personnel	0	55 000
Matériel & Fonctionnement	0	122 547
Déplacement & Mission	0	55 231
Communication & Energie	0	21 000
Autres Dépenses	0	226 740
Transfert et Subvention	0	89 000
BSI Financement Intérieur	0	2 415 000
<b>TOTAL MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE</b>	<b>0</b>	<b>2 984 518</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES &amp; DU CULTE</b>		
Personnel	86 311	86 311
Matériel & Fonctionnement	125 971	125 971
Déplacement & Mission	130 124	130 124
Communication & Energie	30 094	30 094
Autres Dépenses	130 313	130 313
Transfert et Subvention	324 874	324 874
<b>TOTAL MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES &amp; DU CULTE</b>	<b>827 687</b>	<b>827 687</b>
<b>MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE</b>		
Personnel	97 367	97 367
Matériel & Fonctionnement	325 583	325 583
Déplacement & Mission	160 674	160 674
Communication & Energie	68 445	68 445
Autres Dépenses	75 800	75 800
Transfert et Subvention	2 212 132	2 212 132
<b>TOTAL MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE</b>	<b>2 940 001</b>	<b>2 940 001</b>
<b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>		
Personnel	10 802 766	10 802 766
Matériel & Fonctionnement	14 756 099	14 756 099
Déplacement & Mission	865 297	865 297
Communication & Energie	608 003	608 003
Autres Dépenses	2 008 462	2 008 462
Bourses	800	800
Equipement et Investissement	4 279 415	4 279 415
Transfert et Subvention	3 615 116	3 615 116
BSI Financement Intérieur	2 915 000	2 915 000
BSI Financement Extérieur	7 500 000	7 500 000
Appui Budgétaire	2 221 137	4 926 944
Personnel (Collectivité)	7 669 409	7 669 409
<b>TOTAL MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>	<b>57 241 504</b>	<b>59 947 311</b>



## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR &amp; RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>		
Personnel	6 981 308	6 981 308
Matériel & Fonctionnement	849 789	849 789
Déplacement & Mission	356 245	356 245
Communication & Energie	381 383	381 383
Autres Dépenses	1 291 360	1 291 360
Bourses	1 428 300	1 428 300
Equipement et Investissement	2 333 000	2 333 000
Transfert et Subvention	508 606	508 606
BSI Financement Intérieur	2 400 000	2 400 000
BSI Financement Extérieur	3 000 000	3 000 000
Appui Budgétaire	514 000	514 000
<b>TOTAL MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR &amp; RECHERCHE SC</b>	<b>20 043 991</b>	<b>20 043 991</b>
<b>MINISTERE DE LA CULTURE</b>		
Personnel	1 175 155	1 175 155
Matériel & Fonctionnement	278 871	278 871
Déplacement & Mission	150 488	150 488
Communication & Energie	402 191	402 191
Autres Dépenses	736 276	736 276
Equipement et Investissement	70 000	70 000
Transfert et Subvention	470 224	470 224
BSI Financement Intérieur	700 000	700 000
<b>TOTAL MINISTERE DE LA CULTURE</b>	<b>3 983 205</b>	<b>3 983 205</b>
<b>MINISTERE DES SPORTS</b>		
Personnel	1 009 104	1 009 104
Matériel & Fonctionnement	756 277	756 277
Déplacement & Mission	1 369 518	1 369 518
Communication & Energie	750 376	750 376
Autres Dépenses	331 351	331 351
Equipement et Investissement	46 000	46 000
Transfert et Subvention	1 445 742	1 445 742
BSI Financement Intérieur	1 825 000	1 825 000
<b>TOTAL MINISTERE DES SPORTS</b>	<b>7 533 368</b>	<b>7 533 368</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE</b>		
Personnel	227 901	227 901
Matériel & Fonctionnement	128 105	128 105
Déplacement & Mission	74 013	74 013
Communication & Energie	30 000	30 000
Autres Dépenses	446 490	446 490
Equipement et Investissement	50 000	50 000
Transfert et Subvention	24 000	24 000
BSI Financement Intérieur	1 685 000	1 685 000
<b>TOTAL MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE</b>	<b>2 665 509</b>	<b>2 665 509</b>
<b>MINISTERE DE LA SANTE &amp; HYGIENE PUBLIQUE</b>		
Personnel	8 427 250	8 427 250
Matériel & Fonctionnement	12 354 645	12 354 645
Déplacement & Mission	800 000	800 000
Communication & Energie	717 184	717 184
Autres Dépenses	889 068	889 068
Equipement et Investissement	4 906 621	4 906 621
Transfert et Subvention	5 302 038	5 302 038
BSI Financement Intérieur	17 600 000	17 600 000
BSI Financement Extérieur	4 000 000	4 000 000
Appui Budgétaire	8 441 447	8 441 447
Personnel (Collectivité)	1 600 000	1 600 000
<b>TOTAL MINISTERE DE LA SANTE &amp; HYGIENE PUBLIQUE</b>	<b>65 038 253</b>	<b>65 038 253</b>
<b>HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA</b>		
Personnel	29 865	29 865
Transfert et Subvention	2 724 756	2 724 756
<b>TOTAL HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA</b>	<b>2 754 621</b>	<b>2 754 621</b>
<b>MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE</b>		
Personnel	590 229	590 229
Matériel & Fonctionnement	320 825	320 825
Déplacement & Mission	140 677	140 677
Communication & Energie	244 626	244 626
Autres Dépenses	391 595	391 595
Equipement et Investissement	785 000	785 000
Transfert et Subvention	61 390	61 390
BSI Financement Intérieur	2 250 000	2 250 000
BSI Financement Extérieur	1 500 000	1 500 000
<b>TOTAL MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE</b>	<b>6 284 342</b>	<b>6 284 342</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>MINISTERE SOLIDARITE &amp; ACTION HUMANITAIRE</b>		
Personnel	914 590	914 590
Matériel & Fonctionnement	732 154	732 154
Déplacement & Mission	621 739	621 739
Communication & Energie	137 013	137 013
Autres Dépenses	187 012	187 012
Equipement et Investissement	85 000	85 000
Transfert et Subvention	1 499 833	1 499 833
BSI Financement Intérieur	400 000	400 000
<b>TOTAL MINISTERE SOLIDARITE &amp; ACTION HUMANITAIRE</b>	<b>4 577 341</b>	<b>4 577 341</b>
<b>MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET DEVELOP. DURABLE</b>		
Personnel	1 226 718	1 226 718
Matériel & Fonctionnement	336 059	336 059
Déplacement & Mission	226 462	226 462
Communication & Energie	301 175	301 175
Autres Dépenses	371 522	371 522
Transfert et Subvention	76 849	76 849
BSI Financement Intérieur	5 405 000	5 405 000
BSI Financement Extérieur	11 005 000	11 005 000
<b>TOTAL MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET DEVELOP. DURABLE</b>	<b>18 948 785</b>	<b>18 948 785</b>
<b>MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>		
Personnel	1 361 819	1 361 819
Matériel & Fonctionnement	174 004	174 004
Déplacement & Mission	180 633	180 633
Communication & Energie	249 000	249 000
Autres Dépenses	187 277	187 277
Equipement et Investissement	25 000	25 000
Transfert et Subvention	25 015 000	25 015 000
BSI Financement Intérieur	11 556 000	11 556 000
BSI Financement Extérieur	33 131 000	33 131 000
<b>TOTAL MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>	<b>71 879 733</b>	<b>71 879 733</b>

## BUDGET D'ETAT 2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>MINISTERE DES MINES</b>		
Personnel	780 892	780 892
Matériel & Fonctionnement	446 047	446 047
Déplacement & Mission	202 561	202 561
Communication & Energie	190 788	190 788
Autres Dépenses	228 419	228 419
Equipement et Investissement	114 135	114 135
Transfert et Subvention	349 531	349 531
BSI Financement Intérieur	1 510 000	1 510 000
<b>TOTAL MINISTERE DES MINES</b>	<b>3 822 373</b>	<b>3 822 373</b>
<b>MIN. ECONOMIE NUMERIQUE ET COMMUNICATION</b>		
Personnel	222 875	222 875
Matériel & Fonctionnement	91 703	91 703
Déplacement & Mission	123 499	123 499
Communication & Energie	126 079	126 079
Autres Dépenses	269 060	269 060
Equipement et Investissement	45 000	45 000
Transfert et Subvention	124 500	124 500
BSI Financement Intérieur	615 000	615 000
<b>TOTAL MIN. ECONOMIE NUMERIQUE ET COMMUNICATION</b>	<b>1 617 716</b>	<b>1 617 716</b>
<b>HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION</b>		
Equipement et Investissement	300 000	300 000
Transfert et Subvention	645 258	645 258
<b>TOTAL HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION</b>	<b>945 258</b>	<b>945 258</b>
<b>MINISTERE HABITAT, URBANISME &amp; AFFAIRES FONCIERES</b>		
Personnel	1 024 052	1 024 052
Matériel & Fonctionnement	522 121	598 499
Déplacement & Mission	177 273	175 685
Communication & Energie	293 432	293 432
Autres Dépenses	333 229	327 953
Equipement et Investissement	3 030 000	3 030 000
Transfert et Subvention	449 920	435 820
BSI Financement Intérieur	5 650 000	9 100 000
<b>TOTAL MINISTERE HABITAT, URBANISME &amp; AFFAIRES FONCIERES</b>	<b>11 480 027</b>	<b>14 985 441</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L' HABITAT</b>		
Personnel	573 651	573 651
Matériel & Fonctionnement	313 427	233 100
Déplacement & Mission	125 589	116 576
Communication & Energie	60 776	60 776
Autres Dépenses	95 195	95 195
Equipement et Investissement	12 450	12 450
Transfert et Subvention	60 059	35 159
BSI Financement Intérieur	6 300 000	2 600 000
<b>TOTAL MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L' HABITAT</b>	<b>7 541 147</b>	<b>3 726 907</b>
<b>MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET POPULATION</b>		
Personnel	360 138	360 138
Matériel & Fonctionnement	214 096	214 096
Déplacement & Mission	130 020	130 020
Communication & Energie	89 875	89 875
Autres Dépenses	109 545	109 545
Equipement et Investissement	11 750	11 750
Transfert et Subvention	30 710	30 710
BSI Financement Intérieur	1 046 000	1 046 000
BSI Financement Extérieur	3 500 000	3 500 000
<b>TOTAL MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET POPULATION</b>	<b>5 492 134</b>	<b>5 492 134</b>
<b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT &amp; DU DESENCLAVEMENT</b>		
Personnel	1 303 844	1 303 844
Matériel & Fonctionnement	297 632	235 487
Déplacement & Mission	300 000	290 169
Communication & Energie	345 714	345 714
Autres Dépenses	208 462	196 427
Equipement et Investissement	50 000	50 000
Transfert et Subvention	590 102	590 102
BSI Financement Intérieur	96 547 000	96 547 000
BSI Financement Extérieur	23 000 000	23 000 000
<b>TOTAL MINISTERE DE L'EQUIPEMENT &amp; DU DESENCLAVEMENT</b>	<b>122 642 754</b>	<b>122 558 743</b>
<b>MINISTERE DES TRANSPORTS</b>		
Personnel	0	55 000
Matériel & Fonctionnement	0	152 145
Déplacement & Mission	0	46 831
Communication & Energie	0	21 000
Autres Dépenses	0	102 035
<b>TOTAL MINISTERE DES TRANSPORTS</b>	<b>0</b>	<b>377 011</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL</b>		
Personnel	249 283	249 283
Matériel & Fonctionnement	189 411	200 141
Déplacement & Mission	97 273	107 213
Communication & Energie	53 000	53 000
Autres Dépenses	60 000	60 000
Equipement et Investissement	50 000	50 000
Transfert et Subvention	21 000	21 000
BSI Financement Intérieur	50 000	125 000
<b>TOTAL MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL</b>	<b>769 967</b>	<b>865 637</b>
<b>MINISTERE DU COMMERCE</b>		
Personnel	773 454	773 454
Matériel & Fonctionnement	183 752	173 022
Déplacement & Mission	139 623	129 683
Communication & Energie	232 468	232 468
Autres Dépenses	424 807	424 807
Equipement et Investissement	40 000	40 000
Transfert et Subvention	68 400	68 400
BSI Financement Intérieur	2 660 000	2 585 000
<b>TOTAL MINISTERE DU COMMERCE</b>	<b>4 522 504</b>	<b>4 426 834</b>
<b>MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT ET SECTEUR PRIVE</b>		
Personnel	163 713	163 713
Matériel & Fonctionnement	166 807	166 807
Déplacement & Mission	258 987	258 987
Communication & Energie	86 170	86 170
Autres Dépenses	501 690	501 690
Equipement et Investissement	50 000	50 000
Transfert et Subvention	294 393	294 393
BSI Financement Intérieur	200 000	200 000
<b>TOTAL MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT ET SECTEUR PRIVE</b>	<b>1 721 760</b>	<b>1 721 760</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>		
Personnel	2 179 287	2 179 287
Matériel & Fonctionnement	1 044 091	1 044 091
Déplacement & Mission	434 609	434 609
Communication & Energie	778 521	778 521
Autres Dépenses	536 658	536 658
Equipement et Investissement	8 178 100	8 178 100
Transfert et Subvention	25 693 188	25 693 188
BSI Financement Intérieur	13 400 000	13 400 000
BSI Financement Extérieur	105 750 000	105 750 000
<b>TOTAL MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>	<b>157 994 454</b>	<b>157 994 454</b>
<b>MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE</b>		
Personnel	1 025 397	1 025 397
Matériel & Fonctionnement	234 272	234 272
Déplacement & Mission	115 171	115 171
Communication & Energie	229 434	229 434
Autres Dépenses	270 107	270 107
Equipement et Investissement	7 630 376	7 630 376
Transfert et Subvention	10 364 672	10 364 672
BSI Financement Intérieur	2 415 000	2 415 000
BSI Financement Extérieur	15 899 000	15 899 000
<b>TOTAL MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE</b>	<b>38 183 429</b>	<b>38 183 429</b>
<b>COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>		
Personnel	214 683	214 683
Matériel & Fonctionnement	33 201	33 201
Déplacement & Mission	31 110	31 110
Communication & Energie	64 581	64 581
Autres Dépenses	30 000	30 000
Equipement et Investissement	13 280	13 280
Transfert et Subvention	1 029 050	1 029 050
BSI Financement Intérieur	5 850 000	5 850 000
<b>TOTAL COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>	<b>7 265 905</b>	<b>7 265 905</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME</b>		
Personnel	188 309	188 309
Matériel & Fonctionnement	222 663	222 663
Déplacement & Mission	130 099	130 099
Communication & Energie	33 000	33 000
Autres Dépenses	35 000	35 000
Equipement et Investissement	30 000	30 000
Transfert et Subvention	164 381	164 381
BSI Financement Intérieur	770 000	770 000
<b>TOTAL MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME</b>	<b>1 573 452</b>	<b>1 573 452</b>
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI</b>		
Transfert et Subvention	841 272	841 272
BSI Financement Intérieur	50 000	50 000
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI</b>	<b>891 272</b>	<b>891 272</b>
<b>INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE</b>		
Personnel	273 554	273 554
Matériel & Fonctionnement	15 000	15 000
Autres Dépenses	33 200	33 200
Transfert et Subvention	219 574	219 574
BSI Financement Intérieur	500 000	500 000
<b>TOTAL INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE</b>	<b>1 041 328</b>	<b>1 041 328</b>
<b>CELLULE NAT. TRAITEMENT INFORMAT° FIN. (CENTIF)</b>		
Personnel	250 000	250 000
Transfert et Subvention	511 900	511 900
<b>TOTAL CELLULE NAT. TRAITEMENT INFORMAT° FIN. (CENTIF)</b>	<b>761 900</b>	<b>761 900</b>
<b>AUTORITE REGULAT. MARCHES PUB. DELEG. SCE PUB. (ARMDS)</b>		
Transfert et Subvention	440 411	440 411
<b>TOTAL AUTORITE REGULAT. MARCHES PUB. DELEG. SCE PUB. (ARMDS)</b>	<b>440 411</b>	<b>440 411</b>
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES</b>		
Equipement et Investissement	20 000	20 000
Transfert et Subvention	174 000	174 000
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES</b>	<b>194 000</b>	<b>194 000</b>
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO</b>		
Equipement et Investissement	20 000	20 000
Transfert et Subvention	174 000	174 000
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO</b>	<b>194 000</b>	<b>194 000</b>



## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS</b>		
Equipement et Investissement	200 000	200 000
Transfert et Subvention	642 320	642 320
BSI Financement Interieur	724 000	724 000
<b>TOTAL OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS</b>	<b>1 566 320</b>	<b>1 566 320</b>
<b>INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE</b>		
Transfert et Subvention	477 812	477 812
BSI Financement Interieur	3 350 000	3 350 000
<b>TOTAL INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE</b>	<b>3 827 812</b>	<b>3 827 812</b>
<b>CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT</b>		
Transfert et Subvention	607 150	607 150
BSI Financement Interieur	325 000	325 000
<b>TOTAL CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT</b>	<b>932 150</b>	<b>932 150</b>
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO</b>		
Equipement et Investissement	20 000	20 000
Transfert et Subvention	174 000	174 000
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO</b>	<b>194 000</b>	<b>194 000</b>
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU</b>		
Equipement et Investissement	20 000	20 000
Transfert et Subvention	174 000	174 000
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU</b>	<b>194 000</b>	<b>194 000</b>
<b>FONDS D'APPUI FORMAT° PROFESS. &amp; APPRENTIS.</b>		
Transfert et Subvention	85 252	85 252
<b>TOTAL FONDS D'APPUI FORMAT° PROFESS. &amp; APPRENTIS.</b>	<b>85 252</b>	<b>85 252</b>
<b>AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)</b>		
Transfert et Subvention	657 097	657 097
<b>TOTAL AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)</b>	<b>657 097</b>	<b>657 097</b>
<b>INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROFESSION.</b>		
Equipement et Investissement	15 000	15 000
Transfert et Subvention	207 944	207 944
<b>TOTAL INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROFESSION.</b>	<b>222 944</b>	<b>222 944</b>
<b>OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)</b>		
Equipement et Investissement	49 800	49 800
Transfert et Subvention	91 735	91 735
<b>TOTAL OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION</b>	<b>141 535</b>	<b>141 535</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI</b>		
Equipement et Investissement	20 000	20 000
Transfert et Subvention	174 000	174 000
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI</b>	<b>194 000</b>	<b>194 000</b>
<b>AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES</b>		
Equipement et Investissement	12 947 073	12 947 073
Transfert et Subvention	2 470 827	2 470 827
BSI Financement Intérieur	1 000 000	1 000 000
BSI Financement Extérieur	12 500 000	12 500 000
<b>TOTAL AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES</b>	<b>28 917 900</b>	<b>28 917 900</b>
<b>MAISON DU HADJ</b>		
Transfert et Subvention	22 410	22 410
<b>TOTAL MAISON DU HADJ</b>	<b>22 410</b>	<b>22 410</b>
<b>CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>		
Equipement et Investissement	50 000	50 000
Transfert et Subvention	185 274	185 274
<b>TOTAL CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>235 274</b>	<b>235 274</b>
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.</b>		
Equipement et Investissement	20 000	20 000
Transfert et Subvention	174 000	174 000
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.</b>	<b>194 000</b>	<b>194 000</b>
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO</b>		
Equipement et Investissement	20 000	20 000
Transfert et Subvention	174 000	174 000
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO</b>	<b>194 000</b>	<b>194 000</b>
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL</b>		
Equipement et Investissement	20 000	20 000
Transfert et Subvention	174 000	174 000
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL</b>	<b>194 000</b>	<b>194 000</b>
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT</b>		
Equipement et Investissement	20 000	20 000
Transfert et Subvention	174 000	174 000
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT</b>	<b>194 000</b>	<b>194 000</b>
<b>ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)</b>		
Matériel & Fonctionnement	90 346	90 346
Transfert et Subvention	1 138 300	1 138 300
<b>TOTAL ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)</b>	<b>1 228 646</b>	<b>1 228 646</b>

## BUDGET D'ÉTAT 2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DÉPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>ÉCOLE NATIONALE D'INGÉNIEURS (ENI)</b>		
Matériel & Fonctionnement	90 000	90 000
Transfert et Subvention	995 927	995 927
BSI Financement Intérieur	85 000	85 000
<b>TOTAL ÉCOLE NATIONALE D'INGÉNIEURS (ENI)</b>	<b>1 170 927</b>	<b>1 170 927</b>
<b>INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.</b>		
Matériel & Fonctionnement	100 323	100 323
Transfert et Subvention	1 797 060	1 797 060
BSI Financement Intérieur	100 000	100 000
<b>TOTAL INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.</b>	<b>1 997 383</b>	<b>1 997 383</b>
<b>CENTRE DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES</b>		
Personnel	25 000	25 000
Matériel & Fonctionnement	4 430 390	4 430 390
Bourses	15 700 000	15 700 000
Équipement et Investissement	115 571	115 571
Transfert et Subvention	1 543 693	1 543 693
BSI Financement Intérieur	500 000	500 000
<b>TOTAL CENTRE DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES</b>	<b>22 314 654</b>	<b>22 314 654</b>
<b>CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE &amp; TECH.</b>		
Équipement et Investissement	55 000	55 000
Transfert et Subvention	168 735	168 735
<b>TOTAL CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE &amp; TECH.</b>	<b>223 735</b>	<b>223 735</b>
<b>ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION</b>		
Transfert et Subvention	682 488	682 488
BSI Financement Intérieur	2 000 000	2 000 000
<b>TOTAL ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION</b>	<b>2 682 488</b>	<b>2 682 488</b>
<b>ÉCOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.</b>		
Matériel & Fonctionnement	112 530	112 530
Transfert et Subvention	334 929	334 929
<b>TOTAL ÉCOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.</b>	<b>447 459</b>	<b>447 459</b>
<b>UNIVERSITÉ DE SEGOU</b>		
Personnel	859 441	859 441
Matériel & Fonctionnement	589 895	589 895
Transfert et Subvention	913 621	913 621
BSI Financement Intérieur	850 000	850 000
<b>TOTAL UNIVERSITÉ DE SEGOU</b>	<b>3 212 957</b>	<b>3 212 957</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO</b>		
Personnel	2 262 475	2 262 475
Matériel & Fonctionnement	622 294	622 294
Déplacement & Mission	260 257	260 257
Communication & Energie	258 287	258 287
Autres Dépenses	675 026	675 026
Transfert et Subvention	17 860	17 860
BSI Financement Intérieur	300 000	300 000
<b>TOTAL UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO</b>	<b>4 396 199</b>	<b>4 396 199</b>
<b>INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES</b>		
Equipement et Investissement	30 000	30 000
Transfert et Subvention	278 262	278 262
BSI Financement Intérieur	150 000	150 000
<b>TOTAL INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES</b>	<b>458 262</b>	<b>458 262</b>
<b>UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO</b>		
Personnel	3 386 476	3 386 476
Matériel & Fonctionnement	724 610	724 610
Déplacement & Mission	342 623	342 623
Communication & Energie	457 847	457 847
Autres Dépenses	93 720	93 720
Equipement et Investissement	100 000	100 000
Transfert et Subvention	209 915	209 915
BSI Financement Intérieur	650 000	650 000
<b>TOTAL UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO</b>	<b>5 965 191</b>	<b>5 965 191</b>
<b>CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE</b>		
Matériel & Fonctionnement	20 000	20 000
Transfert et Subvention	230 955	230 955
<b>TOTAL CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE</b>	<b>250 955</b>	<b>250 955</b>
<b>UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO</b>		
Personnel	3 053 903	3 053 903
Matériel & Fonctionnement	1 123 729	1 123 729
Déplacement & Mission	322 652	322 652
Communication & Energie	158 359	158 359
Autres Dépenses	217 638	217 638
Equipement et Investissement	25 000	25 000
Transfert et Subvention	40 000	40 000
BSI Financement Intérieur	200 000	200 000
<b>TOTAL UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO</b>	<b>5 141 281</b>	<b>5 141 281</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA</b>		
Equipement et Investissement	25 000	25 000
Transfert et Subvention	300 534	300 534
<b>TOTAL INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA</b>	<b>325 534</b>	<b>325 534</b>
<b>UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO</b>		
Personnel	2 963 156	2 963 156
Matériel & Fonctionnement	1 332 380	1 332 380
Déplacement & Mission	425 896	425 896
Communication & Energie	277 968	277 968
Autres Dépenses	1 140 241	1 140 241
Transfert et Subvention	35 164	35 164
<b>TOTAL UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO</b>	<b>6 174 805</b>	<b>6 174 805</b>
<b>ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES</b>		
Equipement et Investissement	51 598	51 598
Transfert et Subvention	306 891	306 891
<b>TOTAL ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES</b>	<b>358 489</b>	<b>358 489</b>
<b>ECOLE SUP. JOURNALISME &amp; SCIENCES COM..</b>		
Matériel & Fonctionnement	2 500	2 500
Transfert et Subvention	271 100	271 100
<b>TOTAL ECOLE SUP. JOURNALISME &amp; SCIENCES COM..</b>	<b>273 600</b>	<b>273 600</b>
<b>CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE</b>		
Personnel	25 000	25 000
Matériel & Fonctionnement	20 572	20 572
Autres Dépenses	15 000	15 000
Transfert et Subvention	130 207	130 207
BSI Financement Intérieur	600 000	600 000
<b>TOTAL CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE</b>	<b>790 779</b>	<b>790 779</b>
<b>CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO</b>		
Transfert et Subvention	301 243	301 243
BSI Financement Intérieur	800 000	800 000
<b>TOTAL CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO</b>	<b>1 101 243</b>	<b>1 101 243</b>
<b>MUSEE NATIONAL</b>		
Equipement et Investissement	20 000	20 000
Transfert et Subvention	342 530	342 530
BSI Financement Intérieur	200 000	200 000
<b>TOTAL MUSEE NATIONAL</b>	<b>562 530</b>	<b>562 530</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA</b>		
Transfert et Subvention	354 440	354 440
BSI Financement Intérieur	700 000	700 000
<b>TOTAL PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA</b>	<b>1 054 440</b>	<b>1 054 440</b>
<b>BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR</b>		
Transfert et Subvention	147 210	147 210
<b>TOTAL BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR</b>	<b>147 210</b>	<b>147 210</b>
<b>CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI</b>		
Transfert et Subvention	388 364	388 364
BSI Financement Intérieur	1 000 000	1 000 000
<b>TOTAL CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI</b>	<b>1 388 364</b>	<b>1 388 364</b>
<b>CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.</b>		
Equipement et Investissement	45 000	45 000
Transfert et Subvention	522 460	522 460
BSI Financement Intérieur	350 000	350 000
<b>TOTAL CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.</b>	<b>917 460</b>	<b>917 460</b>
<b>MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE</b>		
Equipement et Investissement	10 000	10 000
Transfert et Subvention	57 891	57 891
BSI Financement Intérieur	1 200 000	1 200 000
<b>TOTAL MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE</b>	<b>1 267 891</b>	<b>1 267 891</b>
<b>CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI</b>		
Transfert et Subvention	112 560	112 560
<b>TOTAL CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI</b>	<b>112 560</b>	<b>112 560</b>
<b>INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS</b>		
Personnel	56 052	56 052
Autres Dépenses	10 000	10 000
Transfert et Subvention	548 339	548 339
<b>TOTAL INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS</b>	<b>614 391</b>	<b>614 391</b>
<b>AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS</b>		
Equipement et Investissement	40 000	40 000
Transfert et Subvention	373 671	373 671
<b>TOTAL AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS</b>	<b>413 671</b>	<b>413 671</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>HOPITAL GABRIEL TOURE</b>		
Equipement et Investissement	340 000	340 000
Transfert et Subvention	3 038 668	3 038 668
BSI Financement Interieur	300 000	300 000
<b>TOTAL HOPITAL GABRIEL TOURE</b>	<b>3 678 668</b>	<b>3 678 668</b>
<b>HOPITAL DU MALI</b>		
Transfert et Subvention	1 840 039	1 840 039
BSI Financement Interieur	800 000	800 000
<b>TOTAL HOPITAL DU MALI</b>	<b>2 640 039</b>	<b>2 640 039</b>
<b>HOPITAL DU POINT G</b>		
Equipement et Investissement	360 000	360 000
Transfert et Subvention	4 807 937	4 807 937
BSI Financement Interieur	250 000	250 000
<b>TOTAL HOPITAL DU POINT G</b>	<b>5 417 937</b>	<b>5 417 937</b>
<b>AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE</b>		
Equipement et Investissement	15 000	15 000
Transfert et Subvention	484 664	484 664
BSI Financement Interieur	1 000 000	1 000 000
<b>TOTAL AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE</b>	<b>1 499 664</b>	<b>1 499 664</b>
<b>HOPITAL DE KATI</b>		
Equipement et Investissement	120 000	120 000
Transfert et Subvention	1 062 935	1 062 935
BSI Financement Interieur	250 000	250 000
<b>TOTAL HOPITAL DE KATI</b>	<b>1 432 935</b>	<b>1 432 935</b>
<b>CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE</b>		
Equipement et Investissement	180 000	180 000
Transfert et Subvention	406 094	406 094
BSI Financement Interieur	150 000	150 000
<b>TOTAL CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE</b>	<b>736 094</b>	<b>736 094</b>
<b>INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE</b>		
Equipement et Investissement	100 000	100 000
Transfert et Subvention	1 257 264	1 257 264
BSI Financement Interieur	350 000	350 000
<b>TOTAL INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE</b>	<b>1 707 264</b>	<b>1 707 264</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTATION POUR SURVIE ENFANT</b>		
Equipement et Investissement	60 000	60 000
Transfert et Subvention	347 358	347 358
<b>TOTAL CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTATION POUR SURVIE EI</b>	<b>407 358</b>	<b>407 358</b>
<b>CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE</b>		
Equipement et Investissement	100 000	100 000
Transfert et Subvention	1 197 192	1 197 192
BSI Financement Intérieur	100 000	100 000
<b>TOTAL CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE</b>	<b>1 397 192</b>	<b>1 397 192</b>
<b>LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE</b>		
Equipement et Investissement	55 000	55 000
Transfert et Subvention	514 167	514 167
BSI Financement Intérieur	250 000	250 000
<b>TOTAL LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE</b>	<b>819 167</b>	<b>819 167</b>
<b>CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)</b>		
Equipement et Investissement	20 000	20 000
Transfert et Subvention	767 858	767 858
<b>TOTAL CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)</b>	<b>787 858</b>	<b>787 858</b>
<b>CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADIE</b>		
Equipement et Investissement	50 000	50 000
Transfert et Subvention	905 163	905 163
<b>TOTAL CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADIE</b>	<b>955 163</b>	<b>955 163</b>
<b>AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX</b>		
Equipement et Investissement	60 588	60 588
Transfert et Subvention	239 845	239 845
<b>TOTAL AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX</b>	<b>300 433</b>	<b>300 433</b>
<b>INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE</b>		
Equipement et Investissement	20 000	20 000
Transfert et Subvention	1 563 343	1 563 343
BSI Financement Intérieur	150 000	150 000
<b>TOTAL INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE</b>	<b>1 733 343</b>	<b>1 733 343</b>
<b>INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)</b>		
Transfert et Subvention	1 029 219	1 029 219
BSI Financement Intérieur	275 000	275 000
<b>TOTAL INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)</b>	<b>1 304 219</b>	<b>1 304 219</b>



## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES</b>		
Transfert et Subvention	746 590	746 590
<b>TOTAL HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES</b>	<b>746 590</b>	<b>746 590</b>
<b>HOPITAL DE SIKASSO</b>		
Transfert et Subvention	1 099 411	1 099 411
<b>TOTAL HOPITAL DE SIKASSO</b>	<b>1 099 411</b>	<b>1 099 411</b>
<b>HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU</b>		
Transfert et Subvention	828 007	828 007
<b>TOTAL HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU</b>	<b>828 007</b>	<b>828 007</b>
<b>HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI</b>		
Transfert et Subvention	951 642	951 642
<b>TOTAL HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI</b>	<b>951 642</b>	<b>951 642</b>
<b>HOPITAL DE TOMBOUCTOU</b>		
Transfert et Subvention	396 384	396 384
<b>TOTAL HOPITAL DE TOMBOUCTOU</b>	<b>396 384</b>	<b>396 384</b>
<b>HOPITAL DE GAO</b>		
Transfert et Subvention	502 215	502 215
<b>TOTAL HOPITAL DE GAO</b>	<b>502 215</b>	<b>502 215</b>
<b>CITE DES ENFANTS</b>		
Equipement et Investissement	20 000	20 000
Transfert et Subvention	231 733	231 733
BSI Financement Interieur	300 000	300 000
<b>TOTAL CITE DES ENFANTS</b>	<b>551 733</b>	<b>551 733</b>
<b>INSTITUT D'ETUDE &amp; RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE</b>		
Equipement et Investissement	64 500	64 500
Transfert et Subvention	322 385	322 385
BSI Financement Interieur	150 000	150 000
<b>TOTAL INSTITUT D'ETUDE &amp; RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE</b>	<b>536 885</b>	<b>536 885</b>
<b>CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE</b>		
Transfert et Subvention	44 323 883	44 323 883
<b>TOTAL CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE</b>	<b>44 323 883</b>	<b>44 323 883</b>
<b>OBSERVATOIRE HUMAIN &amp; DURABLE</b>		
Equipement et Investissement	45 000	45 000
Transfert et Subvention	73 776	73 776
BSI Financement Interieur	400 000	400 000
<b>TOTAL OBSERVATOIRE HUMAIN &amp; DURABLE</b>	<b>518 776</b>	<b>518 776</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX</b>		
Equipement et Investissement	5 000	5 000
Transfert et Subvention	584 464	584 464
BSI Financement Intérieur	150 000	150 000
<b>TOTAL INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX</b>	<b>739 464</b>	<b>739 464</b>
<b>FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE</b>		
Transfert et Subvention	496 308	496 308
BSI Financement Intérieur	450 000	450 000
<b>TOTAL FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE</b>	<b>946 308</b>	<b>946 308</b>
<b>CENTRE D'ORTHOPEDIE &amp; D'APPAREILLAGE</b>		
Equipement et Investissement	28 000	28 000
Transfert et Subvention	425 065	425 065
BSI Financement Intérieur	100 000	100 000
<b>TOTAL CENTRE D'ORTHOPEDIE &amp; D'APPAREILLAGE</b>	<b>553 065</b>	<b>553 065</b>
<b>AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE</b>		
Transfert et Subvention	1 388 429	1 388 429
<b>TOTAL AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE</b>	<b>1 388 429</b>	<b>1 388 429</b>
<b>INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.</b>		
Equipement et Investissement	5 000	5 000
Transfert et Subvention	128 988	128 988
BSI Financement Intérieur	200 000	200 000
<b>TOTAL INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.</b>	<b>333 988</b>	<b>333 988</b>
<b>AGENCE D'EXECUTION TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)</b>		
Transfert et Subvention	84 000	84 000
<b>TOTAL AGENCE D'EXECUTION TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)</b>	<b>84 000</b>	<b>84 000</b>
<b>INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI</b>		
Transfert et Subvention	473 234	473 234
BSI Financement Intérieur	330 000	330 000
<b>TOTAL INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI</b>	<b>803 234</b>	<b>803 234</b>
<b>CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.</b>		
Equipement et Investissement	100 000	100 000
Transfert et Subvention	154 810	154 810
BSI Financement Intérieur	200 000	200 000
<b>TOTAL CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.</b>	<b>454 810</b>	<b>454 810</b>
<b>AUTORITE ROUTIERE</b>		
BSI Financement Intérieur	400 000	400 000
<b>TOTAL AUTORITE ROUTIERE</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE</b>		
Transfert et Subvention	332 000	332 000
<b>TOTAL AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE</b>	<b>332 000</b>	<b>332 000</b>
<b>AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE</b>		
Transfert et Subvention	185 950	185 950
BSI Financement Intérieur	2 400 000	2 400 000
<b>TOTAL AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE</b>	<b>2 585 950</b>	<b>2 585 950</b>
<b>AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)</b>		
Equiperment et Investissement	20 750	20 750
Transfert et Subvention	141 639	141 639
BSI Financement Intérieur	150 000	150 000
<b>TOTAL AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)</b>	<b>312 389</b>	<b>312 389</b>
<b>AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER</b>		
Transfert et Subvention	209 980	209 980
BSI Financement Intérieur	2 200 000	2 200 000
<b>TOTAL AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER</b>	<b>2 409 980</b>	<b>2 409 980</b>
<b>AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI</b>		
Transfert et Subvention	300 962	300 962
BSI Financement Intérieur	1 600 000	1 600 000
<b>TOTAL AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI</b>	<b>1 900 962</b>	<b>1 900 962</b>
<b>AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE</b>		
Transfert et Subvention	273 385	273 385
BSI Financement Intérieur	715 000	715 000
BSI Financement Extérieur	1 600 000	1 600 000
<b>TOTAL AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE</b>	<b>2 588 385</b>	<b>2 588 385</b>
<b>AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE</b>		
Equiperment et Investissement	200 000	200 000
Transfert et Subvention	5 277 750	5 277 750
BSI Financement Intérieur	530 000	530 000
BSI Financement Extérieur	8 500 000	8 500 000
<b>TOTAL AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE</b>	<b>14 507 750</b>	<b>14 507 750</b>
<b>LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX</b>		
Equiperment et Investissement	41 500	41 500
Transfert et Subvention	193 121	193 121
BSI Financement Intérieur	600 000	600 000
<b>TOTAL LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX</b>	<b>834 621</b>	<b>834 621</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)</b>		
Transfert et Subvention	167 942	167 942
BSI Financement Intérieur	5 000 000	5 000 000
BSI Financement Extérieur	22 000 000	22 000 000
<b>TOTAL AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)</b>	<b>27 167 942</b>	<b>27 167 942</b>
<b>AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI</b>		
Equipement et Investissement	20 000	20 000
Transfert et Subvention	311 324	311 324
BSI Financement Intérieur	380 000	380 000
<b>TOTAL AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI</b>	<b>711 324</b>	<b>711 324</b>
<b>OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI</b>		
Equipement et Investissement	930 000	930 000
Transfert et Subvention	4 800 875	4 800 875
<b>TOTAL OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI</b>	<b>5 730 875</b>	<b>5 730 875</b>
<b>AGENCE MALIENNE DE PRESSE &amp; PUBLICITE</b>		
Equipement et Investissement	9 960	9 960
Transfert et Subvention	434 496	434 496
BSI Financement Intérieur	1 000 000	1 000 000
<b>TOTAL AGENCE MALIENNE DE PRESSE &amp; PUBLICITE</b>	<b>1 444 456</b>	<b>1 444 456</b>
<b>AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT</b>		
Transfert et Subvention	142 334	142 334
BSI Financement Intérieur	350 000	350 000
<b>TOTAL AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT</b>	<b>492 334</b>	<b>492 334</b>
<b>AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° &amp; COMMUNICATION</b>		
Transfert et Subvention	1 568 577	1 568 577
BSI Financement Extérieur	2 000 000	2 000 000
<b>TOTAL AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° &amp; COMMUNICATION</b>	<b>3 568 577</b>	<b>3 568 577</b>
<b>CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)</b>		
Equipement et Investissement	10 000	10 000
Transfert et Subvention	407 890	407 890
BSI Financement Intérieur	300 000	300 000
<b>TOTAL CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)</b>	<b>717 890</b>	<b>717 890</b>

## BUDGET D'ETAT 2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)</b>		
Autres Dépenses	300 000	300 000
Equiperment et Investissement	12 500	12 500
Transfert et Subvention	343 352	343 352
BSI Financement Intérieur	100 000	100 000
<b>TOTAL AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)</b>	<b>755 852</b>	<b>755 852</b>
<b>AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS MALI</b>		
Equiperment et Investissement	25 000	25 000
Transfert et Subvention	135 462	135 462
BSI Financement Intérieur	50 000	50 000
<b>TOTAL AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS MALI</b>	<b>210 462</b>	<b>210 462</b>
<b>AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS</b>		
Equiperment et Investissement	16 000	16 000
Transfert et Subvention	187 145	187 145
BSI Financement Intérieur	600 000	600 000
<b>TOTAL AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS</b>	<b>803 145</b>	<b>803 145</b>
<b>AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO (AGMCPB)</b>		
Equiperment et Investissement	5 000	5 000
Transfert et Subvention	55 000	55 000
BSI Financement Intérieur	350 000	350 000
<b>TOTAL AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO (A)</b>	<b>410 000</b>	<b>410 000</b>
<b>OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)</b>		
Equiperment et Investissement	187 690	187 690
Transfert et Subvention	620 079	620 079
BSI Financement Intérieur	400 000	400 000
<b>TOTAL OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)</b>	<b>1 207 769</b>	<b>1 207 769</b>
<b>AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL</b>		
Equiperment et Investissement	152 477	152 477
Transfert et Subvention	555 582	555 582
BSI Financement Intérieur	1 050 000	1 050 000
BSI Financement Extérieur	8 500 000	8 500 000
<b>TOTAL AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL</b>	<b>10 258 059</b>	<b>10 258 059</b>
<b>OFFICE RIZ MOPTI</b>		
Transfert et Subvention	334 630	334 630
BSI Financement Intérieur	270 000	270 000
<b>TOTAL OFFICE RIZ MOPTI</b>	<b>604 630</b>	<b>604 630</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE</b>		
Equipement et Investissement	100 000	100 000
Transfert et Subvention	482 951	482 951
BSI Financement Interieur	400 000	400 000
<b>TOTAL OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE</b>	<b>982 951</b>	<b>982 951</b>
<b>INSTITUT D'ECONOMIE RURALE</b>		
Equipement et Investissement	207 500	207 500
Transfert et Subvention	3 720 672	3 720 672
BSI Financement Interieur	550 000	550 000
<b>TOTAL INSTITUT D'ECONOMIE RURALE</b>	<b>4 478 172</b>	<b>4 478 172</b>
<b>LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE</b>		
Equipement et Investissement	89 800	89 800
Transfert et Subvention	637 270	637 270
BSI Financement Interieur	150 000	150 000
<b>TOTAL LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE</b>	<b>877 070</b>	<b>877 070</b>
<b>LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO</b>		
Equipement et Investissement	100 000	100 000
Transfert et Subvention	69 950	69 950
<b>TOTAL LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO</b>	<b>169 950</b>	<b>169 950</b>
<b>OFFICE RIZ SEGOU</b>		
Transfert et Subvention	483 924	483 924
BSI Financement Interieur	3 400 000	3 400 000
<b>TOTAL OFFICE RIZ SEGOU</b>	<b>3 883 924</b>	<b>3 883 924</b>
<b>OFFICE DU MOYEN BANI</b>		
Equipement et Investissement	125 000	125 000
Transfert et Subvention	95 000	95 000
BSI Financement Interieur	350 000	350 000
<b>TOTAL OFFICE DU MOYEN BANI</b>	<b>570 000</b>	<b>570 000</b>
<b>OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA</b>		
Transfert et Subvention	396 940	396 940
BSI Financement Interieur	1 330 000	1 330 000
<b>TOTAL OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA</b>	<b>1 726 940</b>	<b>1 726 940</b>
<b>OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX</b>		
Transfert et Subvention	736 399	736 399
BSI Financement Interieur	200 000	200 000
<b>TOTAL OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX</b>	<b>936 399</b>	<b>936 399</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE</b>		
Transfert et Subvention	204 969	204 969
BSI Financement Intérieur	250 000	250 000
<b>TOTAL OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE</b>	<b>454 969</b>	<b>454 969</b>
<b>CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANIMALE</b>		
Equiperment et Investissement	10 000	10 000
Transfert et Subvention	120 000	120 000
BSI Financement Intérieur	400 000	400 000
<b>TOTAL CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANIMALE</b>	<b>530 000</b>	<b>530 000</b>
<b>BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.</b>		
Transfert et Subvention	97 251	97 251
BSI Financement Intérieur	100 000	100 000
<b>TOTAL BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.</b>	<b>197 251</b>	<b>197 251</b>
<b>AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE</b>		
Equiperment et Investissement	37 350	37 350
Transfert et Subvention	135 044	135 044
BSI Financement Intérieur	50 000	50 000
<b>TOTAL AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE</b>	<b>222 394</b>	<b>222 394</b>
<b>CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE</b>		
Equiperment et Investissement	18 000	18 000
Transfert et Subvention	87 247	87 247
BSI Financement Intérieur	100 000	100 000
<b>TOTAL CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE</b>	<b>205 247</b>	<b>205 247</b>
<b>AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI</b>		
Equiperment et Investissement	50 000	50 000
Transfert et Subvention	162 738	162 738
BSI Financement Intérieur	150 000	150 000
<b>TOTAL AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI</b>	<b>362 738</b>	<b>362 738</b>

## BUDGET D'ÉTAT 2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DÉPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>DISTRICT DE BAMAKO</b>		
Personnel	24 224 990	24 224 990
Matériel & Fonctionnement	7 475 171	7 475 171
Déplacement & Mission	604 187	604 187
Communication & Energie	1 659 000	1 659 000
Autres Dépenses	995 885	995 885
Bourses	127 347	127 347
Équipement et Investissement	11 079 882	11 079 882
Transfert et Subvention	1 392 433	1 392 433
Personnel (Collectivité)	12 481 146	12 481 146
<b>TOTAL DISTRICT DE BAMAKO</b>	<b>60 040 041</b>	<b>60 040 041</b>
<b>RÉGION DE KAYES</b>		
Personnel	9 580 852	9 580 852
Matériel & Fonctionnement	3 378 736	3 378 736
Déplacement & Mission	631 640	631 640
Communication & Energie	1 790 499	1 790 499
Autres Dépenses	775 052	775 052
Équipement et Investissement	1 902 504	1 902 504
Transfert et Subvention	1 596 674	1 596 674
BSI Financement Intérieur	300 000	300 000
Personnel (Collectivité)	14 478 457	14 478 457
<b>TOTAL RÉGION DE KAYES</b>	<b>34 434 414</b>	<b>34 434 414</b>
<b>RÉGION DE KOULIKORO</b>		
Personnel	11 556 015	11 556 015
Matériel & Fonctionnement	5 202 281	5 202 281
Déplacement & Mission	840 685	840 685
Communication & Energie	1 351 976	1 351 976
Autres Dépenses	1 087 060	1 087 060
Équipement et Investissement	6 270 755	6 270 755
Transfert et Subvention	1 243 591	1 243 591
BSI Financement Intérieur	550 000	550 000
Personnel (Collectivité)	17 355 125	17 355 125
<b>TOTAL RÉGION DE KOULIKORO</b>	<b>45 457 488</b>	<b>45 457 488</b>



## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>REGION DE SIKASSO</b>		
Personnel	12 232 236	12 232 236
Matériel & Fonctionnement	4 337 754	4 337 754
Déplacement & Mission	614 769	614 769
Communication & Energie	1 704 428	1 704 428
Autres Dépenses	1 575 346	1 575 346
Bourses	302 061	302 061
Equipement et Investissement	3 980 350	3 980 350
Transfert et Subvention	2 254 123	2 254 123
BSI Financement Intérieur	2 000 000	2 000 000
Appui Budgétaire	4 081 300	4 081 300
Personnel (Collectivité)	18 004 761	18 004 761
<b>TOTAL REGION DE SIKASSO</b>	<b>51 087 128</b>	<b>51 087 128</b>
<b>REGION DE SEGOU</b>		
Personnel	9 736 533	9 736 533
Matériel & Fonctionnement	3 352 175	3 352 175
Déplacement & Mission	599 191	599 191
Communication & Energie	1 276 870	1 276 870
Autres Dépenses	1 459 451	1 459 451
Bourses	179 267	179 267
Equipement et Investissement	2 047 658	2 047 658
Transfert et Subvention	1 550 082	1 550 082
BSI Financement Intérieur	1 050 000	1 050 000
Personnel (Collectivité)	14 497 006	14 497 006
<b>TOTAL REGION DE SEGOU</b>	<b>35 748 233</b>	<b>35 748 233</b>
<b>REGION DE MOPTI</b>		
Personnel	6 880 337	6 880 337
Matériel & Fonctionnement	3 302 746	3 302 746
Déplacement & Mission	590 872	590 872
Communication & Energie	1 275 538	1 275 538
Autres Dépenses	760 279	760 279
Bourses	15 038	15 038
Equipement et Investissement	1 277 407	1 277 407
Transfert et Subvention	1 909 072	1 909 072
BSI Financement Intérieur	800 000	800 000
Appui Budgétaire	1 619 138	1 619 138
Personnel (Collectivité)	11 667 067	11 667 067
<b>TOTAL REGION DE MOPTI</b>	<b>30 097 494</b>	<b>30 097 494</b>

## BUDGET D'ETAT2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>REGION DE TOMBOUCTOU</b>		
Personnel	4 331 366	4 331 366
Matériel & Fonctionnement	1 496 274	1 496 274
Déplacement & Mission	512 022	512 022
Communication & Energie	705 103	705 103
Autres Dépenses	486 812	486 812
Equipement et Investissement	170 276	170 276
Transfert et Subvention	939 813	939 813
BSI Financement Intérieur	1 300 000	1 300 000
Appui Budgétaire	1 310 838	1 310 838
Personnel (Collectivité)	5 814 448	5 814 448
<b>TOTAL REGION DE TOMBOUCTOU</b>	<b>17 066 952</b>	<b>17 066 952</b>
<b>REGION DE G A O</b>		
Personnel	4 298 153	4 298 153
Matériel & Fonctionnement	1 515 817	1 447 012
Déplacement & Mission	541 238	534 660
Communication & Energie	724 823	724 573
Autres Dépenses	478 189	465 056
Bourses	42 722	42 722
Equipement et Investissement	462 760	462 760
Transfert et Subvention	712 034	704 071
BSI Financement Intérieur	1 000 000	1 000 000
Personnel (Collectivité)	6 639 965	6 639 965
<b>TOTAL REGION DE G A O</b>	<b>16 415 701</b>	<b>16 318 972</b>
<b>REGION DE KIDAL</b>		
Personnel	893 255	893 255
Matériel & Fonctionnement	833 066	833 066
Déplacement & Mission	481 834	481 834
Communication & Energie	259 476	259 476
Autres Dépenses	240 676	240 676
Transfert et Subvention	215 960	215 960
BSI Financement Intérieur	900 000	900 000
Personnel (Collectivité)	1 508 976	1 508 976
<b>TOTAL REGION DE KIDAL</b>	<b>5 333 243</b>	<b>5 333 243</b>

## BUDGET D'ÉTAT 2017

(En milliers de francs CFA)

### REPARTITION DES DÉPENSES PAR SECTION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017	COLLECTIF BUDGETAIRE 2017
<b>REGION DE TAOUDENIT</b>		
Personnel	2 000	2 000
Matériel & Fonctionnement	519 600	519 600
Déplacement & Mission	625 950	625 950
Communication & Energie	252 500	252 500
Autres Dépenses	295 750	295 750
Transfert et Subvention	127 500	127 500
BSI Financement Intérieur	2 000 000	2 000 000
<b>TOTAL REGION DE TAOUDENIT</b>	<b>3 823 300</b>	<b>3 823 300</b>
<b>REGION DE MENAKA</b>		
Personnel	11 000	11 000
Matériel & Fonctionnement	526 100	594 905
Déplacement & Mission	583 600	590 178
Communication & Energie	252 500	252 750
Autres Dépenses	309 700	322 833
Transfert et Subvention	152 000	159 963
BSI Financement Intérieur	1 500 000	1 500 000
Personnel (Collectivité)	0	0
<b>TOTAL REGION DE MENAKA</b>	<b>3 334 900</b>	<b>3 431 629</b>
<b>BUDGETS ANNEXES</b>		
Budgets Annexes cptes et Fonds Spéciaux	5 980 456	5 980 456
<b>TOTAL BUDGETS ANNEXES</b>	<b>5 980 456</b>	<b>5 980 456</b>
<b>COMPTES &amp; FONDS SPECIAUX</b>		
Budgets Annexes cptes et Fonds Spéciaux	88 752 200	89 362 200
<b>TOTAL COMPTES &amp; FONDS SPECIAUX</b>	<b>88 752 200</b>	<b>89 362 200</b>
<b>TOTAL BUDGET D'ÉTAT</b>	<b>2 272 161 403</b>	<b>2 323 677 210</b>

# **AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES**

## **ETAT A (Nouveau)**

### **DETAIL DES RESSOURCES**

# BUDGET D'ETAT (Collectif 2017)

## ANNEXE I

### ETAT A

<b>A. RESSOURCES ORDINAIRES</b>	<b>1 524 845 680 000</b>
- Recettes Fiscales:	<b>1 364 059 925 000</b>
* Impôts sur les revenus, les bénéfices et la propriété	426 971 514 000
* Impôts et taxes sur biens et services	752 428 411 000
* Impôts sur le commerce et les transactions internationales	174 500 000 000
* Autres recettes fiscales	10 160 000 000
- Recettes Non Fiscales:	<b>160 785 755 000</b>
* Revenu des privatisations et du portefeuille	7 846 680 000
* Revenu des aliénations d'immeubles	11 824 851 000
* Autres recettes non fiscales	141 114 224 000
<b>B. RESSOURCES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>17 845 000 000</b>
- Ressources PPTTE	17 845 000 000
<b>C. EMPRUNTS</b>	<b>289 480 198 000</b>
- Emprunts Projets et Programmes (BSI)	188 630 198 000
- Emprunts Projets et Programmes (Appuis Budgétaires Généraux)	100 850 000 000
<b>D. DONNÉES:</b>	<b>202 707 667 000</b>
- Extérieurs	<b>202 707 667 000</b>
* Donns Projets (BSI)	96 500 000 000
* Donns Projets (Appuis Budgétaires Sectoriels)	21 407 667 000
* Donns Projets (Appuis Budgétaires Généraux)	84 800 000 000
<b>E. RESSOURCES DES BUDGETS ANNEXES</b>	<b>5 980 456 000</b>
- Entrepôts Maliens au Sénégal	2 400 000 000
- Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	1 100 745 000
- Entrepôts Maliens au Togo	749 488 000
- Entrepôts Maliens en Guinée	501 400 000
- Entrepôts Maliens en Mauritanie	589 323 000
- Entrepôts Maliens au Ghana	639 500 000
<b>F. RESSOURCES DES COMPTES ET FONDS SPECIAUX</b>	<b>89 362 200 000</b>
- Programme de Développement des Ressources Minérales	310 000 000
- Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts	1 021 250 000
- Fonds d'Appui à la Promotion de la Recherche Pétrolière	3 369 200 000
- Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique	2 333 000 000
- Fonds National d'Appui à l'Agriculture	5 000 000 000
- Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune.	278 750 000
- Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et de l'Epanouissement de l'Enfant	600 000 000
- Fonds de Remboursement des Crédits TVA	76 035 000 000
- Fonds Financement de la Recherche, de la Formation et de Promotion des Activités Minières	415 000 000
<b>TOTAL RESSOURCES DU BUDGET D'ETAT</b>	<b>2 130 221 201 000</b>

**ETAT H (Nouveau)**

**PLAN DE TRESORERIE  
MENSUALISE**

**Tableau : Budget de trésorerie prévisionnel 2017 (collectif)**

(En millions de FCFA)

RUBRIQUES	Montants	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
<b>Total des ressources</b>	<b>1 825 743</b>	<b>81 609</b>	<b>90 513</b>	<b>189 412</b>	<b>142 602</b>	<b>130 455</b>	<b>168 341</b>	<b>145 857</b>	<b>173 721</b>	<b>145 436</b>	<b>151 992</b>	<b>167 746</b>	<b>238 060</b>
<b>1 - Recettes budgétaires</b>	<b>1 816 519</b>	<b>81 359</b>	<b>88 109</b>	<b>187 490</b>	<b>142 027</b>	<b>130 045</b>	<b>168 045</b>	<b>145 650</b>	<b>173 721</b>	<b>143 309</b>	<b>151 491</b>	<b>167 236</b>	<b>238 038</b>
DGI	790 940	31 314	32 832	118 254	76 822	70 713	74 170	79 981	56 920	55 095	55 974	68 820	70 045
- Impôts directs	429 595	13 331	11 915	63 855	50 885	43 299	41 746	48 228	29 092	30 907	27 291	29 820	33 188
- Impôts indirects	337 657	16 942	18 493	51 376	24 126	25 485	30 311	29 435	25 850	22 360	26 737	36 958	34 476
-dont TVA	194 654	13 220	16 943	15 293	13 909	14 692	17 474	16 968	14 902	12 890	15 413	23 036	19 914
- Enregistrement et timbre	23 688	1 041	2 424	3 023	1 811	1 929	2 113	2 318	1 978	1 828	1 946	2 042	2 381
DGD	585 000	46 278	38 576	57 446	48 917	48 917	48 917	49 917	49 068	48 917	49 347	49 347	49 353
- Produits pétroliers	215 000	16 086	8 150	22 917	17 917	17 917	17 917	17 917	17 917	17 917	17 917	17 917	17 913
- Produits solides	370 000	30 192	30 426	34 529	31 000	31 000	31 000	32 000	31 151	31 000	31 430	31 430	31 440
- TVA importation	306 594	24 289	24 289	24 289	25 658	25 658	25 658	26 310	26 310	26 310	25 938	25 938	25 938
DNDC	177 829	1 015	4 707	9 178	5 001	8 101	27 001	3 941	57 775	5 330	5 559	5 559	44 662
-Recettes fiscales	44 514	960	2 194	7 946	3 919	4 019	3 919	2 859	3 919	3 920	3 919	3 919	3 021
- Recettes non fiscales	41 137		2 485	190	40	3 040	22 040	40	12 814	368	40	40	40
- Recettes en capital	92 178	55	28	1 042	1 042	1 042	1 042	1 042	41 042	1 042	1 600	1 600	41 601
DNTCP	30 000	2 739	2 096	2 612	2 537	2 314	2 749	2 639	2 858	2 354	2 306	2 453	2 344
-Recettes fiscales	19 599	2 054	1 572	1 810	1 209	1 650	1 551	1 738	1 860	1 647	1 422	1 610	1 476
- Recettes non fiscales	10 401	685	524	803	1 327	664	1 198	900	998	708	884	843	868
DGABE	7 847	13	20	-	-	-	-	-	-	-	2 616	2 616	2 583
- Recettes en capital	7 847	13	20								2 616	2 616	2 583
<b>Total recettes fiscales nettes</b>	<b>1 364 018</b>	<b>75 793</b>	<b>69 929</b>	<b>176 615</b>	<b>125 435</b>	<b>119 562</b>	<b>121 731</b>	<b>128 446</b>	<b>105 944</b>	<b>103 438</b>	<b>104 318</b>	<b>118 015</b>	<b>114 793</b>
<b>Compte d'affectation Crédits de TVA</b>	<b>76 035</b>	<b>4 813</b>	<b>5 245</b>	<b>8 840</b>	<b>5 433</b>	<b>5 737</b>	<b>6 826</b>	<b>6 050</b>	<b>5 823</b>	<b>6 141</b>	<b>6 344</b>	<b>5 681</b>	<b>9 102</b>
<b>Total recettes fiscales brutes</b>	<b>1 440 053</b>	<b>80 606</b>	<b>75 174</b>	<b>185 456</b>	<b>130 867</b>	<b>125 299</b>	<b>128 557</b>	<b>134 495</b>	<b>111 767</b>	<b>109 579</b>	<b>110 662</b>	<b>123 696</b>	<b>123 895</b>
<b>Total recettes non fiscales</b>	<b>51 538</b>	<b>685</b>	<b>3 009</b>	<b>993</b>	<b>1 367</b>	<b>3 704</b>	<b>23 238</b>	<b>940</b>	<b>13 812</b>	<b>1 076</b>	<b>924</b>	<b>883</b>	<b>908</b>
<b>Total recettes en capital</b>	<b>100 025</b>	<b>68</b>	<b>48</b>	<b>1 042</b>	<b>1 042</b>	<b>1 042</b>	<b>1 042</b>	<b>1 042</b>	<b>41 042</b>	<b>1 042</b>	<b>4 216</b>	<b>4 216</b>	<b>44 184</b>
<b>2 - Appuis budgétaires</b>	<b>224 903</b>	<b>-</b>	<b>9 878</b>	<b>-</b>	<b>8 750</b>	<b>-</b>	<b>15 208</b>	<b>9 172</b>	<b>7 100</b>	<b>31 613</b>	<b>35 690</b>	<b>38 441</b>	<b>69 051</b>
-Général (dons et prêts)	185 650	-	9 878	-	8 750	-	8 306	9 172	-	25 822	32 000	36 486	55 236
- Sectoriel	21 408						4 430			4 430	3 690		8 858
-Autres (PPTe, dettes monétaires Françaises)	17 845	-	-	-	-	-	2 472	-	7 100	1 361	-	1 955	4 957
- Fonds de concours armée	-												
<b>3 - Ressources de trésorerie</b>	<b>9 224</b>	<b>250</b>	<b>2 404</b>	<b>1 922</b>	<b>575</b>	<b>410</b>	<b>296</b>	<b>207</b>	<b>-</b>	<b>2 127</b>	<b>501</b>	<b>510</b>	<b>22</b>
- Remboursements des prêts et avances	9 224	250	2 404	1 922	575	410	296	207	-	2 127	501	510	22
<b>II) Emplois</b>													
<b>Total des Emplois</b>	<b>2 019 239</b>	<b>100 259</b>	<b>90 934</b>	<b>160 452</b>	<b>177 419</b>	<b>135 767</b>	<b>196 321</b>	<b>149 603</b>	<b>159 544</b>	<b>169 310</b>	<b>200 045</b>	<b>167 918</b>	<b>311 668</b>



<b>1) Dépenses budgétaires</b>	1 943 204	100 259	90 934	151 612	171 986	130 030	189 495	143 554	153 721	163 170	188 672	157 208	302 566
<b>Dépenses obligatoires</b>	755 972	41 016	42 248	65 826	92 913	50 140	87 898	53 740	59 564	63 053	69 143	58 720	71 712
- Personnel Budget Général	339 217	22 519	22 287	27 518	27 518	27 518	28 518	30 184	30 185	30 185	30 928	30 928	30 928
- Personnel collectivité (PPTE)	120 516	9 067	11 168	10 043	10 043	10 043	10 043	10 043	10 043	10 043	10 043	10 043	9 895
- Pensions de Retraite	37 509	9 377	1 623	11 863	-	-	10 353	-	-	4 293	-	-	-
- Bourses scolaires	17 796	53	624	2 670	684	4 708	1 481	2 801	3 099	286	599	618	173
- Services de la Dette Extér.	110 083			9 476	7 915	5 658	21 472	4 088	13 628	9 873	8 974	12 531	16 468
- Services de la Dette Intér.	109 444	-	6 546	4 256	46 753	2 213	11 601	6 624	2 609	3 943	14 909	4 600	5 390
- Equipements ABS	21 408	-	-	-	-	-	4 430	-	-	4 430	3 690	-	8 858
<b>Marges après Dépenses Obligatoires</b>	957 706	40 593	48 265	114 746	44 256	74 578	74 617	88 733	71 001	113 881	71 476	98 316	117 246
<b>Dépenses prioritaires</b>	625 529	29 348	31 313	50 566	42 219	48 861	56 452	60 482	60 853	59 955	62 159	60 291	63 032
- Communication énergie	44 794	2 741	6 567	4 178	2 082	1 609	3 715	1 419	3 058	1 846	5 761	4 501	7 317
- Financements intér. BSI et Equip.	580 735	26 607	24 746	46 389	40 136	47 252	52 737	59 063	57 794	58 109	56 398	55 790	55 715
<b>Marges après Dépenses prioritaires</b>	326 933	11 245	16 952	64 179	2 037	25 717	18 165	28 250	14 949	53 926	9 317	33 025	49 171
<b>Dépenses à Arbitrer</b>	565 703	29 895	17 373	35 219	36 854	31 029	39 145	29 331	33 305	40 162	57 370	38 197	177 822
<b>Dépenses budgétaires à arbitrer</b>	561 703	29 895	17 373	35 219	36 854	31 029	45 145	29 331	33 305	40 162	57 370	38 197	167 822
- Biens et services	116 447	4 938	2 244	6 685	4 268	7 295	7 355	5 621	9 147	10 262	5 668	10 951	42 012
- Déplacements et missions	60 926	5 059	2 275	3 730	3 685	4 351	5 508	4 237	4 736	3 221	4 594	5 343	14 188
- Autres dépenses (apurement passif , exo et FS inclus )	141 809	5 825	3 959	3 756	11 707	10 698	12 107	11 805	7 992	14 870	17 409	7 517	34 163
- Transf & Sub (hors sal EPA hors filet social)	242 521	14 073	8 895	21 049	17 194	8 685	20 174	7 667	11 431	11 809	29 699	14 385	77 460
- Equipements Investissements													
<b>3) Dépenses compte crédits de TVA</b>	76 035			8 840	5 433	5 737	6 826	6 050	5 823	6 141	11 373	10 710	9 102
<b>Situation fin de mois (III)= I-II</b>	193 497	18 650	421	28 960	34 817	5 312	27 980	3 747	14 177	- 23 874	- 48 053	- 172	- 73 608
<b>Soldes mensuels cumulés</b>	193 497	18 650	19 071	9 889	24 928	30 240	58 221	61 967	- 47 791	- 71 664	- 119 717	- 119 889	- 193 497

## **ETAT M (Nouveau)**

**POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT  
AU 31/12/2016 ET 31/12/2017**

**PROJECTION DE LA POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT**  
**au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2017**

(En milliards de F CFA)

LIBELLES	Périodes	
	31/12/2016	31/12/2017
Créances sur la BCEAO	90,90	130,90
Créances sur les Banques Commerciales	416,70	416,70
Obligations cautionnées	-	
<b>TOTAL AVOIRS FINANCIERS</b>	<b>507,60</b>	<b>547,60</b>
Concours BCEAO	120,00	135,90
Concours Banques Commerciales	509,50	714,00
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>629,50</b>	<b>849,90</b>
<b>POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT</b>	<b>121,90</b>	<b>302,30</b>

Bamako, le 31 mai 2017

## **ETAT O (Nouveau)**

### **ANNEXE FISCALE**

**PREMIERE PARTIE : MODIFICATION DU CODE GENERAL DES IMPOTS**

**Article premier**

**Précisions relatives aux prix de transferts (article 81 du Code Général des Impôts)**

A. Exposé des motifs :

Les prix de transfert contrôlés sont ceux réalisés intra-groupe, supposant un lien de dépendance ou de contrôle entre entreprises. La condition de dépendance ou de contrôle n'est pas exigée lorsque le transfert s'effectue avec des entreprises établies dans un État étranger ou dans un territoire situé hors du Mali dont le régime fiscal est privilégié, ou dans un pays non coopératif.

La liste des Etats non coopératifs est régulièrement définie par les institutions régionales ou internationales que sont l'UEMOA, la CEDEAO et l'OCDE : il est proposé de se référer désormais directement à ces listes.

B. Texte :

Le dernier alinéa de l'article 81 est rédigé comme suit :

**Article 81 :**

La liste des États non coopératifs est établie périodiquement par Décision du Ministre chargé des finances. Cette liste peut être élaborée à partir des informations produites par les organisations sous régionales, régionales telles que la Commission de l'UEMOA, la Commission de la CEDEAO, l'OCDE, etc. **Si la liste prévue ci-dessus n'est pas établie pour une période donnée, l'administration se réfère sur celle de l'une des organisations visées ci-dessus.**

**Article 2**

**Aménagement du Code Général des Impôts en ses articles 122 et 129 concernant la Taxe sur les plus-values de cession réalisées par les particuliers**

A. Exposé des motifs :

Les dispositions des articles 122 et 129 du Code général des impôts nécessitent des clarifications. Le troisième tiret de l'article 122 en ce qui concerne l'exclusion du champ d'application de la taxe sur les plus values de cession des particuliers doit être reformulé pour être conforme à l'esprit du texte. Ainsi, la nouvelle formulation est la suivante : « ..... à l'exclusion des immeubles affectés par les sociétés à leur propre exploitation industrielle, commerciale ou artisanale ».

Le premier tiret de l'article 129 ne prévoit pas expressément l'imposition des plus-values de cessions de parts sociales (parts dans les Sociétés à Responsabilité Limitée, Sociétés en Nom Collectif ou sociétés civiles, par exemple) réalisées par les particuliers.

L'absence de mention spécifique pourrait entraîner une anomalie fiscale : les cessions de parts sociales faites par les particuliers seraient exonérées alors que celles faites par les entreprises et sociétés seraient taxées.

Les dispositions des articles 122 et 129 du Code Général des Impôts sont modifiées dans ce sens.

B. Texte :

**Article 122 (nouveau) :**

Les dispositions de l'article précédent s'appliquent aux plus-values réalisées sur :

- la cession de biens immobiliers (terrains, constructions, etc.) ;
- la cession de droits réels immobiliers (usufruit, nue-propriété, servitude, etc.) ;
- les cessions de valeurs mobilières et droits sociaux des sociétés dont l'actif est principalement constitué d'immeubles ou de droits réels portant sur ces biens à l'exclusion des immeubles affectés **par les sociétés à leur propre** exploitation industrielle, commerciale ou artisanale ;
- la cession de bijoux, d'objets d'art, d'objets de collection ou d'antiquité et de valeurs mobilières.

**Article 129 (nouveau) :**

Les taux de la taxe sont fixés ainsi qu'il suit :

- 7 % pour les plus-values de cession d'actions **et de parts sociales** ;
- 5 % pour les plus-values de cession d'obligations ;
- 15 % pour les plus-values à court terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières;
- 5 % pour les plus-values à long terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières.

**Article 3**

**Institution d'une taxe dénommée « taxe sur les plus-values de cessions réalisées par les non-résidents »**

A. Exposé des motifs :

Les cessions d'actions ou de parts sociales de sociétés maliennes sont, en principe, soumises à l'enregistrement obligatoire au Mali et les plus-values constatées sont assujetties à l'impôt, soit au titre de la taxe sur les plus-values de cessions des particuliers (si le cédant est une personne physique), soit au titre de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (IBIC, si les titres sont inscrits à l'actif du bilan d'une entreprise).

En matière d'imposition des plus-values :

- si le cédant est une personne physique domiciliée au Mali, il est redevable de la « taxe sur les plus-values de cession réalisées par les particuliers » au moment de l'enregistrement de l'acte (Article 83 du LPF). La taxe est calculée au taux de 7 % sur le montant de la plus-value (Articles 122 et 129 du CGI) ;
- si le cédant est une entreprise ou une société malienne, la plus-value sera déclarée avec les résultats de son exercice et imposée au taux de 30 % (Articles 49 et 85 du CGI) ;
- si le cédant est une personne non-résidente au Mali, il est proposé d'instituer une « taxe sur les plus-values de cessions réalisées par les non-résidents » au taux de 15% sur le montant la plus-value réalisée. Ce taux est porté à 30 % si le cédant est résident d'un pays non coopératif ou à fiscalité privilégiée au sens de l'article 81 du présent Code.

L'objectif de cette nouvelle taxe est d'imposer les cessions de contrôle ou les cessions de participations des holdings et maisons mères étrangères.

En conséquence, le chapitre I du Titre I du Code Général des Impôts est complété d'une section 7 intitulée « taxe sur les plus-values de cessions réalisées par les non-résidents ».

#### B. Texte :

Le chapitre 1 du titre 1 de la partie 1 du Code général des impôts est **complété d'une section 7 intitulée « Taxe sur les plus-values de cession réalisées par les non-résidents »**

#### **Article 129 A :**

Il est institué une taxe sur les plus-values de cessions réalisées par les non-résidents.

#### **Article 129 B :**

Sont passibles de la taxe sur les plus-values de cessions réalisées par les non-résidents toutes les personnes physiques ou morales non-résidentes qui cèdent directement ou indirectement des titres de sociétés immatriculées au Mali.

Sont considérées comme des cessions, les mutations à titre onéreux ou gratuit, entraînant le changement de propriété des titres de la société, quel qu'en soit le mode opératoire, notamment la vente, l'échange, l'apport en société, la distribution de titres, les donations et les successions.

Sont notamment considérées comme titres de sociétés, les actions et les parts sociales.

#### **Article 129 C :**

Le taux de la taxe est fixé à 15 % applicable sur la valeur de la plus-value réalisée. Ce taux est porté à 30 % si le cédant est résident d'un pays non coopératif ou à fiscalité privilégiée au sens de l'article 81 du présent Code.

## Article 129 D :

Le produit de la taxe sur les plus-values de cessions réalisées par les non-résidents est affecté au budget national.

## Article 4

### Aménagement du Code Général des Impôts en son article 135

#### A. Exposé des motifs :

Les articles 11 et 15 de l'Arrêté Interministériel n°0788/MEIC-MF-SG du 07 avril 2009 prévoient que tout demandeur d'intention d'importation et/ou d'exportation doit présenter aux services de la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence une patente d'importation et/ou d'exportation ou tout autre document en tenant lieu en cours de validité.

En application des dispositions susvisées, les services de la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence exigent la présentation de cette patente établie selon le tableau C à tous les contribuables, y compris ceux qui disposent d'une patente calculée suivant les tableaux A et/ou B.

Or, conformément aux dispositions de l'article 134 du Code Général des Impôts, la contribution des patentes se compose d'un droit fixe et d'un droit proportionnel sur la valeur locative des locaux professionnels. Ces droits sont calculés conformément aux tableaux A, B et C annexés à la section 1 du chapitre II relatif à la contribution des patentes. Aussi, l'article 135 du même Code indique t'il que le patentable, qui exerce plusieurs commerces, industries ou professions, ne peut être soumis qu'à un seul droit fixe.

Pour des raisons de clarification, il est proposé de préciser dans le dispositif que tout contribuable, exerçant des professions des tableaux A et/ou B, qui effectue des opérations d'importation et/ou d'exportation, peut se prévaloir de sa patente acquittée, conformément au tableau A, B ou C pour justifier sa régularité vis-à-vis de l'administration par rapport à cet impôt.

**Aussi, il est proposé de modifier les droits fixes des classes 1 à 5 du tableau C pour l'adapter à la taille de l'activité. En effet, les droits fixes n'ont subi aucune modification en termes d'augmentation depuis plus de dix ans malgré une hausse généralisée des prix due à l'inflation. Cette modification résulte également du fait que de nombreux contribuables exerçant des professions des tableaux A et/ou B ont acquitté, en plus de leurs patentes liées à leurs professions, des patentes du tableau C pour leurs opérations d'importation et/ou d'exportation. Elle permettra d'inciter ces contribuables à recourir au service des opérateurs économiques immatriculés au registre du commerce et du crédit mobilier en qualité d'importateur et/ou d'exportateur.**

En conséquence, les dispositions des articles 135 et 144 A sont modifiés dans ce sens.



B. Texte :

**Article 135 (nouveau) :**

Le patentable qui, dans le même établissement, exerce plusieurs commerces, industries ou professions, ne peut être soumis qu'à un seul droit fixe. Ce droit est le plus élevé de ceux qu'il aurait à payer s'il était assujetti à autant de droits fixes qu'il exerce de professions.

Lorsque les professions exercées dans le même établissement sont toutes inscrites au tableau B, le patentable est assujetti aux taxes variables d'après tous les éléments d'imposition afférents aux professions exercées, mais il ne paiera que la plus élevée des taxes déterminées.

Lorsque le patentable exerce à la fois des professions des tableaux A et B, il doit le plus élevé des droits fixes qui résulte de l'application du tarif du tableau A ou des taxes déterminées du tableau B, d'une part, et d'autre part, la totalité des taxes variables du tableau B.

**Lorsque le patentable qui exerce des professions du tableau A, se livre à des opérations d'importation et/ou d'exportation, il doit le plus élevé des droits fixes qui résulte de l'application du tarif du tableau A ou du tableau C.**

**Lorsque le patentable qui exerce des professions du tableaux B, se livre à des opérations d'importation et/ou d'exportation, il doit le plus élevé des droits fixes qui résulte de l'application du tarif du tableau C ou des taxes déterminées du tableau B, d'une part, et d'autre part, la totalité des taxes variables du tableau B.**

**Article 144 A :**

**Le tableau C de l'article 144 A est modifié comme suit :**

**Tableau C – Patente d'importation-exportation**

**Droit proportionnel : 10 %**

**Droit fixe :**

**1<sup>ère</sup> Classe :** Importateur, exportateur et importateur-exportateur dont le montant annuel des importations, exportations ou importations-exportations est supérieur ou égal à 1 milliard de francs : 2 400 000 Francs.

**2<sup>ème</sup> Classe :** Importateur, exportateur et importateur-exportateur dont le montant annuel des importations, exportations ou importations-exportations est inférieur à 1 milliard de francs et supérieur ou égal à 500 millions de Francs : 1 600 000 Francs.

**3<sup>ème</sup> Classe :** Importateur, exportateur et importateur-exportateur dont le montant annuel des importations, exportations ou importations-exportations est inférieur à 500 millions de Francs et supérieur ou égal à 250 millions de Francs : 1 200 000 Francs.

**4<sup>ème</sup> Classe:** Importateur, exportateur et importateur-exportateur dont le montant annuel des importations, exportations ou importations-exportations est inférieur à 250 millions et supérieur ou égal à 100 millions de Francs: 800 000 Francs.

**5<sup>ème</sup> Classe:** Importateur, exportateur et importateur-exportateur dont le montant annuel des importations, exportations ou importations-exportations est inférieur à 100 millions de Francs: 400 000 Francs.

Le montant du droit fixe est diminué :

- de moitié pour un patentable dont le montant des affaires est constitué pour la moitié d'affaires à l'exportation ;
- des trois quart pour un patentable dont le montant des affaires est constitué pour la totalité d'affaires à l'exportation.

Le montant des affaires à prendre en considération pour le calcul du droit fixe est la valeur réglementaire en douane des importations et des exportations effectuées pendant l'année précédant celle de l'imposition sous réserve de régularisation.

## **Article 5**

### **Aménagement des dispositions de l'article 207 du Code Général des Impôts**

#### **A. Exposé des motifs :**

La Directive n°02/98/CM/UEMOA du 22 décembre 1998 prévoit en son article 21, point 6 que les opérations se rattachant aux activités bancaires sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée lorsque celles-ci sont soumises à une taxation spécifique.

La transposition de cette directive dans la législation nationale à travers l'adoption de la Loi n°99-012 du 1<sup>er</sup> avril 1999 portant modification du Code Général des Impôts a marquée la généralisation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Cependant, en remplacement de la taxe sur les prestations de services à laquelle les banques et les établissements financiers étaient soumis, la réforme de 1999 a institué une taxe dénommée Taxe sur les Activités Financières (TAF). Cette taxe spécifique est applicable aux produits des opérations qui se rattachent aux activités bancaires ou financières, et d'une manière générale à tout produit se rattachant au commerce des valeurs et de l'argent. Cette taxe, non déductible de la TVA, constitue, à cet égard, une charge qui renchérit le coût du crédit des entreprises.

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de financement de l'investissement privé, le Gouvernement du Mali a autorisé, sous certaines conditions, les redevables réels de la TAF d'imputer le montant de la TAF payée sur celui de la TVA collectée. Cette mesure a été prise à travers la lettre n°0313/MEF-SG du 1<sup>er</sup> février 2007 de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances.

Elle vise à rendre le coût du crédit accessible aux opérateurs économiques qui contractent des prêts auprès des institutions financières en vue de financer leurs investissements productifs.

Par ailleurs, il faut signaler que l'aménagement de la TAF est également une recommandation de l'Organisation Patronale des Industriels (OPI) inscrite dans leur Livre blanc.

Afin de consacrer cette mesure par une loi, il est donc proposé d'aménager les dispositions de l'article 207 du CGI pour rendre la TAF due sur les acquisitions de biens et services destinés aux investissements productifs déductible de la TVA collectée.

B. Texte :

**Article 207 (nouveau) :**

La Taxe sur la Valeur Ajoutée qui a grevé les éléments du prix d'une opération imposable est déductible de la Taxe sur la Valeur Ajoutée applicable à cette opération.

A cet effet, les assujettis sont autorisés à déduire du montant de l'impôt exigible sur leurs opérations, la Taxe sur la Valeur Ajoutée facturée lors de l'achat ou de l'importation :

1. des matières premières et assimilées entrant dans la composition des produits taxables ou qui, n'entrant pas dans le produit fini, sont détruites ou perdent leurs qualités spécifiques au cours d'une seule opération de fabrication des mêmes produits ;
2. de biens destinés à être revendus dans le cadre d'une opération taxable ;
3. de services entrant dans le prix de revient d'opérations ouvrant droit à déduction ;
4. de biens meubles, immeubles et services acquis pour les besoins de l'exploitation au titre des investissements et frais généraux.

Les assujettis sont autorisés à déduire la Taxe sur la Valeur Ajoutée afférente aux livraisons à soi-même de biens visés aux 1- 2 - 4 ci-dessus.

**Les assujettis sont également autorisés à déduire du montant de la Taxe sur la Valeur Ajoutée dont ils sont redevables la Taxe sur les Activités Financières grevant les coûts des biens et services acquis exclusivement dans le cadre d'investissements productifs.**

En cas d'assujettissement à la Taxe sur la Valeur Ajoutée en application des dispositions de l'article 194 dernier alinéa, les nouveaux assujettis sont autorisés à déduire la Taxe sur la Valeur Ajoutée qui a grevé le coût des marchandises existant en stock à la date à partir de laquelle ils réalisent des opérations imposables à la Taxe sur la Valeur Ajoutée, et destinées à la réalisation d'opérations taxables.

Les biens d'investissements ouvrant droit à déduction sont inscrits dans la comptabilité de l'entreprise pour leur prix d'achat ou de revient diminué de la déduction à laquelle ils donnent droit en matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Les amortissements relatifs à ces biens sont, pour l'assiette des impôts sur les bénéfices, calculés sur la base de leur prix d'achat ou de revient diminué de la déduction à laquelle ces biens donnent droit.

## Article 6

### Aménagement du Code Général des Impôts en son articles 324 concernant la formalité de l'enregistrement des actes des sociétés

#### A. Exposé des motifs :

L'article 324 pose le principe de l'enregistrement obligatoire au droit fixe de 6.000 FCFA des actes de constitution de société, d'augmentation de capital et de cessions d'actions, de parts sociales ou d'obligations. Ces actes doivent être portés à la connaissance de l'administration fiscale, qu'ils soient passés au Mali ou à l'étranger, à partir du moment où ils concernent des sociétés maliennes ou des actifs situés au Mali.

Aussi, importe t-il de préciser que la formalité de l'enregistrement est obligatoire dès lors qu'elle concerne une société immatriculée au Mali, quels que soient le lieu de l'acte ou la résidence des parties à l'acte. Les dispositions de l'article 324 du Code Général des Impôts sont modifiées dans ce sens.

#### B. Texte :

##### **Article 324 (nouveau) :**

Par dérogation aux dispositions de l'article 256 du présent Code, sont enregistrés au droit fixe de 6.000 FCFA :

- les actes de formation ou de prorogation des sociétés qui ne contiennent ni obligation, ni transmission de biens, meubles ou immeubles, entre les associés ou autres personnes ;
- les actes d'augmentation de capital ou encore de fusion des mêmes sociétés ;
- les actes portant cession d'actions, de parts de fondateurs ou de parts bénéficiaires, ou cession **de parts sociales** ou de parts d'intérêt dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions ;
- les actes portant cession d'obligations négociables des sociétés, organismes personnalisés (collectivités territoriales, établissements publics).

**La formalité de l'enregistrement prévue au présent article est obligatoire dès lors qu'elle concerne une société immatriculée au Mali, quels que soient le lieu de l'acte ou la résidence des parties à l'acte.**

## DEUXIEME PARTIE : MODIFICATION DU LIVRE DE PROCEDURES FISCALES

### Article premier

#### Aménagement des dispositions du Livre de Procédures Fiscales relatives aux déclarations fiscales

##### A. Exposé des motifs :

Dans le cadre d'une bonne évaluation du montant des exonérations par type de produits ou d'opérations et par nature d'impôt, l'article 28 A prévoit la communication des pièces justificatives des chiffres d'affaires exonérés au moment du dépôt des déclarations mensuels des impôts et taxes. L'analyse de ces pièces permet à l'administration fiscale de disposer d'informations fiables sur les exonérations, d'en assurer une meilleure gestion et un meilleur suivi, tout en favorisant l'évaluation de leur impact sur l'économie nationale.

En vue d'une bonne application des dispositions de l'article précité, il est proposé de prévoir des sanctions pour non communication des pièces prescrites.

L'article 28 A a été modifié dans ce sens.

##### B. Texte :

#### **Article 28 A (nouveau) :**

Les entreprises bénéficiant d'exonération doivent en outre produire, en même temps que les déclarations d'impôts et taxes, un état par client des affaires exonérées ainsi que les attestations d'exonération y afférentes.

Pour la mise en œuvre des exonérations, les entreprises doivent solliciter et obtenir auprès de la Direction Générale des Impôts une attestation d'exonération des impôts et taxes concernés.

**Le refus de communiquer les documents susvisés, sur réquisition verbale des agents chargés de l'assiette des impôts, sera suivi d'une mise en demeure adressée par lettre au contribuable par tout moyen de transmission contre décharge.**

**Si à l'expiration du délai de dix jours après réception de cette lettre, les documents demandés n'ont pas été obtenus, une amende fiscale de 500.000 Francs sera appliquée, portée à 1.000.000 Francs à l'expiration d'un délai de dix (10) jours et majorée de 100.000 Francs par jour de retard en sus.**

**Il est, en outre, fait application de la taxation d'office.**

## Article 2

### Réaménagement des dispositions des articles 57 A à E du Livre de Procédures Fiscales

#### A. Exposé des motifs :

L'administration fiscale dispose, à travers les articles 57-A à 57-E, des moyens d'action en matière de contrôle des prix de transferts. Certaines dispositions de ces articles nécessitent des précisions suivantes :

- seules les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur ou égal à trois milliards sont soumises à l'obligation documentaire des prix de transferts ;
- l'obligation documentaire est renforcée par une obligation déclarative : la documentation des prix de transferts des grandes entreprises devra être transmise chaque année à l'administration fiscale et non seulement tenue à sa disposition ;
- les sanctions en cas de non dépôt sont désormais basées sur le chiffre d'affaires ;
- le délai de réponse de l'administration à la demande d'accord préalable passe de 3 à 6 mois ;
- l'accord préalable sur les prix de transferts ne sera désormais valable que pendant 5 ans ;
- l'accord préalable sur les prix de transferts peut être dénoncé sur la base d'informations erronées ou incomplètes.

Il est proposé, en conséquence, de modifier les articles 57-A à 57-E du Livre de Procédures Fiscales.

#### B. Texte :

##### **Article 57 A (nouveau) :**

I. Les personnes morales établies au Mali **réalisant un chiffre d'affaires supérieur ou égal à trois milliards** et placées sous la dépendance ou possédant le contrôle d'entreprises situées hors du Mali au sens de l'article 81 du CGI, doivent, au titre de l'exercice précédent, **transmettre dans les délais prévus à l'article 57** :

- **une déclaration simplifiée des prix de transferts ;**
- **une documentation permettant de justifier la politique de prix de transfert pratiquée dans le cadre de transactions de toute nature réalisées avec des entités juridiques liées, établies ou constituées hors du Mali.**

Cette documentation ne se substitue pas aux justificatifs afférents à chaque transaction, **ni la déclaration objet de l'article 57.**

**Les contribuables utilisent le modèle d'imprimé mis à leur disposition par l'Administration fiscale.**

**Le non dépôt de cette documentation dans les délais entraîne l'application d'une amende égale à 1% du chiffre d'affaires déclaré de l'entreprise par mois de retard avec un maximum de 5%.**

II. La documentation mentionnée au paragraphe I du présent article comprend les éléments suivants :

1. Des informations générales sur le groupe d'entreprises associées :
  - a. *une description générale de l'activité déployée, incluant les changements intervenus au cours de l'exercice;*
  - b. *une description générale des liens juridiques et opérationnels du groupe d'entreprises associées, comportant une identification des entreprises associées du groupe engagées dans des transactions contrôlées ;*
  - c. *une description générale des fonctions exercées et des risques assumés par les entreprises associées dès lors qu'ils affectent l'entreprise ;*
  - d. *une liste des principaux actifs incorporels détenus, notamment brevets, marques, noms commerciaux et savoir-faire, en relation avec l'entreprise ;*
  - e. *une description générale de la politique de prix de transfert du groupe.*
2. Des informations spécifiques concernant l'entreprise :
  - a. *une description de l'activité déployée, incluant les changements intervenus au cours de l'exercice ;*
  - b. *une description des opérations réalisées avec d'autres entreprises associées, incluant la nature et le montant des flux, y compris les redevances ;*
  - c. *une liste des accords de répartition de coûts ainsi qu'une copie des accords préalables en matière de prix de transfert et des rescrits relatifs à la détermination des prix de transfert, affectant les résultats de l'entreprise;*
  - d. *une présentation de la ou des méthodes de détermination des prix de transfert dans le respect du principe de pleine concurrence, comportant une analyse des fonctions exercées, des actifs utilisés et des risques assumés ainsi qu'une explication concernant la sélection et l'application de la ou des méthodes retenues ;*
  - e. *lorsque la méthode choisie le requiert, une analyse des éléments de comparaison considérés comme pertinents par l'entreprise.*

III. Lorsque des transactions de toute nature sont réalisées avec une ou plusieurs entreprises associées établies dans un État ou territoire non coopératif au sens de l'article 81 du Code Général des Impôts, la documentation mentionnée à l'article précédent comprend également, pour chaque entreprise bénéficiaire des transferts, une documentation complémentaire comprenant l'ensemble des documents qui sont exigés des sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés, y compris le bilan et le compte de résultat établis dans les conditions prévues par l'article 60 du présent Livre.

**IV. Nonobstant le délai fixé au paragraphe 1 ci-dessus, les entreprises visées par les dispositions du présent article bénéficient, en ce qui concerne l'exercice 2016, d'un délai de six (06) mois à compter de la date de promulgation de la présente loi pour se mettre en conformité avec l'obligation documentaire prévue ci-dessus.**

**Article 57 B (nouveau):**

Lorsque, au cours d'une vérification de comptabilité, l'administration a réuni des éléments faisant présumer qu'une entreprise a opéré un transfert indirect de bénéfices, elle peut demander à cette entreprise des informations et documents précisant :

1. la nature des relations entre cette entreprise et une ou plusieurs entreprises exploitées hors du Mali ou sociétés ou groupements établis hors du Mali ;
2. la méthode de détermination des prix des opérations de nature industrielle, commerciale ou financière qu'elle effectue avec des entreprises, sociétés ou groupements visés au 1<sup>er</sup> et les éléments qui la justifient ainsi que, le cas échéant, les contreparties consenties ;
3. les activités exercées par les entreprises, sociétés ou groupements visés au 1<sup>er</sup>, liées aux opérations visées au 2<sup>ème</sup> ;
4. le traitement fiscal réservé aux opérations visées au 2<sup>ème</sup> et réalisées par les entreprises qu'elle exploite hors du Mali ou par les sociétés ou groupements visés au 1<sup>er</sup> dont elle détient, directement ou indirectement, la majorité du capital ou des droits de vote. Les demandes visées au premier alinéa doivent être précises et indiquer explicitement, par nature d'activité ou par produit, le pays ou le territoire concerné, l'entreprise, la société ou le groupement visé ainsi que, le cas échéant, les montants en cause.

Elle doit, en outre, préciser à l'entreprise vérifiée le délai de réponse qui lui est ouvert. Ce délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, peut être prorogé sur demande motivée sans pouvoir excéder au total une durée de trois (3) mois.

Lorsque l'entreprise a répondu de façon insuffisante, l'administration lui adresse une mise en demeure d'avoir à compléter sa réponse dans un délai d'un (1) mois en précisant les compléments de réponse qu'elle souhaite ainsi que les sanctions applicables en cas de défaut de réponse.

**Article 57 C (nouveau):**

I. En cas de défaut de réponse à la demande écrite formulée par l'administration sur des informations concernant les modalités de fixation du prix des transactions intragroupe ou en cas d'absence de production ou de production partielle de la documentation, les bases d'imposition concernées par la demande sont évaluées par l'administration à partir des éléments dont elle dispose.



II. A défaut d'éléments précis pour opérer les rectifications prévues ci-dessus, les produits imposables sont déterminés par comparaison avec ceux des entreprises similaires exploitées normalement.

**Article 57-D (nouveau) :**

I. Les omissions ou insuffisances d'imposition peuvent être réparées, même si le délai initial de reprise est écoulé, jusqu'à la fin de l'année qui suit celle de la réponse à la demande et au plus tard jusqu'à la fin de la cinquième année qui suit celle au titre de laquelle l'imposition est due, lorsque l'Administration a, dans le délai initial de reprise, demandé à l'autorité compétente d'un autre État ou territoire des renseignements concernant :

- soit les relations d'une entreprise qui entrent dans les prévisions de l'article 81 du Code Général des Impôts avec une entreprise, une société ou un groupement exploitant une activité ou établi dans cet État ou ce territoire ;
- soit les biens, les avoirs ou les revenus dont une entreprise a pu disposer au Mali ou à l'étranger ou les activités qu'il a pu y exercer.

II. Les dispositions ci-dessus s'applique sous réserve des dispositions relatives au droit de communication et dans la mesure où le contribuable a été informé de l'existence de la demande de renseignements, au moment où celle-ci a été formulée, ainsi que de l'intervention de la réponse de l'autorité compétente de l'autre État ou territoire au moment où cette réponse est parvenue à l'Administration.

**La période d'attente pour la réponse aux renseignements visés au point I du présent article ainsi que ceux des articles 57 B et 57 C demandés par l'administration n'est pas comprise dans la durée de la vérification prévue à l'article 563 du Livre de Procédures Fiscales.**

**Article 57 E (nouveau) :**

Les contribuables peuvent demander à l'administration fiscale la conclusion d'un accord préalable sur les méthodes de détermination des prix de transfert.

L'administration est tenue de se prononcer par écrit motivé **dans un délai de six (06) mois** à toute demande d'accord préalable. A défaut de réponse dans ce délai, la demande du contribuable est réputée être acceptée.

L'accord validé par l'administration fiscale lui est opposable **au titre de l'exercice au cours duquel l'accord a été donné et pour les quatre (04) exercices suivants.**

**L'administration se réserve le droit de dénoncer cet accord lorsqu'il s'avère qu'il a été conclu sur la base d'informations erronées ou incomplètes.**

### Article 3

#### Aménagement des dispositions de l'article 60 du Livre de Procédures Fiscales

##### A. Exposé des motifs :

L'article 60 du Livre de Procédures Fiscales fait obligation au contribuable de fournir, en même temps que leur déclaration, certains documents et pièces nécessaires à l'établissement de l'impôt.

Il a été constaté que certains contribuables produisent leurs déclarations non accompagnées d'un ou plusieurs documents ou pièces prescrits. Malgré les demandes de relance pour compléments de dossiers, l'administration fiscale reste souvent sans suite de la part de certains contribuables. Une des causes de cet état de fait est imputable au flou en ce qui concerne les sanctions ou l'inadaptation des sanctions après le délai de cinq (05) jours ouvrables prévu à l'article 27 du présent Livre relatif au dépôt des compléments de documents ou pièces demandés.

Pour dissuader les contribuables qui ne respectent pas leurs obligations fiscales, il est proposé de prévoir des sanctions pour non production de documents et/ou pièces prescrits.

L'article 60 du Livre de Procédures Fiscales a été modifié dans ce sens.

##### B. Texte :

##### **Article 60 (nouveau) :**

Les contribuables visés à l'article 57 du présent Livre sont tenus de fournir, en même temps que leur déclaration, la liste détaillée par catégorie de leurs frais généraux, trois (3) copies de leurs états financiers comportant leur Numéro d'Identification Fiscal et les liasses harmonisées selon les normes de l'Acte uniforme relatif à la comptabilité des entreprises (SYSCOHADA). Ces liasses harmonisées comprennent la page de garde, la Fiche d'Identification et de Renseignements Divers (FIRD) et l'état annexé normalisé, conformément au modèle fourni par l'Administration.

Le tableau des amortissements devra être présenté par année d'acquisition des éléments amortissables, éventuellement ce tableau fera apparaître séparément les calculs d'amortissements accélérés prévus à l'article 51 du Code Général des Impôts et les nouvelles marges d'amortissements après révision du bilan conformément aux prescriptions des articles 65 et 69 du Code Général des Impôts.

**Le refus de produire, dans le délai prescrit à l'article 27 du présent Livre, à l'appui de sa déclaration de son résultat tout ou partie des documents et pièces visés aux alinéas 1 et 2 du présent article, sera suivi d'une mise en demeure adressée par lettre au contribuable par tout moyen de transmission contre décharge.**

Si à l'expiration du délai de dix jours après réception de cette lettre, les documents et pièces n'ont pas été obtenus, une amende fiscale de 500.000 Francs sera appliquée, amende qui sera portée à 1.000.000 Francs à l'expiration d'un délai de dix (10) jours et majorée de 100.000 Francs par jour de retard en sus.

Il est, en outre, fait application de la taxation d'office.

#### Article 4

##### Aménagement des dispositions de l'article 61 du Livre de Procédures Fiscales

###### A. Exposé des motifs :

Les entreprises exerçant une activité au Mali sans y avoir leur siège social sont soumises à une retenue à la source de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux conformément à l'article 94 du Code Général des Impôts. Cette retenue est opérée sur le montant brut de la rémunération par la partie versante en vertu de l'article 440 du présent Livre. Cependant, il importe de préciser qu'en cas de non paiement par la partie versante pour quelque raison que ce soit, l'administration fiscale peut réclamer le montant de la retenue au bénéficiaire du revenu en l'occurrence le prestataire de service.

L'article 61 du Livre de Procédures Fiscales a été modifié dans ce sens

###### B. Texte :

###### **Article 61 (nouveau) :**

Les entreprises exerçant une activité au Mali sans y avoir leur siège social doivent annexer à leur déclaration une copie du bilan consolidé ainsi que le relevé détaillé de leurs frais généraux.

Les entreprises d'assurances et de réassurances, de capitalisation et d'épargne joignent à leur déclaration de résultat un double du compte détaillé et des tableaux annexes qu'elles fournissent à la Direction des Assurances.

**Sous réserve des dispositions de l'article 440 du présent Livre, une entreprise qui exerce une activité au Mali ou y rend des services utilisés ou exploités sans y posséder un établissement fixe est passible de l'impôt au Mali.**

#### Article 5

##### Aménagement du Livre de Procédures Fiscales en ses articles 139 et 142

###### A. Exposé des motifs :

L'aménagement du régime d'imposition des cessions de titres sociaux prévu à l'article 3 de la première partie de la présente Annexe conduit à apporter certaines précisions relatives aux délais d'enregistrement des actes de sociétés. Le champ d'application de l'article 139 alinéa 8 est ainsi défini avec plus de précision et l'article 142 alinéa 3 permet d'englober désormais les actes passés à l'étranger mais concernant directement ou indirectement des sociétés maliennes.

B. Texte :

**Article 139 :**

Le huitième point de l'article 139 est nouvellement rédigé comme suit :

« 8° les actes et écrits constatant la formation, la prorogation, la transformation ou la dissolution d'une société, l'augmentation, l'amortissement ou la réduction de son capital, **la cession directe ou indirecte de titres sociaux, la fusion, la scission ou l'apport partiel d'actif**».

**Article 142 (nouveau) :**

Les délais ci-dessus sont portés à trois mois :

1. pour les officiers publics et ministériels qui résident dans une localité autre que celle où le Centre des Impôts est établi ;
2. pour les parties à un acte sous-seing privé, lorsque l'acte est établi dans une localité autre que celle où le Centre des Impôts est établi et à condition que l'une des parties n'ait pas sa résidence au siège du Centre des Impôts ;
3. **pour les actes passés hors du Mali, notamment ceux visés à l'article 139 alinéa 8° concernant des sociétés immatriculées au Mali.**

**Article 6**

**Institution d'une taxe dénommée « taxe sur les plus-values de cessions réalisées par les non-résidents »**

A. Exposé des motifs :

L'institution de la taxe sur les plus-values de cessions réalisées par les non-résidents prévue à l'article 3 de la première Partie de cette Annexe implique une prise en compte dans le Livre de Procédures Fiscales des dispositions relatives à la déclaration, la liquidation, au paiement, au recouvrement, au contrôle, au contentieux et aux sanctions de cette taxe.

B. Texte :

Le chapitre 2 du titre 2 du Livre de Procédures Fiscales est **complété d'une sous-section 24 intitulée « Taxe sur les plus-values de cession réalisées par les non-résidents**».

**Article 227 T :**

La taxe sur les plus-values de cessions réalisées par les non-résidents est déclarée et payée au service des impôts compétents en même temps et dans les mêmes délais que l'enregistrement de l'acte de cession. Si l'acte ne contient pas une indication précise du montant de la cession, une déclaration de cette valeur, signée par les parties, doit être annexée à l'acte enregistré.

Le cédant, le cessionnaire et la société malienne dont les titres ont été **directement ou indirectement cédés** sont solidairement responsables du paiement de la taxe et des pénalités afférentes. La taxe est prescrite comme en matière d'enregistrement.

**Article 227 U :**

La taxe sur les plus-values de cessions réalisées par les non-résidents est perçue dans les mêmes conditions et sous les mêmes procédures de recouvrement, de contrôle, de contentieux et de sanctions que celles prévues en matière de droit d'enregistrement.

**Article 7**

**Droit de l'administration de se faire assister en cas de vérification de comptabilité**

A. Exposé des motifs :

Les contribuables ont la possibilité de se faire assister lors des vérifications de comptabilité par l'expert de leur choix.

L'administration fiscale dispose des mêmes prérogatives, mais le Code général des impôts ne comprenait aucune disposition en la matière. L'article 562 du Livre de procédures fiscales est modifié dans ce sens.

B. Texte :

**Article 562 :**

La vérification de comptabilité est l'ensemble des opérations effectuées par l'Administration des impôts et ayant pour objet d'examiner sur place la comptabilité d'un contribuable et de la confronter à certaines données de fait ou matérielles, afin de contrôler l'exactitude et la sincérité des déclarations souscrites et d'assurer éventuellement les redressements qui s'imposent au regard des différents impôts, droits et taxes.

La vérification ponctuelle ou partielle est une procédure de contrôle ciblé, moins exhaustive, plus rapide et de moindre amplitude que la procédure de vérification de comptabilité. Elle est limitée à des opérations bien déterminées et porte sur des impôts précis.

Le contrôle inopiné a pour objet de procéder à des constatations matérielles. Ces constatations matérielles portent notamment sur :

- l'inventaire des pièces justificatives de recettes et de dépenses, des immobilisations, des stocks ou des espèces en caisse ;
- le relevé des prix et des marges pratiqués ;
- les constatations relatives au personnel ;

- la constatation de l'existence et de l'état des documents comptables sur lesquels s'exerce le droit de contrôle de l'administration : le vérificateur est en droit d'exiger la présentation des documents comptables et assimilés mais ne peut en analyser leur contenu.

**L'Administration fiscale peut se faire assister par toute personne physique ou morale disposant d'une expertise dans un domaine spécifique concerné par les opérations de vérifications, ou par des représentants d'administrations fiscales étrangères ; cette personne est soumise aux mêmes obligations de confidentialité que les inspecteurs des impôts.**

**Bamako, le.....**

**ANNEXES EXPLICATIVES  
SERVICES VOTES - MESURES NOUVELLES**

120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>					
4-643-10	Participation au fonctionnement	415 000	415 000	- 80 000	335 000
<p>L'inscription est destinée à la prise en charge des frais de fonctionnement de certains services de la Présidence.            La mesure nouvelle négative découle du rattachement au Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile de la Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération des Armes Légères.</p>					
<b>TOTAL PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>		415 000	415 000	- 80 000	335 000



**180 MINISTERE AFF. ETRANGERES & COOPERAT. INTERNATIONALE**

		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>					
<b>3-621-10</b>	<b>Dépenses Matériel-fonctionnement des services</b>	472 289	472 289	- 1 500	470 789
<p>L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses liées à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'achat de fourniture de bureau (papeterie, imprimés, bics, calculatrices, registres pour les courriers, etc.).</li> <li>- l'achat de mobiliers de bureau, matériels de bureau et de matériel techniques ;</li> <li>- l'entretien, l'alimentation et l'habillement pour chauffeurs ;</li> <li>- les dépenses au niveau des Ambassades et Consulsats.</li> </ul> <p>La diminution des services votés s'explique par le réajustement des crédits alloués aux différents services centraux et services extérieurs (Ambassades, Consulsats, Missions, Délégations...) du Département.</p> <p>Les mesures nouvelles positives s'expliquent par l'implantation des Ambassades du Mali à Doha et Abu-Dhabi et du Consulat du Mali à Lyon.</p> <p>La mesure nouvelle négative découle du rattachement au Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine de la Délégation de l'Intégration Africaine, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>3-621-40</b>	<b>Carburants et lubrifiants</b>	338 352	338 352	- 1 793	336 559
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses liées à l'achat de carburants et lubrifiants au niveau des services centraux et au niveau des Ambassades et Consulsats.</p> <p>La diminution des services votés s'explique par le réajustement des crédits alloués aux différents services centraux et services extérieurs (Ambassades, Consulsats, Missions, Délégations...) du Département.</p> <p>Les mesures nouvelles positives s'expliquent par l'implantation des Ambassades du Mali à Doha et Abu-Dhabi et du Consulat du Mali à Lyon ainsi que les dépenses de fonctionnement du Comité National de Coordination des Actions du G5 Sahel.</p> <p>La mesure nouvelle négative découle du rattachement au Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine de la Délégation de l'Intégration Africaine, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>3-622-10</b>	<b>Entretien matériel de bureau</b>	72 557	72 557	- 805	71 752
<p>L'inscription est destinée à la prise en charge des frais d'entretien et réparation du matériel et mobilier de bureau, des photocopieurs, des machines électriques et mécaniques, l'achat d'encre pour imprimantes et photocopieurs.</p> <p>La diminution des services votés s'explique par le réajustement des crédits alloués aux différents services centraux et services extérieurs (Ambassades, Consulsats, Missions, Délégations...) du Département.</p> <p>Les mesures nouvelles positives s'expliquent par l'implantation des Ambassades du Mali à Doha et Abu-Dhabi et du Consulat du Mali à Lyon ainsi que les dépenses de fonctionnement du Comité National de Coordination des Actions du G5 Sahel.</p> <p>La mesure nouvelle négative découle du rattachement au Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine de la Délégation de l'Intégration Africaine, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					

**180 MINISTERE AFF. ETRANGERES & COOPERAT. INTERNATIONALE**

		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>					
<b>3-622-20</b>	<b>Entretien véhicule - réparation</b>	160 164	160 164	- 718	159 446
<p>L'inscription est destinée à la prise en charge :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des frais d'entretien et de réparation des véhicules et engins à deux roues au niveau central et au niveau du département central, au niveau des Ambassades et Consuls ;</li> <li>- des frais d'entretien du parc automobile "Accueille des Personnalités Etrangères".</li> </ul> <p>La diminution des services votés s'explique par le réajustement des crédits alloués aux différents services centraux et services extérieurs (Ambassades, Consuls, Missions, Délégations) du Département.</p> <p>Les mesures nouvelles positives s'expliquent par l'implantation des Ambassades du Mali à Doha et Abu-Dhabi et du Consulat du Mali à Lyon ainsi que les dépenses de fonctionnement du Comité National de Coordination des Actions du G5 Sahel.</p> <p>La mesure nouvelle négative découle du rattachement au Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine de la Délégation de l'Intégration Africaine, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>3-629-09</b>	<b>Autres Dépenses</b>	1 605 051	1 605 051	- 4 600	1 600 451
<p>La provision est destinée à la prise en charge :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des assurances véhicules, autres formes d'assurances des Missions ( non compris les assurances maladies) et diverses autres dépenses pour le fonctionnement des services ;</li> <li>- du fonctionnement de l'Antenne de l'Ambassade du Mali à Lagos ;</li> <li>- du fonctionnement de la représentation de la Maison du Hadj en Arabie Saoudite ;</li> <li>- de la participation malienne à la session annuelle de l'ONU ;</li> <li>- de l'assistance aux maliens en détresse, les dépenses de fonctionnement de l'Intégration Africaine, les contrats de connexion internet.</li> <li>- les dépenses d'installation et d'entretien des lignes téléphoniques.</li> </ul> <p>La mesure nouvelle négative découle du rattachement au Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine de la Délégation de l'Intégration Africaine, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>TOTAL MINISTERE AFF. ETRANGERES &amp; COOPERAT. INTERNATIONAL</b>		<b>2 648 413</b>	<b>2 648 413</b>	<b>- 9 416</b>	<b>2 638 997</b>

**185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR & INTEGRATION AFRICAINE**

		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>					
<b>3-621-10</b>	<b>Dépenses Matériel-fonctionnement des services</b>	39 326	39 326	6 632	45 958
<p>L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à l'achat de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- matériels et fournitures de bureau ;</li> <li>- consommables informatiques ;</li> <li>- produits alimentaires et divers.</li> </ul> <p>La mesure nouvelle positive découle du rattachement au Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine de la Délégation de l'Intégration Africaine, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>3-621-40</b>	<b>Carburants et lubrifiants</b>	11 962	11 962	1 793	13 755
<p>La ligne budgétaire est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à l'achat de carburant et de lubrifiants pour le bon fonctionnement du Département.</p> <p>La mesure nouvelle positive découle du rattachement au Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine de la Délégation de l'Intégration Africaine, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>3-622-10</b>	<b>Entretien matériel de bureau</b>	2 033	2 033	805	2 838
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à l'entretien et à la réparation de matériels de bureau et divers.</p> <p>La mesure nouvelle positive découle du rattachement au Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine de la Délégation de l'Intégration Africaine, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>3-622-20</b>	<b>Entretien véhicule - réparation</b>	21 536	21 536	718	22 254
<p>L'inscription est destinée à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'entretien et la réparation des véhicules du parc automobile du département ;</li> <li>- l'achat de pièces de réchange.</li> </ul> <p>La mesure nouvelle positive découle du rattachement au Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine de la Délégation de l'Intégration Africaine, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>3-628-20</b>	<b>Frais de transport</b>	86 618	86 618	3 680	90 298
<p>L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux transports pour les missions à l'intérieur du Mali ;</li> <li>- à l'entretien et réparation des motos et des véhicules du département ;</li> <li>- à l'achat de carburants et de lubrifiants.</li> </ul> <p>La mesure nouvelle positive découle du rattachement au Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine de la Délégation de l'Intégration Africaine, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					

<b>185</b>	<b>MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR &amp; INTEGRATION AFRICAINE</b>			
------------	---	--	--	--

	<b>Dotations 2017</b>	<b>Services Votés</b>	<b>Mesures Nouvelles</b>	<b>TOTAL</b>
--	---------------------------	---------------------------	------------------------------	--------------

<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>				
--------------------------------	--	--	--	--

<b>3-629-09</b>	<b>Autres Dépenses</b>	0	0	4 600	4 600
-----------------	------------------------	---	---	-------	-------

L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses de fonctionnement au niveau de la Délégation de l'Intégration Africaine.  
 La mesure nouvelle positive découle du rattachement au Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine de la Délégation de l'Intégration Africaine, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.

<b>TOTAL MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR &amp; INTEGRATION AF</b>		161 475	161 475	18 228	179 703
--	--	---------	---------	--------	---------

**210 MINISTERE DE LA DEFENSE & ANC. COMBATTANTS**

	<b>Dotations 2017</b>	<b>Services Votés</b>	<b>Mesures Nouvelles</b>	<b>TOTAL</b>
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>				
<b>2-611-00 Personnel</b>	86 135 208	86 135 208	4 000 000	90 135 208
<p>L'inscription est destinée à la prise en charge :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- du salaire du personnel du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants ;</li><li>- de l'Indemnité compensatrice de logement (I.C.L.) ;</li><li>- de l'incidence financière de l'avancement 2017 (Janvier, Avril, Octobre) ;</li><li>- du reclassement à l'Echelle de Solde III et IV ;</li><li>- de l'avancement des 5 100 recrues A/C du 01/06/2016 ;</li><li>- de l'incidence financière liée au recrutement de 200 éléments à l'ESO A/C du 01/10/2016 ;</li><li>- des heures supplémentaires du Personnel Civil ;</li></ul> <p>La mesure nouvelle positive s'explique par l'inscription d'une provision de 4,000 milliards de FCFA pour la prise en charge de l'incidence financière du nouveau Statut général des militaires.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de l'incidence financière liée au recrutement de 50 éléments à l'EMIA A/C du 01/10/2016 ;</li><li>- de l'incidence financière liée au recrutement de 80 élèves au PMK A/C du 01/10/2016 ;</li><li>- de l'incidence financière liée à l'avancement statutaire du personnel civil ;</li><li>- de l'indemnité de départ à la retraite.</li></ul> <p>La mesure nouvelle positive est relative à l'inscription d'une provision de 4,000 milliards de FCFA pour la prise en charge de l'incidence financière du nouveau Statut général des militaires.</p>				
<b>TOTAL MINISTERE DE LA DEFENSE &amp; ANC. COMBATTANTS</b>	86 135 208	86 135 208	4 000 000	90 135 208

**225 MINISTERE DROITS DE L'HOMME & REFORME ETAT**

		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>					
<b>2-611-00</b>	<b>Personnel</b>	0	0	55 000	55 000
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses de salaires au niveau du Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat. La mesure nouvelle positive découle de l'érection de ce ministère en section dans le budget d'Etat.					
<b>3-621-10</b>	<b>Dépenses Matériel-fonctionnement des services</b>	0	0	93 590	93 590
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses de matériel et de fonctionnement pour le compte des services du Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat. La mesure nouvelle positive découle de l'érection de ce ministère en section dans le budget d'Etat.					
<b>3-621-40</b>	<b>Carburants et lubrifiants</b>	0	0	20 810	20 810
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses de carburants et lubrifiants pour le compte des services du Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat. La mesure nouvelle positive découle de l'érection de ce ministère en section dans le budget d'Etat.					
<b>3-622-20</b>	<b>Entretien véhicule - réparation</b>	0	0	5 531	5 531
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses d'entretien et de réparation des véhicules pour le compte des services du Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat. La mesure nouvelle positive découle de l'érection de ce ministère en section dans le budget d'Etat.					
<b>3-625-10</b>	<b>Electricité et eau</b>	0	0	10 000	10 000
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses de consommation d'électricité pour le compte des services du Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat. La mesure nouvelle positive découle de l'érection de ce ministère en section dans le budget d'Etat.					
<b>3-625-11</b>	<b>Eau</b>	0	0	7 000	7 000
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses de consommation d'eau pour le compte des services du Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat. La mesure nouvelle positive découle de l'érection de ce ministère en section dans le budget d'Etat.					
<b>3-626-10</b>	<b>Rédevances téléphoniques</b>	0	0	2 000	2 000
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses de rédevances téléphonique pour le compte des services du Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat. La mesure nouvelle positive découle de l'érection de ce ministère en section dans le budget d'Etat.					

225 MINISTERE DROITS DE L'HOMME & REFORME ETAT		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>					
<b>3-626-12</b>	<b>Frais d'internet</b>	0	0	2 000	2 000
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses de frais d'internet pour le compte des services du Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat. La mesure nouvelle positive découle de l'érection de ce ministère en section dans le budget d'Etat.					
<b>3-628-20</b>	<b>Frais de transport</b>	0	0	20 000	20 000
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses de frais de transport pour le compte des services du Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat. La mesure nouvelle positive découle de l'érection de ce ministère en section dans le budget d'Etat.					
<b>3-629-09</b>	<b>Autres Dépenses</b>	0	0	84 846	84 846
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses de matériel et de fonctionnement pour le compte des services du Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat. La mesure nouvelle positive découle de l'érection de ce ministère en section dans le budget d'Etat.					
<b>4-641-23</b>	<b>Appui fonct.comm. nat. droits de l'homme</b>	0	0	10 588	10 588
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses de fonctionnement de la Commission Nationale des Droits de l'Homme. La mesure nouvelle positive découle du rattachement de ladite Commission au Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat.					
<b>4-641-77</b>	<b>APPUI PAGAMGFP (CDI)</b>	0	0	62 000	62 000
La dotation est destinée à la prise en charge des activités liées au PAGAM La mesure nouvelle positive découle du rattachement du Commissariat au Développement Institutionnel au Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat.					
<b>B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR</b>					
<b>5-234-10</b>	<b>Dépenses en Investissement</b>	0	0	167 000	167 000
La dotation est destinée à la prise en charge du Programme de Développement Institutionnel (PDI). La mesure nouvelle positive découle du rattachement du Commissariat au Développement Institutionnel au Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat.					
<b>5-629-11</b>	<b>Fonctionnement lié à l'investissement</b>	0	0	50 000	50 000
La dotation est destinée à la prise en charge du Programme de Développement Institutionnel (PDI). La mesure nouvelle positive découle du rattachement du Commissariat au Développement Institutionnel au Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat.					
<b>TOTAL MINISTERE DROITS DE L'HOMME &amp; REFORME ETAT</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>590 365</b>	<b>590 365</b>

**230** **MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE**

	<b>Dotations 2017</b>	<b>Services Votés</b>	<b>Mesures Nouvelles</b>	<b>TOTAL</b>
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>				
<b>4-643-10</b> <b>Participation au fonctionnement</b>	0	0	80 000	80 000
L'inscription est destinée aux dépenses de fonctionnement de la Commission Nationale de Lutte Contre la Prolifération des Armes Légères. La mesure nouvelle positive s'explique par le rattachement de ladite Commission au Ministère en charge de la Sécurité.				
<b>5-234-10</b> <b>Dépenses en Investissement</b>	600 000	600 000	10 000 000	10 600 000
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses d'équipement des structures relevant du Département. La mesure nouvelle en la faveur du présent collectif vise la mise en oeuvre de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure au titre de l'année 2017.				
<b>TOTAL MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</b>	<b>600 000</b>	<b>600 000</b>	<b>10 080 000</b>	<b>10 680 000</b>



**310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>					
<b>3-621-10</b>	<b>Dépenses Matériel-fonctionnement des services</b>	839 109	839 109	- 3 323	835 786
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à l'équipement des structures du Département ( acquisition de mobiliers de bureau, achat de fournitures de bureau, autres dépenses de fonctionnement).</p> <p>La mesure nouvelle positive s'explique par le rattachement au Ministère de l'Economie et des Finances de la DGABE, suivant les dispositions du Décret N° N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>3-621-15</b>	<b>Fournitures techniques</b>	0	0	2 140	2 140
<p>La dépense est destinée à l'achat de fournitures techniques (livres et revues spécialisés).</p> <p>La mesure nouvelle positive s'explique par le rattachement au Ministère de l'Economie et des Finances de la DGABE, suivant les dispositions du Décret N° N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>3-622-31</b>	<b>Entretien courant des bâtiments</b>	604 058	604 058	5 276	609 334
<p>Le montant de ce chapitre est destiné à l'entretien, au nettoyage et au gardiennage des services du département.</p> <p>La mesure nouvelle positive s'explique par le rattachement au Ministère de l'Economie et des Finances de la DGABE, suivant les dispositions du Décret N° N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>3-628-20</b>	<b>Frais de transport</b>	296 019	296 019	6 921	302 940
<p>La dotation est destinée à la prise en charge de l'entretien et à la réparation de véhicules et engins à deux roues, à l'achat de carburant et lubrifiant pour le fonctionnement des services du Département.</p> <p>La mesure nouvelle positive s'explique par le rattachement au Ministère de l'Economie et des Finances de la DGABE, suivant les dispositions du Décret N° N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>4-641-41</b>	<b>Appui PAGAMGFP (DGABE)</b>	0	0	39 000	39 000
<p>La dotation était destinée à la prise en charge des dépenses liées à l'appui au Plan d'Action Gouvernemental pour l'amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances Publiques (PAGAM/GFP II ) de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat</p> <p>La mesure nouvelle positive s'explique par le rattachement au Ministère de l'Economie et des Finances de la DGABE, suivant les dispositions du Décret N° N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					

**310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

		<b>Dotations 2017</b>	<b>Services Votés</b>	<b>Mesures Nouvelles</b>	<b>TOTAL</b>
<b>B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR</b>					
<b>5-231-10</b>	<b>Travaux et constructions</b>	1 100 000	1 100 000	200 000	1 300 000
La dotation est destinée à la prise en charge des projets suivants: - appui à la mobilisation des recettes Intérieures ; - construction des Directions des Douanes ; - construction équipement immeuble Hôtel du Plan. La mesure nouvelle positive s'explique par le rattachement au Ministère de l'Economie et des Finances de la DGABE, suivant les dispositions du Décret N° N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.					
<b>5-234-10</b>	<b>Dépenses en Investissement</b>	8 176 000	8 176 000	50 000	8 226 000
La dotation est destinée à la prise en charge des projets et Programmes suivants : - EQUIPEMENT INSPECTION DES FINANCES; - REHABILITATION IMMEUBLE DGDP ; - REHABILITATION EX HOTEL DES FINANCES ; - ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM / MEF ; - RENFORCEMENT INFRASTRUCT. EQUIP. CAISFF ; - INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF ; - AMENAGEMENT/EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS ; -ACQUISIT° TERRAIN / CONSTRUCT° DRB-DRCF DISTRICT BKO -ELABORATION LOGICIEL GESTION DES SOLDES ; -CONNSTRUCTION / EQUIPEMENT DIRECT° GENERALE DOUANES ; La mesure nouvelle positive s'explique par le rattachement au Ministère de l'Economie et des Finances de la DGABE, suivant les dispositions du Décret N° N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.					
<b>TOTAL MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>		11 015 186	11 015 186	300 014	11 315 200

**320** **MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCT. PUBL.**

		<b>Dotations 2017</b>	<b>Services Votés</b>	<b>Mesures Nouvelles</b>	<b>TOTAL</b>
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>					
<b>3-621-10</b>	<b>Dépenses Matériel-fonctionnement des services</b>	125 640	125 640	- 3 590	122 050
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à l'achat de matériels et mobiliers de bureaux, de fournitures de bureau, de consommables informatiques, de produits alimentaires, de matériels techniques, du matériel informatique, d'imprimés, de vignettes et autres pour le fonctionnement courant des services. La mesure nouvelle negative s'explique par le rattachement au Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat, du Commissariat au Développement Institutionnel, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.					
<b>3-621-40</b>	<b>Carburants et lubrifiants</b>	61 262	61 262	- 3 810	57 452
La dotation est destinée à l'achat de carburants et lubrifiants.La diminution est due au réajustement de la dotation du code économique. La mesure nouvelle negative s'explique par le rattachement au Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat, du Commissariat au Développement Institutionnel, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.					
<b>3-622-20</b>	<b>Entretien véhicule - réparation</b>	23 505	23 505	- 5 531	17 974
L'inscription est destinée : - à la prise en charge des frais d'entretien et de réparation des véhicules du Département ; - à l'achat des pièces de rechange et des lubrifiants. La mesure nouvelle negative s'explique par le rattachement au Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat, du Commissariat au Développement Institutionnel, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.					
<b>3-629-09</b>	<b>Autres Dépenses</b>	135 481	135 481	- 4 846	130 635
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses liées : - aux rencontres avec les partenaires sociaux ; - à l'abonnement à la presse, l'achat de livres et de revues ; - aux diverses dépenses. La mesure nouvelle negative s'explique par le rattachement au Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat, du Commissariat au Développement Institutionnel, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.					
<b>4-641-77</b>	<b>APPUI PAGAMGFP (CDI)</b>	70 000	70 000	- 62 000	8 000
La dotation est relative à la prise en charge des activités du Commissariat au Développement Institutionnel dans le cadre du PAGAM/GFP II. La mesure nouvelle negative s'explique par le rattachement au Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat, du Commissariat au Développement Institutionnel, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.					

**320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCT. PUBL.**

	<b>Dotations 2017</b>	<b>Services Votés</b>	<b>Mesures Nouvelles</b>	<b>TOTAL</b>
<b>B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR</b>				
<b>5-234-10 Dépenses en Investissement</b>	887 000	887 000	- 167 000	720 000
L'inscription est destinée à la gestion du Programme de Développement Institutionnel et aux travaux de construction des annexes au niveau du Département. La mesure nouvelle négative s'explique par le rattachement au Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat, du Commissariat au Développement Institutionnel, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.				
<b>5-629-11 Fonctionnement lié à l'investissement</b>	100 000	100 000	- 50 000	50 000
La dotation est relative à la prise en charge des dépenses de fonctionnement dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme de Développement Institutionnel. La mesure nouvelle négative s'explique par le rattachement au Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat, du Commissariat au Développement Institutionnel, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.				
<b>TOTAL MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCT. PUBL.</b>	<b>1 402 888</b>	<b>1 402 888</b>	<b>- 296 777</b>	<b>1 106 111</b>

**330 MINISTERE ADMINISTRATION TERRITORIALE**

		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES MINISTRES</b>					
<b>3-621-10</b>	<b>Dépenses Matériel-fonctionnement des services</b>	314 626	314 626	- 32 547	282 079
<p>L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses de matériels et fonctionnement des services notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'achat de matériels et fournitures de bureau;</li> <li>- l'achat de produits alimentaires et des consommables informatiques,</li> <li>- l'abonnement aux journaux;</li> <li>- l'entretien de bureau pour l'ensemble des structures relevant du département.</li> </ul> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par le rattachement au Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale de ses services techniques, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>3-621-40</b>	<b>Carburants et lubrifiants</b>	83 692	83 692	- 2 333	81 359
<p>L'inscription est destinée à la prise en charge des carburants et lubrifiants pour le Cabinet.</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par le rattachement au Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale de ses services techniques, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>3-622-20</b>	<b>Entretien véhicule - réparation</b>	52 942	52 942	- 2 333	50 609
<p>La dotation prend en charge les frais d'entretien et de réparation des engins et véhicules du Département.</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par le rattachement au Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale de ses services techniques, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>3-622-31</b>	<b>Entretien courant des bâtiments</b>	223 621	223 621	- 8 090	215 531
<p>La dotation de ce chapitre est destinée à la prise en charge des dépenses relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux contrats de gardiennage des services centraux et projets ;</li> <li>- aux frais d'entretien des bâtiments (contrat de balayage, et désinfection des locaux, entretien des espaces verts) ;</li> <li>- à la réfection des bâtiments des services centraux et des contrats d'entretien des appareils et des matériels ;</li> <li>- à l'achat d'équipement ménagers, des sanitaires et de climatiseurs et matériels de quincailleries et divers.</li> </ul> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par le rattachement au Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale de ses services techniques, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>3-628-10</b>	<b>Indemnité de déplacement</b>	182 949	182 949	- 1 189	181 760
<p>L'inscription est destinée à la prise en charge des indemnités de déplacement et au paiement des frais de missions.</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par le rattachement au Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale de ses services techniques, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					

**330 MINISTERE ADMINISTRATION TERRITORIALE**

		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>					
<b>3-628-20</b>	<b>Frais de transport</b>	272 174	272 174	- 12 376	259 798
<p>L'inscription est destinée à la prise en charge:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des frais de transport à l'intérieur,</li> <li>- de l'achat de carburants, ingrédients, et pièces détachées ;</li> <li>- de la réparation et l'entretien courant des véhicules;</li> <li>- du paiement de divers dépenses de déplacement administratif.</li> </ul> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par le rattachement au Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale de ses services techniques, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>3-629-09</b>	<b>Autres Dépenses</b>	765 253	765 253	- 8 650	756 603
<p>L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses diverses de fonctionnement des structures du département, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la formation du personnel ;</li> <li>- l'organisation des fêtes nationales : il s'agit des fêtes du 22 Septembre, du 26 Mars, des journées des Communes, des Régions;</li> <li>- l'acquisition de matériels et équipements, de fournitures, de consommables et divers travaux et entretiens.</li> <li>- l'achat de pièces de rechanges des véhicules et carburant;</li> <li>- l'organisation des missions de sensibilisation sur le terrain;</li> <li>- l'appui aux structures de tutelles du Département.</li> </ul> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par le rattachement au Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale de ses services techniques, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>4-641-55</b>	<b>Appui PAGAMGFP (DNCT/CNFL)</b>	70 000	70 000	- 69 000	1 000
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des activités du Comité National des Finances Locales dans le cadre du Plan d'Actions Gouvernemental pour l'Amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances Publiques.</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par le rattachement au Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale de ses services techniques, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>4-643-35</b>	<b>Participation au fonctionnement (Comité CPER)</b>	40 000	40 000	- 20 000	20 000
<p>La dotation est relative à la prise en charge des dépenses liées au fonctionnement du Comité de Suivi des Contrats-Plans Etat-Régions ou District.</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par le rattachement au Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale de ses services techniques, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					

**330 MINISTERE ADMINISTRATION TERRITORIALE**

	<b>Dotations 2017</b>	<b>Services Votés</b>	<b>Mesures Nouvelles</b>	<b>TOTAL</b>
<b>B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR</b>				
<b>5-234-10 Dépenses en Investissement</b>	6 200 000	6 200 000	- 2 400 000	3 800 000
L'inscription est destinée à la prise en charge des travaux suivants: - construction et réhabilitation des bâtiments des représentants de l'Etat; - réhabilitation et construction des pieds à terre; - construction des magasins de stockages des documents électoraux dans les cercles, régions et le District de Bamako. La mesure nouvelle négative s'explique par le rattachement au Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale, du reliquat des inscriptions destinées à la prise en charge des Contrats plans Etat Régions.				
<b>5-629-11 Fonctionnement lié à l'investissement</b>	450 000	450 000	- 15 000	435 000
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses liées au fonctionnement des projets qui sont en vigueur au niveau du Département. La mesure nouvelle négative s'explique par le rattachement au Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale du reliquat des inscriptions au titre des projets dans le domaine de la décentralisation.				
<b>TOTAL MINISTERE ADMINISTRATION TERRITORIALE</b>	<b>8 655 257</b>	<b>8 655 257</b>	<b>- 2 571 518</b>	<b>6 083 739</b>

**335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE**

		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>					
<b>2-611-00</b>	<b>Personnel</b>	0	0	55 000	55 000
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses de salaires au niveau du Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale. La mesure nouvelle positive s'explique par la création de ce ministère en tant que section budgétaire.					
<b>3-621-10</b>	<b>Dépenses Matériel-fonctionnement des services</b>	0	0	122 547	122 547
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses de matériel et de fonctionnement pour le compte des services du Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale. La mesure nouvelle positive s'explique par la création de ce ministère en tant que section budgétaire.					
<b>3-621-40</b>	<b>Carburants et lubrifiants</b>	0	0	19 333	19 333
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses de carburants et de lubrifiants pour le compte des services du Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale. La mesure nouvelle positive s'explique par la création de ce ministère en tant que section budgétaire.					
<b>3-622-20</b>	<b>Entretien véhicule - réparation</b>	0	0	2 333	2 333
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses d'entretien et de réparation des véhicules pour le compte des services du Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale. La mesure nouvelle positive s'explique par la création de ce ministère en tant que section budgétaire.					
<b>3-622-31</b>	<b>Entretien courant des bâtiments</b>	0	0	8 090	8 090
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses d'entretien des bâtiments qui abritent les services du Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale. La mesure nouvelle positive s'explique par la création de ce ministère en tant que section budgétaire.					
<b>3-625-10</b>	<b>Electricité et eau</b>	0	0	10 000	10 000
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses de consommation d'électricité pour le compte des services du Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale. La mesure nouvelle positive s'explique par la création de ce ministère en tant que section budgétaire.					
<b>3-625-11</b>	<b>Eau</b>	0	0	7 000	7 000
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses de consommation d'eau pour le compte des services du Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale. La mesure nouvelle positive s'explique par la création de ce ministère en tant que section budgétaire.					



**335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE**

		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>					
<b>3-626-10</b>	<b>Rédevances téléphoniques</b>	0	0	2 000	2 000
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses de rédevances téléphoniques pour le compte des services du Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale. La mesure nouvelle positive s'explique par la création de ce ministère en tant que section budgétaire.					
<b>3-626-12</b>	<b>Frais d'internet</b>	0	0	2 000	2 000
L'inscription est destinée à la prise en charge des frais d'abonnement à l'internet pour le compte des services du Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale. La mesure nouvelle positive s'explique par la création de ce ministère en tant que section budgétaire.					
<b>3-628-10</b>	<b>Indemnité de déplacement</b>	0	0	1 189	1 189
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses liées au déplacement pour le compte des services du Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale. La mesure nouvelle positive s'explique par la création de ce ministère en tant que section budgétaire.					
<b>3-628-20</b>	<b>Frais de transport</b>	0	0	32 376	32 376
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses liées au déplacement et au transport pour le compte des services du Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale. La mesure nouvelle positive s'explique par la création de ce ministère en tant que section budgétaire.					
<b>3-629-09</b>	<b>Autres Dépenses</b>	0	0	218 650	218 650
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses liées au fonctionnement des services du Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale. La mesure nouvelle positive s'explique par la création de ce ministère en tant que section budgétaire.					
<b>4-641-55</b>	<b>Appui PAGAMGFP (DNCT/CNFL)</b>	0	0	69 000	69 000
L'inscription est destinée à la prise en charge des activités dans le cadre du PAGAM. La mesure nouvelle positive s'explique par la création de ce ministère en tant que section budgétaire.					
<b>4-643-35</b>	<b>Participation au fonctionnement (Comité CPER)</b>	0	0	20 000	20 000
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses liées au fonctionnement du Comité de Suivi des Contrats Plans Etat Régions. La mesure nouvelle positive s'explique par la création du Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale en tant que section budgétaire.					

<b>335</b>	<b>MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE</b>			
------------	---	--	--	--

	Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
--	-------------------	-------------------	----------------------	-------

<b>B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR</b>				
-------------------------------------	--	--	--	--

<b>5-234-10</b>	<b>Dépenses en Investissement</b>	0	0	2 400 000	2 400 000
-----------------	-----------------------------------	---	---	-----------	-----------

L'inscription est destinée à la prise en charge des Contrats Plans Etat Régions.  
La mesure nouvelle positive s'explique par la création du Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale en tant que section budgétaire.

<b>5-629-11</b>	<b>Fonctionnement lié à l'investissement</b>	0	0	15 000	15 000
-----------------	--	---	---	--------	--------

L'inscription est destinée à la prise en charge des projets dans le domaine de la décentralisation.  
La mesure nouvelle positive s'explique par la création du Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale en tant que section budgétaire.

<b>TOTAL MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LC</b>		0	0	2 984 518	2 984 518
---	--	---	---	-----------	-----------

<b>410</b>	<b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>
------------	---

	<b>Dotations 2017</b>	<b>Services Votés</b>	<b>Mesures Nouvelles</b>	<b>TOTAL</b>
--	---------------------------	---------------------------	------------------------------	--------------

<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>				
--------------------------------	--	--	--	--

<b>5-234-10</b>	<b>Dépenses en Investissement</b>	3 313 194	3 313 194	2 705 807	6 019 001
-----------------	-----------------------------------	-----------	-----------	-----------	-----------

L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses liées à l'équipement de certaines structures du département dans le cadre du PISE III.  
 La mesure nouvelle positive découle du report et de l'augmentation de l'Appui budgétaire sectoriel du Canada en faveur de l'Education.

<b>TOTAL</b>	<b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>	3 313 194	3 313 194	2 705 807	6 019 001
--------------	---	-----------	-----------	-----------	-----------

**740 MINISTERE HABITAT, URBANISME & AFFAIRES FONCIERES**

		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>					
<b>3-621-10</b>	<b>Dépenses Matériel-fonctionnement des services</b>	54 860	54 860	3 518	58 378
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à l'achat de fournitures de bureau, de journaux, de matériels de bureau, de provisions alimentaires, de consommables informatiques, d'habillement, de matériels de communication et divers pour le fonctionnement courant des services relevant du Département.</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par le rattachement au Ministère de l'Economie et des Finances de la DGABE, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>3-621-15</b>	<b>Fournitures techniques</b>	4 280	4 280	72 860	77 140
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des fournitures techniques.</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par le rattachement au Ministère de l'Economie et des Finances de la DGABE, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>3-622-31</b>	<b>Entretien courant des bâtiments</b>	10 553	10 553	- 5 276	5 277
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses d'entretien des bâtiments.</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par le rattachement au Ministère de l'Economie et des Finances de la DGABE, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>3-628-20</b>	<b>Frais de transport</b>	74 875	74 875	- 1 588	73 287
<p>La dotation prend en charge les dépenses relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à l'achat des vignettes et aux frais d'assurances des engins roulants (motos et véhicules) du département ;</li> <li>- aux frais de transport du matériel et aux frais de location de véhicule et autres dépenses liées au transport ;</li> <li>- à l'achat de carburants et de lubrifiants.</li> </ul> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par le rattachement au Ministère de l'Economie et des Finances de la DGABE, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					
<b>4-632-56</b>	<b>Subvention (appui PONA V)</b>	0	0	9 900	9 900
<p>La dotation est destinée à la prise en charge le fonctionnement de la Cellule pour la mise en oeuvre de la Politique Nationale de la ville (PONA V).</p> <p>La mesure nouvelle positive découle de la fusion de l'Ex-Ministère de l'Habitat et de l'Ex-Ministère en charge des Affaires foncières en un seul Département.</p>					
<b>4-632-57</b>	<b>Subvention (appui ONA V)</b>	0	0	15 000	15 000
<p>La dotation est destinée à la prise en charge le fonctionnement de la Cellule pour la mise en oeuvre de la Politique Nationale de la ville (PONA V).</p> <p>La mesure nouvelle positive découle de la fusion de l'Ex-Ministère de l'Habitat et de l'Ex-Ministère en charge des Affaires foncières en un seul Département.</p>					
<b>4-641-41</b>	<b>Appui PAGAMGFP (DGABE)</b>	40 000	40 000	- 39 000	1 000
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des activités liées au PAGAM..</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par le rattachement au Ministère de l'Economie et des Finances de la DGABE, suivant les dispositions du Décret N° 2017-0427/PM-RM du 18 mai 2017 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels.</p>					

**740 MINISTERE HABITAT, URBANISME & AFFAIRES FONCIERES**

		<b>Dotations 2017</b>	<b>Services Votés</b>	<b>Mesures Nouvelles</b>	<b>TOTAL</b>
<b>B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR</b>					
<b>5-211-20</b>	<b>Etudes et recherches</b>	1 700 000	1 700 000	100 000	1 800 000
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses de Mise en oeuvre de la Reforme Foncière Sécurisée dans le cadre des activités d'études et de recherche. La mesure nouvelle positive s'explique par la fusion de l'ex-Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme et de l'ex-Ministère des Domaines et des Affaires Foncières en un seul Département qui a entraîné le transfèrement des services techniques au niveau de cette section budgétaire.					
<b>5-231-10</b>	<b>Travaux et constructions</b>	2 200 000	2 200 000	800 000	3 000 000
La dotation est destinée aux dépenses relatives aux projets suivants : - Construction-équipement DGABE - travaux de réfection des bâtiments publics de l'Etat ; - travaux de construction de la DNDC . La mesure nouvelle positive s'explique par la fusion de l'ex-Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme et de l'ex-Ministère des Domaines et des Affaires Foncières en un seul Département qui a entraîné le transfèrement des services techniques au niveau de cette section budgétaire.					
<b>5-234-10</b>	<b>Dépenses en Investissement</b>	1 525 000	1 525 000	2 450 000	3 975 000
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses relatives aux projets suivants : -Projet de mise en place du système portefeuille de l'Etat ; -Projet de mise en oeuvre de la reforme foncière sécurisée; L'augmentation s'explique par le renforcement de la dotation. La mesure nouvelle positive s'explique par la fusion de l'ex-Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme et de l'ex-Ministère des Domaines et des Affaires Foncières en un seul Département qui a entraîné le transfèrement des services techniques au niveau de cette section budgétaire.					
<b>5-629-11</b>	<b>Fonctionnement lié à l'investissement</b>	225 000	225 000	100 000	325 000
La dotation est destinée aux dépenses de fonctionnement des projets suivants: - projet de mise en oeuvre reforme foncière sécurisée; - projet de renforcement de capacité. La mesure nouvelle positive s'explique par la fusion de l'ex-Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme et de l'ex-Ministère des Domaines et des Affaires Foncières en un seul Département qui a entraîné le transfèrement des services techniques au niveau de cette section budgétaire.					
<b>TOTAL MINISTERE HABITAT, URBANISME &amp; AFFAIRES FONCIERES</b>		<b>5 834 568</b>	<b>5 834 568</b>	<b>3 505 414</b>	<b>9 339 982</b>

		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>					
<b>3-621-10</b>	<b>Dépenses Matériel-fonctionnement des services</b>	45 302	45 302	- 5 327	39 975
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à l'achat de matériels et mobiliers de bureau, de fournitures de bureau, de matériels techniques, de provisions alimentaires, de consommables informatiques, d'habillements, d'imprimés, de matériels de communication, de petits équipements de bureau, d'abonnement aux journaux et documentations. Elle est destinée à l'achat de vignettes et divers pour le fonctionnement courant des services relevant du Département.</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par la fusion de l'ex-Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme et de l'ex-Ministère des Domaines et des Affaires Foncières en un seul Département qui a entraîné le transfèrement des services techniques au niveau de la nouvelle section budgétaire.</p>					
<b>3-621-15</b>	<b>Fournitures techniques</b>	150 000	150 000	- 75 000	75 000
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à l'achat de matériels et fournitures techniques pour les structures du Département (ploter, appareil photo numérique, ordinateur, imprimante, rouleaux de calques, rouleaux d'ozalid, d'ammoniaque, plumes roting, rouleau calque pour ploter ; paquets de papier pour ploter, logiciel de dessin, vènère pour toner, table traçante, papier pour 800c, papiers spécifiques pour les différents appareils, meuble à plan, tireuse de plan).</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par la fusion de l'ex-Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme et de l'ex-Ministère des Domaines et des Affaires Foncières en un seul Département qui a entraîné le transfèrement des services techniques au niveau de la nouvelle section budgétaire.</p>					
<b>3-628-20</b>	<b>Frais de transport</b>	54 137	54 137	- 9 013	45 124
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses relatives : à l'achat de carburants et de lubrifiants pour le fonctionnement des structures du département, à l'entretien et à la réparation des véhicules et engins à deux roues, du groupe électrogène du département, à l'achat de pièces de rechange; aux frais de transport du matériel, aux frais de location de véhicule.</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par la fusion de l'ex-Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme et de l'ex-Ministère des Domaines et des Affaires Foncières en un seul Département qui a entraîné le transfèrement des services techniques au niveau de la nouvelle section budgétaire.</p>					
<b>4-632-56</b>	<b>Subvention (appui PONA V)</b>	19 800	19 800	- 9 900	9 900
<p>La dotation prend en charge le fonctionnement de la Cellule pour la mise en oeuvre de la Politique Nationale de la ville (PONA V).</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par la fusion de l'ex-Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme et de l'ex-Ministère des Domaines et des Affaires Foncières en un seul Département qui a entraîné le transfèrement des services techniques au niveau de la nouvelle section budgétaire.</p>					

**745 MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L' HABITAT**

		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>					
<b>4-632-57</b>	<b>Subvention (appui ONAV)</b>	30 000	30 000	- 15 000	15 000
<p>La dotation est destinée à la prise en charge du fonctionnement de la Cellule pour la mise en oeuvre de l'Observatoire Nationale de la ville (ONAV).</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par la fusion de l'ex-Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme et de l'ex-Ministère des Domaines et des Affaires Foncières en un seul Département qui a entraîné le transfèrement des services techniques au niveau de la nouvelle section budgétaire.</p>					
<b>B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR</b>					
<b>5-211-20</b>	<b>Etudes et recherches</b>	100 000	100 000	- 100 000	0
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à la réalisation des études et recherches par rapport à l'élaboration ou la révision du SDU, de la Politique Nationale de l'habitat, des études relatives aux collecteurs et aux servitudes, organisation de cercles de réflexion, des espaces contacts, des cadres de concertation avec les associations et ONG oeuvrant dans l'habitat au Mali.</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par la fusion de l'ex-Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme et de l'ex-Ministère des Domaines et des Affaires Foncières en un seul Département qui a entraîné le transfèrement des services techniques au niveau de la nouvelle section budgétaire.</p>					
<b>5-231-10</b>	<b>Travaux et constructions</b>	1 000 000	1 000 000	- 1 000 000	0
<p>La dotation est destinée à la prise en charge du projet de construction et d'équipement de la Direction Nationale de l'Urbanisme et l'Habitat.</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par la fusion de l'ex-Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme et de l'ex-Ministère des Domaines et des Affaires Foncières en un seul Département qui a entraîné le transfèrement des services techniques au niveau de la nouvelle section budgétaire.</p>					
<b>5-234-10</b>	<b>Dépenses en Investissement</b>	5 000 000	5 000 000	- 2 500 000	2 500 000
<p>La dotation est destinée à la prise en charge du PROGRAMME DE CONSTRUCTION DES 50.000 LOGEMENTS SOCIAUX, des dépenses relatives à la réhabilitation du Palais de Koulouba.</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par la fusion de l'ex-Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme et de l'ex-Ministère des Domaines et des Affaires Foncières en un seul Département qui a entraîné le transfèrement des services techniques au niveau de la nouvelle section budgétaire.</p>					
<b>5-629-11</b>	<b>Fonctionnement lié à l'investissement</b>	200 000	200 000	- 100 000	100 000
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses de fonctionnement des projets suivants: Projet d'élaboration et de révision des SDU; Projet des PUS; Projet ville sans bidons villes; Cellule de Suivi de la Politique Nationale de la Ville (CS-PONAV); l'Observatoire National de la Ville.</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par la fusion de l'ex-Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme et de l'ex-Ministère des Domaines et des Affaires Foncières en un seul Département qui a entraîné le transfèrement des services techniques au niveau de la nouvelle section budgétaire.</p>					

<b>745</b>	<b>MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L' HABITAT</b>
------------	--

	<b>Dotations 2017</b>	<b>Services Votés</b>	<b>Mesures Nouvelles</b>	<b>TOTAL</b>
<b>TOTAL MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L' HABITAT</b>	6 599 239	6 599 239	- 3 814 240	2 784 999



**760 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT & DU DESENCLAVEMENT**

		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>					
<b>3-241-10</b>	<b>Mobilier et équipement de bureau</b>	35 150	35 150	- 1 700	33 450
<p>La dotation est destinée à prendre en charge les dépenses liées à l'achat de mobiliers et équipements de bureau, de matériels informatiques de bureau et de petits matériels pour les structures du Département.</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par la scission de ce Ministère et le rattachement au Ministère des Transports de ses services techniques.</p>					
<b>3-244-10</b>	<b>Matériel technique, installation et outillage</b>	1 607	1 607	- 1 607	0
<p>L'inscription est destinée à prendre en charge les dépenses liées à l'achat de petits matériels pour le contrôle routier, l'acquisition d'imprimantes, d'ordinateurs, de photocopieuses et de consommables informatiques pour la production de cartes grises et de permis de conduire.</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par la scission de ce Ministère et le rattachement au Ministère des Transports de ses services techniques.</p>					
<b>3-621-10</b>	<b>Dépenses Matériel-fonctionnement des services</b>	124 760	124 760	- 16 849	107 911
<p>La dotation est destinée aux dépenses relatives à l'achat de:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- consommables (papeterie, imprimés, stylos, critérium, gommes, trombones, agrafes);</li> <li>- fournitures de bureau;</li> <li>- consommables informatiques;</li> <li>- produits alimentaires;</li> <li>- matériels, équipements, et mobiliers de bureau pour le fonctionnement;</li> <li>- frais de réabonnement aux images;</li> <li>- frais d'abonnement aux divers journaux;</li> <li>- produit d'entretien;</li> <li>- autres dépenses de fonctionnement.</li> </ul> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par la scission de ce Ministère et le rattachement au Ministère des Transports de ses services techniques.</p>					
<b>3-621-14</b>	<b>Impressions &amp; Imprimés</b>	78 077	78 077	- 39 669	38 408
<p>La dotation est destinée aux dépenses relatives à l'acquisition de documents techniques dont les imprimés entêtes, cartes de visites, cartes de vœux et d'invitation, cartes grises, permis de conduire et autres documents de transports. Sont également éligibles les encres pour les machines destinées à l'impression des données sur les cartes grises, les permis de conduire et les cartes de transports.</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par la scission de ce Ministère et le rattachement au Ministère des Transports de ses services techniques.</p>					
<b>3-621-15</b>	<b>Fournitures techniques</b>	1 448	1 448	- 1 448	0
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses liées à l'acquisition des fournitures techniques du Département.</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par la scission de ce Ministère et le rattachement au Ministère des Transports de ses services techniques.</p>					
<b>3-621-16</b>	<b>Habillement</b>	10 851	10 851	- 872	9 979
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses liées à l'acquisition des tenues de travail, d'imperméables, de chaussures et de parapluies.</p> <p>La mesure nouvelle négative s'explique par la scission de ce Ministère et le rattachement au Ministère des Transports de ses services techniques.</p>					

**760 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT & DU DESENCLAVEMENT**

	Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>				
<b>3-621-40 Carburants et lubrifiants</b>	77 989	77 989	- 5 571	72 418
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses de carburants et de lubrifiants pour les véhicules, les motos et les groupes électrogènes du Département. La mesure nouvelle négative s'explique par la scission de ce Ministère et le rattachement au Ministère des Transports de ses services techniques.				
<b>3-622-20 Entretien véhicule - réparation</b>	55 999	55 999	- 3 729	52 270
La dotation est destinée à: - l'achat de pièces détachées pour véhicules, motos, mobylettes et groupes électrogènes ; - l'entretien des véhicules, des motos, et des groupes électrogènes. La mesure nouvelle négative s'explique par la scission de ce Ministère et le rattachement au Ministère des Transports de ses services techniques.				
<b>3-628-20 Frais de transport</b>	48 708	48 708	- 531	48 177
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses suivantes: - achat de vignettes autos motos pour les structures du département ; - achat de titres de transport à l'intérieur du pays ; - frais de transports de matériels et de locations de véhicules; - autres frais de transport. La mesure nouvelle négative s'explique par la scission de ce Ministère et le rattachement au Ministère des Transports de ses services techniques.				
<b>3-629-09 Autres Dépenses</b>	45 331	45 331	- 2 905	42 426
La dotation est destinée à prendre en charge: -les dépenses diverses relatives au fonctionnement des services du département; -l'organisation des réunions annuelles sur les routes et transport, des séminaires, colloques et réunions du Département; -la mise à jour du système d'information "malikounafoni" et autres dépenses assimilées. La mesure nouvelle négative s'explique par la scission de ce Ministère et le rattachement au Ministère des Transports de ses services techniques.				
<b>3-629-43 Autres dépenses (sécurité routière)</b>	9 130	9 130	- 9 130	0
Cette dotation est destinée à la prise en charge des dépenses liées aux actions de sensibilisation contre l'insécurité routière (casques, fournitures de bureau, impression de document, consommables informatiques, activités de communication et de sensibilisation). La mesure nouvelle négative s'explique par la scission de ce Ministère et le rattachement au Ministère des Transports de ses services techniques.				
<b>TOTAL MINISTERE DE L'EQUIPEMENT &amp; DU DESENCLAVEMENT</b>	<b>489 050</b>	<b>489 050</b>	<b>- 84 011</b>	<b>405 039</b>

**770 MINISTERE DES TRANSPORTS**

		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>					
<b>2-611-00</b>	<b>Personnel</b>	0	0	55 000	55 000
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des salaires et des accessoires de salaires du personnel du Département.                      la mesure nouvelle s'explique par la scission de l'ex Ministère de l'Equipelement, des Transports et du Désenclavement..</p>					
<b>3-241-10</b>	<b>Mobilier et équipement de bureau</b>	0	0	1 700	1 700
<p>La dotation est destinée à prendre en charge les dépenses liées à l'achat de mobiliers et équipements de bureau, de matériels informatiques de bureau et de petits matériels pour les structures du Département.                      La mesure nouvelle s'explique par la scission de l'ex Ministère de l'Equipelement, des Transports et du Désenclavement.</p>					
<b>3-244-10</b>	<b>Matériel technique, installation et outillage</b>	0	0	1 607	1 607
<p>L'inscription est destinée à prendre en charge les dépenses liées à l'achat de petits matériels pour le contrôle routier, l'acquisition d'imprimantes, d'ordinateurs, de photocopieuses et de consommables informatiques pour la production de cartes grises et de permis de conduire.                      La mesure nouvelle s'explique par la scission de l'ex Ministère de l'Equipelement,des Transports et du Désenclavement.</p>					
<b>3-621-10</b>	<b>Dépenses Matériel-fonctionnement des services</b>	0	0	106 849	106 849
<p>La dotation est destinée aux dépenses relatives à l'achat de:                      - consommables (papeterie, imprimés, stylos, critérium, gommes, trombones, agrafes);                      - fournitures de bureau;                      - consommables informatiques;                      - produits alimentaires;                      - matériels, équipements, et mobiliers de bureau pour le fonctionnement;                      - frais de réabonnement aux images;                      - frais d'abonnement aux divers journaux;                      - produit d'entretien;                      - autres dépenses de fonctionnement.                      La mesure nouvelle s'explique par la scission de l'ex Ministère de l'Equipelement,des Transports et du Désenclavement.</p>					
<b>3-621-14</b>	<b>Impressions &amp; Imprimés</b>	0	0	39 669	39 669
<p>La dotation est destinée aux dépenses relatives à l'acquisition de documents techniques dont les imprimés entêtes, cartes de visites, cartes de voeux et d'invitation, cartes grises, permis de conduire et autres documents de transports. Sont également éligibles les encres pour les machines destinées à l'impression des données sur les cartes grises, les permis de conduire et les cartes de transports.                      La mesure nouvelle s'explique par la scission de l'ex Ministère de l'Equipelement,des Transports et du Désenclavement.</p>					
<b>3-621-15</b>	<b>Fournitures techniques</b>	0	0	1 448	1 448
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses liées à l'acquisition des fournitures techniques du Département.                      La mesure nouvelle s'explique par la scission de l'ex Ministère de l'Equipelement,des Transports et du Désenclavement.</p>					

**770 MINISTERE DES TRANSPORTS**

		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>3-621-16</b>	<b>Habillement</b>	0	0	872	872
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses liées à l'acquisition des tenues de travail, d'imperméables, de chaussures et de parapluies. La mesure nouvelle s'explique par la scission de l'ex Ministère de l'Equipelement,des Transports et du Désenclavement.</p>					
<b>3-621-40</b>	<b>Carburants et lubrifiants</b>	0	0	22 571	22 571
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses de carburants et de lubrifiants pour les véhicules, les motos et les groupes électrogènes du Département. La mesure nouvelle s'explique par la scission de l'ex Ministère de l'Equipelement,des Transports et du Désenclavement.</p>					
<b>3-622-20</b>	<b>Entretien véhicule - réparation</b>	0	0	3 729	3 729
<p>La dotation est destinée à: - l'achat de pièces détachées pour véhicules, motos, mobylettes et groupes électrogènes ; - l'entretien des véhicules, des motos, et des groupes électrogènes. La mesure nouvelle s'explique par la scission de l'ex Ministère de l'Equipelement,des Transports et du Désenclavement.</p>					
<b>3-625-10</b>	<b>Electricité et eau</b>	0	0	10 000	10 000
<p>Le montant inscrit est destiné au paiement des factures d'électricité des structures du Département. La mesure nouvelle s'explique par la scission de l'ex Ministère de l'Equipelement,des Transports et du Désenclavement.</p>					
<b>3-625-11</b>	<b>Eau</b>	0	0	7 000	7 000
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des factures d'eau au niveau de la portion centrale. La mesure nouvelle s'explique par la scission de l'ex Ministère de l'Equipelement,des Transports et du Désenclavement.</p>					
<b>3-626-10</b>	<b>Rédevances téléphoniques</b>	0	0	2 000	2 000
<p>Ce montant est destiné à la prise en charge des dépenses téléphoniques (SOTELMA-MALITEL-ORANGE) et de frais de connexion ainsi qu'aux dépenses d'abonnement à l'internet. La mesure nouvelle s'explique par la scission de l'ex Ministère de l'Equipelement,des Transports et du Désenclavement.</p>					
<b>3-626-12</b>	<b>Frais d'internet</b>	0	0	2 000	2 000
<p>Ce montant est destiné à la prise en charge de frais de connexion en internet . La mesure nouvelle s'explique par la scission de l'ex Ministère de l'Equipelement,des Transports et du Désenclavement.</p>					

**770 MINISTERE DES TRANSPORTS**

		<b>Dotations 2017</b>	<b>Services Votés</b>	<b>Mesures Nouvelles</b>	<b>TOTAL</b>
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>					
<b>3-628-20</b>	<b>Frais de transport</b>	0	0	20 531	20 531
<p>L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- achat de vignettes autos motos pour les structures du département ;</li> <li>- achat de titres de transport à l'intérieur du pays ;</li> <li>- frais de transports de matériels et de locations de véhicules;</li> <li>- autres frais de transport.</li> </ul> <p>La mesure nouvelle s'explique par la scission de l'ex Ministère de l'Equipement,des Transports et du Désenclavement</p>					
<b>3-629-09</b>	<b>Autres Dépenses</b>	0	0	92 905	92 905
<p>La dotation est destinée à prendre en charge:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les dépenses diverses relatives au fonctionnement des services du département;</li> <li>-l'organisation des réunions annuelles sur les routes et transport, des séminaires, colloques et réunions du Département;</li> <li>-la mise à jour du système d'information "malikounafoni" et autres dépenses assimilées.</li> </ul> <p>La mesure nouvelle s'explique par la scission de l'ex Ministère de l'Equipement,des Transports et du Désenclavement</p>					
<b>3-629-43</b>	<b>Autres dépenses (sécurité routière)</b>	0	0	9 130	9 130
<p>Cette dotation est destinée à la prise en charge des dépenses liées aux actions de sensibilisation contre l'insécurité routière (casques, fournitures de bureau, impression de document, consommables informatiques, activités de communication et de sensibilisation).</p> <p>La mesure nouvelle s'explique par la scission de l'ex Ministère de l'Equipement,des Transports et du Désenclavement</p>					
<b>TOTAL MINISTERE DES TRANSPORTS</b>		0	0	377 011	377 011

**800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**

	<b>Dotations 2017</b>	<b>Services Votés</b>	<b>Mesures Nouvelles</b>	<b>TOTAL</b>
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>				
<b>3-621-10 Dépenses Matériel-fonctionnement des services</b>	112 313	112 313	10 730	123 043
La dotation vise la prise en charge des dépenses liées à l'achat des biens et services liés au fonctionnement des services du Département. La mesure nouvelle s'explique le rattachement de la CPS à la section budgétaire du Ministère du Développement Industriel.				
<b>3-628-20 Frais de transport</b>	26 731	26 731	9 940	36 671
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses relative à l'achat de carburant et lubrifiant. Elle prend également en charge l'entretien et la réparation de véhicule et motos. La mesure nouvelle s'explique le rattachement de la CPS à la section budgétaire du Ministère du Développement Industriel.				
<b>B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR</b>				
<b>5-629-11 Fonctionnement lié à l'investissement</b>	0	0	75 000	75 000
L'inscription est destinée à la prise en charge de l'appui à la CPS. La mesure nouvelle s'explique le rattachement de la CPS à la section budgétaire du Ministère du Développement Industriel.				
<b>TOTAL MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL</b>	139 044	139 044	95 670	234 714

**810 MINISTERE DU COMMERCE**

	<b>Dotations 2017</b>	<b>Services Votés</b>	<b>Mesures Nouvelles</b>	<b>TOTAL</b>
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>				
<b>3-621-10 Dépenses Matériel-fonctionnement des services</b>	86 440	86 440	- 10 730	75 710
La dotation vise à la prise en charge des dépenses liées à l'achat des biens et services liés au fonctionnement des services du Département. La mesure nouvelle s'explique le rattachement de la CPS à la section budgétaire du Ministère du Développement Industriel.				
<b>3-628-20 Frais de transport</b>	25 173	25 173	- 9 940	15 233
La dotation est destinée à prendre en charge les dépenses relatives à l'achat de carburant et lubrifiant. Elle prend également en charge l'entretien et la réparation des véhicules et motos. La mesure nouvelle s'explique le rattachement de la CPS à la section budgétaire du Ministère du Développement Industriel.				
<b>B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR</b>				
<b>5-629-11 Fonctionnement lié à l'investissement</b>	1 130 000	1 130 000	- 75 000	1 055 000
La dotation est destinée à la prise en charge du fonctionnement lié à l'investissement de certains projets du Département. La mesure nouvelle s'explique le rattachement de la CPS à la section budgétaire du Ministère du Développement Industriel.				
<b>TOTAL MINISTERE DU COMMERCE</b>	<b>1 241 613</b>	<b>1 241 613</b>	<b>- 95 670</b>	<b>1 145 943</b>

**907 REGION DE G A O**

		<b>Dotations 2017</b>	<b>Services Votés</b>	<b>Mesures Nouvelles</b>	<b>TOTAL</b>
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>					
<b>2-617-14</b>	<b>Dépense de Formation (Coord. Stuct. Pers. Adm.)</b>	4 958	4 958	- 312	4 646
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à la formation au titre de la coordination des structures et du personnel administratif de l'Education. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.					
<b>2-617-16</b>	<b>Dépense de Formation (Curriculum Fondamental)</b>	10 951	10 951	- 460	10 491
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à la formation au titre du curriculum dans l'enseignement fondamental. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.					
<b>2-617-17</b>	<b>Dépense de Formation initiale des enseignants</b>	7 887	7 887	- 220	7 667
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à la formation initiale des enseignants dans la région de Gao. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.					
<b>2-617-18</b>	<b>Dépense de Formation continue des enseignants</b>	11 505	11 505	- 472	11 033
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à la formation continue des enseignants dans la région de Gao. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.					
<b>3-621-10</b>	<b>Dépenses Matériel-fonctionnement des services</b>	302 572	302 572	- 8 368	294 204
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à l'achat des matériels de fonctionnement pour les administrations publiques déconcentrées et décentralisées dans la région de Gao. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.					
<b>3-621-18</b>	<b>Alimentation des cantines scolaires</b>	323 133	323 133	- 28 457	294 676
La dotation est destinée à la prise en charge de l'alimentation des cantines scolaires dans la région de Gao. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.					
<b>3-621-22</b>	<b>Matériel fonct. lutte contre vente illicite médic.</b>	6 584	6 584	- 510	6 074
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à l'achat de matériels et au fonctionnement dans le cadre de lutte contre la vente illicite de médicaments. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.					



		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>3-621-23</b>	<b>Fournitures techniques (pétrole P.E.V.)</b>	26 024	26 024	- 2 039	23 985
<p>L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses liées à l'achat de Carburants (pétrole, gasoil et essence) et lubrifiants pour assurer le bon fonctionnement de la chaîne de froid des structures de la santé. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.</p>					
<b>3-621-30</b>	<b>Matériel didactique</b>	135 015	135 015	- 11 525	123 490
<p>La dotation est destinée la prise en charge des dépenses relatives à : - l'achat de matériels didactiques pour le compte des différents ordres d'enseignement ; - l'achat de mobiliers scolaires et d'imprimés , - l'entretien de matériel informatique et bureautique. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.</p>					
<b>3-621-31</b>	<b>Appui en matériel à l'Enseig. Fond.</b>	77 712	77 712	- 1 503	76 209
<p>La dotation est destinée à : - l'achat de manuels scolaires pour l'enseignement fondamental, préscolaire et non formel ; - l'achat de mobiliers scolaires (table bancs, tableaux, armoires, etc.) ; - l'acquisition des matériels didactiques du fondamental, préscolaire et non formel ; - l'achat d'imprimés et de matériels pour l'élaboration du matériel didactique ; - la mise en état des véhicules et l'entretien matériels informatiques et bureautiques ; - l'entretien de véhicule et de groupes électrogènes ; - l'acquisition de matériels informatiques et bureautiques. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.</p>					
<b>3-621-35</b>	<b>Appui en matériel à l'enseig. fond. (ADARS)</b>	84 155	84 155	- 10 711	73 444
<p>La dotation est destinée à : - l'achat de manuels scolaires pour l'enseignement fondamental, préscolaire non formel; - l'achat de mobiliers scolaires (table bancs, tableaux, armoires, etc.). - l'acquisition des matériels didactiques du fondamental, préscolaire et non formel. - l'achat d'imprimés et de matériels pour l'élaboration du matériel didactique. - la mise en état des véhicules et l'entretien matériels informatiques et bureautiques, etc. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.</p>					
<b>3-621-40</b>	<b>Carburants et lubrifiants</b>	49 648	49 648	- 1 409	48 239
<p>L'inscription est destinée à l'achat de carburant et de lubrifiants pour le compte des administrations publiques déconcentrées. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.</p>					
<b>3-621-54</b>	<b>Appui supervision activités pédagogiques</b>	10 000	10 000	- 1 000	9 000
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des CAP de la région. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.</p>					

		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>					
<b>3-621-57</b>	<b>Appui cadres concertation niveaux local &amp; regional</b>	20 230	20 230	- 1 000	19 230
La dotation constitue une provision pour la prise en charge de l'appui aux cadres de concertation aux niveaux régional et local. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.					
<b>3-621-60</b>	<b>Appui réparation manuels scolaires</b>	9 532	9 532	- 1 004	8 528
La dotation est relative à la la prise en charge des Conseils de Cercles et des communes de la région. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.					
<b>3-622-12</b>	<b>Entretien matériel informatique</b>	69 086	69 086	- 1 000	68 086
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à l'achat et à l'entretien de matériel informatique pour le compte des administrations publiques déconcentrées. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.					
<b>3-622-30</b>	<b>Entretien des bâtiments</b>	213 799	213 799	- 2 739	211 060
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses d'entretien des bâtiments administratifs. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.					
<b>3-622-31</b>	<b>Entretien courant des bâtiments</b>	49 508	49 508	- 4 052	45 456
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses d'entretien courant des bâtiments administratifs. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.					
<b>3-622-32</b>	<b>Entretien courant des écoles</b>	61 895	61 895	- 4 878	57 017
La dotation est destinée à l'entretien des bâtiments des écoles de la région de Gao. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.					
<b>3-626-12</b>	<b>Frais d'internet</b>	3 000	3 000	- 250	2 750
La dotation est relative à la prise en charge des conseils de cercles et du conseil régional. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.					
<b>3-628-10</b>	<b>Indemnité de déplacement</b>	109 716	109 716	- 656	109 060
La dotation est destinée : - au paiement des frais de missions et des indemnités de déplacements des agents à l'intérieur du Mali; - à l'achat de carburants et lubrifiants. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.					

**907 REGION DE G A O**

		<b>Dotations 2017</b>	<b>Services Votés</b>	<b>Mesures Nouvelles</b>	<b>TOTAL</b>
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>					
<b>3-628-13</b>	<b>Déplac. Examens Cycle II</b>	4 417	4 417	- 230	4 187
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses liées aux déplacements du personnel enseignant dans le cadre de l'organisation des examens du DEF.            La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.</p>					
<b>3-628-20</b>	<b>Frais de transport</b>	260 304	260 304	- 4 283	256 021
<p>La dotation est destinée :            - à la prise en charge des frais de transport;            - au paiement des frais de mutation;            - à l'entretien des véhicules des administrations déconcentrées.            La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.</p>					
<b>3-629-31</b>	<b>Frais Examens Cycle II</b>	31 754	31 754	- 456	31 298
<p>L'inscription est destinée à la prise charge des dépenses relatives à l'organisation financière et matérielle des examens de fin d'année.            La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.</p>					
<b>3-629-70</b>	<b>Autres Dépenses ( Santé &amp; Sports)</b>	5 721	5 721	- 490	5 231
<p>La dotation est destinée à la prise en charge de l'achat de médicaments et de matériel de sport pour les différents établissements d'enseignement secondaire.            La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.</p>					
<b>3-629-80</b>	<b>Autres Dépenses de mat. (Etudes Coll. Suivi Arch.)</b>	10 402	10 402	- 742	9 660
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des autres dépenses de matériels pour le compte des Centres d'Animation Pédagogique et des Directions de l'Académie d'Enseignement de la région de Gao (archivages, matériels informatiques, mobiliers, chaises).            La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.</p>					
<b>4-631-23</b>	<b>Subvt° organismes pub.(lutte contre maladies)</b>	86 108	86 108	- 6 808	79 300
<p>L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses de fonctionnement dans le cadre de la lutte contre les maladies.            La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.</p>					
<b>4-649-15</b>	<b>Lutte contre Palu. malnutrit° promot° Hygiène</b>	61 985	61 985	- 1 155	60 830
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses dans le cadre de la lutte contre le paludisme et la malnutrition et de la promotion de l'hygiène.            La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de cette dernière.</p>					
<b>TOTAL REGION DE G A O</b>		<b>2 047 601</b>	<b>2 047 601</b>	<b>- 96 729</b>	<b>1 950 872</b>

910 REGION DE MENAKA		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>					
<b>2-617-14</b>	<b>Dépense de Formation (Coord. Stuct. Pers. Adm.)</b>	7 500	7 500	312	7 812
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à la formation au titre de la coordination des structures et du personnel administratif de l'Education. La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.					
<b>2-617-16</b>	<b>Dépense de Formation (Curriculum Fondamental)</b>	4 000	4 000	460	4 460
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à la formation au titre du curriculum dans l'enseignement fondamental. La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.					
<b>2-617-17</b>	<b>Dépense de Formation initiale des enseignants</b>	4 500	4 500	220	4 720
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à la formation initiale des enseignants dans la région de Ménaka. La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.					
<b>2-617-18</b>	<b>Dépense de Formation continue des enseignants</b>	6 000	6 000	472	6 472
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à la formation continue des enseignants dans la région de Ménaka. La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.					
<b>3-621-10</b>	<b>Dépenses Matériel-fonctionnement des services</b>	243 000	243 000	8 368	251 368
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à l'achat des matériels de fonctionnement (Consommables de bureau) pour les administrations publiques déconcentrées et décentralisées dans la région de Ménaka. La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.					
<b>3-621-18</b>	<b>Alimentation des cantines scolaires</b>	20 000	20 000	28 457	48 457
La dotation est destinée à la prise en charge de l'alimentation des cantines scolaires dans la région de Ménaka. La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.					
<b>3-621-22</b>	<b>Matériel fonct. lutte contre vente illicite médic.</b>	1 000	1 000	510	1 510
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à l'achat de matériels et au fonctionnement et à la prise en charge des activités entrant dans le cadre de lutte contre la vente illicite de médicaments. La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.					

**910 REGION DE MENAKA**

		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>					
<b>3-621-23</b>	<b>Fournitures techniques (pétrole P.E.V.)</b>	1 500	1 500	2 039	3 539
<p>L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses liées à l'achat de Carburants (pétrole, gasoil et essence) et lubrifiants pour assurer le fonctionnement de la chaîne de froid des structures de la santé.</p> <p>La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.</p>					
<b>3-621-30</b>	<b>Matériel didactique</b>	0	0	11 525	11 525
<p>La dotation est destinée la prise en charge des dépenses relatives à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'achat de matériels didactiques pour le compte des différents ordres d'enseignement ;</li> <li>- l'achat de mobiliers scolaires et d'imprimés ,</li> <li>- l'entretien de matériel informatique et bureautique.</li> </ul> <p>La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.</p>					
<b>3-621-31</b>	<b>Appui en matériel à l'Enseig. Fond.</b>	48 500	48 500	1 503	50 003
<p>La dotation est destinée à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'achat de manuels scolaires pour l'enseignement fondamental, préscolaire et non formel ;</li> <li>- l'achat de mobiliers scolaires (table bancs, tableaux, armoires, etc.) ;</li> <li>- l'acquisition des matériels didactiques du fondamental, préscolaire et non formel ;</li> <li>- l'achat d'imprimés et de matériels pour l'élaboration du matériel didactique ;</li> <li>- la mise en état des véhicules et l'entretien matériels informatiques et bureautiques ;</li> <li>- l'entretien de véhicule et de groupes électrogènes ;</li> <li>- l'acquisition de matériels informatiques et bureautiques;</li> <li>- l'achat de pièces de rechange pour les véhicules, les groupes électrogènes et les engins à deux roues;</li> <li>- l'achat de carburants et lubrifiants.</li> </ul> <p>La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.</p>					
<b>3-621-35</b>	<b>Appui en matériel à l'enseig. fond. (ADARS)</b>	0	0	10 711	10 711
<p>La dotation est destinée à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'achat de manuels scolaires pour l'enseignement fondamental, préscolaire non formel;</li> <li>- l'achat de mobiliers scolaires (table bancs, tableaux, armoires, etc.).</li> <li>- l'acquisition des matériels didactiques du fondamental, préscolaire et non formel.</li> <li>- l'achat d'imprimés et de matériels pour l'élaboration du matériel didactique.</li> <li>- la mise en état des véhicules et l'entretien matériels informatiques et bureautiques, etc.</li> </ul> <p>La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.</p>					
<b>3-621-40</b>	<b>Carburants et lubrifiants</b>	64 000	64 000	1 409	65 409
<p>L'inscription est destinée à l'achat de carburant et de lubrifiants pour le compte des administrations publiques déconcentrées et décentralisées.</p> <p>La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.</p>					

**910 REGION DE MENAKA**

		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>					
<b>3-621-54</b>	<b>Appui supervision activités pédagogiques</b>	0	0	1 000	1 000
La dotation est destinée à la prise en charge des CAP de la région. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.					
<b>3-621-57</b>	<b>Appui cadres concertation niveaux local &amp; regional</b>	7 000	7 000	1 000	8 000
La dotation constitue une provision pour la prise en charge de l'appui aux cadres de concertation aux niveaux régional et local. La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.					
<b>3-621-60</b>	<b>Appui réparation manuels scolaires</b>	0	0	1 004	1 004
La dotation est relative à la la prise en charge des Conseils de Cercles et des communes de la région. La mesure nouvelle négative découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.					
<b>3-622-12</b>	<b>Entretien matériel informatique</b>	53 600	53 600	1 000	54 600
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses relatives à l'achat et à l'entretien de matériel informatique pour le compte des administrations publiques déconcentrées; acquisition de matériels informatiques, des pièces de recharge et entretienn courant de matériels. La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.					
<b>3-622-30</b>	<b>Entretien des bâtiments</b>	177 200	177 200	2 739	179 939
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses d'entretien des bâtiments administratifs (entretien courant, achat de produits et matériels d'entretien de bâtiments). La mesure nouvelle positive s'explique par la dotation des nouveaux services de la région en vue de les rendre opérationnels.					
<b>3-622-31</b>	<b>Entretien courant des bâtiments</b>	8 500	8 500	4 052	12 552
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses d'entretien courant des bâtiments administratifs (entretien courant, achat de produits et matériels d'entretien de bâtiments). La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.					
<b>3-622-32</b>	<b>Entretien courant des écoles</b>	0	0	4 878	4 878
La dotation est destinée à l'entretien des bâtiments des écoles de la région de Gao. La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.					
<b>3-626-12</b>	<b>Frais d'internet</b>	0	0	250	250
La dotation est relative à la prise en charge des conseils de cercles et du conseil régional. La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.					

**910 REGION DE MENAKA**

		Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>					
<b>3-628-10</b>	<b>Indemnité de déplacement</b>	58 250	58 250	656	58 906
<p>La dotation est destinée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au paiement des frais de missions et des indemnités de déplacements des agents à l'intérieur du Mali;</li> <li>- à l'achat de carburants et lubrifiants.</li> </ul> <p>La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.</p>					
<b>3-628-13</b>	<b>Déplac. Examens Cycle II</b>	2 000	2 000	230	2 230
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses liées aux déplacements du personnel enseignant dans le cadre de l'organisation des examens du DEF.</p> <p>La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.</p>					
<b>3-628-20</b>	<b>Frais de transport</b>	287 350	287 350	4 283	291 633
<p>La dotation est destinée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à la prise en charge des frais de transport;</li> <li>- au paiement des frais de mutation des agents de l'Etat à l'intérieur de la Région;</li> <li>- à l'entretien des véhicules des administrations déconcentrées (achat de pièces de rechange et de lubrifiants);</li> <li>- à l'achat de carburants;</li> <li>- à la prise en charge des frais de transport des élèves et étudiants au titre des grandes vacances et autres événements.</li> </ul> <p>La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.</p>					
<b>3-629-31</b>	<b>Frais Examens Cycle II</b>	15 000	15 000	456	15 456
<p>L'inscription est destinée à la prise charge des dépenses relatives à l'organisation financière et matérielle des examens de fin d'année.</p> <p>La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.</p>					
<b>3-629-70</b>	<b>Autres Dépenses ( Santé &amp; Sports)</b>	0	0	490	490
<p>La dotation est destinée à la prise en charge de l'achat de médicaments et de matériel de sport pour les différents établissements d'enseignement secondaire.</p> <p>La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.</p>					
<b>3-629-80</b>	<b>Autres Dépenses de mat. (Etudes Coll. Suivi Arch.)</b>	5 500	5 500	742	6 242
<p>La dotation est destinée à la prise en charge des autres dépenses de matériels pour le compte des Centres d'Animation Pédagogique et des Directions de l'Académie d'Enseignement de la région de Ménaka (archivages, matériels informatiques, mobiliers, chaises, formation et autres études, collectes et achats de matériels).</p> <p>La dotation est destinée à la prise en charge de l'achat de médicaments et de matériel de sport pour les différents établissements d'enseignement secondaire.</p> <p>La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.</p>					

**910 REGION DE MENAKA**

	Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>				
<b>4-631-23 Subvt° organismes pub.(lutte contre maladies)</b>	7 000	7 000	6 808	13 808
L'inscription est destinée à la prise en charge des dépenses de fonctionnement dans le cadre de la lutte contre les maladies et de la formation et autres interventions des agents de la santé. La dotation est destinée à la prise en charge de l'achat de médicaments et de matériel de sport pour les différents établissements d'enseignement secondaire. La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.				
<b>4-649-15 Lutte contre Palu. malnutrit° promot° Hygiène</b>	30 000	30 000	1 155	31 155
La dotation est destinée : - à la prise en charge des dépenses dans le cadre de la lutte contre le paludisme et la malnutrition et de la promotion de l'hygiène ; - aux formations, achats de matériels dans le cadre de l'intervention des agents de santé. La dotation est destinée à la prise en charge de l'achat de médicaments et de matériel de sport pour les différents établissements d'enseignement secondaire. La mesure nouvelle positive découle du transfèrement vers le budget de la Région de Menaka, à partir de celui de Gao, des crédits des structures déconcentrées de celle-ci.				
<b>TOTAL REGION DE MENAKA</b>	1 051 400	1 051 400	96 729	1 148 129



**970 COMPTES & FONDS SPECIAUX**

	Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES BUDGETS ANNEXES</b>				
<b>7-211-20 Etudes et recherches</b>	2 595 000	2 595 000	152 500	2 747 500
L'inscription est destinée à la prise en charge du Fonds Compétitif pour la recherche et l'Innovation technologique. La mesure nouvelle positive prend en charge les frais d'études et de recherches relatifs: - au fonds d'appui à la promotion de la recherche pétrolière; - au fonds d'aménagement et de la protection des forêts; - au fonds d'aménagement et de la protection de faune. La mesure nouvelle positive découle du renforcement des dotations en fonction des prévisions de recouvrement des ressources au titre des Fonds pour la Protection des Faunes et Forêts.				
<b>7-231-10 Travaux et constructions</b>	170 000	170 000	152 500	322 500
L'inscription est destinée au financement des dépenses relatives aux travaux et constructions : - du fonds d'aménagement et de la protection des forêts ; - du fonds d'aménagement et de la protection de la faune. La mesure nouvelle positive découle du renforcement des dotations en fonction des prévisions de recouvrement des ressources au titre des Fonds pour la Protection des Faunes et Forêts.				
<b>7-234-10 Dépenses en Investissement</b>	5 256 000	5 256 000	76 250	5 332 250
L'inscription est destinée au financement des dépenses relatives aux travaux et constructions : - du fonds d'aménagement et de la protection des forêts ; - du fonds d'aménagement et de la protection de la faune. La mesure nouvelle positive découle du renforcement des dotations en fonction des prévisions de recouvrement des ressources au titre des Fonds pour la Protection des Faunes et Forêts.				
<b>7-629-09 Autres Dépenses</b>	1 377 500	1 377 500	152 500	1 530 000
L'inscription prend en charge les autres dépenses dans le cadre du : - fonds d'appui à la promotion de la recherche pétrolière ; - programme de développement des ressources minérales ; - Fonds de financement de la Recherche, de Formation et de promotion des Activités Minières. - fonds d'aménagement et de la protection des forêts ; - fonds d'aménagement et de la protection de la faune. La mesure nouvelle positive découle du renforcement des dotations en fonction des prévisions de recouvrement des ressources au titre des Fonds pour la Protection des Faunes et Forêts.				
<b>7-649-10 Dépenses diverses de transfert</b>	632 000	632 000	76 250	708 250
La dotation est destinée à la prise en charge des dépenses diverses de transfert dans le cadre du fonds d'aménagement et de la protection des forêts et du fonds d'appui à l'autonomisation de la femme et de l'épanouissement de l'enfant. La mesure nouvelle positive découle du renforcement des dotations en fonction des prévisions de recouvrement des ressources au titre des Fonds pour la Protection des Faunes et Forêts.				
<b>TOTAL COMPTES &amp; FONDS SPECIAUX</b>	10 030 500	10 030 500	610 000	10 640 500

**990 CHARGES COMMUNES**

	Dotations 2017	Services Votés	Mesures Nouvelles	TOTAL
<b>DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>				
<b>2-619-00 Solde et accessoires besoins nouveaux</b>	2 057 636	2 057 636	4 835 000	6 892 636
La provision est destinée à la prise en charge des dépenses relatives: - aux besoins nouveaux des services au titre des dépenses de personnel; - à la rémunération des nouvelles recrues de la fonction publique. La mesure nouvelle positive s'explique par le caractère imprévisible desdites dépenses ou par le fait que leurs montants ne sont pas connus au moment de l'élaboration du budget d'Etat.				
<b>3-621-20 Besoins nouveaux des Services</b>	2 025 548	2 025 548	- 270 000	1 755 548
La dotation est destinée à la prise en charge : - des besoins nouveaux surgissant en cours d'année des administrations publiques existantes, en termes de matériels de fonctionnement et d'équipements; - des dépenses de fonctionnement et matériel des structures créées en cours d'exercice budgétaire. La mesure nouvelle négative découle de la dotation en budget de fonctionnement des nouveaux Ministères créés, à savoir: - le Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat; - le Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale; - le Ministère des Transports.				
<b>3-625-10 Electricité et eau</b>	502 923	502 923	- 51 000	451 923
La dotation non répartie sert de provision pour appuyer les administrations publiques pour la prise en charge des factures d'eau et d'électricité. La mesure nouvelle négative découle de la dotation en budget de fonctionnement des nouveaux Ministères créés, à savoir: - le Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat; - le Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale; - le Ministère des Transports.				
<b>3-626-10 Rédevances téléphoniques</b>	65 548	65 548	- 12 000	53 548
La dotation non répartie sert de provision pour appuyer en cas de besoin les administrations pour la prise en charge des factures téléphoniques et des frais postaux et d'Internet. La mesure nouvelle négative découle de la dotation en budget de fonctionnement des nouveaux Ministères créés, à savoir: - le Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat; - le Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale; - le Ministère des Transports.				
<b>3-628-20 Frais de transport</b>	1 954 212	1 954 212	- 111 000	1 843 212
La provision est destinée : - au règlement des frais d'entretien et de réparation des véhicules; - à l'achat de carburant et lubrifiants; - à la prise en charge des déplacements des fonctionnaires suite aux mutations, des élèves et des étudiants dans le cadre des vacances de fin d'année et de la rentrée des classes; - au paiement de diverses dépenses de déplacement de l'Administration. La mesure nouvelle négative découle de la dotation en budget de fonctionnement des nouveaux Ministères créés, à savoir: - le Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat; - le Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale; - le Ministère des Transports.				

<b>990</b>	<b>CHARGES COMMUNES</b>
------------	-------------------------

	<b>Dotations 2017</b>	<b>Services Votés</b>	<b>Mesures Nouvelles</b>	<b>TOTAL</b>	
<b>DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>					
<b>3-629-40</b>	<b>Dépenses électorales</b>	10 000 000	10 000 000	18 400 000	28 400 000
<p>La provision est constituée pour la prise en charge des dépenses des élections législatives partielles en cas de vacance de poste et la révision annuelle de la liste électorale. La mesure nouvelle opérée lors du collectif budgétaire vise à assurer la prise en charge effective des dépenses des élections régionales, locales et du référendum.</p>					
<b>3-629-44</b>	<b>Dépenses exceptionnelles</b>	4 000 000	4 000 000	- 260 000	3 740 000
<p>La provision est destinée à la prise en charge des dépenses accidentelles et celles de nature diverse. La mesure nouvelle négative découle de la dotation en budget de fonctionnement des nouveaux Ministères créés, à savoir: - le Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat; - le Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale; - le Ministère des Transports.</p>					
<b>3-669-30</b>	<b>Liquidation du passif régulier</b>	3 265 091	3 265 091	- 120 000	3 145 091
<p>La provision est destinée aux rappels différentiels, aux régularisations de situations administratives, aux indemnités de départ à la retraite, aux capitaux décès, aux arriérés de solde et accessoires, à la hiérarchisation et aux primes d'instruction, aux indemnités de billetage, aux avancements et bonifications. La mesure nouvelle négative découle de la dotation en budget de fonctionnement des nouveaux Ministères créés, à savoir: - le Ministère des Droits de l'Homme et de la Réforme de l'Etat; - le Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale; - le Ministère des Transports.</p>					
<b>4-643-10</b>	<b>Participation au fonctionnement</b>	9 233 346	9 233 346	- 4 010 588	5 222 758
<p>La provision est destinée à la prise en charge des prévisions de dépenses relatives au fonctionnement des Organismes ou Etablissements publics en cours d'exercice, des appuis de l'Etat dans tous les domaines. La mesure nouvelle négative sert à compenser l'augmentation des dépenses de salaires du personnel militaire de la Défense.</p>					
<b>5-234-11</b>	<b>Dépenses en investissement diverses</b>	29 877 187	29 877 187	4 800 000	34 677 187
<p>La dotation constitue une provision pour faire face aux dépenses diverses d'investissement. La mesure nouvelle positive constitue une provision pour le financement partiel du Programme d'Urgence Sociale.</p>					

<b>990 CHARGES COMMUNES</b>		<b>Dotations 2017</b>	<b>Services Votés</b>	<b>Mesures Nouvelles</b>	<b>TOTAL</b>
<b>B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR</b>					
<b>5-234-10</b>	<b>Dépenses en Investissement</b>	10 000 000	10 000 000	7 048 199	17 048 199
La mesure nouvelle positive s'explique par la prise en charge des nouveaux projets courant l'exercice 2017, notamment du secteur des infrastructures (Equipement, Travaux Publics, Désenclavement, etc).					
<b>5-234-58</b>	<b>Dépenses en investissement (BSI)</b>	0	0	2 951 801	2 951 801
La mesure nouvelle positive vise le renforcement des la provision destinée à la prise en charge des nouveaux projets courant l'exercice qui sont pas programmés dans le BSI, notamment du secteur des infrastructures (Equipement, Travaux Publics, Désenclavement, etc)..					
<b>TOTAL CHARGES COMMUNES</b>		<b>72 981 491</b>	<b>72 981 491</b>	<b>33 200 412</b>	<b>106 181 903</b>
<b>TOTAL GENERAL DES CHARGES</b>		<b>214 761 127</b>	<b>214 761 127</b>	<b>51 515 807</b>	<b>266 276 934</b>

**SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET  
D'ETAT AU 31 MARS 2017**

**NOTE DE PRESENTATION**  
**Situation d'exécution du budget d'Etat au 31 mars 2017**

**I. LES RECETTES**

Le budget d'Etat 2017 a été exécuté en recettes à 383,083 milliards de FCFA sur une prévision de 2 015,092 milliards de FCFA, soit un taux de 19,01%.

La situation d'exécution des recettes au 31 mars 2017 se présente dans le tableau ci-dessous :

(En milliards de FCFA)

Désignation	Prévisions 2017 Initiales	Recouvrements au 31 mars 2017	Rec. / Prév. (%)
Douanes	556,177	143,351	25,77
Impôts	743,799	158,464	21,30
Trésor	30	7,337	24,46
Domaines et Cadastre	127,8	10,765	8,42
Administration des Biens de l'Etat	7,847	0,000	-
Dette Publique	3,46	4,818	139,25
Budget Spécial d'Investissement (finan. extérieur)	285,13	27,094	9,50
Budgets Annexes, Comptes et Fonds Spéciaux	94,733	12,018	12,69
PSTE	17,845	1,461	8,19
Appuis Budgétaires	148,301	17,775	11,99
<b>TOTAL</b>	<b>2 015,092</b>	<b>383,083</b>	<b>19,01</b>

La Direction Générale des Douanes

Les réalisations de recouvrement au 31 mars 2017 se chiffrent à 143,351 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de recouvrement de 556,177 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation 25,77%.

La Direction Générale des Impôts

Les réalisations s'élèvent à 158,464 milliards de FCFA, sur une prévision annuelle de 743,799 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 21,30%.

### La Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Il a été réalisé au titre de ce service un montant de 7,337 milliards de FCFA, sur une prévision annuelle de 30,000 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 24,46%.

### La Direction Nationale des Domaines et du Cadastre

Les réalisations au titre de cette Direction se chiffrent à 10,765 milliards de FCFA contre des prévisions annuelles de 127,800 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 8,42%.

### La Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat

Il s'agit essentiellement des ressources issues de la vente des biens de l'Etat et des ressources de privatisation. A la date du 31 mars 2017 aucune réalisation de recettes n'a été faite.

### La Direction Générale de la Dette Publique

Les réalisations se chiffrent à 4,818 milliards de FCFA, sur des prévisions de 3,460 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 139,25%.

### Budget Spécial d'Investissement

Le financement extérieur du budget spécial d'investissement a connu une réalisation de 27,094 milliards de FCFA sur une prévision de 285,13 milliards de FCA, soit un taux de 9,50%.

### Budgets Annexes, Comptes et Fonds Spéciaux

Les réalisations se chiffrent à 12,018 milliards de FCFA, sur des prévisions de 94,733 milliards de FCFA, soit un taux de 12,69%.

### Allègements PPTÉ

Les réalisations au titre des allègements PPTÉ s'élèvent à 1,461 milliard de FCFA sur une prévision de 17,845 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 8,19%.

### Les ressources des Appuis Budgétaires

Les appuis budgétaires sont prévus pour 148,301 milliards de FCFA qui se décomposent comme suit :

- ◆ **Appuis Budgétaires Sectoriels.....18,701 milliards de FCFA ;**
- **Appuis Budgétaires Généraux.....129,600 milliards de FCFA.**

A la date du 31 mars 2017, les réalisations se chiffrent à 17,775 milliards de FCFA, soit un taux de 11,99%.

## **II. LES DEPENSES**

Au 31 mars 2017, le budget d'Etat a été exécuté en dépenses à hauteur de 302,565 milliards de FCFA sur une prévision budgétaire de 2 272,161 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 13,32%.

L'exécution des dépenses par nature de budgets et par nature de dépenses se présente comme suit.

### **1. Par Nature de Budgets**

#### **a. Budget Général**

##### ***☀ Pouvoirs Publics et Administrations Centrales***

Prévu dans la loi de Finances 2017 pour 1 874,365 milliards de FCFA, le budget des Pouvoirs Publics et Administrations Centrales a été exécuté à hauteur de 246,170 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 13,13%. Cette situation prend en compte l'ensemble des dépenses imputées sur les charges communes et sur les budgets des Institutions, des Départements Ministériels et des Etablissements Publics nationaux.

##### ***☀ Administrations déconcentrées des régions***

Prévu dans le budget d'Etat 2017 pour 303,063 milliards de FCFA, le budget des Administrations déconcentrées des régions a été exécuté à hauteur de 45,610 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 15,05%. Cette situation prend en compte l'ensemble des dépenses des administrations déconcentrées au niveau régional et subrégional.

#### **b. Budgets Annexes, Comptes et Fonds Spéciaux**

Pour une prévision dans le budget d'Etat 2017 de 94,733 milliards de FCFA, les dépenses des Budgets Annexes, Comptes et Fonds Spéciaux ont été exécutées à hauteur de 10,785 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 11,38%.

### **2. Par Nature de Dépenses**

La situation d'exécution des dépenses selon leur nature se présente comme suit.

#### **a. Personnel**

Les dépenses de personnel au 31 mars 2017 y compris le salaire des fonctionnaires des Collectivités, ont été exécutées à hauteur de 84,306 milliards de FCFA sur une dotation budgétaire 2017 de 450,734 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 18,70%.

La part des salaires des fonctionnaires des collectivités dans la masse salariale globale se chiffre à 120,516 milliards de FCFA sur lesquels, il a été exécuté un montant de 25,444 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 21,11%.



b. Matériel et Fonctionnement

Prévues dans le budget d'Etat 2017 pour 120,447 milliards de FCFA, les dépenses de matériel ont été exécutées à hauteur de 15,723 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 13,05%.

c. Déplacement et Mission

Les dépenses de la rubrique « déplacement et mission » ont été exécutées à hauteur de 9,017 milliards de FCFA sur une prévision de 60,926 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2017, soit un taux d'exécution de 14,80%.

Il s'agit des dépenses au niveau des Ministères, des Institutions, des Charges Communes (transport des élèves et étudiants dans le cadre des grandes vacances, déplacement des agents de l'Etat lors des mutations et déplacement des stagiaires et étudiants maliens à l'étranger) et des Régions.

d. Communication et Energie

Prévues dans le budget d'Etat 2017 pour 44,794 milliards de FCFA, les dépenses de communication-énergie ont été exécutées à hauteur de 11,868 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 26,49%.

e. Transferts et Subventions

Les dépenses au titre des transferts et subventions ont été exécutées à hauteur de 59,797 milliards de FCFA sur une prévision de 290,530 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 20,58%.

Sur ces prévisions, le filet social s'élève à 10,500 milliards de FCFA au titre duquel, aucune dépense n'a été faite au 31 mars 2017.

f. Bourses

Pour une prévision dans le budget d'Etat 2017 de 17,795 milliards de FCFA, les dépenses de bourses ont été exécutées à hauteur de 1,866 milliard de FCFA, soit un taux d'exécution de 10,49%.

g. Autres Dépenses

Les prévisions au titre de cette rubrique sans les dépenses électorales, les pertes aux changes et la liquidation du passif régulier, s'élèvent à 69,608 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2017. L'exécution au 31 mars 2017 est de 11,184 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 16,07%. Les autres dépenses sont constituées essentiellement des frais de location des bâtiments administratifs baillés, des frais d'entretien des bâtiments administratifs, des frais d'entretien courant des écoles et des dépenses de formation.

h. Dépenses Electorales

Prévues pour 10,000 milliards de FCFA dans la loi de Finances 2017, les dépenses électorales ont été exécutées à hauteur de 0,294 milliards de FCFA à la date du 31 mars 2017, soit un taux de 2,94%.

i. Pertes aux Changes

Cette rubrique prend en charge le remboursement des pertes aux changes subies par les Représentations Diplomatiques du Mali. Prévu pour 0,736 milliard de FCFA dans le budget d'Etat 2017, la dotation au titre des pertes aux changes a été exécutée à hauteur de 0,087 milliard de FCFA, soit un taux d'exécution de 11,82% à la date du 31 mars 2017.

j. Liquidation du Passif Régulier

Les dépenses liées à la liquidation du passif régulier ont été prévues pour 3,876 milliards de FCFA dans la loi de Finances 2017. Elles ont été exécutées à hauteur de 0,428 milliard de FCFA, soit un taux d'exécution de 11,04%. Les dépenses de la rubrique « liquidation du passif régulier » concernent essentiellement les rappels d'arriérés différentiels de soldes et d'accessoires de solde.

k. Equipements et Investissements

Il s'agit des dépenses du Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur) et des dépenses d'équipement au niveau des charges communes, des Départements Ministériels, des Institutions et des Etablissements Publics.

La rubrique « équipements et investissements » a été exécutée à hauteur de 71,964 milliards de FCFA sur une prévision de 561,935 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2017, soit un taux d'exécution de 12,81%.

l. Principal de la Dette

En ce qui concerne les prévisions de remboursement du principal de la dette extérieure et intérieure, elles s'élèvent à 191,013 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2017. L'exécution au 31 mars 2017 est de 11,034 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 5,78%. Le remboursement de la dette se fait conformément aux échéanciers de paiement.

m. Frais Financiers

Prévue dans le budget d'Etat 2017 pour 28,514 milliards de FCFA, la dotation au titre des frais financiers a été exécutée à hauteur de 3,704 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 12,99% à la date du 31 mars 2017.

n. Apurement du Passif

Les prévisions de dépenses au titre de l'apurement du passif s'élèvent à 20,000 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2017. Elles ont été exécutées à hauteur de 8,273 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 41,37%. La situation comprend l'apurement des impayés de redevances téléphoniques, la prise en charge des indemnités d'expropriations, de dédommagement, des contributions aux organismes internationaux.

o. Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur)

Prévu dans le budget d'Etat 2017 pour 285,131 milliards de FCFA, le financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement a été exécuté à hauteur de 0,221 milliard de FCFA, soit un taux de 0,08%. Il s'agit des projets sur financement extérieur dont l'exécution se fait selon les procédures nationales d'exécution du budget.

p. Appui Budgétaire Sectoriel

Prévu dans le budget d'Etat 2017 pour 18,701 milliards de FCFA, l'appui budgétaire sectoriel a été exécuté à hauteur de 2,014 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 10,77% à la date du 31 mars 2017.

**III. RESULTAT D'EXECUTION**

Les prévisions de recettes dans le budget d'Etat 2017 s'élèvent à 2 015,092 milliards de FCFA. Les réalisations au 31 mars 2017 se chiffrent à 383,083 milliards de FCFA, soit un taux de 19,01%.

Quant aux dépenses, elles ont été exécutées à hauteur de 302,565 milliards de FCFA sur une prévision 2017 de 2 272,161 milliards FCFA, soit un taux de 13,32%.

**Bamako, le 18 mai 2017**  
**Le Ministre,**

**Dr Boubou CISSE**

**SITUATION D'EXECUTION AU 31-03-2017**

**TABLEAU DES RECETTES**

**COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

**RECAPITULATION PAR BUDGET**

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

<b>Titre</b>	<b>Section</b>	<b>Prévisions Annuelles</b>	<b>Emissions au 31/03/2017</b>	<b>Recouvrements au 31/03/2017</b>	<b>Reste à Recouvrer</b>	<b>Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.</b>
<b>BUDGET GENERAL</b>						
	BUDGET NATIONAL	1 486 927 680 000	326 196 000 000	326 196 000 000		21,94 100,00
	BUDGET SPECIAL D'INVEST. FINANC. EXTERIEUR (BSI)	285 130 198 000	27 094 000 000	27 094 000 000		9,50 100,00
	APPUIS PROGRAMMES SECTORIELS	18 701 860 000	7 897 000 000	7 897 000 000		42,23 100,00
	APPUIS PROGRAMMES GENERAUX	129 600 000 000	9 878 000 000	9 878 000 000		7,62 100,00
	<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 920 359 738 000</b>	<b>371 065 000 000</b>	<b>371 065 000 000</b>		<b>19,32 100,00</b>
<b>BUDGETS ANNEXES - COMPTES &amp; FONDS SPECIAUX</b>						
	POGR. DEV. RESS. MINERALES ( PDRM )	310 000 000	0	0		0,00
	FONDS D'APPUI PROMOT. RECHERCHE PETROLIERE (FAPRP)	3 369 200 000	0	0		0,00
	FONDS AMENAG. & PROTECTION DES FORETS (FAPF)	640 000 000	0	0		0,00
	FONDS AMENAG. & PROTECTION DE LA FAUNE(FAPF)	50 000 000	0	0		0,00
	FONDS NATIONAL D'APPUI A L' AGRICULTURE (FNAA)	5 000 000 000	0	0		0,00
	FONDS APPUI AUTONOMISAT° FEMME & EPANOUISMNT ENFANT	600 000 000	0	0		0,00
	FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA	76 035 000 000	10 755 010 000	10 755 010 000		14,14 100,00
	FONDS COMPETITIF RECH. INNOV. TECHNOLOGIQUE	2 333 000 000	0	0		0,00
	FDS FCEMNT DE LA RCHE DE LA FORMAT°ET PROMO ACT MINIERES	415 000 000	0	0		0,00
	ENTREPOTS MALIENS AU SENEGAL	2 400 000 000	641 921 168	641 921 168		26,75 100,00
	ENTREPOTS MALIENS EN COTE D'IVOIRE	1 100 745 000	276 043 740	276 043 740		25,08 100,00
	ENTREPOTS MALIENS AU TOGO	749 488 000	0	0		0,00
	ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE	501 400 000	93 953 006	93 953 006		18,74 100,00
	ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE	589 323 000	101 639 531	101 639 531		17,25 100,00
	ENTREPOTS MALIEN AU GHANA	639 500 000	150 150 988	150 150 988		23,48 100,00

**COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

**RECAPITULATION PAR BUDGET**

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

<b>Titre</b>	<b>Section</b>	<b>Prévisions Annuelles</b>	<b>Emissions au 31/03/2017</b>	<b>Recouvrements au 31/03/2017</b>	<b>Reste à Recouvrer</b>	<b>Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.</b>
<b>TOTAL</b>	<b>BUDGETS ANNEXES - COMPTES &amp; FONDS SPECIAUX</b>	94 732 656 000	12 018 718 433	12 018 718 433		12,69 100,00
	<b>TOTAL GENERAL</b>	2 015 092 394 000	383 083 718 433	383 083 718 433		19,01 100,00

**COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

**RECAPITULATION PAR ARTICLE**

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

<b>Titre</b>	<b>Article</b>	<b>Prévisions Annuelles</b>	<b>Emissions au 31/03/2017</b>	<b>Recouvrements au 31/03/2017</b>	<b>Reste à Recouvrer</b>	<b>Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.</b>
<b>BUDGET GENERAL</b>						
	DONS PROJETS ET LEGS	96 500 000 000	6 271 000 000	6 271 000 000		6,50 100,00
	EMPRUNTS PROJETS & PROG.	188 630 198 000	20 823 000 000	20 823 000 000		11,04 100,00
	AUTRES EMPRUNTS	66 600 000 000	9 878 000 000	9 878 000 000		14,83 100,00
	CESSION D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 846 680 000	0	0		0,00
	CESSIONS SOLS SOUS-SOLS	11 824 851 000	774 000 000	774 000 000		6,55 100,00
	CESSIONS DE BIENS MEUBLES	353 204 000	102 000 000	102 000 000		28,88 100,00
	REMBOURSEMENT DE PRETS ET AVANCES	3 460 000 000	4 818 000 000	4 818 000 000		139,25 100,00
	RECETTES FISCALES	1 364 059 925 000	314 357 000 000	314 357 000 000		23,05 100,00
	RECETTES NON FISCALES	81 538 020 000	4 684 000 000	4 684 000 000		5,74 100,00
	DONS PROGRAMMES	81 701 860 000	7 897 000 000	7 897 000 000		9,67 100,00
	RECETTES EXCEPTIONNELLES	17 845 000 000	1 461 000 000	1 461 000 000		8,19 100,00
	<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 920 359 738 000</b>	<b>371 065 000 000</b>	<b>371 065 000 000</b>		<b>19,32 100,00</b>
<b>BUDGETS ANNEXES - COMPTES &amp; FONDS SPECIAUX</b>						
	RECETTES NON FISCALES	10 074 656 000	1 263 708 433	1 263 708 433		12,54 100,00
	TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS	84 658 000 000	10 755 010 000	10 755 010 000		12,70 100,00
	<b>TOTAL BUDGETS ANNEXES - COMPTES &amp; FONDS SPECIAUX</b>	<b>94 732 656 000</b>	<b>12 018 718 433</b>	<b>12 018 718 433</b>		<b>12,69 100,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>2 015 092 394 000</b>	<b>383 083 718 433</b>	<b>383 083 718 433</b>		<b>19,01 100,00</b>

**COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

**0 BUDGET GENERAL**

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>01 BUDGET NATIONAL</b>					
<b>21 CESSION D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
<b>4 Cession Droits d'exploitation - Fonds de Commerce</b>					
0.0.0 RECETTES DE PRIVATISATION (DGABE)	7 846 680 000	0	0	0,00	
<b>22 CESSIONS SOLS SOUS-SOLS</b>					
<b>1 Ventes de terrains</b>					
0.0.0 ALIENATIONS D'IMMEUBLES & TRANSFORMATION EN TF (DNDC)	11 824 851 000	774 000 000	774 000 000	6,55	100,00
<b>24 CESSIONS DE BIENS MEUBLES</b>					
<b>3 Matériels de transport de service &amp; de fonction</b>					
0.0.0 ALIENATION DU DOMAINE MOBILIER (DNDC)	353 204 000	102 000 000	102 000 000	28,88	100,00
<b>29 REMBOURSEMENT DE PRETS ET AVANCES</b>					
<b>7 Prêts rétrocédés</b>					
5.0.0 RETROCESSIONS	3 460 000 000	4 818 000 000	4 818 000 000	139,25	100,00



## COMPTE ADMINISTRATIF 2017

### 0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>01 BUDGET NATIONAL</b>					
<b>71 RECETTES FISCALES</b>					
<b>1 Impôts sur les revenus, bénéfiques et gains en capital</b>					
1.3.0 BIC SECTEUR PRIVE-IMPOTS	11 532 000 000	1 189 000 000	1 189 000 000	10,31	100,00
2.0.0 IMPOT SUR LES SOCIETES ( IS PRIVE)	258 716 000 000	48 501 000 000	48 501 000 000	18,75	100,00
2.1.0 IMPOTS SUR LES SOCIETES (IS ETAT)	1 826 000 000	2 000 000	2 000 000	0,11	100,00
3.0.0 TAXE SYNTHETIQUE	5 340 000 000	671 000 000	671 000 000	12,57	100,00
4.0.0 TAXES SUR LES TRANSPORTEURS ROUTIERS	6 796 000 000	1 489 000 000	1 489 000 000	21,91	100,00
5.0.0 IMPOT SUR LES REVENUS FONCIERS IMPOTS	5 540 000 000	591 000 000	591 000 000	10,67	100,00
7.0.0 IMPOT SUR LES REVENUS DE VAL.MOB.	24 890 000 000	3 940 000 000	3 940 000 000	15,83	100,00
8.4.0 I.T.S. RETENUE SECTEUR PRIVE (IMPOTS)	74 344 000 000	15 629 000 000	15 629 000 000	21,02	100,00
8.4.1 I.T.S. RETENUE SECTEUR PUBLIC(IMPOTS)	9 578 000 000	3 280 000 000	3 280 000 000	34,25	100,00
9.0.0 PENALITES SUR IMPOTS DIRECTS (IMPOTS)	3 225 000 000	655 000 000	655 000 000	20,31	100,00
9.5.0 RECETTES SUR ORDRE DE RECETTES	97 000 000	4 000 000	4 000 000	4,12	100,00
9.6.0 RECETTES SUR EXERCICES ANT. (IMPOTS DIRECTS)	10 663 000 000	1 003 000 000	1 003 000 000	9,41	100,00
<b>Total Impôts sur les revenus, bénéfiques et gains en capital</b>	<b>412 547 000 000</b>	<b>76 954 000 000</b>	<b>76 954 000 000</b>	<b>18,65</b>	<b>100,00</b>
<b>2 Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations</b>					
1.0.0 CONTRIBUTION FORFAITAIRE	13 013 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	17,67	100,00
<b>3 Impôts sur le Patrimoine</b>					
1.0.0 REDEVANCES SUPERFICIAIRES DES SOCIETES MINIERES	300 460 000	210 000 000	210 000 000	69,89	100,00
2.0.0 TAXE SUR LA PLUS VALUE DE CESSIONS ENTRE PARTICULIERS	1 111 054 000	305 000 000	305 000 000	27,45	100,00
<b>Total Impôts sur le Patrimoine</b>	<b>1 411 514 000</b>	<b>515 000 000</b>	<b>515 000 000</b>	<b>36,49</b>	<b>100,00</b>

## COMPTE ADMINISTRATIF 2017

### 0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>01 BUDGET NATIONAL</b>					
<b>71 RECETTES FISCALES</b>					
<b>5 Impôts et Taxes intérieurs sur les biens et services</b>					
1.0.0 TAXES SUR LES VEHICULES AUTOMOBILES	4 132 000 000	1 363 000 000	1 363 000 000	32,99	100,00
1.1.0 T.V.A. - T.P.S - I.A.S. /ETAT	6 165 000 000	368 000 000	368 000 000	5,97	100,00
1.1.2 TAXE VISITES TECHNIQUES VEHICULES	592 000 000	34 000 000	34 000 000	5,74	100,00
1.2.0 T.V.A. - T.P.S. / PRIVE	141 347 000 000	43 484 000 000	43 484 000 000	30,76	100,00
1.3.0 T.V.A. - T.P.S. / DOUANES	277 770 000 000	76 639 000 000	76 639 000 000	27,59	100,00
2.0.0 TAXES SUR LES BOISSONS ALCOOL.(IMPOTS)	3 539 000 000	523 000 000	523 000 000	14,78	100,00
3.0.0 TAXE INTERIEURE SUR PRODUITS PETROLIERS(TIPP)	104 864 000 000	21 325 000 000	21 325 000 000	20,34	100,00
4.0.0 IMPOT SPECIAL SUR BOISSON GAZ(IMPOTS)	6 227 000 000	953 000 000	953 000 000	15,30	100,00
5.0.0 ISCP SUR AUTRES PRODUITS (IMPOTS)	6 439 000 000	1 337 000 000	1 337 000 000	20,76	100,00
5.1.0 TARTOP(Taxe sur Accès au Reseau de Telecom Ouvert au Public)	21 166 000 000	6 637 000 000	6 637 000 000	31,36	100,00
6.0.0 TAXE D'EXTRACTION OU RAMASSAGE DE MATERIAUX	214 815 000	0	0	0,00	
6.1.0 PMU-MALI	8 500 000 000	1 679 000 000	1 679 000 000	19,75	100,00
6.3.0 CASINO	250 000 000	59 000 000	59 000 000	23,60	100,00
7.0.0 TAXE SUR LES FRAIS D'EDILITE	364 726 000	42 000 000	42 000 000	11,52	100,00
7.1.0 TAXES SUR LES CONTRATS D'ASSURANCES	5 676 000 000	1 869 000 000	1 869 000 000	32,93	100,00
7.2.0 TAXE AD VALOREM (DNDC)	28 747 685 000	4 168 000 000	4 168 000 000	14,50	100,00
7.3.0 TAXE/ACTIVITES FINANCIERES	37 940 000 000	5 198 000 000	5 198 000 000	13,70	100,00
7.4.0 C.P.S. SUR L'OR (IMPOTS)	39 030 000 000	7 617 000 000	7 617 000 000	19,52	100,00
9.2.0 PENALITES SUR IMPOTS INDIRECTS	5 273 000 000	765 000 000	765 000 000	14,51	100,00
9.3.0 RECETTES SUR EXERCICES ANT.(IMPOTS INDIRECTS)	17 720 000 000	931 000 000	931 000 000	5,25	100,00
<b>Total Impôts et Taxes intérieurs sur les biens et services</b>	<b>715 957 226 000</b>	<b>174 991 000 000</b>	<b>174 991 000 000</b>	<b>24,44</b>	<b>100,00</b>

## COMPTE ADMINISTRATIF 2017

### 0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>01 BUDGET NATIONAL</b>					
<b>71 RECETTES FISCALES</b>					
<b>6 Droits de timbre et d'enregistrement</b>					
1.0.0 PRELEVEMENT HONORAIRE GREFFIER (DGI)	183 000 000	1 000 000	1 000 000	0,55	100,00
1.1.0 DROITS D'ENREGISTREMENT (DNDC)	11 664 992 000	1 937 000 000	1 937 000 000	16,61	100,00
1.2.0 DROITS D'ENREGISTREMENT (DGI)	8 366 000 000	3 403 000 000	3 403 000 000	40,68	100,00
1.3.0 DROITS D'ENREGISTREMENT DES LOCATIONS VERBALES (DNDC)	9 490 000	11 000 000	11 000 000	115,91	100,00
2.0.0 PRELEVEMENT/HONORAIRES GREFFIERS(DNDC)	14 142 000	8 000 000	8 000 000	56,57	100,00
2.1.0 DROITS DE CONSERVATION FONCIERE (DNDC)	1 494 174 000	464 000 000	464 000 000	31,05	100,00
3.0.0 DROITS DE TIMBRES (DGI)	14 121 000 000	4 757 000 000	4 757 000 000	33,69	100,00
3.1.0 DROITS DE TIMBRES (DNDC)	509 777 000	96 000 000	96 000 000	18,83	100,00
5.2.0 PENALITES- PRODUITS DOMANIAUX (DNDC)	53 610 000	7 000 000	7 000 000	13,06	100,00
9.0.0 PENALITES SUR DROITS DE TIMBRE ET ENREG. (DGI)	1 012 000 000	8 000 000	8 000 000	0,79	100,00
<b>Total Droits de timbre et d'enregistrement</b>	<b>37 428 185 000</b>	<b>10 692 000 000</b>	<b>10 692 000 000</b>	<b>28,57</b>	<b>100,00</b>

## COMPTE ADMINISTRATIF 2017

### 0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>01 BUDGET NATIONAL</b>					
<b>71 RECETTES FISCALES</b>					
<b>7 Droits et Taxes à l'Importation</b>					
1.1.0 DROITS DE DOUANES	141 661 000 000	35 685 000 000	35 685 000 000	25,19	100,00
1.2.0 REDEVANCE STATISTIQUE	14 551 000 000	4 570 000 000	4 570 000 000	31,41	100,00
1.4.0 TAXE CONJONCTURELLE A L'IMPORT.(T.C.I.)	58 000 000	10 000 000	10 000 000	17,24	100,00
2.1.1 TAXE LOCALE SUR LES TABACS (DOUANES)	7 661 000 000	4 000 000	4 000 000	0,05	100,00
2.1.6 TAXE SUR LES COLAS	283 000 000	45 000 000	45 000 000	15,90	100,00
2.1.7 IMPOT SPECIAL SUR BOISSONS (DOUANES)	1 429 000 000	2 249 000 000	2 249 000 000	157,38	100,00
2.1.9 TAXE SUR AUTRES PRODUITS	1 615 000 000	2 149 000 000	2 149 000 000	133,07	100,00
2.2.1 PLOMBS ET IMPRIMES	7 000 000	3 000 000	3 000 000	42,86	100,00
2.2.2 AMENDES ET CONFISCATIONS	4 016 000 000	334 000 000	334 000 000	8,32	100,00
2.2.3 VENTES EN DOUANES	119 000 000	10 000 000	10 000 000	8,40	100,00
2.2.4 DROITS DE MAGASINAGE ET DE DEPOTS	6 000 000	1 000 000	1 000 000	16,67	100,00
3.0.0 RECETTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	2 137 000 000	327 000 000	327 000 000	15,30	100,00
<b>Total Droits et Taxes à l'Importation</b>	<b>173 543 000 000</b>	<b>45 387 000 000</b>	<b>45 387 000 000</b>	<b>26,15</b>	<b>100,00</b>

## COMPTE ADMINISTRATIF 2017

### 0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>01 BUDGET NATIONAL</b>					
<b>71 RECETTES FISCALES</b>					
<b>9 Autres Recettes Fiscales</b>					
1.1.1 TAXE DELIV. PERM. DE CONDUIRE	344 000 000	36 000 000	36 000 000		10,47 100,00
1.1.3 TAXE DELIV. CARTES GRISES	940 000 000	93 000 000	93 000 000		9,89 100,00
1.1.4 TAXE DELIV. CARTES DE TRANSPORT	298 000 000	79 000 000	79 000 000		26,51 100,00
1.1.5 AUTORISATION DE CONDUIRE	68 000 000	0	0		0,00
1.2.0 DROITS DE CHANCELERIE	3 500 000 000	2 386 000 000	2 386 000 000		68,17 100,00
1.3.0 PASSEPORTS CARTES D'IDENTITES	5 000 000 000	923 000 000	923 000 000		18,46 100,00
7.0.0 TAXES SUR LES ETABLISSEMENTS CLASSES INSALUBRES & INCOMMUNES	10 000 000	1 000 000	1 000 000		10,00 100,00
<b>Total Autres Recettes Fiscales</b>	<b>10 160 000 000</b>	<b>3 518 000 000</b>	<b>3 518 000 000</b>		<b>34,63 100,00</b>
<b>Total RECETTES FISCALES</b>	<b>1 364 059 925 000</b>	<b>314 357 000 000</b>	<b>314 357 000 000</b>		<b>23,05 100,00</b>
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>					
<b>1 Revenus de l'entreprise et du domaine</b>					
1.1.0 CONCESSIONS ORDINAIRES OU REDEVANCES DOMANIALES	30 447 102 000	156 000 000	156 000 000		0,51 100,00
2.0.0 LOCATION DES IMMEUBLES DE L'ETAT	29 106 000	0	0		0,00
<b>Total Revenus de l'entreprise et du domaine</b>	<b>30 476 208 000</b>	<b>156 000 000</b>	<b>156 000 000</b>		<b>0,51 100,00</b>

## COMPTE ADMINISTRATIF 2017

### 0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>01 BUDGET NATIONAL</b>					
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>					
<b>2 Droits et Frais administratifs</b>					
2.3.0 RECETTES SUR PRESTATIONS SPORTIVES	63 000 000	2 000 000	2 000 000	3,17	100,00
2.4.0 RECETTES SUR PRESTATIONS ARTISTIQUES	63 000 000	0	0	0,00	
3.5.0 PRODUITS DIVERS	650 000 000	93 000 000	93 000 000	14,31	100,00
5.8.0 RECETTES LETTRES DE VOITURE	33 000 000	0	0	0,00	
<b>Total Droits et Frais administratifs</b>	<b>809 000 000</b>	<b>95 000 000</b>	<b>95 000 000</b>	<b>11,74</b>	<b>100,00</b>
<b>3 Amendes et condamnations pécuniaires</b>					
1.0.0 FRAIS ET AMENDES JUDICIAIRES	870 000 000	147 000 000	147 000 000	16,90	100,00
3.0.0 AMENDES ARBITREES	53 000 000	117 000 000	117 000 000	220,75	100,00
<b>Total Amendes et condamnations pécuniaires</b>	<b>923 000 000</b>	<b>264 000 000</b>	<b>264 000 000</b>	<b>28,60</b>	<b>100,00</b>
<b>4 Produits financiers</b>					
1.1.0 DIVIDENDES DES SOCIETES MINIERES (DNDC)	8 348 000 000	2 485 000 000	2 485 000 000	29,77	100,00
1.1.1 DIVIDENDES AUTRES SOCIETES	32 312 812 000	0	0	0,00	
<b>Total Produits financiers</b>	<b>40 660 812 000</b>	<b>2 485 000 000</b>	<b>2 485 000 000</b>	<b>6,11</b>	<b>100,00</b>
<b>9 Autres recettes non fiscales</b>					
5.0.0 RECETTES DIVERSES (BUDGET NATIONAL)	3 739 000 000	1 052 000 000	1 052 000 000	28,14	100,00
6.0.0 AUTRES PRODUITS DIVERS	4 930 000 000	632 000 000	632 000 000	12,82	100,00
<b>Total Autres recettes non fiscales</b>	<b>8 669 000 000</b>	<b>1 684 000 000</b>	<b>1 684 000 000</b>	<b>19,43</b>	<b>100,00</b>
<b>Total RECETTES NON FISCALES</b>	<b>81 538 020 000</b>	<b>4 684 000 000</b>	<b>4 684 000 000</b>	<b>5,74</b>	<b>100,00</b>

## COMPTE ADMINISTRATIF 2017

### 0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>01 BUDGET NATIONAL</b>					
<b>76 RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>					
<b>9 Autres recettes exceptionnelles</b>					
1.0.0 RESSOURCES PPTE	17 845 000 000	1 461 000 000	1 461 000 000		8,19 100,00
<b>TOTAL BUDGET NATIONAL</b>	<b>1 486 927 680 000</b>	<b>326 196 000 000</b>	<b>326 196 000 000</b>		<b>21,94 100,00</b>

## COMPTE ADMINISTRATIF 2017

### 0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>90 BUDGET SPECIAL D'INVEST. FINANC. EXTERIEUR (BSI)</b>					
<b>12 DONS PROJETS ET LEGS</b>					
<b>0 Financement extérieur</b>					
0.0.0 SUBVENTIONS	96 500 000 000	6 271 000 000	6 271 000 000		6,50 100,00
<b>16 EMPRUNTS PROJETS &amp; PROG.</b>					
<b>0 Financement extérieur</b>					
0.0.0 PRETS	188 630 198 000	20 823 000 000	20 823 000 000		11,04 100,00
<b>TOTAL BUDGET SPECIAL D'INVEST. FINANC. EXTERIEUR (BSI)</b>	<b>285 130 198 000</b>	<b>27 094 000 000</b>	<b>27 094 000 000</b>		<b>9,50 100,00</b>



## COMPTE ADMINISTRATIF 2017

### 0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>94 APPUIS PROGRAMMES SECTORIELS</b>					
<b>74 DONS PROGRAMMES</b>					
<b>2 Dons Programmes des Gouvernements étrangers</b>					
2.0.2 Appui programmes Suisse (PDSU)	259 360 000	0	0	0,00	
2.0.3 Appui programmes Suisse (PACUM)	1 327 406 000	0	0	0,00	
2.0.4 Appui programmes Suisse (ADER)	705 000 000	0	0	0,00	
2.0.5 Appui programmes Suisse (PADE)	800 000 000	0	0	0,00	
2.0.6 Appui Programmes Suisse (PENF)	147 500 000	0	0	0,00	
2.0.7 Appui programme soutien Eco. Locale PSEL-DELTA	998 000 000	0	0	0,00	
2.0.8 Appui programme Suisse Agro Pastoral Sikasso(PAFA)	1 658 448 000	0	0	0,00	
2.0.9 Appui Programme Partenariat Gouvernance	1 115 562 000	0	0	0,00	
4.1.0 Appui programmes Canada (Santé)	6 525 000 000	7 897 000 000	7 897 000 000	121,03	100,00
4.1.1 Appui programmes Canada (Education)	2 250 000 000	0	0	0,00	
9.0.2 Repport ABS exercices antérieurs (santé)	1 916 447 000	0	0	0,00	
9.0.7 Report ABS exercices antérieurs (Education)	999 137 000	0	0	0,00	
<b>Total Dons Programmes des Gouvernements étrangers</b>	<b>18 701 860 000</b>	<b>7 897 000 000</b>	<b>7 897 000 000</b>	<b>42,23</b>	<b>100,00</b>
<b>TOTAL APPUIS PROGRAMMES SECTORIELS</b>	<b>18 701 860 000</b>	<b>7 897 000 000</b>	<b>7 897 000 000</b>	<b>42,23</b>	<b>100,00</b>

## COMPTE ADMINISTRATIF 2017

### 0 BUDGET GENERAL

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>95 APPUIS PROGRAMMES GENERAUX</b>					
<b>17 AUTRES EMPRUNTS</b>					
<b>1 Autres emprunts et/ou Dette Multilatérale</b>					
0.0.1 Appui programmes BAD	12 300 000 000	9 878 000 000	9 878 000 000	80,31	100,00
0.0.2 Appui programmes Banque Mondiale	23 300 000 000	0	0	0,00	
0.0.3 Appui programmes FMI	31 000 000 000	0	0	0,00	
<b>Total Autres emprunts et/ou Dette Multilatérale</b>	<b>66 600 000 000</b>	<b>9 878 000 000</b>	<b>9 878 000 000</b>	<b>14,83</b>	<b>100,00</b>
<b>74 DONS PROGRAMMES</b>					
<b>1 Dons Programmes des Institutions Internationales</b>					
5.0.0 Appui programmes Union Européenne	63 000 000 000	0	0	0,00	
<b>TOTAL APPUIS PROGRAMMES GENERAUX</b>	<b>129 600 000 000</b>	<b>9 878 000 000</b>	<b>9 878 000 000</b>	<b>7,62</b>	<b>100,00</b>

**COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

**7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX**

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>30 POGR. DEV. RESS. MINERALES ( PDRM )</b>					
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>					
<b>2 Droits et Frais administratifs</b>					
4.1.0 ANALYSE ECHANTILLONS	60 000 000	0	0		0,00
4.2.0 TRAVAUX PROSPECTION GEOCHIMIQUE	80 000 000	0	0		0,00
4.3.0 TRAVAUX PROSPECTION GEOPHYSIQUE	15 000 000	0	0		0,00
4.4.0 TRAVAUX DE SONDAGE	100 000 000	0	0		0,00
4.5.0 RECETTES ANNEXES	15 000 000	0	0		0,00
4.5.1 VENTE DES EXPLOSIFS	40 000 000	0	0		0,00
<b>Total Droits et Frais administratifs</b>	<b>310 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL POGR. DEV. RESS. MINERALES ( PDRM )</b>	<b>310 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0,00</b>

**COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

**7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX**

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>32 FONDS D'APPUI PROMOT. RECHERCHE PETROLIERE (FAPRP)</b>					
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>					
<b>9 Autres recettes non fiscales</b>					
3.1.0 Appui Promotion Recherche Pétrolière	3 369 200 000	0	0		0,00
<b>TOTAL FONDS D'APPUI PROMOT. RECHERCHE PETROLIERE (FAPRP)</b>	<b>3 369 200 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0,00</b>

**COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

**7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX**

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>34 FONDS AMENAG. &amp; PROTECTION DES FORETS (FAPF)</b>					
<b>73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS</b>					
<b>1 Transferts reçus du Budget Général</b>					
0.3.0 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FAP FORETS	640 000 000	0	0		0,00
<b>TOTAL FONDS AMENAG. &amp; PROTECTION DES FORETS (FAPF)</b>	<b>640 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0,00</b>

**COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

**7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX**

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>35 FONDS AMENAG. &amp; PROTECTION DE LA FAUNE(FAPF)</b>					
<b>73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS</b>					
<b>1 Transferts reçus du Budget Général</b>					
0.4.0 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FAP FAUNE	50 000 000	0	0		0,00
<b>TOTAL FONDS AMENAG. &amp; PROTECTION DE LA FAUNE(FAPF)</b>	<b>50 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0,00</b>

**COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

**7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX**

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>38 FONDS NATIONAL D'APPUI A L' AGRICULTURE (FNAA)</b>					
<b>73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS</b>					
<b>1 Transferts reçus du Budget Général</b>					
0.6.1 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FNAA	5 000 000 000	0	0		0,00
<b>TOTAL FONDS NATIONAL D'APPUI A L' AGRICULTURE (FNAA)</b>	<b>5 000 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0,00</b>

**COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

**7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX**

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>40 FONDS APPUI AUTONOMISAT° FEMME &amp; EPANOUISMNT ENFANT</b>					
<b>73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS</b>					
<b>1 Transferts reçus du Budget Général</b>					
0.5.0 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FAFE	600 000 000	0	0		0,00
<b>TOTAL FONDS APPUI AUTONOMISAT° FEMME &amp; EPANOUISMNT ENFANT</b>	<b>600 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0,00</b>



**COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

**7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX**

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>41 FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA</b>					
<b>73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS</b>					
<b>1 Transferts reçus du Budget Général</b>					
0.8.0 TRANSFERT DU BUDGET GEN.AU FDS DE REMBOURSEMNT DE CREDIT TVA	76 035 000 000	10 755 010 000	10 755 010 000		14,14 100,00
<b>TOTAL FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA</b>	<b>76 035 000 000</b>	<b>10 755 010 000</b>	<b>10 755 010 000</b>		<b>14,14 100,00</b>

**COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

**7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX**

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>42 FONDS COMPETITIF RECH. INNOV. TECHNOLOGIQUE</b>					
<b>73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS</b>					
<b>1 Transferts reçus du Budget Général</b>					
0.6.1 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FCRI	2 333 000 000	0	0		0,00
<b>TOTAL FONDS COMPETITIF RECH. INNOV. TECHNOLOGIQUE</b>	<b>2 333 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0,00</b>

**COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

**7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX**

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>45 FDS FCEMNT DE LA RCHE DE LA FORMAT°ET PROMO ACT MINIERE</b>					
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>					
<b>9 Autres recettes non fiscales</b>					
1.0.0 Primes pour Conventions d'Etablissement	350 000 000	0	0		0,00
2.0.0 Transfert Titres Miniers de Prospection et de Recherche	60 000 000	0	0		0,00
9.0.0 Pénalités	5 000 000	0	0		0,00
<b>Total Autres recettes non fiscales</b>	<b>415 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL FDS FCEMNT DE LA RCHE DE LA FORMAT°ET PROMO ACT MINIERE</b>	<b>415 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0,00</b>

**COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

**7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX**

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>53 ENTREPOTS MALIENS AU SENEGAL</b>					
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>					
<b>2 Droits et Frais administratifs</b>					
5.1.0 PRESTAT. EVACUAT. IMPORTATIONS	1 784 105 000	309 338 973	309 338 973	17,34	100,00
5.2.0 PRESTAT. EVACUAT. EXPORTATIONS	143 000 000	2 046 145	2 046 145	1,43	100,00
5.3.0 PRESTAT. ENTREP. IMPORTATIONS	20 000 000	94 463 708	94 463 708	472,32	100,00
5.4.0 LOCATION MAGASIN MOLE 3	784 000	0	0	0,00	
5.4.1 LOCATION BUREAU BEL AIR	12 480 000	6 480 000	6 480 000	51,92	100,00
5.4.2 LOCATION MAGASIN BEL AIR	357 631 000	2 914 074	2 914 074	0,81	100,00
5.8.1 RECETTES DIVERSES	82 000 000	226 678 268	226 678 268	276,44	100,00
<b>Total Droits et Frais administratifs</b>	<b>2 400 000 000</b>	<b>641 921 168</b>	<b>641 921 168</b>	<b>26,75</b>	<b>100,00</b>
<b>TOTAL ENTREPOTS MALIENS AU SENEGAL</b>	<b>2 400 000 000</b>	<b>641 921 168</b>	<b>641 921 168</b>	<b>26,75</b>	<b>100,00</b>

**COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

**7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX**

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>54 ENTREPOTS MALIENS EN COTE D'IVOIRE</b>					
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>					
<b>2 Droits et Frais administratifs</b>					
5.1.0 PRESTAT. EVACUAT. IMPORTATIONS	614 000 000	142 832 809	142 832 809	23,26	100,00
5.2.0 PRESTAT. EVACUAT. EXPORTATIONS	103 000 000	18 144 689	18 144 689	17,62	100,00
5.4.0 RECETTES LOCATIVES	328 745 000	16 108 125	16 108 125	4,90	100,00
5.7.0 REMB. PRETS ET AVANCES AUX AGENTS	30 000 000	7 695 000	7 695 000	25,65	100,00
5.9.4 RECETTES SUR FACT. EX. ANTERIEURS	25 000 000	91 263 117	91 263 117	365,05	100,00
<b>Total Droits et Frais administratifs</b>	<b>1 100 745 000</b>	<b>276 043 740</b>	<b>276 043 740</b>	<b>25,08</b>	<b>100,00</b>
<b>TOTAL ENTREPOTS MALIENS EN COTE D'IVOIRE</b>	<b>1 100 745 000</b>	<b>276 043 740</b>	<b>276 043 740</b>	<b>25,08</b>	<b>100,00</b>

**COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

**7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX**

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>56 ENTREPOTS MALIENS AU TOGO</b>					
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>					
<b>2 Droits et Frais administratifs</b>					
2.2.2 SUBVENTIONS A RECEVOIR	320 000 000	0	0		0,00
2.7.1 DROIT DE PASSAGE	120 616 000	0	0		0,00
5.4.0 DROIT DE MAGASINAGE	120 000 000	0	0		0,00
5.6.0 PRODUITS FINANCIERS	177 000	0	0		0,00
5.7.0 REMB. PRETS ET AVANCES AUX AGENTS	16 000 000	0	0		0,00
5.8.1 RECETTES DIVERSES	103 659 000	0	0		0,00
7.6.0 DROIT SUR HYDROCARBURES	69 036 000	0	0		0,00
<b>Total Droits et Frais administratifs</b>	<b>749 488 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL ENTREPOTS MALIENS AU TOGO</b>	<b>749 488 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0,00</b>

**COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

**7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX**

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>58 ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE</b>					
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>					
<b>2 Droits et Frais administratifs</b>					
2.2.2 SUBVENTIONS	205 000 000	76 250 000	76 250 000	37,20	100,00
5.1.0 PRESTAT. EVACUATION	225 300 000	11 759 596	11 759 596	5,22	100,00
5.3.0 PRESTAT. ENTREPOSAGE	100 000	0	0	0,00	
5.4.0 LOCATION MAGASIN ET MANUTENTION	45 000 000	4 032 000	4 032 000	8,96	100,00
5.8.1 RECETTES DIVERSES	0	300 000	300 000		100,00
7.4.0 REDEVANCE EVACUATION VEHICULES OCCAS.	26 000 000	1 611 410	1 611 410	6,20	100,00
<b>Total Droits et Frais administratifs</b>	<b>501 400 000</b>	<b>93 953 006</b>	<b>93 953 006</b>	<b>18,74</b>	<b>100,00</b>
<b>TOTAL ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE</b>	<b>501 400 000</b>	<b>93 953 006</b>	<b>93 953 006</b>	<b>18,74</b>	<b>100,00</b>

**COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

**7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX**

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>59 ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE</b>					
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>					
<b>2 Droits et Frais administratifs</b>					
2.2.2 SUBVENTIONS	239 323 000	62 500 000	62 500 000	26,12	100,00
5.1.0 PRESTAT. EVACUATION	350 000 000	39 139 531	39 139 531	11,18	100,00
<b>Total Droits et Frais administratifs</b>	<b>589 323 000</b>	<b>101 639 531</b>	<b>101 639 531</b>	<b>17,25</b>	<b>100,00</b>
<b>TOTAL ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE</b>	<b>589 323 000</b>	<b>101 639 531</b>	<b>101 639 531</b>	<b>17,25</b>	<b>100,00</b>



**COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

**7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX**

(en francs CFA)

Edition du : 17/05/2017

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 31/03/2017	Recouvrements au 31/03/2017	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév. / Emiss.
<b>70 ENTREPOTS MALIEN AU GHANA</b>					
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>					
<b>2 Droits et Frais administratifs</b>					
2.2.2 SUBVENTIONS A RECEVOIR	120 000 000	59 994 150	59 994 150	50,00	100,00
5.1.0 PRESTAT. EVACUAT. IMPORTATIONS	290 000 000	26 551 950	26 551 950	9,16	100,00
5.2.0 PRESTAT. EVACUAT. EXPORTATIONS	80 000 000	0	0	0,00	
5.4.0 RECETTES LOCATIVES	60 000 000	12 851 229	12 851 229	21,42	100,00
5.6.0 PRODUITS FINANCIERS	2 000 000	0	0	0,00	
5.7.0 REMB. PRETS ET AVANCES AUX AGENTS	29 500 000	0	0	0,00	
5.8.1 RECETTES DIVERSES	0	41 399 329	41 399 329		100,00
7.6.0 DROIT SUR HYDROCARBURES	58 000 000	9 354 330	9 354 330	16,13	100,00
<b>Total Droits et Frais administratifs</b>	<b>639 500 000</b>	<b>150 150 988</b>	<b>150 150 988</b>	<b>23,48</b>	<b>100,00</b>
<b>TOTAL ENTREPOTS MALIEN AU GHANA</b>	<b>639 500 000</b>	<b>150 150 988</b>	<b>150 150 988</b>	<b>23,48</b>	<b>100,00</b>

**SITUATION D'EXECUTION AU 31-03-2017**

**TABLEAU DES DEPENSES**

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>990 CHARGES COMMUNES</b>				
Personnel	27 987 907	650 098	280 380	247 180
Matériel & Fonctionnement	8 355 279	2 039 973	571 922	547 037
Déplacement & Mission	8 943 916	1 240 094	1 122 580	1 107 531
Communication & Energie	588 471	0	0	0
Autres Dépenses	27 596 063	11 795 511	1 863 954	1 771 297
Equipement et Investissement	75 214 365	11 756 395	8 039 910	5 445 369
Transfert et Subvention	55 136 227	8 414 856	6 107 388	5 362 173
Dettes	239 527 000	23 034 254	23 011 636	23 011 636
BSI Financement Intérieur	13 050 000	686 926	686 926	686 926
Personnel (Collectivité)	8 575 717	0	0	0
<b>TOTAL CHARGES COMMUNES</b>	<b>464 974 945</b>	<b>59 618 106</b>	<b>41 684 695</b>	<b>38 179 148</b>
<b>110 ASSEMBLEE NATIONALE</b>				
Personnel	2 448 000	1 591 500	1 591 500	893 568
Matériel & Fonctionnement	3 215 035	752 158	752 158	752 158
Déplacement & Mission	5 849 255	1 462 314	1 462 314	1 462 314
Communication & Energie	591 656	295 828	295 828	295 828
Autres Dépenses	849 601	737 400	737 400	737 400
Equipement et Investissement	1 226 600	306 650	306 650	306 650
Transfert et Subvention	1 720 528	463 882	418 882	418 882
<b>TOTAL ASSEMBLEE NATIONALE</b>	<b>15 900 675</b>	<b>5 609 732</b>	<b>5 564 732</b>	<b>4 866 800</b>
<b>120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>				
Personnel	1 459 500	677 037	677 037	210 049
Matériel & Fonctionnement	1 288 161	666 406	639 735	142 709
Déplacement & Mission	1 887 606	841 714	821 327	814 394
Communication & Energie	1 948 256	974 128	619 912	619 912
Autres Dépenses	3 549 374	1 450 516	1 404 281	1 052 290
Equipement et Investissement	300 000	236 085	235 906	224 626
Transfert et Subvention	615 000	153 750	133 735	133 385
BSI Financement Intérieur	478 000	239 000	125 000	125 000
<b>TOTAL PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>11 525 897</b>	<b>5 238 636</b>	<b>4 656 934</b>	<b>3 322 365</b>
<b>130 PRIMATURE</b>				
Personnel	1 568 296	797 148	697 868	347 545
Matériel & Fonctionnement	1 005 899	272 865	234 962	101 564
Déplacement & Mission	928 449	234 409	229 860	225 078
Communication & Energie	2 495 846	1 247 923	454 754	406 249
Autres Dépenses	1 818 397	772 741	731 860	338 930
Equipement et Investissement	104 253	26 063	11 042	10 334
Transfert et Subvention	440 135	352 284	47 013	43 641
BSI Financement Intérieur	620 000	310 000	36 503	23 312
<b>TOTAL PRIMATURE</b>	<b>8 981 275</b>	<b>4 013 434</b>	<b>2 443 863</b>	<b>1 496 654</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS</b>				
Personnel	66 816	33 408	33 408	14 212
Matériel & Fonctionnement	65 000	16 250	16 032	14 149
Déplacement & Mission	30 581	7 645	7 123	7 123
Communication & Energie	65 000	32 500	3 202	2 051
Autres Dépenses	345 119	78 780	76 746	76 746
<b>TOTAL DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS</b>	<b>572 516</b>	<b>168 583</b>	<b>136 512</b>	<b>114 282</b>
<b>140 COUR CONSTITUTIONNELLE</b>				
Personnel	221 403	110 702	110 702	18 200
Matériel & Fonctionnement	74 865	14 041	9 268	9 268
Déplacement & Mission	201 986	50 497	36 232	30 730
Communication & Energie	148 728	74 364	41 377	31 411
Autres Dépenses	201 470	48 127	27 091	13 015
Equipement et Investissement	50 000	12 500	12 229	12 229
Transfert et Subvention	35 000	8 750	3 007	3 007
BSI Financement Intérieur	200 000	100 000	100 000	0
<b>TOTAL COUR CONSTITUTIONNELLE</b>	<b>1 133 452</b>	<b>418 980</b>	<b>339 906</b>	<b>117 861</b>
<b>150 COUR SUPREME</b>				
Personnel	857 105	857 105	336 867	207 757
Matériel & Fonctionnement	211 114	20 279	11 896	11 123
Déplacement & Mission	230 000	57 500	45 143	43 080
Communication & Energie	68 491	34 246	24 538	24 138
Autres Dépenses	336 119	90 015	87 869	70 501
Equipement et Investissement	15 000	3 750	0	0
Transfert et Subvention	224 500	221 125	23 046	11 523
BSI Financement Intérieur	700 000	350 000	0	0
BSI Financement Extérieur	18 549	18 549	12 000	6 000
<b>TOTAL COUR SUPREME</b>	<b>2 660 878</b>	<b>1 652 568</b>	<b>541 358</b>	<b>374 123</b>
<b>155 HAUTE COUR DE JUSTICE</b>				
Personnel	253 500	126 750	126 750	44 768
Communication & Energie	66 250	33 125	12 800	11 797
Transfert et Subvention	712 000	178 000	175 434	144 227
<b>TOTAL HAUTE COUR DE JUSTICE</b>	<b>1 031 750</b>	<b>337 875</b>	<b>314 984</b>	<b>200 792</b>
<b>160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL &amp; CULTUREL</b>				
Personnel	292 720	146 360	146 360	69 993
Matériel & Fonctionnement	105 000	15 050	15 009	13 901
Déplacement & Mission	333 665	91 325	87 690	87 690
Communication & Energie	75 078	37 539	13 598	4 677
Autres Dépenses	224 600	124 225	109 827	105 285
Equipement et Investissement	40 000	10 000	7 780	6 748
Transfert et Subvention	37 500	9 375	7 518	7 518
BSI Financement Intérieur	225 000	112 500	0	0
<b>TOTAL CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL &amp; CULTUREL</b>	<b>1 333 563</b>	<b>546 374</b>	<b>387 782</b>	<b>295 812</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>				
Personnel	746 728	373 364	373 364	177 989
Matériel & Fonctionnement	104 649	13 841	2 768	2 768
Déplacement & Mission	327 608	81 902	38 648	31 860
Communication & Energie	165 317	82 659	50 454	47 579
Autres Dépenses	181 950	34 238	18 234	18 234
Equipement et Investissement	30 000	7 500	0	0
Transfert et Subvention	62 500	35 141	35 141	35 141
BSI Financement Intérieur	200 000	100 000	0	0
<b>TOTAL HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRIT(</b>	<b>1 818 752</b>	<b>728 643</b>	<b>518 609</b>	<b>313 572</b>
<b>180 MINISTERE AFF. ETRANGERES, COOPERAT. INTERNAT. INTEGRATION AFRICAINE</b>				
Personnel	13 661 089	6 870 745	6 825 300	2 733 209
Matériel & Fonctionnement	634 594	239 446	199 295	190 863
Déplacement & Mission	1 872 672	755 565	619 450	606 544
Communication & Energie	2 445 197	1 222 599	993 234	993 234
Autres Dépenses	9 239 994	3 890 337	3 572 652	3 520 025
Equipement et Investissement	1 361 500	744 963	728 082	728 082
Transfert et Subvention	7 055 785	5 437 635	2 899 616	1 998 072
BSI Financement Intérieur	1 800 000	900 000	448 116	425 333
<b>TOTAL MINISTERE AFF. ETRANGERES, COOPERAT.</b>	<b>38 070 831</b>	<b>20 061 288</b>	<b>16 285 745</b>	<b>11 195 362</b>
<b>185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR</b>				
Personnel	234 221	117 111	117 111	55 462
Matériel & Fonctionnement	62 838	15 710	12 396	11 376
Déplacement & Mission	318 054	79 514	59 975	59 257
Communication & Energie	119 551	59 776	13 690	10 466
Autres Dépenses	40 200	10 050	8 203	6 340
Equipement et Investissement	420 000	105 000	47 489	47 489
Transfert et Subvention	199 829	49 957	46 728	46 728
BSI Financement Intérieur	320 000	160 000	160 000	160 000
BSI Financement Extérieur	750 000	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR</b>	<b>2 464 693</b>	<b>597 116</b>	<b>465 592</b>	<b>397 117</b>
<b>190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL</b>				
Personnel	2 250 000	950 000	950 000	950 000
Matériel & Fonctionnement	131 910	32 978	32 978	32 978
Déplacement & Mission	255 723	63 931	63 931	63 931
Communication & Energie	165 990	82 995	82 995	82 995
Autres Dépenses	445 000	252 933	252 933	252 933
Equipement et Investissement	200 000	50 000	50 000	50 000
Transfert et Subvention	45 000	45 000	45 000	45 000
<b>TOTAL BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL</b>	<b>3 493 623</b>	<b>1 477 836</b>	<b>1 477 836</b>	<b>1 477 836</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE</b>				
Personnel	365 131	229 638	229 638	177 132
Communication & Energie	95 850	47 925	47 925	47 925
Equipement et Investissement	30 000	7 500	7 500	7 500
Transfert et Subvention	513 670	128 418	108 418	108 418
<b>TOTAL MEDiateur DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>1 004 651</b>	<b>413 481</b>	<b>393 481</b>	<b>340 974</b>
<b>195 COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA D'ETAT</b>				
Personnel	12 221	6 111	6 111	3 071
Matériel & Fonctionnement	16 328	3 907	1 543	1 543
Déplacement & Mission	57 273	14 318	13 352	13 352
Communication & Energie	26 990	13 495	3 362	3 362
Autres Dépenses	35 947	16 487	4 552	4 552
<b>TOTAL COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA</b>	<b>148 759</b>	<b>54 318</b>	<b>28 920</b>	<b>25 881</b>
<b>210 MINISTERE DE LA DEFENSE &amp; ANC. COMBATTANTS</b>				
Personnel	86 905 208	43 083 354	43 067 604	22 664 680
Matériel & Fonctionnement	21 703 429	8 213 011	6 343 207	5 922 911
Déplacement & Mission	18 601 056	4 650 264	616 753	593 556
Communication & Energie	11 853 805	5 926 903	4 633 644	4 539 061
Autres Dépenses	12 221 220	2 823 134	1 026 199	817 779
Equipement et Investissement	111 155 448	35 184 028	26 275 030	18 501 689
Transfert et Subvention	945 956	236 489	195 352	195 352
<b>TOTAL MINISTERE DE LA DEFENSE &amp; ANC. COMBAT</b>	<b>263 386 122</b>	<b>100 117 183</b>	<b>82 157 787</b>	<b>53 235 027</b>
<b>220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME</b>				
Personnel	2 075 824	1 177 221	1 177 221	288 525
Matériel & Fonctionnement	2 646 380	1 346 738	693 034	351 324
Déplacement & Mission	315 363	87 221	74 260	72 514
Communication & Energie	514 026	257 013	153 072	106 770
Autres Dépenses	800 042	309 509	67 117	27 185
Transfert et Subvention	353 010	88 253	29 652	29 602
BSI Financement Intérieur	4 300 000	2 150 000	1 171 869	10 000
BSI Financement Extérieur	3 930 000	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS D</b>	<b>14 934 645</b>	<b>5 415 954</b>	<b>3 366 225</b>	<b>885 920</b>
<b>223 OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE</b>				
Personnel	564 300	282 150	0	0
Matériel & Fonctionnement	51 000	12 750	0	0
Déplacement & Mission	127 438	31 860	0	0
Communication & Energie	162 000	81 000	0	0
Autres Dépenses	36 000	9 000	0	0
Equipement et Investissement	100 000	25 000	0	0
<b>TOTAL OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS.</b>	<b>1 040 738</b>	<b>441 760</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>225 MINISTERE DROITS DE L'HOMME &amp; REFORME ETAT</b>				
Personnel	0	0	0	0
Matériel & Fonctionnement	0	0	0	0
Déplacement & Mission	0	0	0	0
Communication & Energie	0	0	0	0
Autres Dépenses	0	0	0	0
Transfert et Subvention	0	0	0	0
BSI Financement Intérieur	0	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE DROITS DE L'HOMME &amp; REFORME</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</b>				
Personnel	37 749 904	16 340 440	16 340 440	7 501 880
Matériel & Fonctionnement	3 913 367	1 519 370	174 727	161 039
Déplacement & Mission	1 527 777	451 209	294 512	287 246
Communication & Energie	1 254 084	627 042	365 553	357 541
Autres Dépenses	1 692 739	410 587	314 257	295 521
Equipement et Investissement	5 000 000	734 704	560 703	549 350
Transfert et Subvention	75 750	43 518	43 518	43 518
BSI Financement Intérieur	720 000	360 000	60 000	60 000
<b>TOTAL MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTI</b>	<b>51 933 621</b>	<b>20 486 869</b>	<b>18 153 710</b>	<b>9 256 096</b>
<b>235 SECURITE D'ETAT</b>				
Matériel & Fonctionnement	352 225	88 056	88 056	88 056
Déplacement & Mission	1 313 305	328 326	328 326	328 326
Communication & Energie	324 155	162 078	0	0
Autres Dépenses	3 582 888	895 722	895 722	895 722
<b>TOTAL SECURITE D'ETAT</b>	<b>5 572 573</b>	<b>1 474 182</b>	<b>1 312 105</b>	<b>1 312 105</b>
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>				
Personnel	8 639 207	4 319 604	4 319 604	2 126 688
Matériel & Fonctionnement	3 525 741	1 233 526	941 154	127 529
Déplacement & Mission	1 089 444	272 361	216 072	203 484
Communication & Energie	1 796 591	898 296	673 488	668 192
Autres Dépenses	698 147	174 537	148 941	6 124
Equipement et Investissement	850 000	212 500	83 765	29 105
Transfert et Subvention	6 946 632	3 548 360	866 072	740 248
BSI Financement Intérieur	12 751 000	4 775 500	1 067 599	808 783
BSI Financement Extérieur	12 046 649	934 649	17 085	16 908
<b>TOTAL MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCE</b>	<b>48 343 411</b>	<b>16 369 332</b>	<b>8 333 780</b>	<b>4 727 061</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCT. PUBL.</b>				
Personnel	817 657	408 829	408 829	193 988
Matériel & Fonctionnement	366 751	91 688	35 870	31 849
Déplacement & Mission	214 085	53 521	41 319	40 387
Communication & Energie	239 622	119 811	42 580	39 925
Autres Dépenses	423 905	105 976	70 522	64 513
Equipement et Investissement	562 000	140 500	5 000	5 000
Transfert et Subvention	62 000	62 000	0	0
BSI Financement Intérieur	1 587 000	793 500	101 397	83 433
<b>TOTAL MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCT. PU</b>	<b>4 273 020</b>	<b>1 775 825</b>	<b>705 517</b>	<b>459 094</b>
<b>323 MINISTERE EMPLOI &amp; FORMATION PROFESSIONNELLE</b>				
Personnel	615 437	307 719	307 719	136 400
Matériel & Fonctionnement	130 665	32 666	22 712	6 375
Déplacement & Mission	228 352	57 088	37 790	29 439
Communication & Energie	229 635	114 818	39 541	35 171
Autres Dépenses	238 707	56 151	21 337	10 458
Transfert et Subvention	364 091	91 023	42 103	27 578
BSI Financement Intérieur	960 000	480 000	194 365	193 444
BSI Financement Extérieur	5 000 000	0	0	0
Appui Budgétaire	514 000	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE EMPLOI &amp; FORMATION PROFESSI</b>	<b>8 280 887</b>	<b>1 139 464</b>	<b>665 566</b>	<b>438 866</b>
<b>330 MIN. ADMINISTRATION TERRIT. DECENTRALISATION ET REFORME ETAT</b>				
Personnel	1 193 624	596 812	596 812	274 436
Matériel & Fonctionnement	534 165	133 541	64 368	52 146
Déplacement & Mission	710 933	177 733	163 231	162 641
Communication & Energie	439 266	219 633	84 014	84 014
Autres Dépenses	1 213 374	458 769	278 369	208 088
Equipement et Investissement	165 900	28 975	23 644	18 367
Transfert et Subvention	1 266 611	387 903	205 439	189 698
BSI Financement Intérieur	6 650 000	3 125 000	179 930	140 477
<b>TOTAL MIN. ADMINISTRATION TERRIT. DECENTRALIS</b>	<b>12 173 873</b>	<b>5 128 366</b>	<b>1 595 808</b>	<b>1 129 867</b>
<b>334 AUTORITE PROTECT° DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>				
Personnel	115 268	57 634	57 634	51 251
Matériel & Fonctionnement	80 000	20 000	20 000	20 000
Déplacement & Mission	226 550	60 200	60 200	60 200
Communication & Energie	25 912	12 956	12 956	12 956
Autres Dépenses	30 000	7 500	7 500	7 500
Equipement et Investissement	83 200	20 800	20 800	20 800
Transfert et Subvention	6 000	1 500	1 500	1 500
BSI Financement Intérieur	300 000	150 000	150 000	150 000
<b>TOTAL AUTORITE PROTECT° DONNEES A CARACTEI</b>	<b>866 930</b>	<b>330 590</b>	<b>330 590</b>	<b>324 207</b>



BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE</b>				
Personnel	0	0	0	0
Matériel & Fonctionnement	0	0	0	0
Déplacement & Mission	0	0	0	0
Communication & Energie	0	0	0	0
Autres Dépenses	0	0	0	0
Transfert et Subvention	0	0	0	0
BSI Financement Intérieur	0	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES &amp; DU CULTE</b>				
Personnel	86 311	43 156	43 156	22 373
Matériel & Fonctionnement	63 802	15 951	15 617	14 623
Déplacement & Mission	130 124	32 531	29 202	29 202
Communication & Energie	30 094	15 047	7 851	7 851
Autres Dépenses	130 313	28 828	27 322	27 322
Transfert et Subvention	324 874	81 219	69 545	48 235
<b>TOTAL MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES &amp; D</b>	<b>765 518</b>	<b>216 731</b>	<b>192 691</b>	<b>149 605</b>
<b>341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE</b>				
Personnel	97 367	48 684	48 684	20 107
Matériel & Fonctionnement	147 350	71 944	70 839	39 660
Déplacement & Mission	160 674	40 169	30 630	30 630
Communication & Energie	68 445	34 223	13 619	10 619
Autres Dépenses	75 800	15 200	15 073	13 473
Transfert et Subvention	2 212 132	553 033	521 500	432 857
<b>TOTAL MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE</b>	<b>2 761 768</b>	<b>763 252</b>	<b>700 345</b>	<b>547 346</b>
<b>410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>				
Personnel	10 802 766	3 004 910	2 418 708	1 355 641
Matériel & Fonctionnement	14 685 030	4 671 824	2 340 993	267 460
Déplacement & Mission	865 297	216 324	95 129	88 769
Communication & Energie	608 003	304 002	147 005	117 876
Autres Dépenses	2 008 462	581 180	337 002	19 844
Bourses	800	400	0	0
Equipement et Investissement	4 279 415	1 306 866	753 995	699 179
Transfert et Subvention	3 650 116	1 696 456	1 460 709	1 428 239
BSI Financement Intérieur	2 915 000	457 500	0	0
BSI Financement Extérieur	7 500 000	0	0	0
Appui Budgétaire	2 221 137	945 649	0	0
Personnel (Collectivité)	7 669 409	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>	<b>57 205 435</b>	<b>13 185 110</b>	<b>7 553 540</b>	<b>3 977 007</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR &amp; RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>				
Personnel	6 981 308	1 644 377	472 501	206 095
Matériel & Fonctionnement	673 602	168 401	56 491	22 176
Déplacement & Mission	356 245	89 061	72 736	59 805
Communication & Energie	381 383	190 692	79 288	838
Autres Dépenses	1 291 360	256 770	201 602	39 639
Bourses	1 428 300	714 150	256 524	222 571
Equipement et Investissement	2 333 000	0	0	0
Transfert et Subvention	508 606	127 152	103 260	24 371
BSI Financement Intérieur	2 400 000	1 200 000	218 927	218 927
BSI Financement Extérieur	3 000 000	0	0	0
Appui Budgétaire	514 000	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>19 867 804</b>	<b>4 390 602</b>	<b>1 461 329</b>	<b>794 422</b>
<b>510 MINISTERE DE LA CULTURE</b>				
Personnel	1 175 155	608 578	587 578	277 919
Matériel & Fonctionnement	243 908	60 977	58 690	48 926
Déplacement & Mission	150 488	37 622	34 746	34 746
Communication & Energie	402 191	201 096	118 419	113 824
Autres Dépenses	736 276	332 805	249 123	177 513
Equipement et Investissement	70 000	17 500	17 434	9 735
Transfert et Subvention	470 224	137 840	98 285	86 892
BSI Financement Intérieur	700 000	350 000	40 480	34 474
<b>TOTAL MINISTERE DE LA CULTURE</b>	<b>3 948 242</b>	<b>1 746 416</b>	<b>1 204 754</b>	<b>784 028</b>
<b>520 MINISTERE DES SPORTS</b>				
Personnel	1 009 104	559 602	394 386	206 449
Matériel & Fonctionnement	704 476	385 922	306 706	91 248
Déplacement & Mission	1 369 518	475 798	325 071	324 269
Communication & Energie	750 376	375 188	292 308	291 772
Autres Dépenses	331 351	78 562	63 516	52 832
Equipement et Investissement	46 000	11 500	9 947	3 858
Transfert et Subvention	1 445 742	956 320	862 783	861 593
BSI Financement Intérieur	1 825 000	912 500	376 588	110 917
<b>TOTAL MINISTERE DES SPORTS</b>	<b>7 481 567</b>	<b>3 755 392</b>	<b>2 631 305</b>	<b>1 942 938</b>
<b>525 MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE</b>				
Personnel	227 901	168 685	115 685	46 697
Matériel & Fonctionnement	89 105	16 550	4 742	3 273
Déplacement & Mission	74 013	18 503	13 978	9 845
Communication & Energie	30 000	15 000	3 802	3 134
Autres Dépenses	446 490	109 123	18 330	8 700
Equipement et Investissement	50 000	12 500	0	0
Transfert et Subvention	24 000	6 000	4 050	0
BSI Financement Intérieur	1 685 000	842 500	728 971	720 000
<b>TOTAL MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CI</b>	<b>2 626 509</b>	<b>1 188 861</b>	<b>889 558</b>	<b>791 649</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>610 MINISTERE DE LA SANTE &amp; HYGIENE PUBLIQUE</b>				
Personnel	8 427 250	1 567 050	1 212 050	0
Matériel & Fonctionnement	10 073 559	4 951 082	2 637 368	2 607 139
Déplacement & Mission	800 000	200 000	146 243	139 775
Communication & Energie	717 184	358 592	2 351	0
Autres Dépenses	889 068	121 299	49 342	29 891
Equipement et Investissement	4 906 621	1 226 655	74 969	74 969
Transfert et Subvention	5 377 038	1 908 546	1 307 274	1 265 950
BSI Financement Intérieur	17 600 000	300 000	0	0
BSI Financement Extérieur	4 000 000	0	0	0
Appui Budgétaire	8 441 447	2 600 000	2 595 977	2 000 000
Personnel (Collectivité)	1 600 000	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE DE LA SANTE &amp; HYGIENE PUBLIQ</b>	<b>62 832 167</b>	<b>13 233 224</b>	<b>8 025 572</b>	<b>6 117 724</b>
<b>614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA</b>				
Personnel	31 879	14 933	14 933	7 894
Transfert et Subvention	2 724 756	691 189	387 605	89 198
<b>TOTAL HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SID</b>	<b>2 756 635</b>	<b>706 122</b>	<b>402 537</b>	<b>97 092</b>
<b>640 MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE</b>				
Personnel	590 229	320 143	320 143	146 544
Matériel & Fonctionnement	230 170	57 543	35 858	30 705
Déplacement & Mission	140 677	35 169	34 117	32 552
Communication & Energie	244 626	122 313	60 310	53 956
Autres Dépenses	391 595	92 786	79 587	61 580
Equipement et Investissement	785 000	331 726	29 657	25 417
Transfert et Subvention	61 390	15 348	13 721	13 721
BSI Financement Intérieur	2 250 000	1 150 000	283 926	97 612
BSI Financement Extérieur	1 500 000	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFA</b>	<b>6 193 687</b>	<b>2 125 027</b>	<b>857 317</b>	<b>462 086</b>
<b>660 MINISTERE SOLIDARITE &amp; ACTION HUMANITAIRE</b>				
Personnel	936 321	457 295	457 295	159 659
Matériel & Fonctionnement	496 306	168 279	161 214	72 521
Déplacement & Mission	621 739	155 435	126 933	108 791
Communication & Energie	137 013	68 507	3 284	2 008
Autres Dépenses	187 012	81 138	78 018	6 846
Equipement et Investissement	85 000	75 000	21 199	21 199
Transfert et Subvention	1 499 833	389 742	53 078	27 768
BSI Financement Intérieur	400 000	200 000	0	0
<b>TOTAL MINISTERE SOLIDARITE &amp; ACTION HUMANITAIRE</b>	<b>4 363 224</b>	<b>1 595 394</b>	<b>901 022</b>	<b>398 793</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>714 MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET DEVELOP. DURABLE</b>				
Personnel	1 229 361	637 630	604 449	304 463
Matériel & Fonctionnement	318 596	78 312	49 235	45 400
Déplacement & Mission	226 462	56 616	47 095	41 548
Communication & Energie	301 175	150 588	46 505	31 542
Autres Dépenses	371 522	107 881	72 675	38 176
Transfert et Subvention	76 849	19 212	18 158	15 658
BSI Financement Intérieur	5 405 000	2 202 500	847 434	669 478
BSI Financement Extérieur	11 005 000	0	0	0
<b>TOTAL MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET</b>	<b>18 933 965</b>	<b>3 252 737</b>	<b>1 685 552</b>	<b>1 146 265</b>
<b>720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>				
Personnel	1 361 819	680 910	680 910	276 912
Matériel & Fonctionnement	148 569	38 387	23 110	13 320
Déplacement & Mission	180 633	48 294	36 117	36 117
Communication & Energie	249 000	124 500	41 638	41 638
Autres Dépenses	187 277	46 819	20 357	5 748
Equipement et Investissement	25 000	0	0	0
Transfert et Subvention	25 015 000	10 003 750	10 001 000	5 001 000
BSI Financement Intérieur	11 506 000	1 503 000	401 261	284 142
BSI Financement Extérieur	33 131 000	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>	<b>71 804 298</b>	<b>12 445 660</b>	<b>11 204 393</b>	<b>5 658 877</b>
<b>726 MINISTERE DES MINES</b>				
Personnel	780 892	397 446	397 446	186 343
Matériel & Fonctionnement	131 935	32 984	27 538	24 048
Déplacement & Mission	202 561	50 640	49 092	47 329
Communication & Energie	190 788	95 394	11 948	9 642
Autres Dépenses	228 419	57 105	32 002	25 022
Equipement et Investissement	114 135	28 534	22 729	10 887
Transfert et Subvention	349 531	87 383	53 743	41 642
BSI Financement Intérieur	1 510 000	755 000	82 426	67 397
<b>TOTAL MINISTERE DES MINES</b>	<b>3 508 261</b>	<b>1 504 485</b>	<b>676 924</b>	<b>412 311</b>
<b>730 MIN. ECONOMIE NUMERIQUE ET COMMUNICATION</b>				
Personnel	222 875	111 438	111 438	50 231
Matériel & Fonctionnement	63 702	15 926	14 290	12 248
Déplacement & Mission	123 499	30 875	30 859	30 859
Communication & Energie	126 079	63 040	27 214	23 082
Autres Dépenses	269 060	67 246	40 735	24 584
Equipement et Investissement	45 000	11 250	9 818	0
Transfert et Subvention	124 500	31 125	30 227	20 161
BSI Financement Intérieur	615 000	307 500	207 500	207 500
<b>TOTAL MIN. ECONOMIE NUMERIQUE ET COMMUNICA</b>	<b>1 589 715</b>	<b>638 398</b>	<b>472 080</b>	<b>368 662</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>740 MINISTERE DOMAINES ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES</b>				
Personnel	1 024 052	512 026	512 026	76 451
Matériel & Fonctionnement	377 500	100 750	34 729	33 832
Déplacement & Mission	177 273	44 318	41 365	41 365
Communication & Energie	293 432	146 716	20 851	14 862
Autres Dépenses	333 229	147 309	32 505	25 502
Equipement et Investissement	3 030 000	7 500	1 900	1 900
Transfert et Subvention	699 920	512 480	18 007	9 155
BSI Financement Intérieur	5 650 000	2 100 276	501 890	363 820
<b>TOTAL MINISTERE DOMAINES ETAT ET DES AFFAIRE</b>	<b>11 585 406</b>	<b>3 571 375</b>	<b>1 163 273</b>	<b>566 886</b>
<b>745 MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME</b>				
Personnel	573 651	286 826	286 826	131 568
Matériel & Fonctionnement	246 034	61 509	57 346	52 106
Déplacement & Mission	125 589	31 397	26 177	26 177
Communication & Energie	60 776	30 388	2 840	1 671
Autres Dépenses	95 195	20 049	16 055	14 238
Equipement et Investissement	12 450	3 113	623	623
Transfert et Subvention	60 059	15 015	8 539	8 203
BSI Financement Intérieur	6 300 000	3 150 000	2 184 428	1 249 774
<b>TOTAL MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISM</b>	<b>7 473 754</b>	<b>3 598 295</b>	<b>2 582 833</b>	<b>1 484 359</b>
<b>750 MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET POPULATION</b>				
Personnel	360 138	180 069	180 069	46 436
Matériel & Fonctionnement	136 905	34 226	20 107	17 426
Déplacement & Mission	130 020	32 505	23 132	23 132
Communication & Energie	89 875	44 938	15 336	12 212
Autres Dépenses	109 545	27 386	2 252	0
Equipement et Investissement	11 750	2 938	0	0
Transfert et Subvention	30 710	7 678	6 718	4 106
BSI Financement Intérieur	1 046 000	523 000	133 537	127 063
BSI Financement Extérieur	3 500 000	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET P</b>	<b>5 414 943</b>	<b>852 739</b>	<b>381 150</b>	<b>230 376</b>
<b>760 MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT</b>				
Personnel	1 303 844	651 922	651 922	98 960
Matériel & Fonctionnement	265 210	66 303	5 392	390
Déplacement & Mission	300 000	125 000	45 973	43 520
Communication & Energie	345 714	172 857	43 691	42 341
Autres Dépenses	208 462	37 797	1 933	1 623
Equipement et Investissement	50 000	0	0	0
Transfert et Subvention	590 102	147 526	11 643	5 743
BSI Financement Intérieur	96 547 000	42 607 343	28 748 623	24 377 798
BSI Financement Extérieur	23 000 000	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET D</b>	<b>122 610 332</b>	<b>43 808 747</b>	<b>29 509 178</b>	<b>24 570 375</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>770 MINISTERE DES TRANSPORTS</b>				
Personnel	0	0	0	0
Matériel & Fonctionnement	0	0	0	0
Déplacement & Mission	0	0	0	0
Communication & Energie	0	0	0	0
Autres Dépenses	0	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE DES TRANSPORTS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL</b>				
Personnel	249 283	167 642	167 642	54 021
Matériel & Fonctionnement	159 411	41 353	25 101	19 534
Déplacement & Mission	113 273	24 318	15 901	14 679
Communication & Energie	33 000	26 500	688	599
Autres Dépenses	70 000	11 250	4 415	4 003
Equipement et Investissement	50 000	12 500	0	0
Transfert et Subvention	21 000	5 250	3 643	1 999
BSI Financement Intérieur	50 000	25 000	0	0
<b>TOTAL MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIE</b>	<b>745 967</b>	<b>313 813</b>	<b>217 389</b>	<b>94 837</b>
<b>810 MINISTERE DU COMMERCE</b>				
Personnel	814 337	399 727	399 727	214 291
Matériel & Fonctionnement	157 607	39 402	22 900	19 189
Déplacement & Mission	139 623	34 906	19 299	18 464
Communication & Energie	232 468	116 234	46 663	37 131
Autres Dépenses	424 807	96 202	48 930	21 380
Equipement et Investissement	40 000	10 000	9 941	8 932
Transfert et Subvention	68 400	17 100	17 003	16 703
BSI Financement Intérieur	2 660 000	1 330 000	139 789	117 852
<b>TOTAL MINISTERE DU COMMERCE</b>	<b>4 537 242</b>	<b>2 043 570</b>	<b>704 252</b>	<b>453 942</b>
<b>812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENTS ET SECTEUR PRIVE</b>				
Personnel	163 713	81 857	81 857	42 215
Matériel & Fonctionnement	98 905	24 726	24 088	23 213
Déplacement & Mission	258 987	64 747	56 030	39 090
Communication & Energie	86 170	43 085	22 198	12 220
Autres Dépenses	501 690	127 923	118 767	58 742
Equipement et Investissement	50 000	2 443	0	0
Transfert et Subvention	294 393	73 598	72 291	71 687
BSI Financement Intérieur	200 000	100 000	99 925	23 567
<b>TOTAL MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENTS E</b>	<b>1 653 858</b>	<b>518 378</b>	<b>475 156</b>	<b>270 733</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>				
Personnel	2 179 287	1 089 644	1 089 644	501 496
Matériel & Fonctionnement	702 930	169 655	68 322	61 056
Déplacement & Mission	434 609	108 652	102 053	97 054
Communication & Energie	778 521	389 261	150 260	131 173
Autres Dépenses	536 658	110 415	69 075	42 874
Equipement et Investissement	8 178 100	419 525	394 525	382 830
Transfert et Subvention	25 693 188	9 955 466	4 918 838	4 886 538
BSI Financement Intérieur	13 400 000	6 700 000	5 118 525	4 921 386
BSI Financement Extérieur	105 750 000	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>	<b>157 653 293</b>	<b>18 942 616</b>	<b>11 911 242</b>	<b>11 024 406</b>
<b>822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE</b>				
Personnel	1 025 397	512 699	486 699	197 270
Matériel & Fonctionnement	208 219	50 063	31 771	30 826
Déplacement & Mission	115 171	28 793	22 703	22 222
Communication & Energie	229 434	114 717	79 354	72 112
Autres Dépenses	270 107	45 691	20 466	16 013
Equipement et Investissement	7 630 376	42 000	12 000	12 000
Transfert et Subvention	9 673 372	91 168	57 223	54 863
BSI Financement Intérieur	2 415 000	1 207 500	383 258	151 828
BSI Financement Extérieur	15 899 000	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE</b>	<b>37 466 076</b>	<b>2 092 630</b>	<b>1 093 473</b>	<b>557 132</b>
<b>850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>				
Personnel	214 683	107 342	107 342	55 987
Matériel & Fonctionnement	33 201	6 335	5 712	5 305
Déplacement & Mission	31 110	7 778	6 988	6 988
Communication & Energie	64 581	32 291	15 994	15 767
Autres Dépenses	30 000	5 266	4 281	4 281
Equipement et Investissement	13 280	3 320	3 313	1 912
Transfert et Subvention	1 029 050	257 263	6 658	6 658
BSI Financement Intérieur	5 850 000	775 000	650 000	650 000
<b>TOTAL COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>	<b>7 265 905</b>	<b>1 194 593</b>	<b>800 287</b>	<b>746 897</b>
<b>860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME</b>				
Personnel	345 245	188 309	94 155	87 587
Matériel & Fonctionnement	202 663	44 422	42 685	42 685
Déplacement & Mission	130 099	38 158	31 119	31 119
Communication & Energie	33 000	19 000	14 950	14 611
Autres Dépenses	35 000	16 250	16 157	14 925
Equipement et Investissement	30 000	7 500	7 471	7 471
Transfert et Subvention	164 381	41 095	38 828	37 619
BSI Financement Intérieur	770 000	385 000	73 513	68 294
<b>TOTAL MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISM</b>	<b>1 710 388</b>	<b>739 735</b>	<b>318 878</b>	<b>304 311</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>133 AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI</b>				
Transfert et Subvention	841 272	274 193	206 135	115 514
BSI Financement Intérieur	50 000	25 000	24 998	0
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU</b>	<b>891 272</b>	<b>299 193</b>	<b>231 133</b>	<b>115 514</b>
<b>222 INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE</b>				
Personnel	273 554	12 500	0	0
Matériel & Fonctionnement	15 000	3 750	2 903	2 903
Autres Dépenses	33 200	0	0	0
Transfert et Subvention	219 574	79 787	69 057	45 337
BSI Financement Intérieur	500 000	250 000	0	0
<b>TOTAL INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIA</b>	<b>1 041 328</b>	<b>346 037</b>	<b>71 960</b>	<b>48 240</b>
<b>311 CELLULE NAT. TRAITEMENT INFORMAT° FIN. (CENTIF)</b>				
Personnel	250 000	125 000	47 354	26 545
Transfert et Subvention	511 900	127 975	120 907	103 348
<b>TOTAL CELLULE NAT. TRAITEMENT INFORMAT° FIN.</b>	<b>761 900</b>	<b>252 975</b>	<b>168 261</b>	<b>129 893</b>
<b>312 AUTORITE REGULAT. MARCHES PUB. DELEG. SCE PUB. (ARMDS)</b>				
Transfert et Subvention	440 411	125 103	0	0
<b>TOTAL AUTORITE REGULAT. MARCHES PUB. DELEG</b>	<b>440 411</b>	<b>125 103</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>313 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES</b>				
Equipement et Investissement	20 000	5 000	0	0
Transfert et Subvention	174 000	67 000	43 767	43 767
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES</b>	<b>194 000</b>	<b>72 000</b>	<b>43 767</b>	<b>43 767</b>
<b>314 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO</b>				
Equipement et Investissement	20 000	5 000	0	0
Transfert et Subvention	174 000	86 323	41 292	12 224
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKO</b>	<b>194 000</b>	<b>91 323</b>	<b>41 292</b>	<b>12 224</b>
<b>315 OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS</b>				
Equipement et Investissement	200 000	50 000	37 482	37 482
Transfert et Subvention	642 320	240 850	221 353	88 875
BSI Financement Intérieur	724 000	362 000	0	0
<b>TOTAL OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS</b>	<b>1 566 320</b>	<b>652 850</b>	<b>258 836</b>	<b>126 358</b>
<b>316 INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE</b>				
Transfert et Subvention	477 812	191 804	189 638	120 357
BSI Financement Intérieur	3 350 000	1 675 000	196 863	177 135
<b>TOTAL INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE</b>	<b>3 827 812</b>	<b>1 866 804</b>	<b>386 501</b>	<b>297 492</b>
<b>317 CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT</b>				
Transfert et Subvention	612 150	171 788	24 152	16 350
BSI Financement Intérieur	325 000	162 500	0	0
<b>TOTAL CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEN</b>	<b>937 150</b>	<b>334 288</b>	<b>24 152</b>	<b>16 350</b>
<b>318 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO</b>				
Equipement et Investissement	20 000	5 000	5 000	5 000
Transfert et Subvention	174 000	67 000	67 000	67 000
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASS</b>	<b>194 000</b>	<b>72 000</b>	<b>72 000</b>	<b>72 000</b>



BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>319 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU</b>				
Equipement et Investissement	20 000	5 000	0	0
Transfert et Subvention	174 000	67 000	48 715	45 395
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU</b>	<b>194 000</b>	<b>72 000</b>	<b>48 715</b>	<b>45 395</b>
<b>324 FONDS D'APPUI FORMAT° PROFESS. &amp; APPRENTIS.</b>				
Transfert et Subvention	85 252	38 501	38 501	38 501
<b>TOTAL FONDS D'APPUI FORMAT° PROFESS. &amp; APPR</b>	<b>85 252</b>	<b>38 501</b>	<b>38 501</b>	<b>38 501</b>
<b>325 AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)</b>				
Transfert et Subvention	657 097	253 531	92 223	92 220
<b>TOTAL AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APE</b>	<b>657 097</b>	<b>253 531</b>	<b>92 223</b>	<b>92 220</b>
<b>326 INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROFESSION.</b>				
Equipement et Investissement	15 000	3 750	0	0
Transfert et Subvention	207 944	69 127	45 242	22 893
<b>TOTAL INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROF</b>	<b>222 944</b>	<b>72 877</b>	<b>45 242</b>	<b>22 893</b>
<b>327 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)</b>				
Equipement et Investissement	49 800	12 450	0	0
Transfert et Subvention	91 735	35 493	24 250	7 592
<b>TOTAL OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET I</b>	<b>141 535</b>	<b>47 943</b>	<b>24 250</b>	<b>7 592</b>
<b>329 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI</b>				
Equipement et Investissement	20 000	5 000	0	0
Transfert et Subvention	174 000	67 000	56 961	38 275
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI</b>	<b>194 000</b>	<b>72 000</b>	<b>56 961</b>	<b>38 275</b>
<b>331 AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES</b>				
Equipement et Investissement	12 947 073	3 236 768	3 236 768	3 236 768
Transfert et Subvention	2 470 827	617 707	617 707	617 707
BSI Financement Intérieur	1 000 000	500 000	500 000	500 000
BSI Financement Extérieur	12 500 000	0	0	0
<b>TOTAL AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITOI</b>	<b>28 917 900</b>	<b>4 354 475</b>	<b>4 354 475</b>	<b>4 354 475</b>
<b>332 MAISON DU HADJ</b>				
Transfert et Subvention	22 410	5 603	0	0
<b>TOTAL MAISON DU HADJ</b>	<b>22 410</b>	<b>5 603</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>333 CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>				
Equipement et Investissement	50 000	12 500	0	0
Transfert et Subvention	265 274	154 263	36 945	27 422
<b>TOTAL CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITE!</b>	<b>315 274</b>	<b>166 763</b>	<b>36 945</b>	<b>27 422</b>
<b>336 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.</b>				
Equipement et Investissement	20 000	5 000	0	0
Transfert et Subvention	174 000	67 000	38 267	0
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.</b>	<b>194 000</b>	<b>72 000</b>	<b>38 267</b>	<b>0</b>
<b>337 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO</b>				
Equipement et Investissement	20 000	5 000	0	0
Transfert et Subvention	174 000	67 000	52 014	20 910
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO</b>	<b>194 000</b>	<b>72 000</b>	<b>52 014</b>	<b>20 910</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>338 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL</b>				
Equipement et Investissement	20 000	5 000	0	0
Transfert et Subvention	174 000	87 923	31 199	0
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL</b>	<b>194 000</b>	<b>92 923</b>	<b>31 199</b>	<b>0</b>
<b>339 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT</b>				
Equipement et Investissement	20 000	5 000	5 000	5 000
Transfert et Subvention	174 000	67 000	67 000	67 000
<b>TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT</b>	<b>194 000</b>	<b>72 000</b>	<b>72 000</b>	<b>72 000</b>
<b>411 ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)</b>				
Matériel & Fonctionnement	90 346	22 587	21 783	21 783
Transfert et Subvention	1 138 300	572 294	526 837	224 518
<b>TOTAL ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)</b>	<b>1 228 646</b>	<b>594 881</b>	<b>548 620</b>	<b>246 301</b>
<b>413 ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)</b>				
Matériel & Fonctionnement	90 000	22 500	2 325	0
Transfert et Subvention	995 927	481 714	409 111	18 146
BSI Financement Intérieur	85 000	42 500	0	0
<b>TOTAL ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)</b>	<b>1 170 927</b>	<b>546 714</b>	<b>411 436</b>	<b>18 146</b>
<b>414 INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.</b>				
Matériel & Fonctionnement	100 323	25 081	25 080	2 000
Transfert et Subvention	1 797 060	885 333	825 856	241 067
BSI Financement Intérieur	100 000	50 000	0	0
<b>TOTAL INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.</b>	<b>1 997 383</b>	<b>960 414</b>	<b>850 936</b>	<b>243 067</b>
<b>416 CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES</b>				
Personnel	25 000	12 500	11 259	11 259
Matériel & Fonctionnement	4 430 390	1 107 598	960 865	754 570
Bourses	15 700 000	7 850 000	1 621 841	1 621 841
Equipement et Investissement	115 571	28 893	22 458	20 334
Transfert et Subvention	1 543 693	571 847	511 302	313 626
BSI Financement Intérieur	500 000	250 000	101 320	18 026
<b>TOTAL CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES</b>	<b>22 314 654</b>	<b>9 820 837</b>	<b>3 229 045</b>	<b>2 739 657</b>
<b>417 CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE &amp; TECH.</b>				
Equipement et Investissement	55 000	13 750	0	0
Transfert et Subvention	168 735	68 752	57 627	33 697
<b>TOTAL CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE &amp; TECH.</b>	<b>223 735</b>	<b>82 502</b>	<b>57 627</b>	<b>33 697</b>
<b>418 ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION</b>				
Transfert et Subvention	682 488	256 999	183 783	95 491
BSI Financement Intérieur	2 000 000	1 000 000	0	0
<b>TOTAL ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION</b>	<b>2 682 488</b>	<b>1 256 999</b>	<b>183 783</b>	<b>95 491</b>
<b>420 ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.</b>				
Matériel & Fonctionnement	112 530	28 133	0	0
Transfert et Subvention	334 929	142 465	103 478	47 605
<b>TOTAL ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.</b>	<b>447 459</b>	<b>170 597</b>	<b>103 478</b>	<b>47 605</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>422 UNIVERSITE DE SEGOU</b>				
Personnel	859 441	429 721	216 499	146 373
Matériel & Fonctionnement	589 895	147 474	80 068	51 454
Transfert et Subvention	913 621	310 066	214 049	142 494
BSI Financement Intérieur	850 000	425 000	363 187	0
<b>TOTAL UNIVERSITE DE SEGOU</b>	<b>3 212 957</b>	<b>1 312 261</b>	<b>873 802</b>	<b>340 321</b>
<b>424 UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO</b>				
Personnel	2 262 475	1 131 238	809 726	409 660
Matériel & Fonctionnement	622 294	144 266	73 563	12 916
Déplacement & Mission	260 257	229 417	226 801	224 447
Communication & Energie	258 287	129 144	84 434	83 530
Autres Dépenses	675 026	192 675	115 809	8 830
Transfert et Subvention	17 860	4 465	4 465	4 465
BSI Financement Intérieur	300 000	150 000	0	0
<b>TOTAL UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES</b>	<b>4 396 199</b>	<b>1 981 205</b>	<b>1 314 798</b>	<b>743 848</b>
<b>425 INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES</b>				
Equipement et Investissement	30 000	7 500	4 135	4 135
Transfert et Subvention	278 262	124 131	118 325	61 466
BSI Financement Intérieur	150 000	75 000	0	0
<b>TOTAL INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES</b>	<b>458 262</b>	<b>206 631</b>	<b>122 460</b>	<b>65 601</b>
<b>426 UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO</b>				
Personnel	3 386 476	1 693 238	1 584 288	809 146
Matériel & Fonctionnement	724 610	156 250	118 994	95 022
Déplacement & Mission	342 623	85 656	53 124	43 002
Communication & Energie	457 847	228 924	202 785	201 466
Autres Dépenses	93 720	68 136	61 960	0
Equipement et Investissement	100 000	25 000	8 350	0
Transfert et Subvention	209 915	52 479	34 920	30 223
BSI Financement Intérieur	650 000	325 000	24 781	0
<b>TOTAL UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOG</b>	<b>5 965 191</b>	<b>2 634 682</b>	<b>2 089 201</b>	<b>1 178 858</b>
<b>428 CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE</b>				
Matériel & Fonctionnement	20 000	5 000	4 998	4 998
Transfert et Subvention	230 955	89 693	89 362	54 831
<b>TOTAL CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE</b>	<b>250 955</b>	<b>94 693</b>	<b>94 361</b>	<b>59 829</b>
<b>429 UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO</b>				
Personnel	3 053 903	1 526 952	921 340	512 116
Matériel & Fonctionnement	1 123 729	294 255	128 108	59 945
Déplacement & Mission	322 652	92 077	89 751	89 751
Communication & Energie	158 359	79 180	26 599	0
Autres Dépenses	217 638	60 925	46 505	7 858
Equipement et Investissement	25 000	6 250	0	0
Transfert et Subvention	40 000	10 000	6 858	6 858
BSI Financement Intérieur	200 000	195 273	0	0
<b>TOTAL UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION I</b>	<b>5 141 281</b>	<b>2 264 911</b>	<b>1 219 161</b>	<b>676 528</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>430 INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA</b>				
Equipement et Investissement	25 000	6 250	0	0
Transfert et Subvention	345 583	125 267	114 218	83 230
<b>TOTAL INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED</b>	<b>370 583</b>	<b>131 517</b>	<b>114 218</b>	<b>83 230</b>
<b>431 UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO</b>				
Personnel	2 963 156	1 445 480	915 130	467 624
Matériel & Fonctionnement	1 332 380	322 135	16 564	10 634
Déplacement & Mission	425 896	106 474	102 780	102 111
Communication & Energie	277 968	138 984	59 246	56 782
Autres Dépenses	1 140 241	392 767	88 032	68 462
Transfert et Subvention	35 164	8 791	8 106	8 106
<b>TOTAL UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQ</b>	<b>6 174 805</b>	<b>2 414 631</b>	<b>1 189 857</b>	<b>713 720</b>
<b>432 ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES</b>				
Equipement et Investissement	51 598	12 900	3 961	3 961
Transfert et Subvention	306 891	135 586	125 614	66 514
<b>TOTAL ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES</b>	<b>358 489</b>	<b>148 486</b>	<b>129 575</b>	<b>70 476</b>
<b>433 ECOLE SUP. JOURNALISME &amp; SCIENCES COM..</b>				
Matériel & Fonctionnement	2 500	625	0	0
Transfert et Subvention	271 100	110 425	0	0
<b>TOTAL ECOLE SUP. JOURNALISME &amp; SCIENCES COM</b>	<b>273 600</b>	<b>111 050</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>434 CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE</b>				
Personnel	25 000	12 500	0	0
Matériel & Fonctionnement	20 572	5 143	4 996	4 996
Autres Dépenses	15 000	3 750	3 575	3 575
Transfert et Subvention	130 207	41 197	34 420	28 507
BSI Financement Intérieur	600 000	300 000	30 871	0
<b>TOTAL CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STA</b>	<b>790 779</b>	<b>362 590</b>	<b>73 862</b>	<b>37 078</b>
<b>511 CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO</b>				
Transfert et Subvention	301 243	135 622	117 565	103 641
BSI Financement Intérieur	800 000	400 000	69 788	0
<b>TOTAL CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE I</b>	<b>1 101 243</b>	<b>535 622</b>	<b>187 353</b>	<b>103 641</b>
<b>512 MUSEE NATIONAL</b>				
Equipement et Investissement	20 000	5 000	2 495	1 045
Transfert et Subvention	342 530	145 015	124 440	58 868
BSI Financement Intérieur	200 000	100 000	100 000	0
<b>TOTAL MUSEE NATIONAL</b>	<b>562 530</b>	<b>250 015</b>	<b>226 935</b>	<b>59 912</b>
<b>514 PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA</b>				
Transfert et Subvention	354 440	154 220	137 888	85 032
BSI Financement Intérieur	700 000	350 000	300 000	0
<b>TOTAL PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE</b>	<b>1 054 440</b>	<b>504 220</b>	<b>437 888</b>	<b>85 032</b>
<b>516 BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR</b>				
Transfert et Subvention	147 210	52 261	27 880	14 270
<b>TOTAL BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR</b>	<b>147 210</b>	<b>52 261</b>	<b>27 880</b>	<b>14 270</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>517 CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI</b>				
Transfert et Subvention	388 364	172 223	112 563	81 982
BSI Financement Intérieur	1 000 000	0	0	0
<b>TOTAL CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI</b>	<b>1 388 364</b>	<b>172 223</b>	<b>112 563</b>	<b>81 982</b>
<b>518 CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.</b>				
Equipement et Investissement	45 000	11 250	0	0
Transfert et Subvention	522 460	173 720	142 639	81 005
BSI Financement Intérieur	350 000	175 000	175 000	175 000
<b>TOTAL CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FAS'</b>	<b>917 460</b>	<b>359 970</b>	<b>317 639</b>	<b>256 005</b>
<b>519 MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE</b>				
Equipement et Investissement	10 000	2 500	0	0
Transfert et Subvention	57 891	23 946	20 138	11 672
BSI Financement Intérieur	1 200 000	600 000	600 000	600 000
<b>TOTAL MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE</b>	<b>1 267 891</b>	<b>626 446</b>	<b>620 138</b>	<b>611 672</b>
<b>522 CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI</b>				
Transfert et Subvention	112 560	32 003	29 151	26 240
<b>TOTAL CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI</b>	<b>112 560</b>	<b>32 003</b>	<b>29 151</b>	<b>26 240</b>
<b>523 INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS</b>				
Personnel	56 052	36 235	22 222	22 222
Autres Dépenses	10 000	2 500	1 770	0
Transfert et Subvention	548 339	217 733	204 441	139 521
<b>TOTAL INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS</b>	<b>614 391</b>	<b>256 467</b>	<b>228 432</b>	<b>161 743</b>
<b>613 AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS</b>				
Equipement et Investissement	40 000	10 000	2 142	0
Transfert et Subvention	373 671	143 116	128 803	74 700
<b>TOTAL AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALI</b>	<b>413 671</b>	<b>153 116</b>	<b>130 944</b>	<b>74 700</b>
<b>615 HOPITAL GABRIEL TOURE</b>				
Equipement et Investissement	340 000	85 000	73 326	48 546
Transfert et Subvention	3 038 668	1 173 198	1 020 532	283 990
BSI Financement Intérieur	300 000	150 000	0	0
<b>TOTAL HOPITAL GABRIEL TOURE</b>	<b>3 678 668</b>	<b>1 408 198</b>	<b>1 093 858</b>	<b>332 536</b>
<b>616 HOPITAL DU MALI</b>				
Transfert et Subvention	1 840 039	852 579	588 134	182 992
BSI Financement Intérieur	800 000	400 000	0	0
<b>TOTAL HOPITAL DU MALI</b>	<b>2 640 039</b>	<b>1 252 579</b>	<b>588 134</b>	<b>182 992</b>
<b>617 HOPITAL DU POINT G</b>				
Equipement et Investissement	360 000	90 000	4 878	0
Transfert et Subvention	4 807 937	1 688 016	1 129 245	539 079
BSI Financement Intérieur	250 000	125 000	0	0
<b>TOTAL HOPITAL DU POINT G</b>	<b>5 417 937</b>	<b>1 903 016</b>	<b>1 134 123</b>	<b>539 079</b>

**BUDGET D'ETAT 2017**  
**SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017**

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>618 AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE</b>				
Equipement et Investissement	15 000	3 750	3 750	0
Transfert et Subvention	484 664	203 770	64 578	30 927
BSI Financement Intérieur	1 000 000	500 000	20 060	0
<b>TOTAL AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDI</b>	<b>1 499 664</b>	<b>707 520</b>	<b>88 388</b>	<b>30 927</b>
<b>619 HOPITAL DE KATI</b>				
Equipement et Investissement	120 000	30 000	0	0
Transfert et Subvention	1 062 935	414 919	327 895	217 868
BSI Financement Intérieur	250 000	125 000	0	0
<b>TOTAL HOPITAL DE KATI</b>	<b>1 432 935</b>	<b>569 919</b>	<b>327 895</b>	<b>217 868</b>
<b>620 CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE</b>				
Equipement et Investissement	180 000	45 000	39 061	38 037
Transfert et Subvention	406 094	144 030	115 996	63 264
BSI Financement Intérieur	150 000	75 000	74 324	74 324
<b>TOTAL CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCY</b>	<b>736 094</b>	<b>264 030</b>	<b>229 381</b>	<b>175 625</b>
<b>621 INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE</b>				
Equipement et Investissement	100 000	25 000	0	0
Transfert et Subvention	1 257 264	545 726	355 254	183 057
BSI Financement Intérieur	350 000	175 000	0	0
<b>TOTAL INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUI</b>	<b>1 707 264</b>	<b>745 726</b>	<b>355 254</b>	<b>183 057</b>
<b>622 CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTATION POUR SURVIE ENFANT</b>				
Equipement et Investissement	60 000	15 000	15 000	15 000
Transfert et Subvention	347 358	144 054	128 583	61 531
<b>TOTAL CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTATIO</b>	<b>407 358</b>	<b>159 054</b>	<b>143 583</b>	<b>76 531</b>
<b>623 CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE</b>				
Equipement et Investissement	100 000	25 000	14 885	0
Transfert et Subvention	1 197 192	719 969	634 542	67 817
BSI Financement Intérieur	100 000	50 000	0	0
<b>TOTAL CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE</b>	<b>1 397 192</b>	<b>794 969</b>	<b>649 427</b>	<b>67 817</b>
<b>625 LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE</b>				
Equipement et Investissement	55 000	13 750	0	0
Transfert et Subvention	514 167	193 559	139 105	80 602
BSI Financement Intérieur	250 000	125 000	0	0
<b>TOTAL LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE</b>	<b>819 167</b>	<b>332 309</b>	<b>139 105</b>	<b>80 602</b>
<b>627 CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)</b>				
Equipement et Investissement	20 000	5 000	968	968
Transfert et Subvention	767 858	242 270	174 421	56 144
<b>TOTAL CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (</b>	<b>787 858</b>	<b>247 270</b>	<b>175 389</b>	<b>57 112</b>
<b>629 CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADIE</b>				
Equipement et Investissement	50 000	12 500	0	0
Transfert et Subvention	905 163	460 650	351 145	254 029
<b>TOTAL CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADI</b>	<b>955 163</b>	<b>473 150</b>	<b>351 145</b>	<b>254 029</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>630 AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX</b>				
Equipement et Investissement	60 588	15 147	12 711	12 711
Transfert et Subvention	239 845	94 200	78 538	30 066
<b>TOTAL AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HO</b>	<b>300 433</b>	<b>109 347</b>	<b>91 249</b>	<b>42 777</b>
<b>631 INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE</b>				
Equipement et Investissement	20 000	5 000	0	0
Transfert et Subvention	1 563 343	509 165	261 236	130 712
BSI Financement Intérieur	150 000	75 000	0	0
<b>TOTAL INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SAN</b>	<b>1 733 343</b>	<b>589 165</b>	<b>261 236</b>	<b>130 712</b>
<b>632 INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)</b>				
Transfert et Subvention	1 029 219	344 260	301 329	127 283
BSI Financement Intérieur	275 000	137 500	24 896	24 896
<b>TOTAL INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQU</b>	<b>1 304 219</b>	<b>481 760</b>	<b>326 225</b>	<b>152 179</b>
<b>633 HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES</b>				
Transfert et Subvention	746 590	315 622	287 832	86 096
<b>TOTAL HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES</b>	<b>746 590</b>	<b>315 622</b>	<b>287 832</b>	<b>86 096</b>
<b>634 HOPITAL DE SIKASSO</b>				
Transfert et Subvention	1 099 411	433 921	374 150	110 455
<b>TOTAL HOPITAL DE SIKASSO</b>	<b>1 099 411</b>	<b>433 921</b>	<b>374 150</b>	<b>110 455</b>
<b>635 HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU</b>				
Transfert et Subvention	828 007	344 846	348 735	170 955
<b>TOTAL HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU</b>	<b>828 007</b>	<b>344 846</b>	<b>348 735</b>	<b>170 955</b>
<b>636 HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI</b>				
Transfert et Subvention	951 642	368 045	350 637	281 665
<b>TOTAL HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI</b>	<b>951 642</b>	<b>368 045</b>	<b>350 637</b>	<b>281 665</b>
<b>637 HOPITAL DE TOMBOUCTOU</b>				
Transfert et Subvention	396 384	149 239	72 746	0
<b>TOTAL HOPITAL DE TOMBOUCTOU</b>	<b>396 384</b>	<b>149 239</b>	<b>72 746</b>	<b>0</b>
<b>638 HOPITAL DE GAO</b>				
Transfert et Subvention	502 215	198 983	117 901	69 158
<b>TOTAL HOPITAL DE GAO</b>	<b>502 215</b>	<b>198 983</b>	<b>117 901</b>	<b>69 158</b>
<b>645 CITE DES ENFANTS</b>				
Equipement et Investissement	20 000	15 000	3 610	3 610
Transfert et Subvention	231 733	91 673	77 742	39 401
BSI Financement Intérieur	300 000	150 000	0	0
<b>TOTAL CITE DES ENFANTS</b>	<b>551 733</b>	<b>256 673</b>	<b>81 353</b>	<b>43 011</b>
<b>666 INSTITUT D'ETUDE &amp; RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE</b>				
Equipement et Investissement	64 500	16 125	0	0
Transfert et Subvention	322 385	116 378	114 992	76 522
BSI Financement Intérieur	150 000	75 000	60 575	33 823
<b>TOTAL INSTITUT D'ETUDE &amp; RECHERCHE EN GERON</b>	<b>536 885</b>	<b>207 503</b>	<b>175 567</b>	<b>110 344</b>
<b>668 CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE</b>				
Transfert et Subvention	44 323 883	22 090 677	22 090 677	22 090 677
<b>TOTAL CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE</b>	<b>44 323 883</b>	<b>22 090 677</b>	<b>22 090 677</b>	<b>22 090 677</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>670 OBSERVATOIRE HUMAIN &amp; DURABLE</b>				
Equipement et Investissement	45 000	11 250	11 234	0
Transfert et Subvention	73 776	21 888	20 245	15 582
BSI Financement Intérieur	400 000	200 000	75 083	69 303
<b>TOTAL OBSERVATOIRE HUMAIN &amp; DURABLE</b>	<b>518 776</b>	<b>233 138</b>	<b>106 561</b>	<b>84 885</b>
<b>674 INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX</b>				
Equipement et Investissement	5 000	1 250	0	0
Transfert et Subvention	584 464	246 181	190 205	158 580
BSI Financement Intérieur	150 000	75 000	0	0
<b>TOTAL INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SO</b>	<b>739 464</b>	<b>322 431</b>	<b>190 205</b>	<b>158 580</b>
<b>676 FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE</b>				
Transfert et Subvention	496 308	217 692	201 081	191 641
BSI Financement Intérieur	450 000	225 000	26 694	0
<b>TOTAL FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE</b>	<b>946 308</b>	<b>442 692</b>	<b>227 775</b>	<b>191 641</b>
<b>678 CENTRE D'ORTHOPEIDIE &amp; D'APPAREILLAGE</b>				
Equipement et Investissement	28 000	7 000	0	0
Transfert et Subvention	425 065	146 018	108 106	45 143
BSI Financement Intérieur	100 000	50 000	0	0
<b>TOTAL CENTRE D'ORTHOPEIDIE &amp; D'APPAREILLAGE</b>	<b>553 065</b>	<b>203 018</b>	<b>108 106</b>	<b>45 143</b>
<b>681 AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE</b>				
Transfert et Subvention	1 388 429	354 607	23 244	23 244
<b>TOTAL AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICA</b>	<b>1 388 429</b>	<b>354 607</b>	<b>23 244</b>	<b>23 244</b>
<b>703 INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.</b>				
Equipement et Investissement	5 000	1 250	1 227	0
Transfert et Subvention	128 988	44 994	33 107	13 430
BSI Financement Intérieur	200 000	100 000	0	0
<b>TOTAL INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TR/</b>	<b>333 988</b>	<b>146 244</b>	<b>34 333</b>	<b>13 430</b>
<b>704 AGENCE D'EXECUTION TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)</b>				
Transfert et Subvention	84 000	21 000	21 000	21 000
<b>TOTAL AGENCE D'EXECUTION TRAVAUX ROUTIERS</b>	<b>84 000</b>	<b>21 000</b>	<b>21 000</b>	<b>21 000</b>
<b>706 INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI</b>				
Transfert et Subvention	473 234	216 622	205 058	87 992
BSI Financement Intérieur	330 000	165 000	38 716	24 851
<b>TOTAL INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI</b>	<b>803 234</b>	<b>381 622</b>	<b>243 773</b>	<b>112 843</b>
<b>708 CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.</b>				
Equipement et Investissement	100 000	25 000	0	0
Transfert et Subvention	154 810	58 820	46 637	31 429
BSI Financement Intérieur	200 000	100 000	0	0
<b>TOTAL CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PI</b>	<b>454 810</b>	<b>183 820</b>	<b>46 637</b>	<b>31 429</b>
<b>710 AUTORITE ROUTIERE</b>				
BSI Financement Intérieur	400 000	200 000	0	0
<b>TOTAL AUTORITE ROUTIERE</b>	<b>400 000</b>	<b>200 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>712 AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE</b>				
Transfert et Subvention	332 000	83 000	83 000	83 000
<b>TOTAL AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE</b>	<b>332 000</b>	<b>83 000</b>	<b>83 000</b>	<b>83 000</b>
<b>713 AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE</b>				
Transfert et Subvention	185 950	56 488	27 540	12 000
BSI Financement Intérieur	2 400 000	1 200 000	0	0
<b>TOTAL AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE</b>	<b>2 585 950</b>	<b>1 256 488</b>	<b>27 540</b>	<b>12 000</b>
<b>715 AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)</b>				
Equipement et Investissement	20 750	5 188	0	0
Transfert et Subvention	141 639	59 407	48 871	25 949
BSI Financement Intérieur	150 000	75 000	9 000	9 000
<b>TOTAL AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (</b>	<b>312 389</b>	<b>139 595</b>	<b>57 871</b>	<b>34 949</b>
<b>716 AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER</b>				
Transfert et Subvention	209 980	83 576	67 135	31 119
BSI Financement Intérieur	2 200 000	1 100 000	145 208	117 996
<b>TOTAL AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER</b>	<b>2 409 980</b>	<b>1 183 576</b>	<b>212 343</b>	<b>149 115</b>
<b>717 AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI</b>				
Transfert et Subvention	300 962	121 629	93 797	57 375
BSI Financement Intérieur	1 600 000	800 000	227 562	20 000
<b>TOTAL AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EP</b>	<b>1 900 962</b>	<b>921 629</b>	<b>321 359</b>	<b>77 374</b>
<b>718 AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE</b>				
Transfert et Subvention	273 385	101 693	76 507	40 740
BSI Financement Intérieur	715 000	357 500	57 293	57 293
BSI Financement Extérieur	1 600 000	0	0	0
<b>TOTAL AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE</b>	<b>2 588 385</b>	<b>459 193</b>	<b>133 800</b>	<b>98 033</b>
<b>722 AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE</b>				
Equipement et Investissement	200 000	50 000	0	0
Transfert et Subvention	5 277 750	1 319 438	430 176	472
BSI Financement Intérieur	530 000	265 000	265 000	265 000
BSI Financement Extérieur	8 500 000	0	0	0
<b>TOTAL AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELI</b>	<b>14 507 750</b>	<b>1 634 438</b>	<b>695 176</b>	<b>265 472</b>
<b>723 LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX</b>				
Equipement et Investissement	41 500	10 375	0	0
Transfert et Subvention	193 121	78 907	73 592	45 235
BSI Financement Intérieur	600 000	300 000	291 121	274 518
<b>TOTAL LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX</b>	<b>834 621</b>	<b>389 282</b>	<b>364 713</b>	<b>319 753</b>
<b>724 AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)</b>				
Transfert et Subvention	167 942	63 971	53 155	17 462
BSI Financement Intérieur	5 000 000	150 000	62 868	882
BSI Financement Extérieur	22 000 000	0	0	0
<b>TOTAL AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (A</b>	<b>27 167 942</b>	<b>213 971</b>	<b>116 023</b>	<b>18 344</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>725 AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI</b>				
Equipement et Investissement	20 000	5 000	4 500	4 500
Transfert et Subvention	311 324	120 662	120 481	73 165
BSI Financement Intérieur	380 000	190 000	125 986	81 704
<b>TOTAL AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES D</b>	<b>711 324</b>	<b>315 662</b>	<b>250 967</b>	<b>159 369</b>
<b>732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION</b>				
Equipement et Investissement	300 000	75 000	3 948	0
Transfert et Subvention	645 258	161 315	118 827	98 274
<b>TOTAL HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION</b>	<b>945 258</b>	<b>236 315</b>	<b>122 775</b>	<b>98 274</b>
<b>735 OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI</b>				
Equipement et Investissement	930 000	232 500	38 067	13 128
Transfert et Subvention	4 800 875	3 027 983	2 521 455	1 710 086
<b>TOTAL OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI</b>	<b>5 730 875</b>	<b>3 260 483</b>	<b>2 559 522</b>	<b>1 723 214</b>
<b>737 AGENCE MALIENNE DE PRESSE &amp; PUBLICITE</b>				
Equipement et Investissement	9 960	2 490	0	0
Transfert et Subvention	434 496	138 128	113 821	54 813
BSI Financement Intérieur	1 000 000	500 000	500 000	500 000
<b>TOTAL AGENCE MALIENNE DE PRESSE &amp; PUBLICIT</b>	<b>1 444 456</b>	<b>640 618</b>	<b>613 821</b>	<b>554 813</b>
<b>738 AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT</b>				
Transfert et Subvention	142 334	43 581	35 401	19 428
BSI Financement Intérieur	350 000	175 000	101 621	52 069
<b>TOTAL AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMEN</b>	<b>492 334</b>	<b>218 581</b>	<b>137 022</b>	<b>71 497</b>
<b>739 AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° &amp; COMMUNICATION</b>				
Transfert et Subvention	1 568 577	621 789	451 629	209 484
BSI Financement Extérieur	2 000 000	0	0	0
<b>TOTAL AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° &amp; COM</b>	<b>3 568 577</b>	<b>621 789</b>	<b>451 629</b>	<b>209 484</b>
<b>814 CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)</b>				
Equipement et Investissement	10 000	2 500	0	0
Transfert et Subvention	407 890	163 887	94 424	67 761
BSI Financement Intérieur	300 000	150 000	15 891	11 369
<b>TOTAL CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CE</b>	<b>717 890</b>	<b>316 387</b>	<b>110 316</b>	<b>79 130</b>
<b>816 AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)</b>				
Autres Dépenses	300 000	75 000	28 140	28 140
Equipement et Investissement	12 500	4 838	0	0
Transfert et Subvention	343 352	87 195	83 152	77 090
BSI Financement Intérieur	100 000	50 000	3 570	0
<b>TOTAL AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTI!</b>	<b>755 852</b>	<b>217 033</b>	<b>114 861</b>	<b>105 230</b>
<b>817 AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS MALI</b>				
Equipement et Investissement	25 000	6 250	0	0
Transfert et Subvention	135 462	48 981	41 565	28 393
BSI Financement Intérieur	50 000	25 000	1 825	1 825
<b>TOTAL AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS M</b>	<b>210 462</b>	<b>80 231</b>	<b>43 390</b>	<b>30 218</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>819 AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS</b>				
Equipement et Investissement	16 000	4 000	0	0
Transfert et Subvention	187 145	71 073	60 352	26 013
BSI Financement Intérieur	600 000	300 000	166 433	143 133
<b>TOTAL AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBU</b>	<b>803 145</b>	<b>375 073</b>	<b>226 784</b>	<b>169 146</b>
<b>823 AGENCE DE GESTION MARCHÉ CENTRAL POISSON BAMAKO (AGMCPB)</b>				
Equipement et Investissement	5 000	1 250	0	0
Transfert et Subvention	55 000	13 750	11 745	8 304
BSI Financement Intérieur	350 000	175 000	22 354	22 354
<b>TOTAL AGENCE DE GESTION MARCHÉ CENTRAL PO</b>	<b>410 000</b>	<b>190 000</b>	<b>34 099</b>	<b>30 658</b>
<b>825 OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)</b>				
Equipement et Investissement	187 690	46 923	0	0
Transfert et Subvention	620 079	252 175	227 155	123 104
BSI Financement Intérieur	400 000	200 000	0	0
<b>TOTAL OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)</b>	<b>1 207 769</b>	<b>499 098</b>	<b>227 155</b>	<b>123 104</b>
<b>826 AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL</b>				
Equipement et Investissement	152 477	38 119	7 440	7 440
Transfert et Subvention	555 582	218 990	212 288	142 080
BSI Financement Intérieur	1 050 000	525 000	213 907	213 907
BSI Financement Extérieur	8 500 000	0	0	0
<b>TOTAL AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENE</b>	<b>10 258 059</b>	<b>782 110</b>	<b>433 635</b>	<b>363 427</b>
<b>827 OFFICE RIZ MOPTI</b>				
Transfert et Subvention	334 630	147 219	115 089	54 427
BSI Financement Intérieur	270 000	270 000	0	0
<b>TOTAL OFFICE RIZ MOPTI</b>	<b>604 630</b>	<b>417 219</b>	<b>115 089</b>	<b>54 427</b>
<b>829 OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE</b>				
Equipement et Investissement	100 000	25 000	0	0
Transfert et Subvention	482 951	212 226	110 876	37 285
BSI Financement Intérieur	400 000	200 000	0	0
<b>TOTAL OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELING</b>	<b>982 951</b>	<b>437 226</b>	<b>110 876</b>	<b>37 285</b>
<b>831 INSTITUT D'ECONOMIE RURALE</b>				
Equipement et Investissement	207 500	51 875	37 524	0
Transfert et Subvention	3 720 672	1 789 693	1 725 254	1 469 528
BSI Financement Intérieur	550 000	275 000	0	0
<b>TOTAL INSTITUT D'ECONOMIE RURALE</b>	<b>4 478 172</b>	<b>2 116 568</b>	<b>1 762 778</b>	<b>1 469 528</b>
<b>833 LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE</b>				
Equipement et Investissement	89 800	22 450	0	0
Transfert et Subvention	637 270	312 970	283 847	158 176
BSI Financement Intérieur	150 000	75 000	0	0
<b>TOTAL LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE</b>	<b>877 070</b>	<b>410 420</b>	<b>283 847</b>	<b>158 176</b>
<b>834 LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO</b>				
Equipement et Investissement	100 000	0	0	0
Transfert et Subvention	69 950	24 704	11 343	0
<b>TOTAL LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO</b>	<b>169 950</b>	<b>24 704</b>	<b>11 343</b>	<b>0</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>835 OFFICE RIZ SEGOU</b>				
Transfert et Subvention	483 924	188 212	132 472	78 281
BSI Financement Intérieur	3 400 000	1 700 000	0	0
<b>TOTAL OFFICE RIZ SEGOU</b>	<b>3 883 924</b>	<b>1 888 212</b>	<b>132 472</b>	<b>78 281</b>
<b>836 OFFICE DU MOYEN BANI</b>				
Equipement et Investissement	125 000	31 250	0	0
Transfert et Subvention	95 000	32 500	0	0
BSI Financement Intérieur	350 000	175 000	0	0
<b>TOTAL OFFICE DU MOYEN BANI</b>	<b>570 000</b>	<b>238 750</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>837 OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA</b>				
Transfert et Subvention	396 940	174 720	167 758	97 167
BSI Financement Intérieur	1 330 000	665 000	142 657	71 763
<b>TOTAL OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINE</b>	<b>1 726 940</b>	<b>839 720</b>	<b>310 414</b>	<b>168 929</b>
<b>839 OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX</b>				
Transfert et Subvention	736 399	265 337	255 762	120 733
BSI Financement Intérieur	200 000	100 000	54 180	4 991
<b>TOTAL OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX</b>	<b>936 399</b>	<b>365 337</b>	<b>309 942</b>	<b>125 725</b>
<b>841 OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE</b>				
Transfert et Subvention	204 969	72 485	55 443	37 957
BSI Financement Intérieur	250 000	125 000	41 697	39 972
<b>TOTAL OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FA</b>	<b>454 969</b>	<b>197 485</b>	<b>97 139</b>	<b>77 929</b>
<b>842 CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANIMALE</b>				
Equipement et Investissement	10 000	2 500	0	0
Transfert et Subvention	120 000	39 500	31 120	13 279
BSI Financement Intérieur	400 000	200 000	22 857	22 857
<b>TOTAL CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANII</b>	<b>530 000</b>	<b>242 000</b>	<b>53 977</b>	<b>36 136</b>
<b>866 BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.</b>				
Transfert et Subvention	97 251	36 176	32 096	17 380
BSI Financement Intérieur	100 000	50 000	16 518	16 518
<b>TOTAL BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. II</b>	<b>197 251</b>	<b>86 176</b>	<b>48 614</b>	<b>33 898</b>
<b>867 AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE</b>				
Equipement et Investissement	37 350	9 338	2 200	0
Transfert et Subvention	135 044	53 516	50 039	22 527
BSI Financement Intérieur	50 000	25 000	22 971	14 216
<b>TOTAL AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUA</b>	<b>222 394</b>	<b>87 853</b>	<b>75 210</b>	<b>36 743</b>
<b>868 CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE</b>				
Equipement et Investissement	18 000	4 500	0	0
Transfert et Subvention	87 247	31 174	29 424	19 364
BSI Financement Intérieur	100 000	50 000	0	0
<b>TOTAL CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TI</b>	<b>205 247</b>	<b>85 674</b>	<b>29 424</b>	<b>19 364</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>869 AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI</b>				
Equipement et Investissement	50 000	12 500	10 696	0
Transfert et Subvention	162 738	76 804	71 889	39 135
BSI Financement Intérieur	150 000	75 000	0	0
<b>TOTAL AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU M</b>	<b>362 738</b>	<b>164 304</b>	<b>82 584</b>	<b>39 135</b>
<b>900 DISTRICT DE BAMAKO</b>				
Personnel	24 224 990	12 112 495	12 002 012	1 922 461
Matériel & Fonctionnement	7 475 171	2 308 366	354 813	331 517
Déplacement & Mission	604 187	151 047	126 518	118 955
Communication & Energie	1 659 000	829 500	362 535	342 711
Autres Dépenses	995 885	247 721	138 071	121 132
Bourses	127 347	63 674	0	0
Equipement et Investissement	11 079 882	2 769 971	0	0
Transfert et Subvention	1 392 433	348 108	200 279	199 139
Personnel (Collectivité)	12 481 146	7 062 580	3 985 723	3 985 723
<b>TOTAL DISTRICT DE BAMAKO</b>	<b>60 040 041</b>	<b>25 893 461</b>	<b>17 169 951</b>	<b>7 021 638</b>
<b>901 REGION DE KAYES</b>				
Personnel	9 580 852	4 787 318	4 704 943	2 451 496
Matériel & Fonctionnement	3 378 736	858 440	458 373	417 363
Déplacement & Mission	631 640	157 910	121 601	116 934
Communication & Energie	1 790 499	895 250	240 088	184 500
Autres Dépenses	775 052	193 763	113 362	91 951
Equipement et Investissement	1 902 504	471 876	4 080	4 080
Transfert et Subvention	1 596 674	399 169	280 894	272 492
BSI Financement Intérieur	300 000	150 000	0	0
Personnel (Collectivité)	14 702 740	14 652 421	4 655 668	4 641 905
<b>TOTAL REGION DE KAYES</b>	<b>34 658 697</b>	<b>22 566 146</b>	<b>10 579 010</b>	<b>8 180 721</b>
<b>902 REGION DE KOULIKORO</b>				
Personnel	11 556 015	5 780 208	5 507 605	1 732 075
Matériel & Fonctionnement	5 202 281	1 352 369	558 508	394 768
Déplacement & Mission	840 685	210 171	175 724	102 201
Communication & Energie	1 351 976	675 988	276 090	4 000
Autres Dépenses	1 087 060	271 765	187 075	142 293
Equipement et Investissement	6 270 755	1 567 689	23 395	20 960
Transfert et Subvention	1 243 591	310 898	269 978	86 057
BSI Financement Intérieur	550 000	275 000	238 906	0
Personnel (Collectivité)	17 355 125	8 677 563	5 617 882	2 005 137
<b>TOTAL REGION DE KOULIKORO</b>	<b>45 457 488</b>	<b>19 121 650</b>	<b>12 855 163</b>	<b>4 487 492</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>903 REGION DE SIKASSO</b>				
Personnel	12 232 236	6 157 185	6 094 680	0
Matériel & Fonctionnement	4 337 754	1 106 172	525 510	370 095
Déplacement & Mission	614 769	153 692	134 177	111 057
Communication & Energie	1 704 428	852 214	512 576	446 984
Autres Dépenses	1 575 346	265 568	194 268	150 034
Bourses	302 061	151 031	0	0
Equipement et Investissement	3 980 350	995 088	73 035	0
Transfert et Subvention	2 254 123	563 531	559 468	137 220
BSI Financement Intérieur	2 000 000	1 900 000	1 818 677	484 847
Appui Budgétaire	4 081 300	856 210	87 500	14 300
Personnel (Collectivité)	18 004 761	9 002 381	5 714 108	1 829 403
<b>TOTAL REGION DE SIKASSO</b>	<b>51 087 128</b>	<b>22 003 070</b>	<b>15 713 997</b>	<b>3 543 940</b>
<b>904 REGION DE SEGOU</b>				
Personnel	9 736 533	5 028 221	4 821 524	2 320 734
Matériel & Fonctionnement	3 352 175	850 515	412 001	286 272
Déplacement & Mission	599 191	149 798	141 769	119 352
Communication & Energie	1 276 870	638 435	620 699	597 843
Autres Dépenses	1 459 451	364 863	319 711	135 451
Bourses	179 267	89 634	21 420	21 420
Equipement et Investissement	2 047 658	511 915	0	0
Transfert et Subvention	1 550 082	387 521	368 937	119 842
BSI Financement Intérieur	1 050 000	799 764	574 706	0
Personnel (Collectivité)	14 497 006	14 066 986	7 127 660	6 321 362
<b>TOTAL REGION DE SEGOU</b>	<b>35 748 233</b>	<b>22 887 649</b>	<b>14 408 427</b>	<b>9 922 275</b>
<b>905 REGION DE MOPTI</b>				
Personnel	6 880 337	3 460 761	3 415 435	1 591 836
Matériel & Fonctionnement	3 302 746	835 476	568 923	418 176
Déplacement & Mission	590 872	147 718	120 515	97 360
Communication & Energie	1 275 538	637 769	209 066	205 066
Autres Dépenses	760 279	190 070	133 703	73 881
Bourses	15 038	7 519	343	0
Equipement et Investissement	1 277 407	319 352	0	0
Transfert et Subvention	1 909 072	477 268	288 982	100 813
BSI Financement Intérieur	800 000	0	0	0
Appui Budgétaire	1 619 138	0	0	0
Personnel (Collectivité)	11 667 067	8 297 823	3 962 833	3 515 196
<b>TOTAL REGION DE MOPTI</b>	<b>30 097 494</b>	<b>14 373 755</b>	<b>8 699 799</b>	<b>6 002 328</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>906 REGION DE TOMBOUCTOU</b>				
Personnel	4 331 366	2 174 216	2 146 592	1 030 977
Matériel & Fonctionnement	1 496 274	376 187	296 512	99 003
Déplacement & Mission	512 022	128 006	95 597	86 589
Communication & Energie	705 103	352 552	143 965	96 852
Autres Dépenses	486 812	121 703	92 941	50 722
Equipement et Investissement	170 276	42 569	0	0
Transfert et Subvention	939 813	234 953	135 673	126 268
BSI Financement Intérieur	1 300 000	150 000	0	0
Appui Budgétaire	1 310 838	0	0	0
Personnel (Collectivité)	5 814 448	2 907 225	1 575 984	1 575 984
<b>TOTAL REGION DE TOMBOUCTOU</b>	<b>17 066 952</b>	<b>6 487 410</b>	<b>4 487 264</b>	<b>3 066 396</b>
<b>907 REGION DE G A O</b>				
Personnel	4 298 153	2 161 131	2 129 175	1 025 557
Matériel & Fonctionnement	1 515 817	381 637	238 734	193 882
Déplacement & Mission	541 238	135 310	120 443	96 299
Communication & Energie	724 823	362 412	187 560	161 110
Autres Dépenses	478 189	119 547	89 287	75 544
Bourses	42 722	21 361	0	0
Equipement et Investissement	462 760	115 690	0	0
Transfert et Subvention	712 034	178 009	141 679	42 564
BSI Financement Intérieur	1 000 000	0	0	0
Personnel (Collectivité)	6 639 965	3 319 983	2 056 330	1 569 305
<b>TOTAL REGION DE G A O</b>	<b>16 415 701</b>	<b>6 795 078</b>	<b>4 963 207</b>	<b>3 164 261</b>
<b>908 REGION DE KIDAL</b>				
Personnel	893 255	449 775	444 861	221 454
Matériel & Fonctionnement	833 066	210 587	114 480	0
Déplacement & Mission	481 834	120 459	106 685	0
Communication & Energie	259 476	129 738	12 980	0
Autres Dépenses	240 676	60 169	35 816	0
Transfert et Subvention	215 960	53 990	42 713	0
BSI Financement Intérieur	900 000	0	0	0
Personnel (Collectivité)	1 508 976	754 488	379 248	0
<b>TOTAL REGION DE KIDAL</b>	<b>5 333 243</b>	<b>1 779 205</b>	<b>1 136 781</b>	<b>221 454</b>
<b>909 REGION DE TAOUDENIT</b>				
Personnel	2 000	1 000	0	0
Matériel & Fonctionnement	519 600	131 900	0	0
Déplacement & Mission	625 950	156 488	0	0
Communication & Energie	252 500	126 250	0	0
Autres Dépenses	295 750	73 938	0	0
Transfert et Subvention	127 500	31 875	0	0
BSI Financement Intérieur	2 000 000	0	0	0
<b>TOTAL REGION DE TAOUDENIT</b>	<b>3 823 300</b>	<b>521 450</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

BUDGET D'ETAT 2017  
SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2017

Imprimé le 16/05/2017 16:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>910 REGION DE MENAKA</b>				
Personnel	11 000	5 500	0	0
Matériel & Fonctionnement	526 100	134 775	0	0
Déplacement & Mission	583 600	145 900	0	0
Communication & Energie	252 500	126 250	0	0
Autres Dépenses	309 700	77 425	0	0
Transfert et Subvention	152 000	38 000	0	0
BSI Financement Intérieur	1 500 000	0	0	0
<b>TOTAL REGION DE MENAKA</b>	<b>3 334 900</b>	<b>527 850</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>950 BUDGETS ANNEXES</b>				
Budgets Annexes cptes et Fonds Spéciaux	5 980 456	2 883 228	0	0
<b>TOTAL BUDGETS ANNEXES</b>	<b>5 980 456</b>	<b>2 883 228</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>970 COMPTES &amp; FONDS SPECIAUX</b>				
Budgets Annexes cptes et Fonds Spéciaux	88 752 200	16 668 372	16 506 026	10 785 152
<b>TOTAL COMPTES &amp; FONDS SPECIAUX</b>	<b>88 752 200</b>	<b>16 668 372</b>	<b>16 506 026</b>	<b>10 785 152</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 272 161 403</b>	<b>650 620 124</b>	<b>449 128 660</b>	<b>302 565 269</b>